

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°367

OCTOBRE 2015

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ANKARA : 128 MORTS LORS D'UN RASSEMBLEMENT POUR LA PAIX**
- **TURQUIE : APRÈS LES JOURNALISTES, LES AVOCATS SUR LA SELLETTE**
- **ROJAVA : CHANGEMENT IMPORTANT DE CONTEXTE POLITIQUE ET MILITAIRE EN SYRIE**
- **KURDISTAN D'IRAK : CRISE POLITIQUE APRÈS LA MORT DE MANIFESTANTS ET DE CADRES DU PDK**

ANKARA : 128 MORTS LORS D'UN RASSEMBLEMENT POUR LA PAIX

Le samedi 10 octobre, la Turquie a été victime de l'attentat terroriste le plus meurtrier de son histoire. Deux kamikazes se sont fait exploser au milieu d'une manifestation pour la paix organisée par plusieurs syndicats et organisations de gauche et le parti kurde HDP devant la gare principale d'Ankara. Au moins 128 personnes ont été tuées, et 246 blessées, dont 48 très gravement. Le lendemain des explosions, 160 personnes se trouvaient encore à l'hôpital, dont 65 en soins intensifs. Les victimes sont principalement des opposants à l'AKP, Kurdes ou progressistes.

Cette terrible attaque terroriste s'est produite dans un climat déjà très tendu et marqué par la violence, et en particulier la violence sans précédent récent exercée par les forces de l'ordre et les supporters du gouvernement. Le 7 du mois, le corps d'un jeune activiste kurde, Haci Lokman Birlik, avait été accroché au pare-choc d'une voiture de police pour être traîné dans les rues de Sirnak. Ceci rappelait de manière sinistre le mois d'août dernier, quand des soldats avaient posté sur les réseaux sociaux des photos où ils posaient devant le cadavre dénudé d'une combattante du PKK qui avait subi le même sort...

Après des années où les relations politiques semblaient s'être quelque peu apaisées, la violence extrême exercée dans l'impunité contre ceux considérés comme des ennemis de l'Etat semble donc redevenir la norme en Turquie. Depuis leur défaite aux élections de juin, les dirigeants AKP du pays n'ont d'ailleurs eu de cesse de désigner dans leurs déclarations publiques les ennemis contre lesquels il convenait de lutter. Ainsi du long discours prononcé par le président Erdoğan le dimanche 4 octobre au cours de son meeting électoral au Zénith de Strasbourg, devant 12 000 Turcs de la diaspora. Précédé d'une prière collective

dirigée par un imam venu de Turquie, ce meeting, baptisé « Rencontre citoyenne contre le terrorisme », a donné lieu à un discours très offensif du Chef de l'Etat, truffé à la fois de références islamiques et de propos exaltant la nation turque. Erdoğan y a désigné clairement l'ennemi : non pas Daech, dont il n'a pas prononcé le nom une seule fois, mais le PKK, et – à mots couverts – le HDP.

Et de fait, juste après l'annonce de l'attentat d'Ankara, le premier ministre Davutoğlu, loin de se poser la question de la responsabilité de l'Etat dans un attentat survenu au cœur même d'une capitale réputée zone la plus sécurisée du pays, a rejeté en partie cette responsabilité... sur les organisateurs ! En fait, comme le note Le Monde du 13 octobre, « Le Gouvernement a réagi en accusant les victimes, en interdisant aux médias de couvrir l'attentat et en bloquant l'accès aux réseaux sociaux, notamment Facebook et Twitter ». Aucune cérémonie officielle rendant hommage aux victimes n'a été organisée.

On ne peut s'empêcher de se poser la question : comment un Etat disposant de services secrets aussi efficaces que la Turquie a-t-il pu laisser un tel attentat se produire à Ankara ? La manifestation avait été dûment autorisée, mais la police turque – et notamment les nombreux policiers en civil qui quadrillent habituellement ce genre d'événements – y a brillé par son absence. Quelques minutes après les explosions, les policiers sont soudain réapparus... pour disperser violemment la foule choquée par les explosions à l'aide de canons à eau et de lacrymogènes ! Le député turc Lütfü Türkkan (CHP) a résumé l'opinion de nombreux observateurs en twittant après l'attentat que cette attaque était « [...] soit un échec des ser-

vices de renseignements, soit leur œuvre. »

Qui se trouve donc derrière cet attentat ? La question se pose d'autant plus qu'hélas, depuis plusieurs mois, les attaques de ce type se sont multipliées en Turquie : à Diyarbakir en juin dernier, juste avant les élections, un meeting électoral du HDP avait été victime de deux bombes qui avaient fait quatre morts et des centaines de blessés. En juillet, c'était à Suruç, près de la frontière syrienne, qu'un attentat suicide avait tué 35 militants de gauche et pro-kurdes venus pour participer à la reconstruction de Kobanê. Les victimes sont toujours à chercher chez les Kurdes où ceux qui leur sont proches, et les modes opératoires apparaissent toujours proches sinon semblables : dans les deux derniers cas, on a retrouvé sur les lieux des billes de métal, ajoutées aux explosifs pour en augmenter l'impact.

Pas plus qu'elle n'avait revendiqué l'attentat de Suruç, l'organisation djihadiste Daech n'a revendiqué celui d'Ankara – alors qu'elle a toujours revendiqué les attentats qu'elle avait commis au Kurdistan de Syrie, en Irak ou ailleurs. Les membres de la communauté kurde remarquent que, quand ils sont visés, personne n'est jamais retrouvé ni inculpé, alors que quand il s'agit d'amener devant les juges qui a osé accuser Erdoğan de corruption ou qui a prononcé les initiales du PKK, la Loi avec un grand « L » s'applique dans toute sa rigueur. De son côté, Selahettin Demirtaş, co-président du HDP, à chaque fois visé par les attentats, relève que les autorités gouvernementales « n'ont jamais été capables de trouver les coupables des attaques de Diyarbakir, de Suruç, tout comme (elles) ne vont jamais identifier les responsables de l'explosion d'Ankara. » Et

d'ajouter : « Il n'y a pas de puissance mystérieuse derrière cet attentat, ils nous envoient plutôt un message: « Nous pouvons vous tuer en plein jour, en plein centre d'Ankara, nous pouvons tuer quiconque se lève contre nous, et camoufler cette opération ».

Bénéfice politique immédiat de l'attentat pour le gouvernement, le HDP, pour éviter d'autres tueries, a décidé d'annuler tous ses meetings électoraux, ainsi contraint d'aborder les élections dans une situation défavorable, dans une ambiance de menace et non plus de joie... Cela rappelle tristement les années 90, lorsque les permanences des candidats du parti pro-kurde étaient systématiquement attaquées avant les élections. Et alors que le HDP se trouvait ainsi empêché de fait de faire campagne, l'AKP avait quant à lui systématiquement fait fermer ou pris le contrôle des médias qui ne lui étaient pas entièrement favorables.

M. Erdoğan serait-il en train de réussir sa « synthèse islamo-nationaliste » en ajoutant à l'Etat profond (*derin devlet*), alliance traditionnelle entre la police, les services secrets et la pègre, un quatrième partenaire, les djihadistes ? Dans les années 90, l'Etat turc avait su utiliser pour ses basses besognes les islamistes du Hezbollah kurde, dont le « Huda Par » (nom signifiant également « parti de Dieu »), de création récente, est l'héritier. Peut-être le Président turc réussira-t-il de cette manière à reprendre le pouvoir total et à « étouffer les dossiers de corruption qui ne demandent qu'à sortir », comme le fait remarquer dans Le Point du 15 octobre Ahmet Insel, professeur de sciences politiques à l'Université Galatasaray. La question est de savoir si l'Etat turc actuel, avec ses 7 % de sondés déclarant soutenir Daech, pourra quant à lui survivre à long terme à un tel « succès »...

TURQUIE : APRÈS LES JOURNALISTES, LES AVOCATS SUR LA SELLETTE

En octobre, les forces spéciales turques, appuyées par la police, ont poursuivi tout au long du mois les opérations de « punition » dans plusieurs villes considérées comme des fiefs du nationalisme kurde, comme Ferqin (Silvan), Cizre, Nusaybin, et plusieurs quartiers de Diyarbakir. Soumises au couvre-feu, privées fréquemment d'électricité et d'eau, ces villes ont connu des violences dévastatrices. Des centaines de maisons et de commerces ont été fouillés et brûlés par les forces turques sous prétexte de détruire les barricades dressées par des jeunes. Cette guerre à huis-clos a déjà fait une cinquantaine de morts parmi les civils et provoqué l'exode de dizaines de milliers d'habitants. Parmi les victimes, de nombreux enfants. Les auteurs de ces meurtres n'ont pas été poursuivis en justice.

C'est dans ce contexte qu'un courageux procureur a décidé de réagir face à l'insupportable. A la mi-octobre, l'avocat kurde Tahir Elçi, président du barreau de Diyarbakir, avait déclaré sur CNN que le PKK n'était pas une organisation terroriste, mais une organisation armée : « Même si certains des actes du PKK ont un caractère terroriste, le PKK est un mouvement politique armé », avait-il dit lors d'un programme de discussion. « C'est un mouvement politique avec des revendications politiques, qui a un très fort soutien dans la société. »

Cette distinction – relativement classique en sciences politiques – n'a pas été appréciée par le procureur de Bakırköy (une banlieue chic d'Istanbul), qui a ordonné l'inculpation de M. Elçi. Celui-ci a été arrêté chez lui à

Diyarbakir par la police anti-terroriste au milieu de la nuit du 20, et amené à Istanbul. Après une semaine de détention, il a été relâché jusqu'à son procès mais a été placé sous contrôle judiciaire. Le bureau du procureur a transmis l'acte d'accusation à la deuxième haute cour criminelle de Bakırköy. Celle-ci doit décider sous 15 jours de poursuivre ou non l'avocat. Tahir Elçi pourrait, si l'accusation se poursuit, être condamné à une peine allant de un an et demi à sept ans et demi de prison.

On comprend la colère du procureur de Bakırköy: M. Elçi est entre autres l'avocat de Mohammed Rasool, ce journaliste kurde d'Irak qui avait été arrêté en août dernier à Diyarbakir alors qu'il travaillait comme fixeur pour deux journalistes de Vice News. Mohammed Rasool, qui avait auparavant travaillé pour Associated Press, où il était très apprécié pour ses qualités de terrain, aidait alors ses collègues britanniques, Jake Hanrahan et Philip Pendlebury, à couvrir les affrontements entre les jeunes Kurdes et la police dans la province de Diyarbakir. Ils avaient en particulier interviewé une jeune fille de 13 ans qui avait été blessée de trois balles perdues au début des affrontements.

Arrêtés avec Rasool devant leur hôtel le 27 août, les deux journalistes britanniques avaient été accusés de « travailler pour l'organisation de l'Etat islamique » – une accusation pour le moins étrange, surtout pour Rasool, qui avait dans le passé recueilli dans sa région d'origine au Kurdistan d'Irak énormément de témoignages concernant les atrocités commises par cette organisation. Les trois hommes avaient alors été incarcérés dans une prison de

« type F » à Adana. Puis, 11 jours plus tard, les deux Britanniques avaient été relâchés et expulsés vers le Royaume-Uni, tandis que Rasool demeurait dans une prison de haute sécurité. Les autorités turques ne l'ont pas inculpé de quoi que ce soit et n'ont pas non plus expliqué les raisons de sa détention. Tout au plus ont-elles fait savoir que des « documents suspects » avaient été trouvés sur le disque dur de son ordinateur... Au bout d'un certain temps, les journalistes ont été accusés de faire de la propagande pour le PKK, qui n'est pourtant pas précisément en bons termes avec Daech...

Le 16 octobre, le porte-parole du Département d'Etat, Mark Toner, a appelé la Turquie à respecter le droit dans le cas de Rasool : « Nous demandons instamment aux autorités turques – a-t-il déclaré – de faire en sorte que leurs actions vis-à-vis de M. Rasool respectent les valeurs démocratiques universelles, ce qui inclut bien sur un procès en bonne et due forme, [le respect de] la liberté d'expression et l'accès aux médias et à l'information. »

Le système légal turc ne limite pas le délai pouvant s'écouler entre l'arrestation d'un suspect et la publication d'un acte d'accusation par un procureur – en particulier dans les cas de suspicion de terrorisme. Ainsi malgré la mobilisation de ses collègues britanniques et les demandes du Département d'Etat américain, M. Rasool peut-il légalement parfaitement demeurer en prison durant des années sans que des charges clairement définies ne soient soulevées contre lui.

Et à présent, son avocat, M. Elçi, risque lui-même la prison...

Peut-être que M. le procureur de Bakirköy, s'il n'a pas lu le communiqué du Département d'Etat, pourrait lire la lettre ouverte qu'ont adressée au Président turc le 30 du mois une cinquantaine de médias internationaux – parmi lesquels l'Agence France Presse, le New York Times, et... Vice

Media. Il pourrait y lire l'inquiétude des signataires pour le sort de M. Rasool, et aussi leur appel pour que « les journalistes, qu'ils soient citoyens turcs ou membres de la presse internationale, soient protégés et autorisés à faire leur travail sans encombre ». Les responsables des médias soulignent

« l'impact négatif pour l'image de la Turquie des atteintes à la liberté de la presse », et – ce qui devrait intéresser particulièrement un magistrat – mettent en garde contre une « culture de l'impunité »... par rapport aux attaques contre les journalistes indépendants.

ROJAVA : CHANGEMENT IMPORTANT DE CONTEXTE POLITIQUE ET MILITAIRE EN SYRIE

La situation militaire et politique en Syrie a connu ce mois-ci une évolution remarquable à plusieurs égards. Tout d'abord, le début du mois a été marqué par le début effectif de l'intervention russe, avec de nombreux bombardements, qui se sont accompagnés au sol du déploiement de troupes russes mais aussi iraniennes, venues appuyer une grande offensive lancée par l'armée de Damas.

Du côté des Kurdes, l'alliance militaire formée depuis plusieurs mois autour d'un partenaire principal, les YPG (Unités de protection du peuple) dépendant du PYD (Parti de l'Unité Démocratique), et comprenant plusieurs groupes rebelles arabes et assyriens, a annoncé le 12 qu'elle se formalisait sous l'appellation de « Forces Démocratiques Syriennes » (FDS). La nouvelle organisation militaire, qui comprend plusieurs groupes rebelles syriens ayant déjà combattu aux côtés des YPG contre Daech, comme le groupe Burkan al-Furat (« Le Volcan de l'Euphrate »), des groupes arabes à base tribale et des syriaques (chrétiens), a annoncé qu'elle prévoyait de lancer rapidement une attaque vers le sud contre Daech avec l'appui de frappes aériennes américaines, afin d'augmenter la pression sur Raqqa, la « capitale » de l'organisation djihadiste.

Les FDS bénéficient en effet du soutien des Etats-Unis, le Pentagone ayant annoncé avoir à présent totalement abandonné sa stratégie de formation de combattants rebelles devant ensuite être introduits dans le pays, une stratégie qui n'a jamais fonctionné.

Ce sont les YPG qui ont annoncé l'établissement des FDS dans un communiqué rédigé en des termes mettant l'accent sur le cadre syrien : « Les rapides développements dans les domaines politique et militaire en Syrie nécessitent la constitution d'une force militaire nationale unie pour tous les Syriens, incluant des Kurdes, des Arabes, des Syriaques et tous les autres ».

Les FDS devraient compter 3 000 à 5 000 combattants arabes, qui rejoindraient les quelques 20 000 combattants kurdes des YPG. Elles pourraient avancer vers Raqqa d'ici quelques semaines, tout en fermant la frontière avec la Turquie afin d'empêcher combattants et marchandises d'atteindre les zones tenues par Daech. Le but ne serait cependant pas de prendre la ville, mais plutôt de l'isoler. Cette opération, planifiée avant le déclenchement de l'intervention russe, aurait été préparée par la formation par des membres des Forces spéciales américaines de plusieurs milliers de combattants des YPG dans des camps situés

au Kurdistan Irakien : on devine la réaction de la Turquie si cette information est exacte.

L'insertion des combattants kurdes des YPG dans une alliance plus large telle que les FDS est sans doute pour les Américains une manière de dépasser la limitation « classique » des combattants kurdes, considérés comme peu utiles quand ils se trouvent en dehors des zones de peuplement kurde qu'ils sont chargés de défendre.

Dix jours plus tard (le 21) le PYD a annoncé que le conseil de la ville mixte de Tell Abyad (son nom arabe) / Girê Spî (son nom kurde) et l'administration autonome des trois « cantons » du Rojava avaient passé un accord d'intégration au Rojava de la ville. Celle-ci, constituant pour les djihadistes un point de passage important vers leur « capitale » de Raqqa, leur avait été prise par les YPG en juin dernier et était administrée depuis par un conseil local. Cette décision a provoqué la colère de la Turquie, qui a interprété cette évolution comme un renforcement de la « mainmise » des Kurdes sur le nord de la Syrie, et a lancé quelques jours plus tard des frappes aériennes sur la région concernée ainsi que sur Kobanê.

Cependant, quelle que soit l'inquiétude de la Turquie face aux gains enregistrés récemment par

les Kurdes de Syrie, la nouvelle présence russe dans le pays la contraint à une certaine retenue, et rend encore plus improbable qu'auparavant une intervention au sol à grande échelle. Dès le début des bombardements russes en Syrie, le co-président du PYD, Salih Muslim, a d'ailleurs déclaré qu'à partir du moment où il s'agissait de lutter contre Daech, il était prêt à s'allier avec les Russes, tout en ajoutant que l'intervention russe constituait selon lui une protection contre une incursion éventuelle des troupes turques dans la zone contrôlée par son parti : « Dans le cadre de l'accord de défense conclu avec Damas, a-t-il déclaré le 1er octobre sur le site Al-Monitor, les Russes empêcheront toute intervention turque, non pas pour nous défendre, nous les Kurdes, mais pour protéger les frontières de la Syrie. »

Le PYD semble donc pour l'instant avoir plutôt bénéficié de cette récente évolution. Certes il se trouve toujours dans une situation géostratégique délicate, enclavé comme il l'est entre Daech au sud et la Turquie au nord. Mais si l'insertion des combattants kurdes dans une alliance plus large permet aux Américains de projeter des opérations contre Daech hors des territoires kurdes, elle apporte aussi au Rojava une certaine sécurisation de sa région autonome au plan politique – tout comme l'inclusion de la région de Tell Abyad l'apporte au plan géographique.

Face à Daech, les Kurdes de Syrie, par leur victoire à Kobané, ont démontré aux yeux du monde leur capacité à résister. Si cette démonstration a été chèrement payée de la mort de nombreux combattants, elle permet maintenant à l'administration du Rojava d'apparaître dans la lutte contre l'organisation djihadiste comme

un partenaire incontournable, aussi bien vis-à-vis des Russes que des Américains. Par contraste, la Turquie a progressivement réussi le tour de force de se placer en porte à faux à la fois par rapport aux Américains en raison de sa position ambiguë sur Daech, et par rapport aux Russes, avec son exigence inacceptable du départ de Bachar al-Assad. Au-delà des considérations strictement militaires et des conséquences imprévisibles d'une confrontation directe Turquie-Russie, sur le plan économique, la Turquie est aussi retenue par son besoin toujours vital du gaz et du pétrole russes et iraniens – un besoin aussi certainement ressenti par l'AKP, pour lequel une économie turque florissante demeure l'une des conditions de son maintien au pouvoir.

Sur le front diplomatique, les dirigeants du PYD ont été reçus à Moscou par le Ministre des affaires étrangères russe, une rencontre au cours de laquelle a été évoqué la prochaine ouverture d'une représentation du Rojava dans la capitale russe. Les dirigeants kurdes ont souligné être prêts à toutes les alliances contre Daech, tout en rappelant à leurs interlocuteurs qu'ils ont un intérêt particulier pour le sort de la ville d'Alep, qui avant 2011, était habitée de 20 % de Kurdes, et dont le quartier de Cheikh Maqsoud, actuellement encerclé par les rebelles, est kurde et a vocation à être relié au canton d'Afrîn tout proche, dont proviennent d'ailleurs dans leur majorité les Kurdes du quartier. Le co-président du PYD Salih Muslim, a déclaré au même moment depuis le Rojava (Kurdistan syrien) que celui-ci allait également ouvrir une représentation à Paris et à Berlin.

Concernant Daech, l'impact de l'évolution récente est assez contrasté. Au début de l'appari-

tion du groupe djihadiste, le régime de Bachar Al-Assad avait joué de la frayeur que celui-ci inspirait en concentrant volontairement ses attaques contre d'autres formations. Cette tactique a en partie payé, puisque les autres minorités du pays en sont venues à considérer le régime comme un moindre mal (comme l'exprimait récemment précisément le co-président du PYD), voire à le soutenir. Cette situation s'est en partie reproduite au début des bombardements russes, qui ont d'abord visé d'autres groupes d'opposition : Daech a pu là encore exploiter la situation pour avancer, notamment dans la région d'Alep.

Mais le temps de ces avantages pourrait se terminer maintenant. Après des mois d'ambiguïté à son égard, la Turquie, mise sur la sellette par ses alliés, a dû adopter une ligne plus dure : il est devenu plus difficile pour les combattants étrangers souhaitant rejoindre Daech en Syrie de passer par la Turquie. Le nombre de passages quotidiens est maintenant estimé à 5, contre 50 en 2014. En Irak, les offensives contre Daech commencent à mordre sur le territoire qu'il contrôle : 26 % du territoire irakien, contre 43 % l'an dernier. En termes économiques, depuis la perte du champ pétrolier irakien d'Ajil en avril, Daech a dû réduire de 30 % les salaires de ses combattants. Si en Syrie le groupe a enregistré des progrès, puisqu'il contrôle à présent maintenant 40 à 50 % du territoire du pays contre 20 % seulement en 2014, la création d'une alliance dirigée en tout premier lieu contre lui et soutenue par la coalition occidentale pourrait bien marquer le début du reflux. Le 31 du mois, les FDS ont annoncé que leur première opération contre Daech aurait pour but d'expulser complètement l'organisation djihadiste du sud de la province de Hassakeh, qu'il contrôle encore.

KURDISTAN D'IRAK : CRISE POLITIQUE APRÈS LA MORT DE MANIFESTANTS ET DE CADRES DU PDK

La lutte contre Daech se poursuit, toujours aussi meurtrière : le Ministère des Pêshmergas du Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) a annoncé le 2 octobre que depuis l'été dernier (moment de l'attaque de l'organisation djihadiste contre la Région du Kurdistan), 1 300 pêshmergas ont perdu la vie, 52 sont portés disparus et 5 000 ont été blessés. Les affrontements entre djihadistes et pêshmergas se sont intensifiés en octobre, les combattants kurdes ayant repoussé plusieurs attaques de Daech et également participé à un raid conjoint entre Américains, Irakiens et Kurdes qui a permis le 22 du mois de libérer 69 otages retenus dans une prison de l'organisation près de Hawija, dans la province de Kirkouk.

La persistance de la crise financière et l'afflux constant de réfugiés et déplacés vers le Kurdistan suscitent une vague de mécontentement social et ravivent les dissensions entre les partis politiques. La crise affecte également le moral des combattants et nuit à l'efficacité de la lutte contre Daech. Ainsi la députée kurde yézidie Dakhil Vian a alerté le ministère des Pêshmergas du risque que constituait le non-paiement des soldes des combattants : selon elle, 5 000 yézidis du Sindjar qui ont rejoint les pêshmergas n'ont pas été payés depuis 5 mois, et des dizaines d'entre eux risquent de quitter les rangs pour chercher un autre emploi, car leurs familles, vivant pour la plupart dans des camps ou des appartements loués, ont désespérément besoin de leurs soldes.

Le 9 octobre après-midi à Qala Diza, ville située à 100 km à l'est d'Erbil, une foule de manifes-

tants s'est d'abord rassemblée devant la mairie pour demander le paiement des salaires en retard et la fin de la présidence en cours. Puis les manifestants se sont déplacés vers le bureau local du PDK, qu'ils ont encerclé avant de commencer à jeter des pierres. Les gardes du bâtiment ont tiré vers la foule, tuant deux personnes, dont un jeune garçon de 14 ans, et en blessant 21 autres ; les manifestants ont attaqué et incendié le bâtiment. Quatre gardes de sécurité ont également été blessés dans les affrontements. Des forces de sécurité supplémentaires ont été déployées dans la région pour y maintenir l'ordre. Plus tard le même jour, les locaux du PDK ont été attaqués dans les villes de Zharawa, Hajiawa and Sangasar, celui de Zharawa a été incendié. A Erbil et Dohouk, des cordons de sécurité autour des locaux du parti Gorran ont été installés afin d'éviter des attaques de représailles par des supporters du PDK. Le 11, des manifestants ont incendié les locaux du PDK à Halabja.

Comment en est-on arrivé là ? Le mandat du Président de la Région, Massoud Barzani (également leader du PDK), après avoir été prolongé une première fois pour deux ans, est de nouveau arrivé à expiration le 20 août dernier. Depuis cette date, le PDK argue de la situation militaire dans laquelle se trouve le Kurdistan face à Daech pour en demander une nouvelle prolongation pour deux ans, en attendant l'adoption d'une constitution du Kurdistan statuant entre autres dispositions sur le pouvoir et le mode d'élection du président de la Région, pouvoirs codifiés actuellement dans une loi spéciale que certains partis

souhaiteraient modifier. Les autres partis politiques du Kurdistan, et en premier lieu l'ancien parti d'opposition Gorran (« Changement »), entré au gouvernement de coalition mis en place 18 juin 2014, proposent que le président soit élu par le Parlement ou par référendum – mais avec des pouvoirs sérieusement restreints par rapport à ses prérogatives actuelles.

Il existe depuis longtemps dans la Région deux « camps » défendant l'un un régime présidentiel, l'autre un régime parlementaire. Ce désaccord politique ancien s'est trouvé exacerbé ces derniers temps. Quatre partis (UPK, Gorran, et les deux partis islamistes kurdes), sont plutôt partisans d'une élection du président par le parlement, sachant qu'une élection au suffrage universel donnerait une large victoire au candidat du PDK. De nombreuses réunions entre les cinq principaux partis du Kurdistan ont eu lieu depuis fin août, sans parvenir à un accord permettant une sortie de crise. La combinaison de ces tensions politiques avec des tensions économiques et sociales de plus en plus importantes constitue pour la Région du Kurdistan un cocktail explosif.

Depuis bientôt deux ans, le Gouvernement central irakien n'a pas versé au GRK les 17% du budget du pays qui lui reviennent constitutionnellement. Erbil et Bagdad se rejettent la responsabilité en la matière : Bagdad justifie cette mesure par le reproche qu'il fait à Erbil d'exploiter et de vendre son pétrole sans passer par le gouvernement central, Erbil reproche à Bagdad le non paiement du budget fédéral et argue n'avoir d'autre moyen de remplir ses obligations

financières que précisément de vendre son pétrole indépendamment ! Un accord Bagdad-Erbil signé en décembre 2014 n'a guère modifié la situation, en partie en raison de la chute des cours du pétrole. Le 7 octobre, le Ministre des finances du GRK, Rebaz Mohammed, a indiqué que le Kurdistan avait consacré depuis le début de la guerre contre Daech 756 milliards de dinars irakiens à celle-ci (environ 644 millions d'euros).

Conséquence principale de cette situation, les salaires de nombreux fonctionnaires du GRK n'ont pas été payés depuis plusieurs mois. De nombreux mouvements de grève et d'importantes manifestations anti-GRK autour de slogans économiques ont démarré début octobre : le 3, des centaines d'enseignants ont manifesté et bloqué Salim Street, une des rues principales de Suleimanieh. Le lendemain, ce sont les employés du tribunal de Suleimanieh qui sont entrés en grève. Les enseignants ont renouvelé leur grève à Halabja, Suleimanieh, Garmyan et Raparîn – une grève qui s'est prolongée jusqu'en fin de mois. Le 5, les employés du Ministère de la Santé et des Affaires sociales à Erbil ont à leur tour débrayé. Si certains chefs d'établissement scolaires ont repris le travail, le 7, des enseignants sont venus protester devant le parlement à Erbil, tandis que des employés du département de l'environnement bloquaient une rue dans cette même ville, toujours pour protester contre le non-paiement des salaires. Le 8, une importante manifestation de protestation contre le non-paiement des salaires depuis trois mois s'est tenue devant l'hôtel de Suleimanieh où les cinq partis

kurdes étaient réunis pour négocier sur la question de la présidence. La police qui protégeait la réunion est intervenue avec des gaz lacrymogènes pour disperser la foule et il y a eu au moins 17 blessés, incluant deux policiers.

Quelques jours après l'incident de Qala Diza, le 12 au matin, les forces de sécurité du PDK ont interdit au président du Parlement, Yousif Mohammed (Gorran), l'entrée à Erbil. Le mardi 13, le Premier ministre Nechirvan Barzani (PDK) a informé les quatre ministres de Gorran qu'il les remplaçait au gouvernement, et a annoncé son intention de démarrer des consultations pour former un nouveau gouvernement de coalition. Dans l'intervalle, les fonctions des ministres de Gorran seraient assurées par leur vice-ministre. Nechirvan Barzani a également informé les partis politiques qu'ils devaient élire un nouveau président du parlement avant que Yousif Mohammed ne puisse être autorisé à regagner Erbil. Les nouveaux ministres ont été effectivement nommés le 27 : les autres partis politiques ayant refusé de participer aux discussions visant à mettre en place un nouveau gouvernement, les nouveaux ministres par intérim sont tous membres du PDK, les ministres Gorran étant non pas démis, mais « suspendus ». Les nouveaux ministres par intérim sont les suivants : le Ministère des pèche-mergas est confié à Karim Sinjarî, l'actuel Ministre de l'intérieur, le Ministère de la Planification à Ali Sindi, actuel Ministre du commerce et de l'industrie, les Affaires religieuses (Waqf) sont confiées à Pishtiwani Sadiq, et le Ministère des finances est confié au vice-

ministre PDK du ministre Gorran suspendu. Le Président du Bureau des Investissements, qui appartenait à Gorran, a également été remplacé.

Cette crise politique s'est accompagnée de vives tensions avec les médias. Les réseaux sociaux ont été temporairement bloqués toute la journée du 11 à Erbil et Dohouk, tandis que des locaux de médias étaient soumis à des attaques voire à des fermetures autoritaires : le bureau de Suleimanieh de la chaîne Rudaw, proche du PDK, a été attaqué par des manifestants qui ont été repoussés par la police à l'aide de lacrymogènes, ceux de la chaîne NRT à Erbil et Soran ont été fermés par la sécurité, le personnel NRT d'Erbil étant forcé de quitter la ville, du matériel de prise de vues confisqué. A Suleimanieh, les locaux de six chaînes de télévision ont été attaqués par des manifestants, incluant ceux de la chaîne turque de langue kurde TRT-6, dont un des journalistes a été blessé. Un journaliste de NRT, Babar Anwar, a rapporté avoir été empêché le 10 de couvrir une manifestation à Suleimanieh par des membres de la sécurité, qui ont endommagé le matériel de prise de vue de son équipe et l'ont frappé...

Après l'incident de Qala Diza, le président irakien Fuad Massum a appelé le GRK et les institutions lui appartenant à faire preuve de retenue tout en maintenant la sécurité dans la Région du Kurdistan. Le 26, le Ministère des finances a repris le paiement d'une partie des salaires de juillet.

Fin octobre, la situation connaissait un certain apaisement.

The Kurds' democratic experiment

Carne Ross

Across an empty and arid plain, south of a town in eastern Syria called Tell Brak, there is a long berm marking the front line of the war against the Islamic State, also known as ISIS. A levee of gravel about 20 feet high was raised by excavators operated by men and women who were often killed by distant Islamic State snipers. Every few hundred feet, there is a sentry point or dugout for a platoon of the Kurdish militia known as the People's Protection Units, or Y.P.G., that holds the position.

Along this stark boundary, the Kurds are there not only to fight against the Islamic State, but also to defend a precious experiment in direct democracy. In Rojava, the Kurdish name for this region of eastern Syria, a new form of self-government is being built from the ground up.

After the authority of the regime of President Bashar al-Assad collapsed at the start of the Syrian revolution in 2011, the Kurds took advantage of the vacuum to set up government without a state. There is no top-down authority, even within the military. One Y.P.G. commander gently corrected me when I addressed him as "general."

"We have no ranks," he said — and sure enough, his uniform bore no insignia of seniority. "We are a team."

Alongside the men of the Y.P.G., fighters from the Women's Protection Units, or Y.P.J., also fight at this front. Behind the lines, too, women are prominent in the forums in villages and towns that are part of Rojava's democratic experiment.

Most of Syria has broken up along ethnic lines. But in Rojava, members of the Arab and Assyrian minorities are deliberately included.

This struck me when I met the leadership of one canton. Unthinkingly, I addressed the oldest, most senior-looking sheikh, a leader of a local Arab tribe. Without speaking, he turned to the young Kurdish woman beside him, and she spoke to him in Arabic — as a courtesy to him and other Arab participants.

Self-government in Rojava means that, as much as possible, decisions are made at the local, communal level. In one village, women and men sat separately, reflecting local tradition. Like most political meetings, it was lengthy and sometimes boring, with the usual long-winded speeches (but not all from men). But anyone could speak, without distinction, and young and old alike stood up to debate jobs, medical services, even the menace of kids riding

their bikes too fast around the village.

For a former diplomat like me, I found it confusing: I kept looking for a hierarchy, the singular leader, or signs of a government line, when, in fact, there was none; there were just groups. There was none of that stifling obedi-

In Eastern Syria, a fragile de facto republic holds out against both jihadists and hostile neighbors.

ence to the party, or the obsequious deference to the "big man" — a form of government all too evident just across the borders, in Turkey to the north, and the Kurdish regional government of Iraq to the south. The confident assertiveness

of young people was striking.

Vestiges of the Syrian state remain in the form of two small, isolated bases in the locality, but there are no patrols or army presence outside them. The Kurds maintain an uneasy informal truce with the Assad regime, but they emphatically want an end to the dictatorship, and believe that their form of inclusive, decentralized democracy can provide a model for the whole of Syria, and beyond.

Their democratic system is a work in progress and not without flaws. Some human rights organizations have alleged political intimidation and, in a few

cases, the expulsion of Arabs suspected of collaboration with the Islamic State. A few young people I met complained about being conscripted into the Y.P.G.

But the truth is that the Kurdish forces are stretched thin. At a cemetery in Qamishli for those killed in the war, there are hundreds of graves, many freshly dug. The Y.P.G. has successfully pushed the Islamic State fighters back across a large swath of territory, from the northern border town of Kobani along a line that runs southeast until it meets the border with Iraq.

Overhead, American and coalition aircraft conduct airstrikes against Islamic State positions, but as in any war, it is foot soldiers who must take the ground — and suffer the losses. Apart from these sporadic airstrikes, the Kurds have no international support. On the contrary, their efforts are actively undermined by their neighbors, both allies of the West, to the north and south.

The Kurdish militias are critical to the fight against the Islamic State, or Daesh, as the Kurds prefer to call the jihadist movement. So it was shocking to see that front-line fighters carried only aging light weapons: Kalashnikovs and the occasional Russian-made sniper rifle. For several miles of the front, I saw very few machine guns, let alone heavier weapons like mortars, anti-



tank missiles or armored vehicles — matériel that has been generously provided to the Kurdish pesh merga fighting Daesh in Iraq.

Without protest from the United States or its allies, Turkey has prohibited all movement across its border into Kurdish-controlled Syria and has effectively blocked the Y.P.G.'s advance westward by declaring a so-called safe zone west of Kobani. To the south, in Iraq, the Kurdistan regional government sees the Y.P.G. as a political rival and blocks supplies. The Y.P.G. is often forced to scavenge arms and ammunition from its defeated enemies.

Humanitarian and reconstruction supplies are severely constrained, too, despite the urgent need in the many towns that have been devastated and depopulated.

These challenges make the Kurds' attempt to create a government of the people, by the people, in Rojava only more vital and valuable. The Mesopotamian "ziggurat" model of a centralized state has been a catastrophe for Syria and Iraq in recent decades, as one organizer explained to me.

The Kurds are alive to the paradox that this experiment in "government by the people" has become possible only amid the violent rupture of war. But there is a darker irony, too.

Democracy was supposed to be the point of Western intervention in the Middle East. But in Rojava, where it is cherished and has prospered despite the most vicious of opponents, this brave experiment is being quietly starved while the supposed champions of democracy stand by.

CARNE ROSS, a former British diplomat and the author of "The Leaderless Revolution: How Ordinary People Will Take Power and Change Politics in the 21st Century," is working on a forthcoming documentary film, "The Accidental Anarchist."

Ces cinq guerres qui se superposent désormais sur le théâtre syrien

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes

L'INTERVENTION militaire directe de la Russie en Syrie pour soutenir le régime de Bachar el-Assad internationalise encore un peu plus le conflit qui ravage le pays. Car même si elle est encore souvent réduite en Occident à une lutte

entre le régime syrien et la rébellion, la guerre a, depuis quelques années déjà, muté pour devenir un conflit régional beaucoup plus complexe et aux acteurs multiples. Écheveau de plusieurs conflits qui se superposent, ou bien s'imbriquent et s'alimentent les uns les autres, la crise syrienne est devenue un casse-tête militaire et diplomatique sans précédent.

Le premier de ces conflits est la guerre qui oppose le régime syrien à ses opposants. Commencé au printemps 2011, le soulèvement populaire contre Bachar el-Assad est devenu depuis quatre ans une guerre civile cruelle dont l'un des effets, classique, a été de radicaliser chaque camp au profit des éléments les plus brutaux. Alors que les composantes morcelées de la rébellion n'ont jamais pu s'entendre, ne serait-ce que sur une plate-forme minimale, au-delà de la chute du régime honni de Bachar, l'Armée syrienne libre, alliance de mouvements de rébellion locale, a perdu beaucoup de terrain. Prise en étau entre les forces du régime et les mouvements djihadistes qui se sont développés à mesure que la guerre se prolongeait, elle n'est plus la force motrice de la guerre civile, même si ses combattants sont toujours actifs dans les combats contre l'armée régulière syrienne.

Le deuxième conflit est la guerre religieuse qui est venue se développer comme une plante vénéneuse sur le tronc de la rébellion syrienne. En majorité composée de musulmans sunnites, cette rébellion a glissé depuis 2013 vers l'islamisme de plus en plus radical. Financés par les monarchies du Golfe, bénéficiant de la complaisance de la Turquie islamiste d'Erdogan, les mouvements djihadistes ont détourné la révolte contre Assad pour en faire une guerre confessionnelle implacable. Face à un pouvoir syrien dominé par les alaouites, branche lointaine du chiisme et donc perçue par les milieux musulmans sunnites comme hérétique et inféodée à l'Iran, la rébellion est à présent dominée par des groupes djihadistes qui ne diffèrent généralement les uns les autres que par leurs sponsors ou par l'ampleur de leurs ambitions. Tous se battent à présent pour l'instauration d'un régime politique islamiste sunnite régi par la charia. Les médias américains parlent à présent d'« islamistes

Bachar el-Assad bénéficie du soutien, volontaire ou forcé, des autres minorités syriennes, Druzes, chrétiens et chiïtes, effrayés par la perspective d'une prise du pouvoir par les islamistes

moins extrémistes » pour désigner Jabhat al-Nosra, la branche locale d'al-Qaïda, ce qui en dit long sur la dérive de la rébellion vers les extrêmes...

Face à cette radicalisation à laquelle il a contribué, le régime de Bachar el-Assad bénéficie du soutien, volontaire ou forcé, des autres minorités syriennes, Druzes, chrétiens et chiïtes, effrayés par la perspective d'une prise du pouvoir par les islamistes.

Cette radicalisation a aussi permis le développement du troisième conflit qui ravage la Syrie, devenue le principal champ de bataille de la guerre régionale que se livrent, par alliés interposés, l'Iran chiïte et l'Arabie sunnite.

Pour des observateurs comme l'activiste libanais Fouad Hamdan, interviewé voici quelques semaines par l'agence de presse indépendante Syria Direct, « le régime syrien se serait effondré voici longtemps sans le soutien de l'Iran ». L'argent, les armes et, l'assistance militaire iranienne, notamment les unités du Hezbollah libanais envoyées massivement en renfort, ont permis à l'armée syrienne de tenir tant bien que mal ses positions. Arc-boutée sur la dorsale montagneuse de l'ouest du pays, le long d'une ligne imaginaire allant de Damas à Homs et à Hama, l'armée syrienne ne tient plus que grâce au soutien de ses alliés, Iraniens et maintenant Russes. Pour les puissances sunnites (Turquie, Arabie saoudite et monarchies du Golfe), cette présence massive de l'Iran et de ses alliés aux côtés de Bachar el-Assad rend encore plus nécessaire le soutien à la rébellion syrienne, et notamment aux groupes djihadistes les plus extrémistes. Ce conflit régional, qui se livre par milices interposées du Yémen à l'Irak, a trouvé en Syrie son principal champ de bataille, et contribue largement à alimenter la fournaise syrienne en armes, munitions et volontaires.

Cette surenchère a contribué à l'apparition d'un quatrième conflit. L'État islamique, monstrueuse création politique née de la fracture de l'Irak et de la décomposition de la Syrie, a pris le contrôle des zones perdues par le régime de Bachar el-Assad pour y établir le territoire de son proto-État sunnite et

fondamentaliste au cœur du monde arabe. Autoproclamé califat, ce territoire est la base à partir de laquelle l'EI entend détruire l'ordre existant au Moyen-Orient. Combattant surtout les autres rebelles syriens dont elle convoite les territoires, cette organisation particulièrement brutale a servi au régime de Bachar el-Assad à se présenter aux Occidentaux comme le seul rempart contre la prise de contrôle du pays tout entier par les djihadistes. Frappant tantôt en Irak, tantôt en Syrie, bénéficiant de l'aura que donne dans le monde du djihad la position d'ennemi numéro un des Américains, l'État islamique a encore augmenté le niveau de brutalité et de violence d'une guerre pourtant déjà bien avancée dans ces domaines.

La solution du « ni Assad ni Daech » n'a pas donné de très bons résultats

À ces quatre conflits, s'ajoute une série de conflits périphériques, pas directement liés à la Syrie, mais qui brouillent ou infléchissent le jeu déjà complexe des alliances : l'intervention de la Turquie contre les Kurdes, la rivalité entre Occidentaux et Russes ou entre Occidentaux et Iraniens sont autant de facteurs qui viennent compliquer les interventions extérieures.

Chaque engagement dans l'un ou l'autre de ces cinq conflits influe directement ou non sur les autres. Comme d'habitude au Moyen-Orient, chaque politique a des conséquences imprévues, et le plus souvent négatives. Le soutien aux rebelles d'obédience islamique pour lutter contre le régime Assad a ainsi favorisé l'essor de l'État islamique. Les bombardements occidentaux contre l'État islamique renforcent sa propagande et son statut.

Malgré sa violence, l'État islamique est souvent perçu dans les opinions arabes sunnites comme un moindre mal, en

comparaison d'une domination irakienne et chiïte sur le Moyen-Orient, et comme un rempart contre une victoire de Bachar el-Assad.

Face à cet imbroglio, les options sont peu nombreuses, et recèlent toutes des pièges.

La solution du « ni Assad ni Daech » n'a pas donné de très bons résultats. Un an après le début des opérations aériennes occidentales et arabes, Assad est toujours en place et Daech s'est emparé de Palmyre.

La campagne aérienne lancée en septembre 2014 pour « dégrader et détruire » l'État islamique, selon les termes d'Obama, n'a pas eu beaucoup de résultats. Une fois passé le choc initial, les bombardements aériens n'ont jamais beaucoup d'effets s'ils ne sont pas étroitement coordonnés avec des opérations au sol. Or les alliés de l'alliance formée par les États-Unis manquent. Le soutien occidental à une « rébellion modérée » a tourné au fiasco : la poignée de combattants rebelles entraînés et équipés par les Américains a été capturée par les autres groupes djihadistes, ou a fait volontairement défection avec ses armes. Les Kurdes syriens ont réussi à tenir Kobané, mais, comme en Irak, les combattants kurdes ne sont guère utiles en dehors des zones de peuplement kurde.

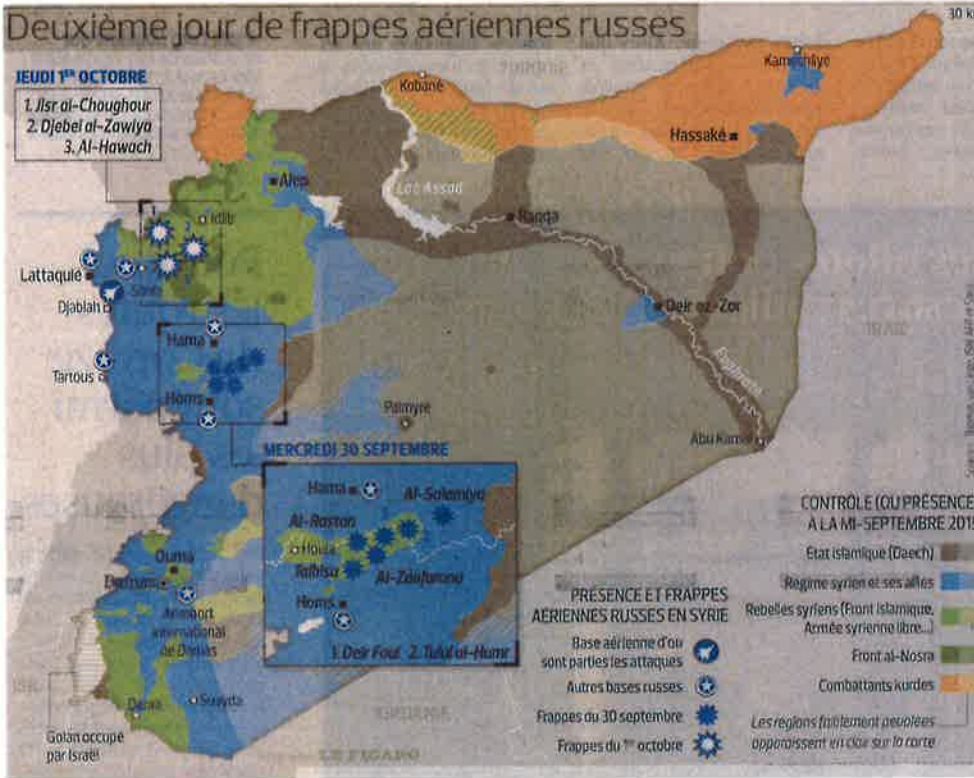
L'engagement de la Russie aux côtés de l'armée de Bachar el-Assad va donner un répit au régime syrien, lui permettre de renforcer ses lignes de défense et de tenir à distance la rébellion, au moins dans un premier temps. Jusqu'à la prochaine offensive des rebelles, qui pourraient rapidement voir augmenter l'aide reçue de leurs parrains du Golfe, plus inquiets que jamais d'une victoire de leurs adversaires en Syrie. ■



La ville syrienne de Talbiseh, aux environs de Homs, aurait été, mercredi, la cible de l'aviation russe.

Moscou justifie ses frappes en Syrie

Accusée par les États-Unis de bombarder ses alliés, la Russie conteste la légalité des raids américains sur le sol syrien.



Des subtilités qui risquent d'échapper à l'opinion publique russe.

Parallèlement, Moscou est monté au créneau pour contester la « légalité » des bombardements américains et, au passage, démentir toute intention russe d'intervenir en Irak, hypothèse évoquée plus tôt par une source militaire. Les assertions des « journaux occidentaux, c'est du pur délire », a dénoncé le leader communiste à la Douma, Guennadi Ziouganov. « Nous sommes préparés à ces attaques informatives », a renchéri Vladimir Poutine.

Ces mises au point étaient indispensables alors que plusieurs auditeurs russes se montrent désarçonnés par l'annonce des bombardements. Un sondage réalisé par Levada Centre le 21 septembre montrait déjà que seuls 14 % des Russes soutenaient le projet d'un « soutien militaire direct » à Bachar el-Assad, incluant l'en-

voi de troupes. Plusieurs experts soulignent le risque d'enlèvement de l'armée en Syrie qui, s'il s'avérait, rappellerait aux Russes les heures sombres de l'Afghanistan. « Cette mémoire traumatique est encore très vivante dans l'esprit des gens qui, depuis cette guerre, sont opposés à une intervention dans un conflit extérieur. Par ailleurs, la grande majorité des citoyens se dit étrangère au conflit syrien. Les jeunes ne savent rien à son sujet », explique au Figaro le directeur de Levada, Lev Goudkov.

Par ailleurs, la population russe est composée de 20 millions de musulmans que le Kremlin devra surveiller comme le lait sur le feu. Ironie du calendrier, le mufti de Russie accueillait mercredi dans la grande mosquée de Moscou l'ambassadeur américain, John Tefft, au moment où les premiers Soukhoï en-

traient en action. « Nous sommes contre la guerre qui apporte le chaos et la destruction », a alors déclaré Ravil Gaïnoutdine, pourtant loyal envers le Kremlin. « On ne peut pas exterminer son peuple comme le fait Bachar el-Assad et la Russie n'a pas à se mêler d'un conflit, au risque de provoquer une guerre globale », met en garde le mufti de la Russie asiatique, Nafigoulla Achirov. Dans le Caucase, très majoritairement peuplé de sunnites, la nouvelle des frappes aériennes n'a pas provoqué d'émotion particulière, mais « tous les gens comprennent que la coalition russe (avec l'Iran, NDLR) est pro-chiite », observe Akhmet Iarlikapov, expert du Caucase à l'université MGIMO. La campagne médiatique qui a déjà commencé dans le pays a justement pour but de persuader les récalcitrants que la « guerre antiterroriste » est juste. ■

PIERRE AVRIL pavril@lefigaro.fr
CORRESPONDANT A MOSCOU

UN AN ET DEMI après le début du conflit du Donbass, la Russie se réveille de nouveau en guerre, mais cette fois contre un ennemi lointain et virtuel dont elle connaissait à peine l'existence. Ironie du calendrier, c'est le « faiseur de paix » au Donbass, Vladimir Poutine, attendu ce vendredi à Paris pour une conférence sur l'Ukraine, qui se révèle depuis vingt-quatre heures général en chef d'un conflit parfaitement assumé au Proche-Orient, et sous bannière russe. Jeudi matin, le général Igor Konachenkov a voulu démontrer la précision des premières frappes en Syrie des Soukhoï 25, dont l'efficacité et l'opportunité avait été contestée la veille par la coalition occi-

dentale. « Une infrastructure terroriste de l'Etat islamique a été identifiée par drone près d'Idlib et d'el-Latamna. Vous voyez maintenant le résultat de la frappe dans cette zone non résidentielle : les « Boeviks » ont été liquidés », commente l'officier à partir d'une vidéo nocturne montrant « un bâtiment en béton armé » en proie à une explosion tandis que les constructions alentour sont épargnées.

Le film est censé contester la version pro-occidentale selon laquelle 36 civils auraient péri dans des bombardements qui n'auraient pas visé Daech, mais des opposants modérés à Damas. Moscou, qui semble avoir été pris de court par la polémique, tentait, jeudi, de riposter médiatiquement, soutenu par Damas et par Bagdad. Sergueï Lavrov douchait l'espoir d'une coordination russo-américaine. « Vladimir Poutine et Barack

Obama se comprennent parfaitement, mais cette compréhension ne peut pas conduire à la coopération requise », a regretté le ministre russe.

Mises au point

Des nouvelles frappes étaient annoncées par le ministère de la Défense. Un stock de munitions dans la zone d'Idlib (nord-ouest du pays), ainsi qu'un atelier de fabrication de voitures piégées au nord de Homs, tout comme un poste de commandement dans la zone de Hama, au centre du pays, étaient notamment visés. Ces frappes étaient dirigées « contre l'Etat islamique », a précisé Moscou, tandis qu'une source de sécurité syrienne citait comme ciblé « l'Armée de la conquête », une importante coalition qui regroupe notamment le Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda.

Hisham al-Hashimi: « Ce sera plus facile d'éliminer Daech en Irak qu'en Syrie »

Le chercheur irakien, l'un des meilleurs spécialistes de l'État islamique, décrypte son mode de fonctionnement.



Georges Maibrunot

@Maibrunot

De passage à Paris, Hisham al-Hashimi, expert basé à Bagdad, livre son analyse des atouts et des faiblesses de Daech. Il explique notamment les évolutions du « califat », qui, ces derniers mois, dispose de moins de combattants et dont les ressources financières diminuent.

LE FIGARO. - Un an après le début des frappes occidentales, de combien d'éléments Daech dispose-t-il en Irak et en Syrie ?

Hisham AL-HASHIMI. - Daech peut compter sur deux réservoirs d'hommes. Les militaires, qui se battent : environ 25 000 en Irak et à peu près autant en Syrie. Puis les soutiens logistiques, ceux qui prêtent une maison ou cachent un combattant : environ 30 000 en Irak et 20 000 en Syrie. Daech dispose donc de 100 000 à 110 000 hommes, à cheval entre l'Irak et la Syrie. En Irak, les étrangers sont environ 10 000. Mais avec le durcissement du contrôle turc sur sa frontière avec la Syrie, les volontaires ont maintenant plus de mal pour rallier Daech. Jusqu'au début de cette année, une cinquantaine de djihadistes en moyenne pénétraient chaque jour en Syrie à partir de la Turquie. Maintenant, ils ne sont plus que cinq environ. Mais il y aurait encore un millier d'étrangers en Turquie dans l'attente de pouvoir s'infiltrer en Syrie.

Comment Daech s'est-il développé hors de son califat irako-syrien ?

Les dirigeants de Daech, qui, à partir de l'Irak, sont en liaison avec ses filiales étrangères, ont pris de l'importance dans la direction. Au-dessous du calife, Abou Bakr al-Baghdadi, on trouve toujours son numéro deux, Abou Alaa al-Afri. Mais juste à côté de ce dernier figurent désormais les autres assistants de Baghdadi, responsables des filiales qui lui ont prêté allégeance depuis un an : celui qui gère la relation avec Boko Haram au Nigeria, l'agent de liaison avec Daech au Yémen, celui avec la Libye, l'Afghanistan, l'Arabie, etc. Ils forment le « conseil de l'émirat », qui a formellement le pouvoir de remplacer Baghdadi.

Quels sont les autres organes de direction de Daech ?

D'abord le « conseil de la shoura », composé de neuf membres et dirigé par Abdel Samad al-Hani, un Irakien. Mais c'est surtout un conseil consultatif avec des personnalités au passé djihadiste. « Conseil de la shoura » et « conseil de l'émirat » forment ce que Daech appelle son « conseil de règlement des problèmes ». À chacun de ses assistants, Baghdadi confère un assez grand pouvoir, sauf dans les domaines de la communication et du recueil des prestations de serment. Pour bénéficier d'une gestion décentralisée, Daech a découpé le territoire irakien qu'il contrôle en neuf wilayas (provinces). Chacune d'elles est un mini-califat avec un comité militaire, un comité de



RENCONTRE

« Depuis la perte du champ pétrolier irakien d'Ajl en avril, Daech a dû réduire de 30 % les salaires de ses combattants dont le nombre n'est pas extensible »

sécurité, un comité administratif et financier, un autre pour la police islamique, pour les femmes, l'éducation et enfin un dernier pour les prisonniers et les otages. En Syrie, Daech fonctionne sur le modèle irakien, mais son chef est un Saoudien, Abou Ali al-Jedrawi. Les anciens des services de renseignements de Saddam Hussein n'opèrent réellement que dans trois secteurs : la sécurité, le domaine militaire et les finances.

Comment Daech parvient-il à contrôler une région peuplée de 5 à 7 millions de personnes étendue sur un territoire grand comme la moitié de la France ?

Après avoir scellé des alliances avec des tribus sunnites locales, Daech a partagé le califat en trois zones. Une « zone rouge », dite « zone de la guerre », face aux forces ennemies, où toutes les décisions sont concentrées entre les mains du chef du comité militaire local. Ensuite, une « zone orange », où le commandement revient au chef de la sécurité et non pas au chef militaire. Enfin, une « zone verte », plus éloignée des combats, plus sûre en quelque sorte, en gros de Raqqa à Mossoul. C'est là où l'embryon d'émirat islamique se met en place avec une administration civile, une justice, etc. Mais partout Daech continue de contrôler la population par la terreur et par une surveillance très étroite d'internet et du téléphone. À Mossoul, huit habitants ont encore été liquidés parce qu'ils avaient utilisé l'application Viber pour communiquer avec l'extérieur.

Daech semble avoir été contenu en Irak mais progresse-t-il toujours en Syrie ?

En Irak, Daech recule, mais on est loin encore de l'avoir éliminé. Au total, Daech, qui cherche toujours à acquérir des armes chimiques, ne contrôle plus que 26 % du territoire irakien, contre 43 % l'an dernier. En revanche, en Syrie, son contrôle s'étend désormais sur 40 à 50 % du territoire, contre 20 % seulement en 2014. Daech a subi de lourdes pertes humaines. Depuis un an, 19 de ses 43 chefs ont été tués en Irak et en Syrie par les Américains ou les Irakiens. Beaucoup d'argent est offert à la population pour avoir des renseignements sur Daech.

Si le calife était tué demain, serait-ce la fin de Daech ?

Pas la fin, mais Daech pourrait alors se diviser. Trois personnes peuvent prétendre succéder à Baghdadi : Abdel Samad al-Hani (du conseil de la shoura), son adjoint, Abou Alaa al-Afri, et Younes Machadani, l'un de ses principaux responsables religieux. Ce ne sont pas des anciens baasistes mais des Irakiens qui ont un long passé djihadiste aux côtés d'Oussama Ben Laden en Afghanistan. En cas de disparition de Baghdadi, le groupe qui détient aujourd'hui l'argent pourrait s'opposer à ces djihadistes historiques. Une future direction de Daech pourrait aussi revenir dans le giron d'Ayman al-Zawahiri, le chef d'al-Qaïda, que ces trois hommes ont connu en Afghanistan et avec lequel ils entretiennent toujours des relations comme en témoignent des messages interceptés entre eux.

Pourra-t-on venir à bout de Daech ?

À cause des frappes sur leurs installations pétrolières, Daech dispose de moins d'argent. Depuis la perte du champ pétrolier irakien d'Ajl en avril, Daech a dû réduire de 30 % les salaires de ses combattants dont le nombre n'est pas extensible. Pour faire tomber Palmyre en Syrie, Daech a dû faire venir beaucoup d'hommes d'Irak. Ce sera plus facile d'éliminer Daech en Irak qu'en Syrie, car le gouvernement de Bagdad dispose d'armes et d'une coalition internationale qui l'aide, alors qu'en Syrie c'est le chaos généralisé. Mais pour soumettre Daech, il faudra recourir aux tribus sunnites irakiennes. Or, jusqu'à maintenant, seuls quelques milliers de sunnites se battent contre Daech. C'est loin d'être assez. ■



October 1, 2015

Report: 430,000 Kurdish Yazidis displaced by ISIS

By RUDAW.net - 1 oct 2015

GARMİYAN, Kurdistan Region— At least 430,000 Kurdish Yazidis have been driven out of their homes since August 2014 by the Islamic State, a new report by the Kurdistan Ministry of Martyrs and Anfal Victims has found

More than half of the displaced Yazidis have taken shelter in refugee camps in Kurdish areas, the report said.

ISIS militants attacked the pre-

dominantly Yazidi town of Shingal on August 1, 2014, triggering a grim humanitarian crisis as thousands of locals fled to the safety of the nearby Mount Shingal where they were trapped for weeks.

"At least 75 percent of the refugees from Shingal fled to the mountain when the militants attacked the city," Muhammad Haji Salih, Minister of Martyrs and Anfal Victims, told a gathering in Garmiyon on Thursday at the opening of a conference on genocide.

Salih said the remains of 400



A Yazidi woman and her child rest under a bridge 260 miles north of Baghdad after fleeing Islamic State fighters. Photo: AP

Yazidi men were found in a mass grave in Kojo village where they had been executed.

The report also confirmed that 1,800 Yazidis had been killed and more than 5,000 women and children had been abducted by the militants. It said that more than

600 children and elderly people died in the mountains while fleeing the ISIS.

Salih also said that 14 Yazidi Shrines, some dating back thousands of years, had completely been demolished by the militants. ■

REUTERS

Iraqi Kurdish leader urges Russia, U.S. to coordinate in anti-IS fight

ERBIL, Iraq / October 3, 2015 / by Isabel Coles / Reuters

THE PRESIDENT of Iraq's Kurdistan region said on Saturday that "better results" could be achieved in the war against Islamic State militants if Russia and the international coalition coordinated their efforts.

In a statement, Massoud Barzani also said he welcomed assistance from any country, including Russia, for his autonomous region's peshmerga forces, which are dug in along a frontline with the militants in northern Iraq.

Russian warplanes began striking in neighbouring Syria earlier this week. But the U.S.-led coalition, which has been bombing there and in Iraq since last year, accused Moscow of targeting groups other than Islamic State.

The Kurds have emerged as a key ally for the coalition of more than 60 nations, driving the insurgents back in northern Iraq with the help of air

strikes and advisers.

"If there is coordination and cooperation between the international coalition and Russia against Daesh, that will achieve better results," Barzani said in the statement, using an Arabic name for Islamic State, also known as ISIS and ISIL.

"The Kurdistan region... welcomes Russia if it supports the peshmerga in the fight against Daesh".

The Iraqi government said earlier this week it would welcome Russian air strikes against Islamic State on its own soil, adding that it was already cooperating on intelligence and security in Baghdad with Russia, Iran and Syria to counter Islamic State.

Iraqi officials say the agreement to share intelligence with Russia did not mean the United States would lose influence with the Baghdad government.

But diplomats and officials said Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi may use the growing Russian presence as leverage against the Americans as he seeks more weapons from Washington. ○



REUTERS

Fourteen Kurdish militants dead in clashes: local governor

October 4, 2015 / by Seyhmus Cakan / REUTERS

DIYARBAKIR, Turkey / Fourteen members of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) were killed and three were caught in clashes in Nusaybin in Mardin province as the border town remained under curfew, a statement from Mardin's governor office said on Sunday.

Turkish forces carried out air strikes on PKK targets in Hakkari province on the border with Syria, the northeastern province of Kars and in northern Iraq, the Anadolu Agency said, citing security sources. The raids on Saturday evening and early Sunday destroyed shelters, camps and caves.

Fighting also continued in Semdinli district in Hakkari following a simultaneous attack on a number of government and police buildings. Exit and entry into the town was being regulated.

Turkey's crackdown on the PKK began in July after a two-and-a-half year ceasefire collapsed and has escalated ahead of a national election on Nov. 1.

Daily clashes have so far killed more than 120 security personnel and hundreds of militants. ○

U.S. Kurdish allies welcome Russian airstrikes in Syria

YPG embrace comes as Russia finally targets Islamic State

Obama: U.S. won't engage in proxy war with Moscow, GOP ideas 'mumbo jumbo'

Islamic State cancels prayer services at mosques in its defacto capital

By Roy Gutman — October 2, 2015
www.newsobserver.com

ISTANBUL / Three days into its bombing campaign in Syria, Russia on Friday at last targeted Islamic State positions, striking at the defacto capital of the terror organization and at least one other site.

The Russian strikes at the Islamic State came after two days in which its aircraft attacked locations belonging to other fighting groups opposed to Syrian President Bashar Assad, including CIA-supported rebels, sparking calls for the Obama administration to do something to protect fighters it had trained and equipped.

But President Barack Obama made clear that the U.S. had no plans to deepen its role in Syria.

"We're not going to make Syria into a proxy war between the United States and Russia," Obama said at a White House press conference. "That would be bad strategy on our part."

He also rejected calls he should act to pre-empt U.S. credibility and influence.

"This is not some, you know, superpower chess board contest, and anybody who frames it in that way isn't paying very close attention to what's been happening on the chess board," he said.

But there were signs that U.S. influence over events in Syria was eroding, with the Kurdish militia that has been Washington's closest ally on the ground there extending a public welcome to Russia and offering to fight alongside Russia against the Islamic State. It also asked Moscow for weapons.

We want Russia to provide us air support as well as weapons in our fight against the ISIL militants. Sipan Hemo, YPG commander

"We will fight alongside whoever fights Daesh," Salih Muslim, co-president of the Democratic Union Party, the Kurdish political party whose militia, the People's Protection Units, or YPG, have closely coordinated its operations with the United States, told the online magazine Al Monitor in an interview. Daesh is an Arabic acronym for the Islamic State, which is also known as ISIS and ISIL.

"We want Russia to provide us air support as well as weapons in our fight against the ISIL militants," a YPG commander, Sipan Hemo, was quoted as telling the Russian Sputnik news portal. "We can organize an effective cooperation with Russia on the issue."

The United States and the YPG have been close allies for the past year after their coordination broke an Islamic State siege of the Kurdish city of Kobani, and U.S. airstrikes are credited with helping the YPG seize an estima-

ted 6,800 square miles of northern Syria from the Islamists in recent months. U.S. officials in recent weeks have pointed to the YPG as the most effective anti-Islamic State group in Syria.

But the YPG recently has slowed its offensive after Turkey, a U.S. NATO ally and bitter rival of the Kurds, objected to its success, and U.S. bombing missions over northern Syria have dropped precipitously.

Some analysts speculated that the YPG was interested in Russian support because Moscow was unlikely to respond to Turkey's worries that the Kurds' success would fuel a push for independence among its own Kurdish minority.

Russian involvement might also discourage Turkey from entering Syria to squelch any cooperation between the YPG and the Kurdistan Workers Party, or PKK, whose guerrillas have been battling Turkish authorities for 30 years. On Friday Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu, warned the YPG not to support the PKK offensive in Turkey. "If there is any leakages from Syria like in Iraq . . . we would not hesitate to strike at any group that poses a threat to our national security."

"The U.S. is active in the north. The Russians will not meddle in the north. But should Turkey attempt to intervene, they will," Muslim said. "They will prevent Turkish intervention, not to defend us but to defend Syria's border."

Ten Islamic State targets were struck Friday primarily in the wountryside outside Raqqa, according to Sarmad Aljilany, an activist with the "Raqqa is being slaughtered silently" Internet portal.

There were no estimates of damages or deaths, but the Islamic State canceled Friday prayer services at the four main mosques in Raqqa - where attendance is usually obligatory.

The Syrian Opposition Coalition, the anti-Assad civilian political group, said Russian aircraft also bombed Islamic State positions in Qaryatain, a city in eastern Homs province that the Islamic State captured in August.

There were also reports of Russian attacks on locations where no Islamic State forces were present. Local activists targeted the a in Latamneh, the headquarters for a CIA-backed unit known as the Al Izza Brigade in northern Hama province and also struck Maarat al Numan in Idlib province.

Syrian and American aircraft also undertook a bombing runs. The Syrian air force conducted 15 airstrikes in the Islamic State-held town of Al Bab, hitting many civilian targets including the main market and a hospital, according to the Al Bab Local Coordination Committee, an anti-Assad group.

An attempt by Russia and Iran to prop up Assad and try to pacify the population is just going to get them stuck in a quagmire. Barack Obama

Meanwhile, U.S. aircraft carried out eight airstrikes against Islamic State targets in eastern Syria, well away from Russian and Syrian government aircraft. Six were carried out in Hasaka province, where the U.S. has worked closely with the YPG, and there was one each in



President Barack Obama told a news conference Friday that he won't be drawn into a proxy war with Russia over Syria. Pablo Martinez Monsivais AP

Palmyra, an Islamic State-held city that dates back to Roman times, and Deir el Zour, another Islamic State bastion.

The YPG's embrace of the Russian intervention came as seven members of the U.S.-led anti-Islamic State coalition urged Russia to target the Islamic State and not other fighting groups in its attacks.

In a statement, the United States, France, Germany, Qatar, Saudi Arabia, Turkey and Britain expressed the "deepest concern" about the bombing of Hama, Homs and Idlib provinces "which led to civilian casualties and did not target Daesh."

"These actions constitute a further military escalation and will only fuel more extremism and further radicalization," the seven countries said.

Obama also struck that theme at his new conference.

"A military solution alone, an attempt by Russia and Iran to prop up Assad and try to pacify the population, is just going to get them stuck in a quagmire, and it won't work," Obama said he told Russian President Vladimir Putin when the two men met at the United Nations earlier this week.

His remarks came as Republicans looking to replace him have stepped up their criticism of his Syria policy. Even as his former Secretary of State Hillary Clinton said she would push for a no-fly zone and humanitarian corridors in the country.

But Obama dismissed much of the criticism as "half baked ideas" and "mumbo jumbo."

As for Clinton's suggestions, he said there was a difference between running for president and being president.

"The decisions that are being made and the discussions that I'm having with the Joint Chiefs become much more specific and require, I think, a different kind of judgment," he said. ♦

Lesley Clark contributed from Washington. Special correspondent Zakaria Zakaria contributed from Istanbul.

Les Kurdes de Syrie voient l'intervention russe d'un bon œil

SALEH MUSLIM, le président de l'Union démocratique kurde (PYD, marxiste, proche du PKK), salue l'intervention russe en Syrie, perçue par lui comme un rempart à une éventuelle incursion de l'armée turque au nord du pays. « *La Russie et les États unis semblent avoir établi leurs propres zones d'influence à l'intérieur de la Syrie. Les Américains sont actifs au nord. Les Russes ne se mêleront pas de ce qui se passe dans cette zone sauf si la Turquie tente d'intervenir. Dans le cadre de l'accord de défense conclu avec Damas, les Russes empêcheront toute intervention turque, non pas pour nous défendre nous les Kurdes mais pour protéger les frontières de la Syrie* », a-t-il expliqué, jeudi 1^{er} octobre, sur le site d'information en ligne Al-Monitor.

La branche militaire du PYD, appelée « unités de protection du peuple » (YPG), est à la pointe du combat terrestre contre le

groupe Etat islamique. Grâce au soutien aérien américain, les Kurdes de Syrie, épaulés par des combattants du PKK, ont pu libérer les villes prises en 2014 par les djihadistes le long de la frontière, telles Kobané et Tal Abyad. Désormais, les YPG, qui contrôlent la moitié des 900 kilomètres de frontière entre la Turquie et la Syrie, rêvent d'étendre leur front contre l'EI du côté de Jarablus, une ville située à l'ouest de Kobané.

Projet impossible

Ces succès militaires exaspèrent la Turquie, inquiète de la perspective de voir un Etat kurde sponsorisé par le PKK s'installer sur son flanc sud. C'est pour empêcher une progression kurde à l'ouest que les Turcs veulent créer une zone de sécurité d'Azaz à Jarablus, un projet devenu impossible depuis l'engagement militaire russe.

Des liens anciens existent entre le mou-

vement rebelle kurde et la Syrie, qui, de 1984 à 1998, servit de refuge au PKK et à son chef, Abdullah Öcalan, aujourd'hui emprisonné à vie sur l'ilot prison d'Imrali en mer de Marmara. Ce qui permet aux Turcs de qualifier le PYD de mouvement terroriste au même titre que le PKK. « *Si la Turquie était plus modérée envers nous, nous pourrions parler et nous entendre et de bonnes choses pourraient en sortir. Mais les dirigeants turcs continuent d'appeler le PYD et les YPG "terroristes"* », proteste le chef du PYD. Favorable à la création d'une région autonome kurde dans le cadre d'une Syrie unitaire, le PYD n'est pas favorable au maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir. « *Assad ne peut rester en place comme avant. Il pourrait rester le temps que s'instaure un dialogue entre les parties en conflit* », assure Saleh Muslim. ■

MARIE JÉGO (ISTANBUL, CORRESPONDANTE)

La profanation d'un cadavre fait monter la tension au Kurdistan turc

Le corps d'un militant du PKK a été traîné dans les rues de Sirnak par un camion des forces de l'ordre

ISTANBUL - correspondante

Diffusées en boucle sur les réseaux sociaux depuis dimanche 4 octobre, les images d'un homme mort, traîné par un véhicule de police dans les rues de Sirnak, dans le sud-est de la Turquie, attestent du niveau de violence dans le pays, à quatre semaines des élections législatives et alors que les forces régulières et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'affrontent de nouveau depuis la fin du cessez-le-feu en juillet.

Haci Lokman Birlik, 24 ans, a été tué vendredi, lors d'une opération des forces spéciales à Sirnak. Son cadavre a ensuite été accroché au pare-chocs d'une voiture de police pour être traîné dans les rues de la ville. Les images de sa dépouille traînée au bout d'une corde, dont certaines ont manifestement été prises depuis l'intérieur du véhicule, ont suscité des réactions indignées sur les réseaux sociaux et dans la presse d'opposition. Les commentateurs mettent en garde contre le danger de voir le pays basculer dans « la guerre civile ».



Ce n'est pas la première fois que les forces spéciales turques ont recours à ce genre de pratique. Le 10 août à Varto, dans la région de Mus, le cadavre d'une combattante du PKK, Ekin Van, avait aussi été traîné derrière un véhicule. Il avait ensuite été exposé nu plusieurs heures durant sur l'asphalte par des officiers trop contents de diffuser les images de leur « trophée » de guerre sur les réseaux sociaux, à grand renfort de commentaires enthousiastes.

Pure vengeance

« *Bien sûr, nous condamnons. Nous avons envoyé des enquêteurs sur place. Mais nous ne pouvons tout de même pas démoraliser nos forces de l'ordre qui luttent avec tant de courage contre les terroristes* », a réagi lundi 5 octobre Selami Altinok, le ministre de l'intérieur.

« *Si le ministre de l'intérieur avait le sens de l'honneur et de la dignité, il aurait dû démissionner. C'était la seule chose à faire face à*

une telle brutalité », a rétorqué peu après Selahattin Demirtas, le coprésident du Parti de la démocratie des peuples (HDP, gauche,

prokurde). La victime était le beau-frère de la militante Leyla Birlik, candidate à la députation pour la région de Sirnak.

« *Il est inacceptable de traiter un cadavre de cette façon, même si c'est celui d'un terroriste* », a déclaré pour sa part le premier ministre Ahmet Davutoglu, tout en confirmant l'ouverture d'une enquête.

Il en faudra plus pour calmer l'émotion à Sirnak, où la profanation du cadavre a été vécue comme une pure vengeance. D'autant que la presse pro-gouvernementale turque a jeté de l'huile sur le feu, en expliquant, tel le journal *Sabah* dans son édition de dimanche, qu'on était face à une « opération de routine », destinée à protéger les populations du danger posé par un cadavre éventuellement piégé. « *Tous les pays ont recours [à ce genre de pratiques]* », assurait le quotidien, un raisonnement mis en avant aussi par *Aksam*, un autre quotidien réputé proche du parti de la Justice et du développement (AKP, islamo-conservateur, au pouvoir). ■

MARIE JÉGO

Erdogan, allié obligé de l'Europe

Plusieurs sujets qui opposent Bruxelles et Ankara devraient être évités lors de la visite du président turc

ISTANBUL - correspondante

C'est en partenaire difficile mais incontournable de l'Union européenne que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, sera reçu à Bruxelles les lundi 5 et mardi 6 octobre, une visite dominée par la problématique des réfugiés, majoritairement syriens, nombreux à transiter via la Turquie dans l'espoir de gagner le Vieux Continent.

Prévus de longue date, les entretiens du numéro un turc avec Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, Donald Tusk, le président du Conseil et Martin Schulz, le président du Parlement européen, auraient pu porter sur l'érosion des libertés en Turquie, sur la reprise de la guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, considéré comme terroriste par Washington, Bruxelles et Ankara), sur la stigmatisation du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde, gauche), dont les locaux ont été attaqués à maintes reprises par des foules fanatisées alors qu'un nouveau scrutin législatif – le second en cinq mois – a été convoqué pour le 1^{er} novembre.

« Incapacité de l'Europe »

Mais les sujets qui fâchent ne sont plus d'actualité. Les Vingt-Huit comptent avant tout sur la Turquie pour endiguer le flux de réfugiés qui font route sans discontinuer vers les capitales européennes. La migration n'est pas près de s'arrêter. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), 700 000 candidats à l'asile devraient traverser la Méditerranée cette année, sans compter ceux qui arrivent par d'autres voies. Ils seront au moins aussi nombreux en 2016, selon les prévisions de l'agence onusienne.

« L'espoir des Européens, désormais, c'est Erdogan. (...) Nous devons prier chaque dimanche pour la maison d'Erdogan », a résumé,

« L'espoir des Européens, désormais, c'est Erdogan »

VIKTOR ORBAN
premier ministre hongrois

dans une interview publiée vendredi 2 octobre par le *Wall Street Journal*, le premier ministre hongrois, Viktor Orban.

Pour prévenir le flot des migrants, les dirigeants de l'UE cherchent à installer des centres d'accueil et d'enregistrement, dits « hotspots », en Turquie, en Grèce et en Italie. Un tri serait fait entre les vrais demandeurs d'asile et les migrants économiques. Ce projet a aussitôt été battu en brèche par le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu.

La proposition d'affecter un milliard d'euros supplémentaires pour aider les réfugiés dans les pays voisins de la Syrie via le HCR et le programme alimentaire mondial (PAM) n'a pas l'heur de plaire à Ankara, qui souhaite recevoir des fonds propres. Cette aide, « nous ne pouvons pas l'accepter », a assuré M. Davutoglu.

Submergée par les 2,2 millions de réfugiés syriens hébergés sur son sol depuis 2011, la Turquie assure avoir dépensé 7 milliards de dollars pour leur entretien. Seuls 417 millions de dollars ont été reçus de la communauté internationale.

Les Vingt-Huit devront faire plus. « La Turquie ne peut être la solution à l'incapacité manifestée par l'Europe à agir collectivement pour gérer l'énormité de cette tragédie humanitaire et à partager son fardeau. L'Europe ne peut plus bénéficier du rôle de zone tampon exercé par la Turquie, seule à affronter le coût financier et social de l'hébergement des réfugiés syriens », résume Sinan Ulgen, directeur du centre pour l'étude de la politique étrangère et l'économie (EDAM) à Istanbul, dans une tribune publiée par le *New York Times* le 1^{er} octobre.

La Turquie voudrait obtenir l'abolition des visas vers l'UE pour les ressortissants turcs, une proposition à l'étude à Bruxelles, mais qui est loin de faire consensus entre les Etats. Les Turcs, qui piétinent depuis cinquante ans dans l'antichambre de l'Europe, ont du mal à comprendre pourquoi les Serbes et les Albanais peuvent voyager sans visas à travers l'Europe tandis qu'eux ne le peuvent pas.

Les pourparlers engagés en 2014 autour de cette question ont peu de chance d'aboutir. « Pris de court par la montée des sentiments anti-

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, devant le Parlement à Ankara, jeudi 1^{er} octobre, lors de l'ouverture de la deuxième session de l'année législative.

KAYHAN OZER/ANADOLU AGENCY



musulmans et anti-immigration, il est peu probable que les leaders européens offrent un accès sans visas à leurs pays à 75 millions de Turcs », estime Sinan Ulgen.

Bruxelles fera certainement état de ses griefs, notamment le fait que la Turquie s'avère impuis-

« L'Europe ne peut plus bénéficier du rôle de zone tampon exercé par la Turquie »

SINAN ULGEN
analyste turc

sante à lutter contre les passeurs. Ces derniers font leurs affaires au grand jour dans les localités situées sur les côtes turques, de Canakkale à Marmaris, et empêchent des centaines de millions de dollars sur le dos des déracinés prêts à risquer leur vie pour traverser la Méditerranée dans des conditions infra-humaines.

M. Erdogan, qui profitera de sa tournée européenne pour apparaître en vedette d'un vaste meeting électoral auprès de la communauté turque prévu à Strasbourg dimanche 4 octobre, va réitérer à

Bruxelles son message sur la Syrie: la question des réfugiés ne pourra être résolue sans une solution politique au conflit syrien, à savoir le départ à plus ou moins long terme de Bachar Al-Assad.

Dans la coalition anti-EI

Plus que jamais, les dirigeants turcs poussent pour l'instauration d'une « zone de sécurité » le long de la frontière turco-syrienne. Eta-

blie entre Azaz et Jarablus, cette zone pourrait, selon Ankara, abriter des réfugiés. Trois villes-conteneurs, capables d'héberger 100 000 habitants chacune, pourraient y être construites. « Vous pouvez prendre en charge leur coût et nous pouvons les construire », a proposé récemment Ahmet Davutoglu aux Européens.

Ankara espère ainsi faire d'une pierre deux coups, stoppant net l'avancée des Kurdes syriens vers l'ouest. Dès que les « unités de protection du peuple » (YPG, affiliées au PKK) ont fait montre de vouloir poursuivre leur offensive contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI) plus à l'ouest vers Afrine (au nord d'Alep), la Turquie est entrée de plain-pied dans la coalition anti-EI, tout en essayant de négocier l'établissement de sa zone de sécurité avec les Américains.

Depuis l'entrée des Russes dans le chaudron syrien, le projet turc d'établissement d'une zone de sécurité semble plus improbable que jamais. Les raids de l'aviation russe, aussi aveugles que ceux effectués jadis en Tchétchénie (de 1994 à 2000), vont certainement avoir pour conséquence de renforcer l'exode.

Vendredi 2 octobre, le chef du Conseil des Turkmènes de Syrie, Abdurrahman Mustafa, a déploré les frappes indiscriminées de l'aviation russe, le 30 septembre, sur les villages de Talbisseh, Humus, Kanto et Zaafarani, lors desquels 40 civils ont été tués. Selon lui, 9 000 Turkmènes originaires de ces villages situés au sud de Hama se préparent à partir vers la Turquie et le Liban. ■

MARIE JÉGO

45 000 clichés d'atrocités

Photographe de mort



Une femme achève ses larmes devant les photos de « César » exposées au siège des Nations unies à New York, le 10 mars 2015

Entre 2011 et 2013, « César », photographe de la police militaire syrienne, a copié et fait sortir au péril de sa vie 45 000 photos et documents de détenus qui ont péri dans les geôles de Bachar al-Assad. Dans « Opération César » (Stock), un livre qui montre la torture perpétrée par le régime, Garance Le Caisne, collaboratrice de « l'Obs », livre le récit de cet iconographe de l'horreur. Extraits

Je suis César. Je travaillais pour le régime syrien. J'étais photographe au sein de la police militaire à Damas. [...] Avant la révolution, j'étais chargé de photographier les scènes de crime et d'accident qui impliquaient des militaires. Cela pouvait être à l'occasion de suicides, de noyades, d'accidents de la route, d'un feu dans une maison. [...]

Un jour, un collègue m'a appris qu'on devait photographier des corps de civils. Il venait de photographier des corps de manifestants de la province de Deraa : c'était les premières semaines de la révolution, en mars ou avril 2011. [...] Quand j'ai dû y aller à mon tour, j'ai vu. Les officiers disaient que c'étaient des « terroristes » ; mais non, c'étaient de simples manifestants. Les corps étaient entreposés à la morgue de l'hôpital militaire de Tichrine, un hôpital non loin du quartier général de la police militaire.

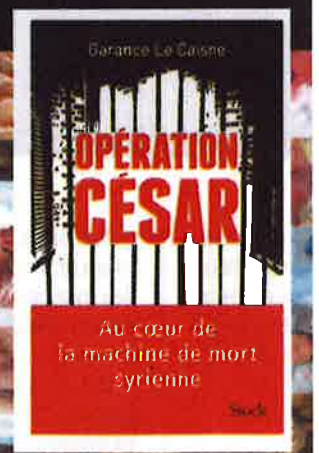
Au début, le nom était posé sur chaque cadavre. Au bout de quelque temps, quelques semaines ou un mois, les corps n'avaient plus de noms. Juste des numéros. A la morgue de l'hôpital de Tichrine, un soldat les sortait des tiroirs frigorifiques, les installait par terre sur le carrelage pour qu'on puisse les photographier et les remettait dans les tiroirs. [...] En arrivant à l'hôpital, les corps portaient deux numéros sur eux. Inscrits sur du Scotch, ou marqués au feutre sur la peau, sur le front ou sur le buste – le Scotch était de mauvaise qualité, il se décollait souvent. Le pre-

mier numéro était celui du détenu lui-même. Le deuxième celui de la branche des services de renseignement où il avait été emprisonné. Le médecin légiste, qui arrivait plus tôt le matin, lui en attribuait un troisième, pour son rapport médical. [...] Le médecin légiste inscrivait le numéro médical sur un carton. Lui, ou un agent des services de sécurité, le posait à côté des cadavres ou le tenait à la main quand on prenait la photo. Ce sont ces mains que vous voyez sur les photos que j'ai exfiltrées. Parfois, on voit même les pieds du médecin légiste, ou des agents, à côté du cadavre.

Les légistes étaient nos supérieurs. On n'avait pas le droit de parler, encore moins de poser des questions. Quand l'un d'eux nous donnait un ordre, il fallait obéir. Il nous disait : « Tu photographies ces corps (du numéro 1 à 30, par exemple), et tu repars. » Pour permettre de l'identifier rapidement dans les dossiers, on devait prendre plusieurs clichés par cadavre, un du visage, un du corps en entier, un de côté, un du buste, un des jambes. Les corps étaient regroupés par branches, il y avait un endroit pour la branche 215 des renseignements militaires, un autre pour la branche des renseignements aériens. Cela facilitait la prise de photos et leur classement plus tard. Je n'avais jamais vu ça. Avant la révolution, les prisonniers étaient torturés en prison. Tout le monde savait. Mais là, je n'ai jamais vu une torture pareille. Des personnes avaient des coupures profondes, des



Photos des exactions commises entre 2011 et 2013 divulguées par le photographe militaire « César »



yeux arrachés, des dents cassées, des traces de coups avec des câbles qui servent à démarrer les voitures. Il y avait des plaies pleines de pus, comme si elles n'avaient pas été soignées pendant longtemps et qu'elles s'étaient infectées. Parfois, les corps étaient recouverts de sang, mais de sang presque frais. Ils venaient de mourir, c'est sûr. [...]

LA ROUTINE DE LA TORTURE

A un moment, les corps ont aussi été envoyés à l'hôpital militaire de Mezzeh, qui est beaucoup plus grand que celui de Tichrine... C'était plus facile de photographier les corps à Tichrine parce qu'ils étaient entreposés à l'abri de la lumière et du soleil, dans la morgue ou dans les couloirs quand la morgue était pleine... A Mezzeh, ils étaient abandonnés dehors, par terre, dans un des garages où les voitures étaient entretenues et réparées. [...]

Le nombre a augmenté. Surtout à partir de 2012. On n'arrêtait plus. On se faisait insulter par l'officier responsable de notre service : « *Pourquoi le travail n'est pas terminé ?! Les corps s'accumulent ! Allez, dépêchez-vous !* » Il pensait qu'on traînait, mais on ne pouvait pas travailler plus vite. Le nombre de cadavres augmentait et on était moins nombreux dans le service à cause des défections de soldats. Il y avait une telle pression qu'à la fin les corps s'agglutinaient dans le garage de voitures de Mezzeh avant qu'on ait le temps de les photographier. Ils pourrissaient. Une fois, on a vu un oiseau picorer l'œil d'un cadavre. D'autres fois, des insectes attaquaient leur peau. Et puis, il y avait l'odeur. Cette odeur, dont on ne pouvait pas se défaire au début, nous rendait fous. On a dû l'appriivoiser et elle a fait partie de notre quotidien.

On travaillait de 8 heures à 14 heures, puis on avait un repos jusqu'à 18 heures ou 19 heures. Et on retournait au bureau de 19 heures à 22 heures. C'étaient de longues journées car il fallait terminer le soir pour ne pas prendre de retard. On savait qu'il

➤ y aurait d'autres corps à photographier le lendemain. [...]

[Après avoir terminé les photos, César et ses collègues repartent dans leur local de la police militaire pour rédiger leur propre rapport destiné à la justice militaire.]

C'était encore plus douloureux pour nous de voir ces photos sur l'ordinateur que de photographier les corps. Sur place, au milieu des cadavres, on ne pouvait pas s'attarder.

Le médecin légiste nous pressait, des agents des services de sécurité nous observaient, et notaient nos réactions. En Syrie, de toute façon, tout le monde surveille tout le monde. [...]

Mais dans le silence de notre bureau, on était un peu plus libres, on avait du temps. Et là, quand on imprimait les photos, quand on les collait, là, on ne pouvait plus détourner notre regard. Le détenu reprenait vie devant nous. On voyait vraiment les corps, on imaginait la torture, on ressentait les coups. Puis, il fallait écrire le rapport. Comme pour nous mettre un peu plus en mémoire ce que nous avions vu. En un mois de détention, les prisonniers avaient pu changer complètement de visage. Au point qu'on ne pouvait plus les reconnaître.

LES ARCHIVES DE LA MORT

Un de mes amis est mort en détention. On a photographié son corps sans savoir qui il était. Ce n'est que bien plus tard, en recherchant discrètement des informations pour son père, que je me suis rendu compte que sa photo était passée entre nos mains et que je ne l'avais pas reconnu. Il n'avait été détenu que deux mois. C'était quelqu'un que je voyais presque tous les jours avant son incarcération ! Son père avait appris par la police militaire que son fils était décédé en détention. Il ne voulait pas le croire. Je lui ai assuré : « *J'ai contacté l'hôpital militaire. Et ils m'ont confirmé que ton fils était mort.* » En fait, j'avais fouillé dans nos archives et retrouvé la photo. Tenu au secret, je n'ai pas pu le lui dire, bien sûr. Personne ne savait que chaque cadavre de détenu était systématiquement photographié avant d'être jeté



Renab Alalwan avait 24 ans, elle était étudiante en troisième année de soins civils à l'université de Damas. Arrêtée en janvier 2013 après avoir participé à des manifestations, elle est décédée peu après. Elle a pu être identifiée grâce à son vêtement noir, parmi les autres corps photographiés.

dans une fosse commune. Au début, on était dégoûtés. Ecœurés. Je pouvais passer trois ou quatre jours presque sans rien manger.

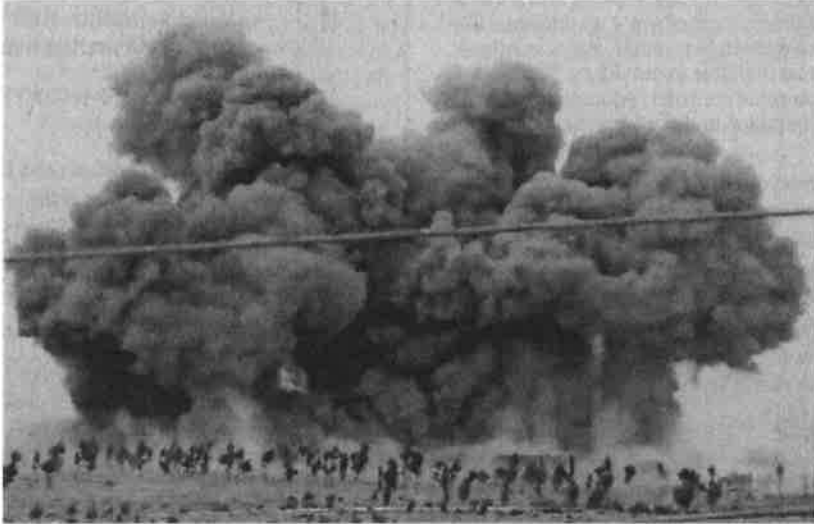
Puis, c'est devenu notre quotidien, une routine, cela a fait partie de nous. C'était la seule façon de nous en sortir. Qu'est-ce qu'on pouvait faire d'autre ? On avait peur. Si on exprimait nos sentiments, on pouvait être arrêtés et torturés à mort et devenir l'un de ces corps. On avait peur aussi pour nos proches, qu'ils soient arrêtés et deviennent eux aussi l'un de ces corps. [...]

“CELA VA CHANGER TOUS MES NUMÉROS !”

Un jour, un de mes collègues était à l'hôpital de Mezzeh. Les corps étaient les uns à côté des autres. Quand il est arrivé au-dessus de l'un d'eux, il a eu l'impression qu'il était encore vivant. Il respirait tout doucement. « *Est-ce que je dois le photographier ? Il est encore vivant* », a demandé mon collègue aux militaires chargés de déplacer les cadavres. Le médecin légiste est arrivé. Et s'est fâché : « *Comment ça, il est encore vivant ?! Mais qu'est-ce que je vais faire, moi ? Cela va changer tous mes numéros !* » Il était en colère car il avait déjà rempli son cahier avec les numéros médicaux des cadavres qu'il leur avait attribués les uns à la suite des autres. Si cet homme était encore vivant, il allait falloir rayer, attribuer de nouveaux numéros, réinscrire tout. « *Ne t'inquiète pas, va boire ton maté et l'affaire sera réglée quand tu reviendras* », lui a répondu un militaire. A son retour, ils ont fini de prendre les photos.

Avec mes collègues, on formait une équipe d'une douzaine de photographes, on se soutenait. Mais on ne pouvait pas réellement se confier. Parfois, avec un collègue, on chuchotait sans oser fermer la porte du bureau de crainte que certains n'imaginent qu'on complotait et qu'on critiquait le régime. De toute façon, on n'avait pas le droit de fermer la porte. On se disait : « *Le jour du Jugement dernier, on va nous demander des comptes : "Qu'avez-vous fait pendant toutes ces années avec ce régime criminel ? Pourquoi êtes-vous resté ?"* » Et, nous, on avait peur. Qu'est-ce qu'on allait bien pouvoir répondre à ça ? [...]. □

Russian jets strike ISIS areas in Syria



HADI AL-ABDALLAH, VIA ASSOCIATED PRESS

A video image taken Thursday in Idlib Province, Syria. Russian officials insisted that they had hit four "objects of the Islamic State" in the provinces of Idlib, Hama and Homs.

MOSCOW

U.S. and 6 other nations call for halt on attacks on other opposition groups

BY NEIL MACFARQUHAR AND ANNE BARNARD

The Russian Defense Ministry said on Friday that it had bombed seven targets in Syria in overnight air raids, including a command post and a training camp near the northwestern city of Raqqa that would be the first strike in an area widely recognized as being under the control of the Islamic State.

The United States and other nations that back groups fighting President Bashar al-Assad have accused the Russian forces of targeting almost every opposition group but the Islamic State in the airstrikes that began on Wednesday.

Turkey issued a joint statement on Friday with Britain, France, Germany, Qatar, Saudi Arabia and the United States, calling on Russia to stop targeting the opposition groups they have been supporting and warning that such attacks would feed radicalism and extremism.

Their view was summarily rejected later at the United Nations by the foreign minister of Syria, Walid al-Moallem. Delivering his nation's speech at the annual General Assembly, Mr. Moallem thanked the Russians for coming to the aid of the Syrian military with airstrikes and asserted they were part of its effort to combat terrorism.

Mr. Moallem castigated the alliance of

Western and Arab states for what he called their failure to stop the flow of foreign jihadists into Syria. He blamed the alliance for creating the crisis now engulfing the country.

"Our vision proved to be correct," Mr. Moallem said.

The Russian foray into Syria also preoccupied a Ukraine summit meeting in Paris on Friday, at least initially. The leaders of Russia and France talked for an hour about Syria, a French official said, before the broader meeting, which included the leaders of Germany and Ukraine, meant to shore up the agreement signed in Minsk, Belarus, this year that was intended to pacify south-east Ukraine.

In Moscow on Friday, the Defense Ministry said that its warplanes had flown 10 sorties overnight, hitting seven targets including a training camp and a command post run by the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, near Raqqa.

Maj. Gen. Igor Konashenkov, a spokesman for the ministry, said that the training camp was near the town of Maaden Jedid and that the command post was near Kasert-Faraj, both southwest of Raqqa.

Raqqa has emerged as the capital of the patchwork of territory that the Islamic State controls across northern Syria.

In Raqqa, the authorities announced that they were canceling Friday Prayer in the mosques as a safety measure, according to the Syrian Observatory for Human Rights, a organization based in Britain that tracks local activity across the country.

The Russians also reportedly hit Qaratayn, south of Homs, according to Al Mayadeen, a Lebanese television

channel close to the Damascus government. Islamic State forces captured the town recently, pushing out from the desert city of Palmyra toward Damascus, and they are still holding some Assyrian Christian hostages from there.

The other four areas that Syrian state television reported had been hit by Russian forces were in different parts of the country known to be controlled by rebel groups other than the Islamic State.

Russia has rejected accusations that, in trying to shore up Mr. Assad, it has hit all opposition groups indiscriminately rather than concentrating on Islamic State militants. Its military operations have confounded the loose coalition of nations that have been backing the opposition since the civil war erupted in 2011.

The statement from the seven countries expressed "deep concern" about the Russian military buildup in Syria, and in particular Russian Air Force attacks around Hama, Homs and Idlib. The attacks avoided Islamic State targets and caused civilian casualties, the statement said.

"These military actions constitute a further escalation and will only fuel more extremism and radicalization," the statement said. "We call on the Russian Federation to immediately cease its attacks on the Syrian opposition and civilians and to focus its efforts on fighting ISIL."

Russia, like Syria, which has been deeply involved in picking the Russian Air Force's targets, does not distinguish among the various opposition groups, labeling them all Islamic State or "terrorists."

As part of its campaign in Syria, the Russian Navy has deployed the missile cruiser Moscow to defend Russian Air Force planes stationed near Latakia, the news agency Interfax reported on Friday, quoting an unidentified military source.

The missile cruiser, part of a fleet that operates permanently in the eastern Mediterranean, has fired a few shots at aerial targets, the agency reported, without providing any additional details.

Russian support for the Assad government is based at least in part on a desire to maintain access to its longstanding naval station at Tartus, its only overseas military post outside the former Soviet Union.

"Russia's goal is to defend Assad; whoever is against him is a destabilizing factor," said Aleksei Makarkin, the deputy head of the Center for Political Technologies, in Moscow. "Russia wants Assad to get engaged in a political settlement from a position of strength."

But the glow of early Russian successes will almost certainly fade, analysts and opposition commanders say, as the realities of Syria's grim, four-year civil war slowly assert themselves. Mr. Assad's forces are worn down and demoralized, and they are in control of only about 20 percent of Syria's territory. Mr. Assad himself is vilified by many in the majority Sunni population as his forces use barrel bombs and other indis-

criminate weapons against an insurgency that began with political protests.

This past summer, the Syrian Army lost ground to the Islamic State in the east and to a rival insurgent coalition, the Army of Conquest, in the northwest. Mr. Assad even went on television to declare that the army was facing a manpower shortage. People from government-held areas and draft-age men were increasingly joining the accelerating flow of refugees heading for Europe and elsewhere.

In a country that is 80 percent Sunni, he was also relying increasingly on Shiite fighters from Iran and Hezbollah, the Lebanese militia group, injecting a sectarian edge into an already vicious conflict.

At the same time, as the Islamic State moved toward Homs and Damascus from the east, rival insurgents were putting new pressure on the Syrian coastal provinces, where Mr. Assad's support is strongest. The fighters advancing on that front were not from the Islamic State but from the Army of Conquest, a

group that includes an affiliate of Al Qaeda known as the Nusra Front and other Islamist groups, including several more secular groups that have been covertly armed and trained by the United States.

By striking at the territory of that group and others opposed to both Mr. Assad and the Islamic State, Russia takes pressure off Mr. Assad and

Syria castigated Western and Arab states for their failure to stop the flow of foreign jihadists into the country.

Hezbollah and shifts the ebb and flow in the war's stalemate back in their favor.

Lebanese news media even reported Thursday that Hezbollah could soon be participating in a major ground attack in northern Syria, suggesting there were plans for an assault to roll back some insurgent gains. There were also unconfirmed reports that new Iranian troops were entering Syria.

But history suggests that it will be hard for Russia to bring about a purely military resolution. The United States, with tens of thousands of troops and virtually unlimited firepower, could not subdue insurgents in Iraq or Afghanistan. And with airstrikes alone, the American-led coalition against the Islamic State has made little headway.

Russia remembers its own disastrous battle with Islamist insurgents — American-backed groups that over time spawned Al Qaeda — in the 1980s in Afghanistan.

And fears that the strikes would further radicalize people seemed to be coming true on Thursday as one previously independent Islamist brigade declared its allegiance to the Nusra Front, saying unity was necessary because the United States and Russia were allied against Muslims "to blur the light of truth."

Reporting was contributed by Hwaida Saad and Maher Samaan from Beirut, Lebanon; Rick Gladstone from New York; and Aurelien Breenen from Paris.

LE FIGARO vendredi 9 octobre 2015

Dans la tête de Poutine, éviter à tout prix à Bachar el-Assad le sort de Kadhafi



DÉCRYPTAGE
Isabelle Lasserre
ilasserre@lefigaro.fr

ISABELLE LASSERRE @ilasserre

MÊME si les intentions de Vladimir Poutine demeurent « mystérieuses » aux yeux des capitales occidentales, l'intervention militaire russe en Syrie puise ses racines à de nombreuses sources. Sauver le port de Tartous et la présence russe au Moyen-Orient, enrayer la progression de l'État islamique, prévenir le retour en Russie des djihadistes caucasiens partis combattre en Syrie, rompre l'isolement consécutif à la guerre en Ukraine, renouer avec la puissance ou diviser les Occidentaux sur la question d'une coopération avec Bachar el-Assad dans le règlement du conflit : toutes ces raisons sont directement ou indirectement évoquées par le Kremlin. Mais il en est une qui constitue chez Vladimir Poutine une véritable « obsession », selon les mots d'un diplomate, c'est la volonté d'éviter à tout prix une reproduction du « modèle libyen », celui qui avait conduit à la chute puis à la mort du colonel Kadhafi.

En mars 2011, alors que les forces de Mouammar Kadhafi menaçaient de perpétrer un massacre à Benghazi, les aviations française et britannique, soutenues par les États-Unis et adoubees

par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant l'utilisation de la force pour protéger les populations civiles, leur avaient barré la route. Toujours prompt à dégainer son veto au Conseil de sécurité, la Russie de Dmitri Medvedev s'était pour une fois abstenue. Avant de rapidement s'insurger contre l'intervention militaire, estimant que les Occidentaux avaient outrepassé leur mandat international, profité du texte volontairement flou de la résolution pour lui donner une tournure politique et pousser leur avantage pour faire chuter Kadhafi. « Ils ont l'impression d'avoir été trahis par les Occidentaux, qui ont volontairement tordu le cou de la résolution » reconnaît un diplomate français.

Le traumatisme libyen

Le président libyen sera tué d'une balle dans la tête le 20 octobre 2011. À l'époque, de nombreuses capitales occidentales applaudissent ce nouveau printemps arabe qui laisse entrevoir la libération de tout un peuple après 42 ans d'oppression. Le Kremlin, lui, dénonce l'utilisation de la force, qui devient selon les responsables russes « une constante de la politique des États-Unis après l'ex-Yougoslavie, l'Afghanistan et l'Irak ». Depuis, la Libye s'est transformée en un nouveau trou noir de la région sahélienne, un pays en plein chaos, havre pour les terroristes et les trafiquants. Et le destin de Bachar el-Assad est devenu une idée fixe chez le

président russe : « Il n'y aura pas de deuxième Kadhafi », jure-t-il dès qu'il en a l'occasion à ses interlocuteurs occidentaux.

Peu importe aux yeux du Kremlin si le chaos existait déjà en Libye avant l'intervention occidentale, Kadhafi ayant consacré beaucoup d'énergie à déstabiliser l'Afrique sahélienne et à y encourager les guerres et les conflits ethniques. Vladimir Poutine, qui n'a jamais fait grand cas du sort des populations civiles, se méfie de toutes les révolutions ou des interventions militaires pouvant mener à la désintégration de l'État et des institutions, comme ce fut le cas en Irak. Il écrase dans le sang, comme en Tchétchénie, les tentatives de rébellion contre le pouvoir de Moscou. Et réprime toute forme d'opposition dans son pays. Lui qui a envoyé sans états d'âme ses troupes en Géorgie et en Ukraine ou ses avions aujourd'hui en Syrie, se prétend opposé à toute ingérence de la communauté internationale dans les affaires intérieures d'un pays...

Qu'ils soient ou non recevables, ces arguments russes expliquent pourquoi la priorité du Kremlin en Syrie est de renouveler le soutien indéfectible de Moscou au régime « légitime » de Damas. Ils expliquent aussi pourquoi les bombardiers russes, malgré la rhétorique sur la nécessité de faire barrage aux djihadistes de l'État islamique, réservent leurs frappes aux opposants à Bachar el-Assad plutôt qu'à Daech et al-Qaïda. ■

Russia and Turkey spar over Syria

ISTANBUL

BY TIM ARANGO

Tensions between Russia and Turkey increased on Tuesday over the Russian bombings of Syrian rebels and multiple violations of Turkish airspace, which have deeply undercut Turkey's goals in the Syrian civil war.

"Our positive relationship with Russia is known," President Recep Tayyip Erdogan said on Tuesday during a visit to Brussels. "But if Russia loses a friend like Turkey, with whom it has been cooperating on many issues, it will lose a lot, and it should know that."

But aside from blunt warnings, there appears to be little that Mr. Erdogan can do about Russia's assertive military actions in Syria, which have upended his priorities to oust the Syrian president, Bashar al-Assad, and establish a buffer zone on Syria's border with Turkey.

While in many ways close to Russia, Mr. Erdogan is now leaning more heavily on his NATO allies, reflecting the shifting forces buffeting Turkey as it copes with the military, economic and humanitarian fallout of Syria's civil war.

"An attack on Turkey means an attack on NATO," Mr. Erdogan said at the news conference in Brussels.

Turkey, which from the outset of the war more than four years ago backed rebel groups in the belief that Mr. Assad could be quickly toppled, finds itself powerless to shape events in Syria.

What became increasingly clear after Russia began its bombing campaign is that Mr. Erdogan's long-held ambition of persuading Western allies to establish a safe zone in northern Syria has crumbled.

"It's quite clear to me that if we had spoken a month ago about safe zone or a no-fly zone it would have been a good idea," said Marc Pierini, a visiting scholar at Carnegie Europe in Brussels and a former European Union ambassador to Turkey. "Talking today, I'd say it's a no-go."

Mr. Erdogan, in Brussels for talks with European leaders over the migrant crisis convulsing Europe, continued to push for a safe zone in northern Syria as the only acceptable solution to create stability and discourage refugees who are leaving Turkey on perilous sea journeys for Europe.

"The polite reply here was that this is U.N. business and not for the E.U. to entertain," Mr. Pierini said. "The idea is dead in the water."

Underscoring the degree of Turkish concern about Moscow's military in-

volvement, which seemed to expand this week when officials suggested Russian "volunteer" fighters would be sent to Syria, officials in Ankara, the Turkish capital, predicted a new influx of refugees. Speaking to the Turkish daily *Hurriyet*, Deputy Prime Minister Numan Kurtulmus said that a million more Syrians could arrive in Turkey, which is already straining under the weight of nearly two million refugees.

At first Russia suggested that its priority was fighting the Sunni militants of the Islamic State, an aim shared by the United States, which is leading a coalition that for more than a year has waged an air campaign against the group in Iraq and Syria. But Russia has deployed ground-to-air missiles and interceptor jets, which have no use against militant groups that do not have an air force. This has made it clear that Russia's priority is to buck up Mr. Assad.

"The Russian presence has changed the entire parameters in Syria, including a safe zone," said Mensur Akgun, director of the Global Political Trends Center, a research organization in Istanbul. "No one will dare confront Russia."

The new tensions between Russia and Turkey have highlighted the complex relationship between the two countries. In some ways Turkey's relationship with Russia is similar to its relationship with Iran, the Syrian government's most important regional ally. In its dealings with each country, Turkey is able to separate sharp differences over issues like the war in Syria with deepening economic ties, not to mention a robust tourism industry between the two countries.

For instance, Turkey, with a growing economy and little of its own energy supplies to fuel it, relies on both Iran and Russia for natural gas imports. Turkey depends on Russia for more than half of its natural gas, and Russia has plans to build a nuclear power plant in Turkey. This week, even as tensions escalated over Syria, Turkey's energy minister said that talks would continue over a natural gas pipeline project through Turkey, which would benefit from natural gas at discount prices.

Mr. Erdogan's leadership style has often been compared with President Vladimir V. Putin's. Both have been criticized for becoming increasingly authoritarian and cracking down on free expression, and both are their countries' pre-eminent political figures.

On a visit to Moscow in September, Mr. Erdogan appeared with Mr. Putin at the inauguration of a new mosque and praised Russia: "I am sure that the opening of the mosque, at a time when

we need humanity, will contribute to establishing peace in the world," he said. "Russia is a good example for coexistence of people of different faiths."

On the same visit, Mr. Erdogan also promoted Turkey's economic relationship with Russia.

He said that bilateral trade had reached \$31 billion last year, and that Turkey's goal was for that figure to hit \$100 billion by 2023. "Let us hope that fortune is on our side and that we will succeed in reaching this objective," he said.

But Turkey's relationship with Russia is also clouded by history. Analysts have written of the fear of Russian ambitions that infect the Turkish psyche and are rooted in the history of the many wars — at least 17 by one count — fought between the Ottoman Empire and Russia over centuries.

Even before Russia's military buildup in Syria, Russia was an important ally to Mr. Assad, a fact that analysts have said

"The Russian presence has changed the entire parameters in Syria, including a safe zone. No one will dare confront Russia."

restrained Turkey from intervening more directly in the conflict. Writing in *The Atlantic* two years ago, Soner Cagaptay, an expert on Turkey at the Washington Institute for Near East Policy, said, "Turks suffer from a deep-rooted, historic reluctance to confront the Russians."

"Consequently," he wrote, "Turkey is unlikely to confront Moscow even when Russia undermines Turkey's interests."

What is clear, though, is that Russia is willing to confront Turkey. By violating Turkey's airspace twice in recent days — not a mistake, as Russia said, but a deliberate move, according to NATO — Russia seemed intent on warning Mr. Assad's foes not to violate Syrian sovereignty.

NATO, whose officials have been critical of Turkey in recent years for not doing enough to crack down on jihadist fighters crossing its border to fight in Syria, objected to the Russian incursion, and Turkey scrambled its own warplanes to intercept the Russian planes. Officials also hinted that if it happened again Turkey might shoot down any Russian jets that cross its airspace.

Those warnings notwithstanding, Turkey, because of history and its deep economic links to Russia, "will try its utmost to avoid any type of confrontation with the Russians," Mr. Akgun said.

Ceylan Yeginsu contributed reporting.

A Paris, Poutine réaffirme son soutien au régime Assad

Pour le président français, les frappes russes doivent viser « Daech et seulement Daech »



François Hollande accueille Vladimir Poutine, au palais de l'Élysée, vendredi 2 octobre. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

En langage diplomatique, on appelle cela un échange « franc » – comprendre que les deux parties ont campé sur leurs positions. C'est donc, selon l'Élysée, dans un climat de « franchise » que François Hollande et Vladimir Poutine se sont entretenus de la situation en Syrie, pendant une heure et quart, vendredi 2 octobre, à l'Élysée, en prélude à un sommet quadripartite. (Allemagne, France, Russie et Ukraine) sur le conflit ukrainien, en voie d'apaisement.

Sur le dossier syrien, en revanche, l'entrée en action de l'aviation russe a compliqué encore un peu plus la donne, alors que Paris et Moscou s'opposent radicalement sur le sort du président Bachar Al-Assad : pour M. Hollande, il n'a « pas de place » dans l'avenir de la Syrie, alors que M. Poutine veut en faire la pièce maîtresse de sa coalition contre l'Etat islamique (EI). Les cibles des frappes russes sont une autre source de désaccord. Les bombardements russes visent un large éventail de groupes rebelles anti-Assad, quand Paris veut limiter son intervention aux djihadistes de l'EI.

Le président russe, qui ne s'était pas rendu à Paris depuis juin 2014, a reçu un accueil plutôt frais de son homologue français, malgré le « bienvenue Vladimir » lancé en début de rencontre. D'après l'Élysée, les deux chefs d'Etat ont eu des « échanges approfondis sur la

base des conditions » posées par la France pour envisager une coopération avec la Russie en Syrie. « J'ai rappelé au président Poutine que les frappes [russes] doivent concerner Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique] et seulement Daech, pas d'autres cibles », a indiqué M. Hollande lors d'une conférence de presse.

Constat de désaccord

Le président français a également abordé avec son homologue russe les conditions d'une éventuelle transition politique. « Je lui ai fait valoir que si Assad était l'interlocuteur, il n'y aurait pas de progrès », a assuré M. Hollande, répétant vouloir « mettre le régime et l'opposition en capacité de former un gouvernement de consensus ». « L'avenir de la Syrie passe par le départ de Bachar Al-Assad », a proclamé le président français.

Angela Merkel, présente lors de la conférence de presse, a elle aussi estimé que « la solution doit refléter et prendre en compte les intérêts de l'opposition », sans toutefois, à la différence de son hôte du soir, prononcer le nom de Bachar Al-Assad.

Ni la chancelière ni le président Hollande n'ont dévoilé les réponses qu'ils avaient reçues de la part de M. Poutine. Celui-ci a laissé le soin à son porte-parole de donner sa version – très laconique – des échanges. « Vladimir Poutine a informé François Hollande des actions des forces aériennes russes en

Syrie », a indiqué Dmitri Peskov depuis Moscou, ajoutant que le président russe avait mis l'accent sur le fait que les actions de Moscou, « strictement conformes au droit international », visaient à lutter contre le terrorisme et à maintenir l'intégrité territoriale de la Syrie. M. Peskov a également précisé quelles étaient les « organisations terroristes et extrémistes » visées

par la Russie : l'Etat islamique, le Front Al-Nosra (affilié à Al-Qaïda) « et d'autres organisations ».

« Catastrophe assurée »

Il était difficile d'attendre autre chose de cette entrevue qu'un constat de désaccord, tant les positions sont éloignées. Vendredi, avant le début de la réunion de Paris, la France, les Etats-Unis, le

Royaume-Uni, les pays arabes du Golfe participant à la coalition contre l'EI et la Turquie avaient appelé, ensemble, la Russie à cesser ses attaques contre l'opposition syrienne et à se concentrer sur la lutte contre les djihadistes agissant en Syrie.

Dans la soirée, Barack Obama s'est également invité dans les discussions en estimant que la stratégie russe, qui « ne fait pas la différence entre le groupe Etat islamique et une opposition sunnite modérée », menait à une « catastrophe assurée ». Le président américain a aussi jugé « possible » de trouver avec Moscou une solu-

tion politique, si la Russie reconnaît que M. Assad doit partir.

Comme en réponse à ces critiques, Moscou a indiqué vendredi avoir mené des bombardements dans la région de Rakka, le fief de l'EI en Syrie. Jusqu'à présent, la campagne aérienne russe, débutée mercredi, avait ciblé des zones où l'organisation terroriste est absente ou marginale. Moscou a

« L'avenir de la Syrie passe par le départ de Bachar Al-Assad », a proclamé le président François Hollande

aussi fait savoir, par la voix du président de la Commission des affaires étrangères de la Douma, que sa campagne de frappes allait s'intensifier et durer « trois à quatre mois ».

De son côté, Damas a fait un pas très timide en annonçant, par la voix de son ministre des affaires étrangères, Oualid Mouallem, être prêt à participer à des « consultations préliminaires » proposées par l'ONU afin de préparer une conférence de paix dite de Genève III. ■

BENOÎT VITKINE

A Strasbourg, Erdogan galvanise la diaspora turque contre le PKK

Devant 12 000 personnes, le président turc a vanté la « vraie civilisation » turque et fustigé l'attitude européenne dans la crise des migrants

STRASBOURG - *envoyé spécial*

Un seul drapeau, un seul pays, une seule foi : tel était le message que le président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, est venu délivrer aux Turcs de la diaspora européenne réunis pour assister à la « *rencontre citoyenne contre le terrorisme* » organisée dimanche 4 octobre au Zénith de Strasbourg. Sans jamais évoquer l'Etat islamique (EI), le dirigeant a consacré l'essentiel de son discours, retransmis en direct par les principales chaînes de télévision turques, à la lutte contre la gué-

rilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et aux affrontements qui l'opposent depuis août aux forces de sécurité d'Ankara dans le sud-est majoritairement kurde de la Turquie.

« Vauriens »

M. Erdogan a appelé à l'unité de son pays devant plus de 12 000 de ses concitoyens venus de France, d'Allemagne et des pays limitrophes. Précédée par une prière collective dirigée par un imam venu de Turquie, l'allocution a rappelé la volonté d'Ankara de poursuivre le combat « *jusqu'au bout* » et son refus d'« *abandonner le pays aux vauriens* », condamnant dans un même élan le mouvement armé kurde, ses partisans installés en Europe et, à mots couverts, le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde).

Lors des législatives du mois de juin, le succès de ce parti légal lié au PKK auprès des Kurdes de Turquie mais aussi de l'électorat de gauche avait empêché le Parti de la justice et du développement (AKP), formation politique islamiste dont M. Erdogan est le fondateur, de conserver la majorité absolue au Parlement, qu'il détient depuis son arrivée au pouvoir en 2002. A la suite de l'échec des tentatives de formation d'une coalition gouvernementale, de nouvelles élections sont prévues pour le 1^{er} novembre, bien que les affrontements avec le PKK ne faiblissent pas dans les régions kurdes.

Alors que M. Erdogan arrivait en Europe, la journée de dimanche a notamment été marquée par des opérations militaires qui auraient fait deux morts civils en marge de combats avec des militants armés dans les villes kurdes de Silvan et Nusaybin. Se posant en chef de guerre, M. Erdogan a assuré la détermination de la Turquie, qu'il préside sans gouvernement majoritaire depuis les dernières élections, à « *écraser l'organisation terroriste* ». L'audience, acquise, lui a répondu en scandant « *Allahou akbar!* » (« Dieu est grand » en arabe).

Excluant de fait toute sortie négociée de la crise sécuritaire en cours, il a assuré : « *Tous ceux qui veulent se détacher de nous, nous (...) le leur ferons regretter* », en allusion aux velléités séparatistes qu'il accuse le mouvement kurde de poursuivre. Avant de souli-



Quelque 12 000 personnes ont assisté, dimanche 4 octobre, au discours du président turc Recep Tayyip Erdogan à Strasbourg. FREDERICK FLORIN / AFP

Se posant en chef de guerre, M. Erdogan a assuré la détermination de la Turquie à « écraser l'organisation terroriste »

gner, comme un avertissement, que le chaos règne encore dans les territoires dont l'Empire ottoman s'est retiré.

Les menaces de la censure des autorités électorales de Turquie, gardiennes des principes laïcs de la République, n'ont pas empêché le président turc de faire un usage appuyé des références religieuses, dans un discours émaillé de références aux valeurs et aux symboles islamiques, alliées à l'exaltation de la nation turque.

« Donneurs de leçons »

Se laissant aller à de grandes envolées historiques, il a décrit la lutte contre le PKK comme le prolongement des guerres menées par les grands conquérants turcs, mêlant la victoire de Saladin à Jérusalem contre les croisés, la prise de Constantinople par le Mehmet II et la bataille des Dardanelles qui opposa l'armée ottomane aux alliés européens en 1915. « *Nos cœurs sont à l'unisson aujourd'hui comme ils l'étaient à ces périodes* », a-t-il affirmé, fustigeant les « *calculs* » qui voudraient porter atteinte à l'unité nationale, avant de

rendre hommage aux « *martyrs* » des forces de sécurité, tombés récemment dans la lutte contre le PKK.

Si le conflit avec le mouvement kurde a dominé le discours, le président Erdogan, qui devait rencontrer les dirigeants de l'Union européenne lundi à Bruxelles, a également condamné avec virulence la réponse des Etats européens à la crise des migrants. La foule a hué ces Etats « *donneurs de leçons* ». Dénonçant l'insuffisance de l'aide extérieure apportée à Ankara, qui a accueilli sur son sol près de deux millions de réfugiés syriens et irakiens, et l'absence de volonté européenne de partager ce « *fardeau* », M. Erdogan a présenté la Turquie comme le défenseur de « *la vraie civilisation* » face à une Europe affectée par « *la xénophobie, l'islamophobie et le racisme* ».

Selon les organisateurs appartenant à des associations communautaires et religieuses proches du pouvoir turc et soutenues par un réseau de mosquées reconnues officiellement par Ankara, la rencontre du président Erdogan avec ses partisans européens est sans rapport avec le contexte électoral dans lequel se trouve la Turquie. Les Turcs de l'étranger ayant la possibilité de participer aux élections nationales depuis 2014, le président Erdogan n'a cependant pas omis d'appeler ses concitoyens à se rendre aux urnes consulaires lors des prochaines législatives anticipées, un scrutin sous haute tension où, pour l'AKP, chaque voix comptera. ■

ALLAN KAVAIL

Des F-16 turcs interceptent un chasseur russe violant l'espace de la Turquie

Des chasseurs F-16 turcs ont intercepté samedi 3 octobre un avion de combat russe violant l'espace aérien turc à la frontière syrienne (sud-est), le contraignant à rebrousser chemin, a annoncé lundi le ministère turc des affaires étrangères. L'ambassadeur de Russie à Ankara a été convoqué et les autorités turques lui ont fait part de leur « *vive protestation* », selon un communiqué. Ankara a aussi demandé à la Russie d'« *éviter une répétition de cet incident* » et fait savoir que le cas échéant, « *la Fédération de Russie serait considérée responsable de tout événement non voulu* » qui pourrait avoir lieu. La campagne de frappes que la Russie mène en Syrie est « *inacceptable* », a déclaré dimanche le président turc Recep Tayyip Erdogan, estimant que Moscou commettait « *une grave erreur* ».

AFP

Turquie : 17 rebelles du PKK tués après un couvre-feu dans le sud-est anatolien

Istanbul, 2 octobre 2015 (AFP)

LES AUTORITÉS turques ont annoncé que 17 militants kurdes présumés avaient été tués dans les heures qui ont suivi l'instauration vendredi d'un couvre-feu dans la ville à majorité kurde de Silvan, dans le sud-est anatolien.

Le couvre-feu est entré en vigueur à 04H00 GMT après le lancement jeudi soir d'une opération des forces de sécurité contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a indiqué l'agence pro-gouvernementale Anatolie. Les militants avaient érigé des barricades et creusé des tranchées, ajoute l'agence.

Au total 17 militants du PKK ont été "neutralisés" au cours de l'opération qui se poursuivait avec le soutien de tanks et d'hélicoptères, tandis que les rebelles étaient munis de fusils longue-portée, ajoute Anatolie.

Selon l'armée, ce couvre-feu avait été décidé après la mort de deux soldats

turcs tués mardi à Silvan par des militants kurdes, alors qu'ils portaient au travail.

Après deux ans et demi de cessez-le-feu, des affrontements meurtriers ont repris en juillet entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes dans le sud-est du pays. Les attaques du PKK et les opérations militaires de représailles se succèdent depuis à un rythme presque quotidien.

Selon un bilan établi par la presse favorable au gouvernement, ces violences ont causé la mort de près de 150 soldats ou policiers et environ 1.100 rebelles du PKK.

Début septembre, l'aviation turque avait mené des frappes d'envergure contre des camps du PKK dans plusieurs régions du nord de l'Irak, et les forces terrestres y avaient mené une incursion à la poursuite des rebelles kurdes turcs

Ces violences interviennent à un mois des élections législatives anticipées qui doivent se tenir le 1er novembre en Turquie. ●

AFP

Syrie: constitution d'une force militaire arabo-kurde

Beyrouth, 12 octobre 2015 (AFP)

LA PRINCIPALE MILICE kurde et des groupes rebelles arabes qui combattaient ensemble depuis longtemps ont décidé de formaliser leur alliance au sein d'une coalition qui s'intitule les Forces démocratiques syriennes (FDS).

La constitution de cette alliance survient après la décision de Washington d'abandonner son plan visant à former et à équiper des rebelles pour lutter contre le groupe Etat islamique (EI). Elle pourrait devenir une alternative aux yeux des Etats-Unis pour combattre les jihadistes.

La création des FDS a été annoncée dans un communiqué par le porte-parole des Unités de protection du peuple kurde (YPG).

"Les rapides développements dans les domaines politiques et militaires" en Syrie "nécessitent la constitution d'une force militaire nationale unie pour tous les Syriens, incluant des Kurdes, des Arabes, des Syriaques et tous les autres", explique le texte.

L'alliance inclut des rebelles syriens qui ont soutenu les YPG dans les combats contre l'EI, dont le groupe majoritairement arabe Burkan al-Furat (Le volcan de l'Euphrate). Des groupes représentant des tribus arabes et des chrétiens

syriaques y participent également.

Washington a soutenu les YPG dans leur combat contre l'EI dans le nord de la Syrie, où les Kurdes combattent au sol avec le soutien des frappes aériennes menées par la coalition conduite par les Etats-Unis.

Mais la force grandissante des YPG irrite le voisin turc qui considère cette organisation comme la branche syrienne du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, qu'Ankara qualifie d'organisation terroriste.

En outre les liens solides établis entre Washington et les Kurdes syriens ont suscité du ressentiment parmi les rebelles, qui insistent depuis longtemps, mais en vain, pour obtenir un soutien aérien américains et des armes.

Les YPG ont obtenu des succès dans le nord en chassant l'EI de plusieurs secteurs avec l'appui de Burkan al-Furat. Après la ville frontalière de Kobané en janvier, ils se sont emparés de Tall Abyad, privant l'EI d'une route reliant la Turquie à son fief de Raqa.

Une grande partie de l'opposition regarde les Kurdes avec suspicion en raison de leur attitude prudente depuis le début de soulèvement en mars 2011. En dépit d'années de répression par le régime de Damas, ils ont refusé de prendre les armes contre lui et se sont attachés à constituer une région autonome dans le nord de la Syrie. ●

REUTERS

Les Kurdes ne doivent pas passer l'Euphrate, dit la Turquie

ANKARA – 13 octobre 2015 (Orhan Coskun - Reuters)

LA TURQUIE NE TOLÉRERA pas que les Unités de protection du peuple (YPG), milice kurde de Syrie, franchissent l'Euphrate pour prendre position près de sa frontière et en averti les Etats-Unis comme la Russie, ont annoncé deux membres de l'administration ayant requis l'anonymat.

"C'est clair et net pour nous et nous ne plaisantons pas avec cela", a dit l'un d'eux.

Ankara craint que la progression des YPG, branche militaire du Parti de l'Union démocratique (PYD), le long des 900 km de sa frontière avec la Syrie n'attise les velléités séparatistes de sa propre minorité kurde. Or, les Etats-Unis les considèrent comme leur partenaire militaire le plus fiable dans la lutte contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI). Les autorités turques soupçonnent la Russie, dont l'aviation intervient en Syrie depuis deux semaines, de soutenir les YPG et le PYD.

"Le PYD s'est dernièrement rapproché à la fois des Etats-Unis et de la Russie. Nous considérons le PYD comme une organisation terroriste et nous voulons que tous les pays réfléchissent aux conséquences de leur coopération", a déclaré un deuxième haut fonctionnaire turc.

"Avec le soutien de la Russie, le PYD tente de s'emparer d'un secteur situé entre Djarablous et Azaz pour progresser vers l'ouest en direction de l'Euphrate. Nous ne l'accepteront jamais", a-t-il poursuivi, ajoutant que Washington, Moscou et l'Union européenne en avaient été informés.

Dans le cadre de la "guerre synchronisée" lancée en juillet, l'armée turque bombarde les positions des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak et celles de l'Etat islamique, mais s'en prend



La Turquie ne tolérera pas que les Unités de protection du peuple (YPG), milice kurde de Syrie 2015/REUTERS/Rodi Said

aux kurdes de Syrie la mettrait aux prises avec la Russie et les Etats-Unis.

Les YPG ont annoncé lundi la formation avec divers groupes arabes syriens d'une alliance militaire baptisée Forces démocratiques de Syrie. L'armée américaine aurait parachuté le même jour des munitions de petit calibre pour soutenir les insurgés syriens qui combattent l'EI.

La Turquie accuse les YPG de vouloir chasser les communautés arabe et turkmène du nord de la Syrie pour assurer une continuité territoriale kurde entre le nord de l'Irak, d'ores et déjà autonome, le nord de la Syrie et le sud-est de son propre territoire. ○

Désaccords entre Erdogan et l'UE sur les réfugiés

Les Européens pourraient financer des camps de réfugiés en Turquie

BRUXELLES - bureau européen

Reçu lundi 5 octobre à Bruxelles, où il a notamment rendu visite au président du Conseil européen et de la Commission, le président turc Recep Tayyip Erdogan a douché les espoirs de ceux qui espéraient un engagement immédiat de sa part pour aider à la résolution de la crise des réfugiés. Lors de ce voyage, M. Erdogan a plutôt fait la leçon à ses interlocuteurs en affirmant que, tandis que son pays accueillait « 2,5 millions » de Syriens, les Européens s'effrayaient à la perspective d'en abriter dix fois moins.

« Nous avons ouvert nos portes, sans aucune discrimination et nous n'avons jamais envoyé quiconque vers d'autres pays », a-t-il encore déclaré au cours d'une brève conférence de presse, soulignant que son pays avait consacré près de 7 milliards d'euros à l'accueil des réfugiés mais n'avait reçu qu'une aide de 371 millions. « Mais nous continuerons », a-t-il affirmé. « Nous patienterons jusqu'à un certain point, mais ensuite nous ferons le nécessaire », avait-il lancé, la veille, dans une formule plus menaçante, sans toutefois se montrer explicite quant au sens du « nécessaire ».

Les Européens, Allemagne en tête, cachent de plus en plus difficilement leur empressement à inclure Ankara dans un plan d'action – un « contrat de confiance mutuelle » dans le jargon bruxellois – qui aiderait à réduire le flot des demandeurs d'asile désireux de gagner l'Union. Celle-ci totalise, à ce stade, 630 000 entrées illégales sur son territoire depuis le 1^{er} janvier.

M. Erdogan ne réfute pas complètement l'idée d'une collabora-

tion avec Bruxelles et évoque même l'intérêt mutuel des deux parties: les Etats européens et « un pays candidat à l'adhésion », dont l'avenir ne peut « être séparé » des premiers, insiste-t-il. Il aimerait d'ailleurs que ses compatriotes bénéficient rapidement d'une libéralisation des visas. Et il se dit prêt à combattre l'organisation Etat islamique, tout en insistant sur le fait que les terroristes à cibler sont aussi les Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou les marxistes-léninistes du Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C).

A Bruxelles, où il a également reçu le ferme soutien de l'OTAN après l'intrusion d'avions de chasse russes dans l'espace aérien de son pays, M. Erdogan a répété que la réduction du nombre de départs vers l'Europe passait surtout par la création d'une zone de sécurité et d'exclusion le long de la frontière turco-syrienne. L'idée laisse les Européens plus que sceptiques, certains la jugeant même « dangereusement irréaliste », comme le dit un diplomate. D'autant que Moscou, désormais totalement engagé dans la guerre en Syrie, la combat farouchement.

Il reste donc aux Européens à formuler des contre-propositions et à tenter de convaincre un président qui fera sans doute peu de

« Nous n'avons jamais envoyé quiconque vers d'autres pays »

RECEP TAYYIP ERDOGAN
président turc



Recep Tayyip Erdogan et Jean-Claude Juncker, à Bruxelles, le 5 octobre. FRANCOIS LENOIR/REUTERS

véritables concessions avant les élections législatives prévues le 1^{er} novembre. Lundi soir, à l'issue d'un dîner avec les dirigeants du Conseil et de la Commission, des sources européennes affirmaient cependant qu'il avait admis le principe d'une action conjointe. Trois hauts responsables de la Commission et du Service d'action extérieure devaient s'envoler mardi pour Ankara afin de mettre au point un plan qui serait soumis, à la fin de la semaine prochaine, aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis en sommet dans la capitale belge.

Refus des « hotspots »

Le sujet sera aussi évoqué jeudi 8 octobre à Luxembourg, où un nouveau conseil des ministres de l'intérieur consacré à la question des réfugiés sera suivi d'une réunion avec les responsables des Etats traversés par la « route des Balkans », empruntée par plus de 400 000 demandeurs d'asile depuis le début de l'année.

Les Européens, qui n'ont pas encore trouvé d'accord entre eux sur un mécanisme permanent de « relocalisation » des réfugiés, ni sur la création d'un corps commun de gardes frontières et de garde-côtes ou sur une liste des « pays sûrs » – la Turquie est au cœur de ce dernier débat –, voudraient en urgence forcer des ac-

cords de réadmission avec Ankara. En échange, ils financeraient de nouveaux camps pour les réfugiés, même si les 26 sites existant ne font actuellement pas le plein: on y recenserait 274 000 personnes pour 330 000 places disponibles. Les Syriens préfèrent souvent s'installer dans les villes.

D'autres projets circulent, dont le transfert vers l'Europe, dans de bonnes conditions de sécurité, de personnes qui auraient été enregistrées par les autorités turques. Problème: celles-ci refusent l'idée de voir des centres d'accueil supervisés par l'Union (ou « hotspots ») s'installer sur leur territoire.

Au cours des derniers jours, des sources allemandes évoquaient d'autres idées, apparemment inspirées par Berlin et appuyées par l'entourage du président de la Commission. Parmi elles, l'accueil supplémentaire de 500 000 réfugiés par l'Union ou encore des patrouilles de surveillance conjointes gréco-turques en Méditerranée. « Pas question », affirmait immédiatement une source grecque, interrogée à Bruxelles sur ce dernier point. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Guerre des nerfs russe dans le ciel turc

Des incursions répétées dans l'espace aérien turc ont provoqué la colère de l'OTAN et d'Ankara

ISTANBUL - correspondante

Deux reprises, samedi 3 et dimanche 4 octobre, des avions de combat russes ont pénétré dans l'espace aérien turc au niveau de la région d'Hatay, frontalière de la Syrie. Qualifiées d'«*extrêmement dangereuses*» par les membres de l'Alliance atlantique, réunis en urgence à Bruxelles, lundi, ces incursions ne sont pas dues au hasard, contrairement aux arguments mis en avant par le ministère de la défense russe, qui a évoqué les «*mauvaises conditions météorologiques*».

En réalité, le pilote du Soukhoï Su-30 qui a pénétré samedi pendant plusieurs minutes dans l'espace aérien de la Turquie a eu un geste hostile sans rapport avec la météo. Celui-ci a «*accroché*» son radar sur les F-16 turcs venus l'intercepter, ce qui se passe en général quand le pilote se prépare à tirer un missile. En retour, les pilotes turcs ont eux aussi «*accroché*» leur radar sur l'avion de combat russe.

« Depuis la guerre froide, on n'a jamais vu la Russie adopter au Moyen-Orient une telle posture de défi »

IBRAHIM KARAGÜL
éditorialiste

Un autre incident a eu lieu, dimanche, lorsqu'un Soukhoï Su-24, dépourvu de signe de reconnaissance, a pénétré de nouveau dans l'espace aérien turc au-dessus de la région d'Hatay avant d'être intercepté par la chasse turque.

Appelant la Fédération de Russie à «*cesser*» ses incursions ainsi qu'à «*s'expliquer*», l'OTAN, solidaire de son partenaire turc, a dénoncé un «*comportement irresponsable*». Dans leur déclaration commune, les Alliés soulignent que les avions russes sont entrés dans l'espace aérien turc «*en dépit des avertissements clairs, opportuns et répétés des autorités turques*». Ils expriment leur «*grave préoccupation*» à propos de l'intervention russe en Syrie, «*spécialement les attaques des forces aériennes russes sur Hama, Homs*

et Idlib qui ont causé des morts civils et ne visaient pas Daech [acronyme arabe d'Etat islamique]».

En déplacement au Chili, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a rappelé que les avions de combat russes auraient pu être abattus en représailles. La «*bévue*» russe en dit long sur l'efficacité des discussions menées début octobre entre militaires russes et américains dans le but d'éviter toute surchauffe dans le ciel encombré de la Syrie.

Ulcérées par le comportement de Moscou, les autorités d'Ankara ont convoqué Andreï Karlov, l'ambassadeur de Russie à Ankara. Le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, a rappelé que son pays agirait conformément à ses règles d'engagement si son espace aérien était à nouveau violé. En visite à Strasbourg, puis à Bruxelles, du 4 au 6 octobre, le président Recep Tayyip Erdogan a dénoncé «*une grave erreur*» de la part de la Russie, confrontée au risque de se retrouver «*isolée dans la région*».

L'intervention russe en Syrie met la Turquie dans une situation délicate. Comme ses alliés de l'OTAN, Ankara déplore que les avions russes bombardent en priorité les positions des rebelles syriens amis, tels le Front Al-Nosra et le groupe Ahrar Al Sham, qui sont les deux composantes essentielles de l'Armée de la conquête, soutenue par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar.

« Agression de la Syrie »

Alors que le sort de Bachar Al-Assad ne tenait plus qu'à un fil, cet été, face aux avancées de l'Armée de la conquête dans le nord du pays, l'intervention russe l'a remis en selle, au grand désespoir des Turcs. «*Tant que Bachar Al-Assad est là, il n'y aura pas de transition possible*, assure un officiel turc sous le couvert de l'anonymat. *Les Russes veulent maintenir Bachar coûte que coûte. Le sort d'un seul individu va avoir des répercussions sur l'ensemble des relations internationales.*»

Jusqu'à récemment, les relations russo-turques étaient excellentes, mis à part le dossier syrien. Très dépendante de la Russie pour sa consommation d'énergie – 60 % du gaz consommé en Turquie est fourni par Gazprom –, Ankara a vu ses échanges commer-



Capture d'écran d'une vidéo du ministère russe de la défense publiée lundi 5 octobre, montrant un pilote sur un Soukhoï Su-25, sur la base de Khmeïmim, en Syrie.

Appels au djihad contre la Russie en Syrie

Un cinquantaine de religieux saoudiens ont appelé, lundi 5 octobre, les pays arabes et musulmans à soutenir le djihad en Syrie contre le régime de Bachar Al-Assad et ses alliés russes et iraniens. Les signataires de cette pétition, qui sont indépendants des autorités saoudiennes, comparent l'intervention russe en Syrie à l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique en 1979. Le texte, qui désigne l'Iran chiite et la communauté alaouite syrienne en des termes méprisants, reproche à la coalition mise en place par Washington de ne pas fournir de missiles sol-air aux rebelles. Le même jour, plusieurs factions anti-Assad, dont l'Armée syrienne libre (ASL), qui a les faveurs des Occidentaux, et le mouvement salafiste Ahrar Al-Sham, l'un de groupes les plus puissants de l'insurrection, ont appelé à la formation d'une alliance régionale pour lutter contre «*l'occupation russo-iranienne de la Syrie*».

ciaux avec le grand voisin du nord décliner de 21 % ces sept derniers mois, par rapport à la même période en 2014. Le projet de construction du gazoduc russe Turkish Stream a été repoussé, ainsi que le chantier de la centrale nucléaire que Rosatom, le géant russe du nucléaire civil, s'est engagé à construire dans la région de Mersin (sud).

Les dirigeants turcs rongent leur frein. Pour eux, l'entrée en action de la Russie en Syrie est la conséquence de la faiblesse des Occidentaux. «*Depuis la guerre froide, on n'a jamais vu la Russie adopter au Moyen-Orient une telle posture de défi face au reste du monde*», écrivait, le 2 octobre, l'éditorialiste Ibrahim Karagül dans le journal progouvernemental *Yeni Safak*.

Selon lui, «*l'intervention en Géorgie en 2008 a ouvert les yeux des Russes sur la faiblesse de l'Occident*». Voilà ce qui a encouragé Poutine à intervenir en Crimée, puis en Syrie, une guerre aux relents de croisade orthodoxe. «*Quand George Bush a décidé*

d'envahir l'Irak, il parlait de guerre sainte. L'Eglise orthodoxe russe dit exactement la même chose actuellement», déplore le journaliste, dénonçant «*l'agression de la Syrie, terre d'Islam*».

Les Turcs ont bien compris que la Russie, puissance continentale obsédée depuis Catherine II par son accès aux mers chaudes, est prête à tout pour conserver et élargir sa base de Tartous sur la Méditerranée. Ils savent aussi que Vladimir Poutine aime jouer à la guerre des nerfs avec l'OTAN, considéré comme une menace selon la doctrine militaire russe revisitée.

Depuis l'annexion de la Crimée, en mars 2014, les incursions de l'aviation russe sont devenues légion sur les lisières du territoire de l'OTAN, de la Baltique à la mer Noire. En juillet, des chasseurs russes ont survolé à plusieurs reprises des navires américains en mer Noire. Quatre mois plus tôt, un avion-radar russe avait frôlé l'espace aérien turc dans la même zone, avant d'être intercepté par des F-16 turcs. ■

MARIE JÉGO

To save Iraq, arm the Kurds

**Aliza Marcus
Andrew Apostolou**

More than a year after the so-called Islamic State overran Mosul and threatened Baghdad, the United States still can't rely on the Iraqi Army to defeat the jihadist forces. If President Obama wants to break the Islamic State in Iraq and give that country a chance to survive, he needs to help organize and equip a true Kurdish army.

Until now, Mr. Obama has refused substantial aid to the Kurds because of the State Department's "One Iraq" policy. Washington fears that a strong Kurdistan could end up fighting the Iraqi Army for disputed territory or declaring independence, upending United States policy and pitting Turkey against the new state.

In the meantime, the Islamic State has made the "One Iraq" policy obsolete. The jihadists now control close to a third of Iraq. And although Iraqi forces are showing more willingness to fight than they did when they fled Ramadi in May, they are still struggling to regain territory from the Islamic State. By contrast, the pesh merga, the Kurdish fighters, have successfully forced a broad Islamic State retreat at the cost of 1,500 Kurds killed in action and over 7,000 wounded. The Islamic State, clearly worried by the pesh merga, has responded with chemical weapons.

The Kurdish gains are remarkable given the lack of American support. The United States and its allies have provided the Kurds with obsolete rifles, a few dozen armored vehicles and no tanks. One excuse for refusing to supply Kurdistan with advanced weaponry is that Kurdish fighters haven't undergone sufficient basic training yet. Meanwhile, the Islamic State, with no formal instruction, operates hundreds of sophisticated weapons that it seized from the Iraqi Army. The Kurds now

find that the easiest way to get their hands on quality American equipment is to capture it from the Islamic State.

Added to the lack of weapons is insufficient funds. Many pesh merga fight only

part time because their salaries are low and paid infrequently. This saps morale and effectiveness. As one high-ranking official in the Ministry of Pesh Merga Affairs in Erbil explained, "If they stay on the front line for a whole month, they can't even feed their families."

Kurdish politics also hold back the pesh merga. Iraqi Kurdistan's two main political parties, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, fought a civil war in the 1990s and divided the region into two governments. Although the parties reunited their administrations in 2006, the result has been a tense power-sharing arrangement with long quarrels over any transition of power. At present, for example, President Massoud Barzani is refusing to leave office, even though his term ended on Aug. 20.

Worse, the two parties exercise a divided influence over many pesh merga.

If the U.S. wants to salvage its policy in Iraq, then it's time to fully arm and support a Kurdish army.

Although they have created unified K.D.P. and P.U.K. brigades, these units largely function jointly only on paper. When the fighting starts, one experienced officer remarked, the P.U.K. and K.D.P. soldiers often answer to separate commanders.

If American policy wants to be truly effective, it should do more than just give a few weapons and limited training. Instead, the United States must help Kurdistan to organize, train and equip a nonpolitical Kurdish army. The United States can do this by greatly increasing its support to the Ministry of Pesh Merga Affairs' program dedicated

to building nonpartisan units. The program requires that new recruits join the nonpolitical units as individuals, not party members. The ministry has managed to raise one nonparty brigade, and needs additional support to increase the number of units.

The United States can turn these nonparty brigades into the nucleus of a new Kurdish army by providing the necessary weapons and training to make them effective, which will in turn encourage further recruitment. An American-assisted Kurdish army could make Kurdistan more stable by depriving politicians of control over military units. And a politically independent army reduces the risk of the K.D.P. and P.U.K. turning their guns against each other again. Furthermore, American involvement in the Kurdish army would keep the Kurds focused on the Islamic State rather than any domestic agenda.

Turkey should not be a problem. Although it is currently fighting its own Kurdish population, it has close relations with the Iraqi Kurds. And though Turkey would have much to gain from a stable Kurdistan — indeed, Turkey has strong commercial and security ties with the Iraqi Kurds — the United States should make support for an Iraqi Kurdish army conditional on no bid for independence.

In any event, Iraqi Kurdish leaders are in no rush to seek independence. The Islamic State threat is a brutal reminder of the dangers of going it alone. The local economy is weak, Kurdistan is overwhelmed with refugees and its neighbors will not tolerate its separation from Iraq.

Given what the Kurds have already achieved with so little, a properly trained and equipped Kurdish army would likely inflict significant damage on the Islamic State. This would prevent the Islamic State from entrenching its control over northwestern Iraq and relieve pressure on the Iraqi government. Crucially, that should provide Prime Minister Haider al-Abadi of Iraq with the breathing space he needs to reform and properly rebuild his own forces.

With Russian military intervention in the Middle East growing, President Obama needs to strengthen his Kurdish ally, which has demonstrated an authentic commitment to the anti-Islamic State campaign in Iraq. A Kurdish army able to fight the Islamic State more seriously is the only way to achieve victory without sending American soldiers back to the battlefield.

ALIZA MARCUS is the author of "Blood and Belief: The P.K.K. and the Kurdish Fight for Independence" and recently visited Iraqi Kurdistan. Andrew Apostolou is a Kurdistan expert based in Washington.



Pesh merga fighters have pushed back the Islamic State. Training and equipping them properly could relieve pressure on the Iraqi government.

Les rêves de grandeur d'Erdogan se fracassent en Syrie

► Le président turc se retrouve en Syrie dans un face-à-face militaire inédit avec la Russie.

► Ce pays est pourtant un de ses partenaires économiques les plus importants.

Qu'il est loin, le mois de janvier 2004 où le président Recep Tayyip Erdogan recevait en grande pompe, et pour la première fois, le couple Assad et concluait en 2009 un accord de libre-échange entre leurs deux pays. Ahmet Davutoglu, le penseur de l'AKP (Parti de la justice et du développement) vantait alors les mérites de la nouvelle politique étrangère turque : « Zéro problème avec nos voisins. »

Mais entre-temps, la révolution a éclaté en Syrie en mars 2011. Et Erdogan a pris un virage à 180 degrés. Il a lâché le régime syrien et soutenu la révolte armée. Quatre ans et demi plus tard, la Turquie accueille plus de deux millions de réfugiés syriens et se retrouve en Syrie dans un face-à-face inédit avec l'un de ses partenaires économiques les plus importants : la Russie. La Syrie est en passe de devenir un véritable cauchemar pour le président Recep Tayyip Erdogan.

Suite aux violations russes de l'espace aérien turc, il accuse Vladimir Poutine de commettre « une grave erreur » et menace de répliquer. « Erdogan a surréagi. De telles violations sont fréquentes en mer Noire, analyse Jean Marcou, professeur à Sciences-Po Grenoble. Mais il est vexé car depuis des semaines, il ne cesse de répéter qu'il va négocier avec Vladimir Poutine. »

2 millions avant la crise économique en Russie. Cette dernière est un marché non négligeable pour les produits turcs : électroménager, textile, agroalimentaire et BTP.

« Entre les deux pays, tout va bien quand il s'agit de parler business, mais dès qu'il s'agit de politique, la vieille rivalité régionale resurgit », ajoute Jean Marcou. Dans le passé, les Empires russe et ottoman se sont

« Entre la Turquie et la Russie, tout va bien quand il s'agit de parler business, mais dès qu'il s'agit de politique, la vieille rivalité régionale resurgit. »

Que faire alors qu'Ankara partage des intérêts économiques considérables avec Moscou ? Plus de la moitié des importations de gaz turques du pays proviennent de Russie, qui a démarré en avril la construction de la première centrale nucléaire turque, dans la province de Mersin, un projet estimé à 19 milliards d'euros.

Les deux pays sont par ailleurs associés dans le projet de construction du « Turkish stream », un pipeline via la Turquie et la Grèce pour transporter le gaz russe sur le continent européen. Plus de 1,4 million de Russes ont fréquenté cette année les plages de Turquie - ils étaient

affrontés dans une dizaine de guerres, du XVI^e siècle à la Première Guerre mondiale, pour le contrôle de la mer Noire et de la région du Caucase, sans parler de l'accès aux mers chaudes vitales pour la Russie. À cela s'ajoute la personnalité de deux leaders, autoritaires et populistes, à l'ego démesuré.

« La Syrie sonne le grand reflux de la politique étrangère de l'AKP. Les coups de gueule du président Erdogan se retournent contre lui. La Turquie ne s'en remet pas, explique Jean Marcou. C'est un revirement total car au début des révoltes arabes, c'est le modèle turc qui était mis en avant. »

En janvier 2008, Erdogan était encensé dans les pays musulmans après son clash avec le président israélien Shimon Peres au forum économique de Davos. Il avait alors quitté avec fracas un débat sur le conflit de Gaza. « Mais depuis, son soutien aux mouvements islamistes

en Syrie et la répression des forces de police lors des événements de Gezi, à Istanbul, ont ruiné l'image de son pays, souligne l'universitaire. La Turquie est aujourd'hui obligée de revenir à ses alliés traditionnels, l'Otan et l'Europe. »

AGNÈS ROTIVEL



Un nuage de fumée provoqué par un bombardement russe dans la région de Mansoura, à quelques kilomètres à l'ouest d'Alep, le 6 octobre. Les frappes ont ciblé un stock d'armes et des bases de deux groupes d'opposition syriens.



Décryptage

Qui bombarde qui ?

●●● Les avions de combat russes ont commencé leurs bombardements sur la Syrie le 30 septembre (voir ci-contre). Si l'on ajoute l'annonce officielle, le 27 septembre, des premières frappes françaises sur le territoire syrien, "cela porte à treize le nombre de pays qui mènent actuellement des frappes aériennes en Syrie", rapporte l'hebdomadaire américain **Newsweek**. Le magazine dresse la liste des acteurs impliqués : le régime syrien, la Russie et un certain nombre de pays de la coalition internationale formée en septembre 2014 pour lutter contre l'Etat islamique en Syrie et en Irak dans le cadre de l'opération Résolution inhérente. Parmi les membres de cette coalition impliqués dans les frappes en Syrie figurent les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Canada, l'Australie, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, la Turquie et Israël. Selon les statistiques officielles du Pentagone, qui tient un bilan chiffré de l'opération Résolution inhérente sur son site Internet, à la date du 29 septembre 2015, les Etats-Unis et la coalition internationale ont mené un total de 7 162 frappes aériennes en Irak et en Syrie, dont 2 579 frappes en Syrie (2 442 pour les seuls Etats-Unis) et 4 583 frappes en Irak.

Point de vue

**DE LA CONSTANCE
RUSSE**

L'intervention militaire russe en Syrie en faveur du régime ne devrait surprendre personne. Elle n'est en fait que l'application de la politique russe. Moscou a gardé la même ligne "claire et constante" depuis le début de la révolution syrienne, contrairement aux mensonges et aux différents revirements arabes et occidentaux sur ce dossier, constate l'intellectuel syrien Salam Kawakibi sur le site panarabe **Al-Araby Al-Jadid**. "Les dirigeants russes ont maintes fois répété que le choix de leur camp en Syrie était bien clair et que les bruyantes loufoqueries occidentales, les clowneries de John Kerry et de ses adjoints, les promesses arabes de transactions financières ne les feraient pas changer d'avis."

Contrepoint

**Une prudence
bienvenue**

Si de nombreux commentateurs américains critiquent la stratégie de Barack Obama au Moyen-Orient, celui-ci ne manque pourtant pas de défenseurs. Le chroniqueur du **New York Times** Thomas Friedman a ainsi publié le 30 septembre un texte plaçant pour sa politique en Syrie. "Obama a raison d'être ambivalent à propos d'une implication profonde en Syrie", affirme-t-il, tandis que ses détracteurs républicains "n'ont pas tiré les leçons du passé", plaçant pour la méthode forte "sans qu'il y ait la moindre raison de penser [qu'elle] marchera mieux qu'en Irak et en Libye". Quant à Vladimir Poutine, son engagement auprès de Bachar El-Assad pourrait bien s'avérer une erreur

et faire de lui "l'ennemi public numéro un" dans le monde sunnite. "Nous demeurons sceptiques quant à l'idée que les Etats-Unis auraient pu changer le cours des choses en Syrie en armant les opposants "modérés", écrivait aussi dans un récent éditorial le **Los Angeles Times**, poursuivant : "Cette stratégie problématique est devenue encore plus risquée avec

la montée de l'Etat islamique." Dans le magazine **Foreign Affairs**, un spécialiste du Moyen-Orient, Marc Lynch, assure qu'Obama a fait preuve d'une "immense sagesse" en refusant d'intervenir dans le conflit syrien.

Vu de Russie

Vers la sortie de l'isolement ?

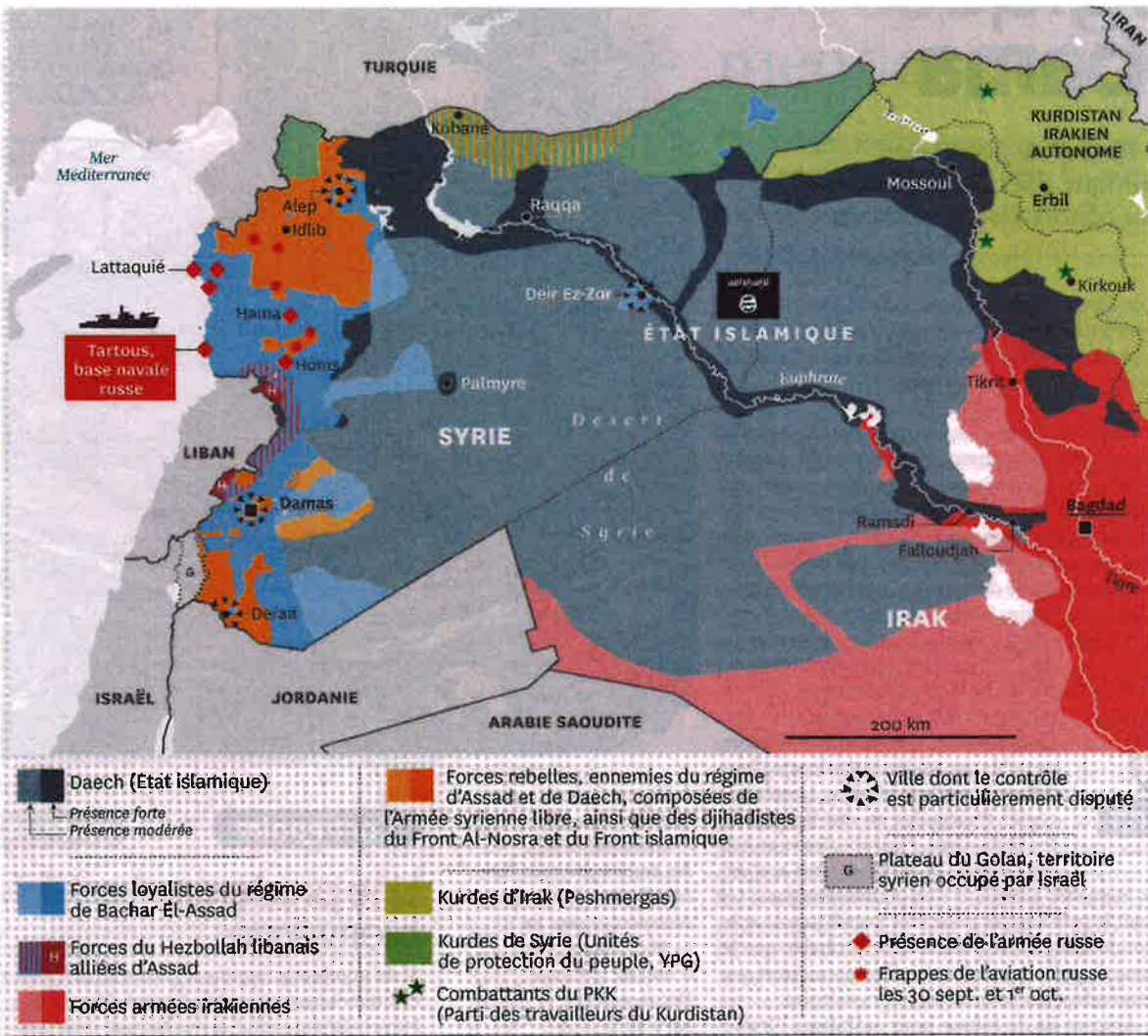
●●● "La solitude phénoménale à laquelle on nous a condamnés, et à laquelle la Russie s'est condamnée elle-même [ces dernières années], va peut-être se réduire un tant soit peu [après l'initiative de Vladimir Poutine pour la Syrie]. Au moins à la faveur de ce que nous savons faire correctement : faire la guerre, bombarder et détruire, au nom de la justice et motivés par les nouveaux galons sur les uniformes. Eh bien soit, voyons ce que cela donne", se résigne un commentateur d'**Expert**,

magazine plutôt proche du Kremlin. Oui, mais que l'intervention de la Russie dans le conflit syrien vise le rapprochement avec les Etats-Unis et non la rivalité avec eux, exhorte le quotidien **Moskovski Komsomolets** : "Le but de la Russie ne doit pas être d'obtenir la victoire sur les Etats-Unis, mais de fonctionner en accord avec eux." Pour cela, Moscou ne doit pas "s'attacher à ce point à son statut de garant d'Assad", car "le Kremlin n'a pas les mêmes intérêts que le régime syrien".



MOSKOVSKI KOMSOMOLETS
Moscou, Russie
Quotidien, 1 160 000 ex.
www.mk.ru
Tabloïd à grand tirage, ce quotidien populaire se distingue par la qualité de ses éditorialistes, qui portent un regard implacable sur l'actualité et prennent peu de gants à l'égard de la politique du Kremlin.

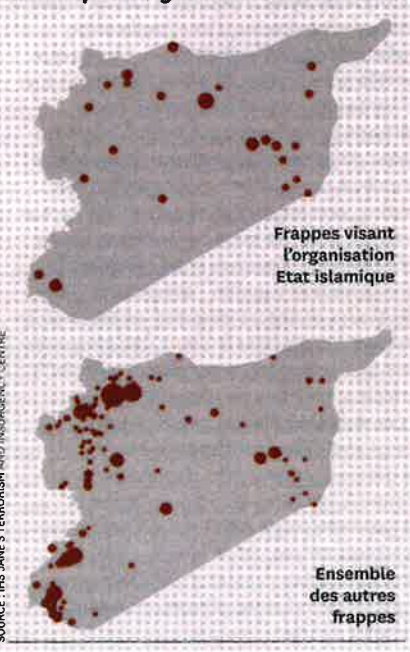
Les forces en présence et l'intervention russe (septembre 2015)



Contexte

KURDES ET AMÉRICAINS PRÉPARENT UNE OFFENSIVE
 "La coalition contre l'Etat islamique menée par les Etats-Unis se prépare à ouvrir un nouveau front majeur dans le nord-est de la Syrie", affirmait le 5 octobre **The New York Times**. Barack Obama aurait ordonné au Pentagone, "pour la première fois", de fournir des munitions et peut-être des armes à des groupes d'opposition sur le terrain : 3 000 à 5 000 combattants arabes qui se joindraient à plus de 20 000 Kurdes pour mettre sous pression Raqqa, la capitale politique de l'Etat islamique. L'offensive serait appuyée par une campagne aérienne américaine intensifiée, conduite depuis une base en Turquie. "Cette nouvelle approche peut-elle réussir ? Cela reste à voir", souligne le journal.

Opérations "antiterroristes" menées par le régime de Bachar El-Assad



Réactions

La rue arabe gronde

●●● L'intervention russe en Syrie pour sauver le président Assad suscite la colère de millions d'Arabes. Cette colère a de multiples raisons. Pour certains, c'est la haine d'un régime baasiste qui a fait couler beaucoup de sang au Moyen-Orient depuis quarante-cinq ans ; pour d'autres, c'est l'accaparement du pouvoir par la minorité alaouite, honnie dans une Syrie majoritairement sunnite. Et la presse arabe anti-Assad se déchaîne contre Poutine. Sous le titre "Même si la Russie tout entière venait à Lattaquié", le chroniqueur Hassan Haidar s'insurge dans **Al-Hayat** : "Le peuple syrien, qui se révolte contre quarante années d'humiliations quotidiennes, continuera de lutter contre le régime

de la famille Assad. Il ne cessera que quand il aura obtenu sa chute, quand bien même la Russie entière devait débarquer à Lattaquié [le fief d'Assad]."
 "Les Russes arrivent, ils arrivent", écrit de son côté Hicham Melhem dans **An-Nahar**, rappelant que l'intervention russe en Syrie a lieu dix-huit mois après celle en Ukraine. Pour **An-Nahar**, "Poutine exploite la peur de Daech qu'a l'Occident, et fait habilement passer le régime syrien pour un danger mineur". Enfin, sur le site **Al-Modon**, Hussein Abdul Hussein titre malicieusement : "Bienvenue aux Russes", leur prédisant ainsi un avenir sombre dans la région. "Les empires ne retiennent jamais la leçon. A chacun son Vietnam. Moscou ne semble pas saisir ce qu'il va récolter avec son intervention militaire en Syrie. Les Russes vont se noyer dans un marécage que les Américains ont tout fait pour éviter."

Valse avec Bachar

Considéré comme le principal ennemi d'Assad, Erdogan a dû se plier aux desiderata de Moscou et accepter le maintien du dictateur syrien dans la coalition anti-Daech.

—Al-Hayat (extraits) Londres

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a fait preuve d'une souplesse inattendue en changeant de politique vis-à-vis de la Syrie. Il a pris en marche le train des dirigeants occidentaux, adhérant à l'idée selon laquelle le président syrien Bachar El-Assad pourrait faire partie de la solution. Ce revirement du chef de l'Etat turc, un des adversaires les plus tenaces d'Assad, survient au moment où la chancelière allemande Angela Merkel opte pour une stratégie analogue, suscitant colère et incompréhension parmi les opposants syriens. Elle se voit accusée d'abandonner la révolution, alors même qu'on en était venu à l'appeler "Mama Merkel" et à la considérer comme plus arabe que les Arabes en raison de l'humanisme dont elle a fait preuve à l'égard des réfugiés.

La nouvelle position des dirigeants occidentaux misant sur la "diplomatie" et la toute nouvelle "souplesse" turque sont en fait un recul devant l'intervention de la Russie dans le dossier syrien et son soutien ouvert au régime d'Assad. Dans ce contexte, plus aucun "ami de la Syrie" [la coalition des pays occidentaux et arabes qui soutenaient la révolution] n'est prêt à risquer une aventure militaire, ni à s'enliser dans les sables mouvants du Moyen-Orient.

Gendarme. On pourrait évidemment se répandre sur les échecs de l'opposition syrienne, qui a été incapable de présenter un projet politique viable et de faire émerger des dirigeants crédibles. Ces reproches sont justifiés, mais ils ne disent pas toute la vérité. Pour être juste, il faut prendre en compte le contexte général, qui a contribué à ce que les choses en arrivent là où elles en sont aujourd'hui.

L'intense activité diplomatique du mois de septembre à propos de la Russie peut laisser croire que Moscou n'a pas pour but d'aider Assad pour ses beaux yeux, mais de sortir la communauté internationale de l'impasse dans laquelle elle se trouve dans le dossier syrien.

C'est ainsi que la Russie devient le gendarme du Moyen-Orient pour le compte de l'Occident. Cela permet à tout le monde de s'y retrouver : des pays arabes qui se sentent cernés par l'influence chiite [iranienne] et menacés par l'Etat islamique, à Israël qui préfère encore le maintien du régime syrien qui a toujours assuré la sécurité de ses frontières.

Contexte

COLÈRE TURQUE

Lundi 5 octobre : la Turquie annonce avoir intercepté le samedi 3 octobre un F16 russe au-dessus de son territoire. Selon **The Guardian**, Ankara aurait énergiquement protesté contre cette violation de son espace aérien auprès de l'ambassadeur russe en Turquie. Preuve que son ralliement à une nouvelle coalition reste fragile, à Strasbourg, le président Erdogan a encore dénoncé le 4 octobre "ces Etats qui collaborent avec le régime syrien" (la Russie, l'Iran) et qui devront rendre des comptes à l'avenir. La semaine passée, le président turc a cosigné une déclaration de la coalition menée par les Etats-Unis contre l'Etat islamique appelant les Russes à concentrer leurs frappes sur Daech au lieu de pilonner sans discernement les rebelles syriens et l'opposition.

↳ Dessin de Balaban, Luxembourg.



L'ennemi de mes ennemis

L'intervention de la Russie dans le conflit syrien change la donne en créant des intérêts communs entre des puissances traditionnellement adverses.



SOURCE : THE WALL STREET JOURNAL

Vu d'Iran

Seule la Russie peut sortir la Syrie de l'impasse

●●● A Téhéran, la presse soutient sans équivoque l'interventionnisme russe en Syrie. Ce "nouveau jeu" est qualifié de "raisonnable et pragmatique" par le quotidien réformateur iranien **Shargh**. Le journal se félicite que la Russie devienne "plus active" sur la question syrienne, alors que "toutes les politiques des autres acteurs internationaux ont échoué et se résument à une succession d'erreurs stratégiques". Des erreurs qui n'ont fait que "renforcer les groupes terroristes comme Daech". Le journal s'aligne sur la position officielle de Téhéran, grand allié de Damas, quand il affirme que l'Occident a tort d'imposer comme condition préalable le départ d'Assad car cela n'a débouché que sur l'actuelle impasse politique. "Si l'initiative politico-militaire russe, avec le soutien de Téhéran, parvient à s'assurer la collaboration des pays de la région

et de la communauté internationale, elle sera la seule solution pour sortir de cette impasse", conclut **Shargh**. Le quotidien ultraconservateur **Vatan Emrooz**, proche des gardiens de la révolution, soutient également l'intervention militaire russe. "En seulement quelques jours, les attaques russes en Syrie contre les bases des groupes terroristes, notamment de Daech, se sont montrées beaucoup plus efficaces que toutes les attaques de la coalition américaine", soutient **Vatan Emrooz**. Pour ce titre, cela témoigne de "l'hypocrisie de Washington et ses alliés dans leur lutte contre les djihadistes". **Vatan Emrooz** explique qu'en réalité, au cours de ces quatre dernières années et depuis le début du soulèvement contre Assad, les Américains et leurs alliés, contrairement à leurs déclarations, n'ont fait que renforcer les groupes terroristes.

Quant aux Européens, ils sont pressés de trouver une solution pour apporter la stabilité à la région et faire cesser le flux de réfugiés. Ils croient que ceux-ci fuient Daech, et non pas les barils d'explosifs qu'Assad lance sur les Syriens.

Tous ces éléments ont convaincu Erdogan. Il accepte qu'Assad reste au pouvoir pendant une période de transition. Car le président turc a plus que sa dose de soucis intérieurs et extérieurs ; il sait qu'il doit jouer serré. Sa façon de prendre prétexte de la lutte contre Daech pour frapper les Kurdes a suscité des remous et déconsidéré son action dans le monde.

Tout comme son ambiguïté vis-à-vis de Daech quand il a laissé les recrues étrangères venues rejoindre le djihad passer la frontière syrienne.

A cela s'ajoute l'enjeu des nouvelles élections législatives [en novembre] face à une opposition requinquée et à une opinion de plus en plus critique sur sa politique syrienne, qui a misé sur les Frères musulmans. Il est évident que le parrainage de la révolution syrienne par Erdogan a grandement contribué à priver celle-ci de dirigeants non islamistes et modérés. Des dirigeants que Washington avait cherchés, mais en vain.

—Bissane Al-Cheikh
Publié le 27 septembre

Vu d'Arabie Saoudite

Une véritable provocation

●●● "Il y a eu suffisamment de mises en garde contre l'intervention russe et voilà qu'on s'étonne aujourd'hui qu'un certain nombre de fondamentalistes appellent à la mobilisation contre les Russes", écrit

le quotidien saoudien **Asharq Al-Awsat**. "Cinquante-deux soi-disant oulémas saoudiens ont appelé à rejoindre les organisations djihadistes en Syrie, y compris les plus extrémistes. Un texte semblable a été publié par l'Union internationale des savants musulmans, dirigée par le Frère musulman Youssef Al-Qaradaoui. C'est exactement ce à quoi il fallait s'attendre après les provocations de Moscou." Les médias saoudiens dénoncent ces appels, mais la politique officielle de Riyad consiste elle aussi

à contrer la politique russe. "Les pays du Golfe projettent une réponse militaire" à la politique de Poutine, titre le quotidien britannique **The Guardian**. "L'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie sont prêts à renforcer leur aide militaire aux groupes opposés au régime." "Une intervention militaire directe de la part des Saoudiens constituerait une escalade trop forte, [...] mais dans le contexte général de la lutte d'influence régionale entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, Riyad ne peut pas se désengager [du dossier syrien], quel que soit le coût."

AFP

Kurdistan irakien: le parti d'opposition Gorran sommé de quitter Erbil

Souleimaniyeh (Irak), 11 octobre 2015 (AFP)

GORRAN, PARTI d'opposition dans le Kurdistan irakien, a annoncé dimanche que ses principaux dirigeants avaient été sommés de quitter Erbil, capitale de cette région autonome du nord de l'Irak, par le parti du président en exercice Massoud Barzani.

Cette démarche intervient alors que des milliers de personnes sont descendues ces derniers jours dans la rue dans les fiefs du parti Gorran (Changement) pour réclamer la démission de M. Barzani, en l'accusant de privilégier les intérêts de son clan au détriment de la population.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani (69 ans) accuse Gorran de fomenter la contestation.

Le Parlement du Kurdistan ainsi que trois ministres du Gorran ont été sommés par le PDK de quitter la ville, selon un communiqué du parti d'opposition.

"Le bureau politique du PDK a utilisé ses représentants au Parlement et au gouvernement pour informer le président du Parlement et l'équipe ministérielle de Gorran qu'ils ne devaient plus se rendre à leur lieu de travail et devaient quitter la capitale de notre région", ajoute le texte.

Au moins quatre personnes ont été tuées samedi et dimanche lors de manifestations qui ont eu lieu ces derniers jours dans la plupart des localités du sud du Kurdistan.

Ces manifestations qui avaient commencé à Souleimaniyeh, principale ville du sud du Kurdistan et bastion traditionnel de l'opposition au PDK, réclamaient au départ le paiement des salaires des fonctionnaires mais exigent désormais la démission de M. Barzani dont le mandat a expiré en août.



Plusieurs sièges du PDK ont été incendiés.

"Je condamne les récentes violences et regrette la perte de vies. C'est un plan préparé par les militants de Gorran pour inciter à la haine et la violence", a déclaré Mansour Barzani, chef des renseignements de la région autonome et fils du président.

Samedi, les employés à Erbil de la chaîne de télévision NRT basée à Souleimaniyeh ont été détenus et conduits hors de la région d'Erbil par les forces de sécurité loyales au PDK.

Dans un communiqué, la chaîne a affirmé que son bureau dans la ville de Dohouk (ouest), troisième grande ville du Kurdistan également sous contrôle du PDK, avait également été fermée.

"NRT appelle les représentants de pays étrangers dans le Kurdistan, toutes les organisations et partis politiques ainsi que le peuple du Kurdistan à élever leur voix contre ces abus", ajoute la chaîne.

La colère gronde depuis des semaines au Kurdistan où les fonctionnaires manifestent régulièrement pour réclamer le paiement de leurs salaires qu'ils n'ont pas touchés depuis plus de trois mois. ●

Le Point

14 octobre 2015

Qui sont les nouveaux alliés des États-Unis en Syrie ?

Après le fiasco de son programme de formation de rebelles modérés, Washington va se concentrer sur le soutien à des groupes kurdes et arabes sur le terrain.

14/10/2015 | Le Point.fr

Après le fiasco du plan américain visant à former des rebelles syriens modérés anti-Daesh (acronyme arabe de l'organisation État islamique), les États-Unis ont changé leur fusil d'épaule. Désormais, Washington va se concentrer sur la fourniture d'armes et le soutien aérien à des groupes modérés kurdes et arabes triés sur le volet, formant les Forces démocratiques syriennes (FDS). Cette alliance nouvellement créée regroupe la principale milice kurde et des groupes rebelles arabes sunnites qui combattaient depuis longtemps ensemble contre l'organisation État islamique (EI) dans le nord de la Syrie. Les FDS comprennent :

- **Les Unités de protection du peuple kurde (YPG)**, bras armé du PYD, la branche syrienne du PKK, sont sans conteste la force anti-Daesh la plus efficace sur le terrain. Elles le doivent notamment à l'appui aérien de la coalition internationale dirigée par les États-Unis, qui leur ont permis de reprendre en janvier à l'organisation État islamique la ville de

Kobané, puis celle de Tall Abyad en juillet, à la frontière turque. Au sujet des Forces démocratiques syriennes, la milice kurde, qui en est la principale composante, explique dans un communiqué que "les rapides développements dans les domaines politiques et militaires" en Syrie "nécessitent la constitution d'une force militaire nationale unie pour tous les Syriens, incluant des Kurdes, des Arabes, des Syriaques et tous les autres".

Mais les Kurdes sont critiqués par une grande partie des rebelles syriens, leur objectif n'étant pas la chute de Bachar el-Assad, mais la pérennisation d'un vaste territoire kurde autonome au nord de la Syrie. Une suspicion renforcée par le pacte tacite de non-agression conclu en 2012 entre les Kurdes et le président syrien, qui leur a permis d'administrer les trois cantons kurdes du nord de la Syrie (Afrin, Kobané, Qamishli) après le retrait de l'armée de Bachar el-Assad. D'autre part, le pouvoir grandissant des YPG irrite au plus haut point la Turquie, pourtant alliée des États-Unis, qui redoute qu'il ne renforce le PKK, avec lequel Ankara a repris les hostilités.

- **Burkan al-Furat (Le volcan de l'Euphrate)** : ce groupe majoritairement arabe sunnite s'est allié aux forces kurdes des YPG pour repousser l'EI dans les régions du nord de la Syrie.

- **Des groupes représentant des tribus arabes sunnites et des chrétiens syri-**

ques participent également à la coalition.

- **La Coalition arabe syrienne** : cette alliance de plusieurs "groupes arabes" sunnites, comprenant de 4 000 à 5 000 combattants, lutte depuis plusieurs mois contre les djihadistes de l'EI dans le nord-est de la Syrie, notamment dans la région au nord de Raqa (centre) et celle de Hassaka (nord-est de la Syrie). Si le communiqué de la milice kurde YPG n'évoque pas le nom de la Coalition arabe syrienne au sein des Forces démocratiques syriennes, Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ONG disposant du meilleur réseau de sources sur le terrain, assure pour sa part qu'elle en fait bien partie. "La Coalition arabe syrienne et les forces kurdes combattent ensemble dans les régions de Raqa et de Hassaka", rappelle-t-il ainsi.

De la même manière que pour les forces kurdes, la Coalition arabe syrienne devrait bénéficier de l'appui aérien américain. D'autant que, selon le colonel Steve Warren, porte-parole militaire américain basé à Bagdad, cette formation a déjà reçu par parachutage quelque 50 tonnes de munitions de petit calibre et des grenades de la part des États-Unis. Pour couper court aux critiques après le fiasco de la formation des rebelles modérés par Washington, le commandement des forces américaines au Moyen-Orient (Centcom) a assuré que les responsables de cette Coalition arabe syrienne avaient "fait l'objet de vérifications appropriées par les États-Unis".

Concentrant leurs efforts sur l'organisation État islamique, ces formations vont à coup sûr s'attirer l'hostilité des groupes rebelles arabes - dont des factions islamistes - en pointe dans la lutte contre Bachar el-Assad, et réclamant depuis des mois un soutien aérien et des armes aux Américains. En vain. ■

SYRIE : QUI SE CACHE DERRIÈRE LES REBELLES ?

FIGARO VOX Vox Monde
Par Eléonore de Vulpillières
le 13 octobre 2015
<http://www.lefigaro.fr>

FIGARO VOX/ENTRETIEN - Alain Rodier analyse les multiples formes d'opposition en Syrie, et le soutien qu'une partie des rebelles a reçu des Etats-Unis et de l'Europe.

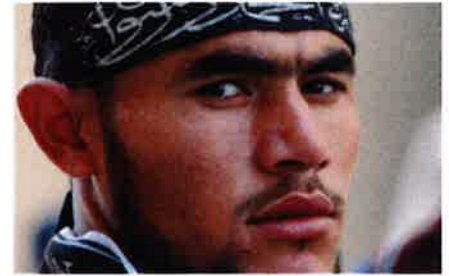
Spécialiste du terrorisme et de la criminalité organisée, ancien officier au sein des services de renseignement français, Alain Rodier est directeur de recherche au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

LE FIGARO. - Le ministre de la Défense a répété sur Europe 1 ce 9 octobre que la Russie s'en prenait à «80-90%» à l'opposition syrienne et à consolider «la sécurité de Bachar al-Assad». Quels sont ceux qui composent cette opposition syrienne?

Alain RODIER. - Je déduis de ce que disent et répètent les autorités françaises que l'opposition intérieure est tout ce qui s'oppose au régime de Bachar el-Assad en dehors de

Il est donc parfaitement vrai que Moscou dont le but est de préserver le pouvoir en place à Damas, a frappé beaucoup cette zone mais aussi Hama et Homs, deux villes situées plus au sud mais aussi particulièrement menacées. L'objectif de la Russie est donner de l'air aux forces syriennes pour qu'elles puissent reprendre du terrain avec l'appui au sol des pasdarans (la division «Sabrin» de la force Al-Qods des pasdarans aurait été déployée dans les régions de Hama et de Homs) et du Hezbollah libanais.

Il est donc tout à fait exact de dire que les Russes frappent à 80% des mouvements autres que Daech. Il faut uniquement rajouter que la plupart dépendent d'Al-Qaida, vous savez, cette organisation à la base des attentats du 11 septembre 2001, de 2004 à Madrid et de 2015 à Londres... Quand à l'ASL dans ces régions, elle est éparpillée suite à sa déconfiture causée par le Front Al-Nosra (certains de ses membres se trouvent encore dans la région d'Idlib et à Alep mais ils sont surtout présents dans le sud du pays où il ont conclu des alliances ponctuelles avec les salafistes-djihadistes). Moscou a demandé à Washington de lui désigner les rebelles «modérés». La réponse



Jeune combattant du Front al-Nosra, qui appartient à la catégorie des rebelles syriens - Alep Crédits photo : Guillaume Briquet/AFP

le poste frontière avec la Turquie qui contrôle une importante route rejoignant Raqqa, la «capitale» de l'État islamique. Je dois rappeler que ces forces ne se sont jamais opposées à celles de Bachar el-Assad, ce dernier ayant évacué les zones kurdes (le Rojava) en 2011 (pour être précis, il y a une unité kurde qui sert au sein du Front Islamique -FI-, une coalition sponsorisée officiellement par Riyad). Par contre, Ankara apprécie modérément cet appui américain, qui n'est pas le premier, aux Kurdes syriens proches du PKK... Pour moi, il est difficile de croire que cette coalition va s'engager plus au sud, hors du pays à majorité kurde. Par contre, elle peut jouer un rôle dans la région d'Alep dont certains quartiers sont à majorité kurde.

Comment expliquer la dislocation de l'Armée syrienne libre alors que celle-ci était soutenue et financée par les Etats-Unis et plusieurs pays européens dont la France? La France a-t-elle fait un pari risqué en misant sur la chute proche du régime d'Assad et en favorisant l'opposition syrienne à qui elle a livré des armes létales depuis 2012?

Tout les gouvernants, au premier rang desquels se trouvaient les Turcs, ont cru que le régime de Bachar el-Assad allait tomber en quelques mois à l'image de ce qui s'était passé en Egypte et en Tunisie. Ce fut une erreur d'analyse fondamentale puisque tel n'a pas été le cas. Ce ne sont pas tant les services de renseignement qui n'ont pas fait leur travail mais le fait de «conseillers» qui n'ont pas voulu les croire.

L'ASL était un peu comparable à l'armée irakienne - en pire. Corruption, inorganisation, manque d'expérience et surtout de motivation pour se battre. Elle n'a pas perdu contre l'armée régulière mais contre les islamistes radicaux qui eux sont tout l'inverse.

En résumé, nous sommes en face d'un problème à multiples inconnues où les intérêts des partenaires sont divergents. Par contre, la menace reste claire: les mouvements salafistes-djihadistes que sont Al-Qaida «canal historique» et le Front al-Nosra. Pourvu qu'ils ne se réconcilient pas! ☐

De multiples coalitions remplissent ces conditions mais les plus puissantes sont composées de mouvements affiliés à Al-Qaida «canal historique» comme le Front al-Nosra ou qui dépendent plus ou moins secrètement de la nébuleuse comme le Ahrar al-Cham.

Daech. De multiples coalitions remplissent ces conditions mais les plus puissantes sont composées de mouvements affiliés à Al-Qaida «canal historique» comme le Front al-Nosra ou qui dépendent plus ou moins secrètement de la nébuleuse comme le Ahrar al-Cham. Une de ces coalitions, l'«Armée de la conquête» menaçait directement Lattaquié et la côte méditerranéenne de la Syrie après s'être emparée de la province d'Idlib située au nord-ouest du pays (et frontalière à la Turquie, ce qui est pratique pour les ravitaillements en hommes et en matériels). Le régime syrien était menacé dans son existence même par cet état de faits. Le général Qassem Suleimani, le chef de la force Al-Qods des pasdarans qui dirige l'«aide» iranienne à Damas s'est rendu à Moscou en juillet pour expliquer la situation qui a été confirmé par les services de renseignement russes, le SVR et le GRU.

est en attente.

L'armée américaine a décidé, vendredi 9 octobre, de livrer désormais «des équipements et des armes» aux rebelles syriens. Contre qui ces derniers luttent-ils? Le régime de Bachar el-Assad, l'Etat islamique, le Front al-Nosra?

La première livraison de 50 tonnes de munitions serait destinée à une nouvelle coalition appelée les «Forces démocratiques syriennes» (FDS) qui regroupe les Unités de protection du peuple kurde (YPG/YPJ), le bras armé du parti de l'Union démocratique (PYD) proche du PKK, et des forces arabes et syriaques. Cette coalition n'est pas une nouveauté car ces mouvements se coordonnaient au sein d'un état-major commun (joint opération room) pour combattre Daech à Kobané puis à Tall Abyad,

Il est exact de dire que les Russes frappent à 80% des mouvements autres que Daech. Il faut uniquement rajouter que la plupart dépendent d'Al-Qaida.

Turkey bomb massacre kills 97 and injures over 246 at pro-Kurdish peace rally

By Louisa Lovehuck, Richard Spencer and Murat Dal in Ankara / 10 Oct 2015
www.telegraph.co.uk

A double attack believed to be the work of suicide bombers on a march in the Turkish capital Ankara on Saturday killed 95 people and injured 246 others in the worst terrorist outrage in the country's modern history.

There was no immediate claim of responsibility for the attack, which was captured in dramatic video footage taken by a cameraman filming the start of the demonstration. A group of young activists doing a traditional Turkish dance flinch and duck as a sheet of orange flame punctures the sky behind them.

They had been setting off on a protest backed by the pro-Kurdish HDP political party and leftist secular groups calling for the government to make peace with the Kurdish guerrilla group, the PKK.

One of the men who can be seen in the video, Goksel Ilgin, told The Telegraph how the massive blast erupted right behind him.

"We started dancing the 'halay' dance as we were cheerful and determined to promote peace," said Mr Goksin, who can be seen at the far right of the picture wearing a blue cardigan and jeans. "Then we heard a sudden blast about 15 metres behind us.

"After the explosion I was overcome by shock. I fell on my knees, and couldn't believe what I was seeing. Then 15 seconds later there was a second blast. We saw flags and pieces of bodies flying into the air.

"People were injured and running around unconsciously. It took ten to fifteen minutes for someone to slap me to get over the shock. She told me to walk fast and scream. I did and star-



Goksel Ilgin is ringed in red on the right in this video grab image taken from footage showing the moment an explosion ripped through a gathering ahead of a planned peace rally in Ankara

ted to feel better.

"But I will never forget the smell of burned human flesh. Even after I left the scene, I couldn't help feeling it. So my friends made me smell some flowers and perfume to stop it. It took a few hours to smell the air again. I am OK now but I will never forget it."

Despite the lack of claim, the most likely culprits were widely considered to be local recruits of the Islamic State of Iraq and the Levant (Isil). The PKK's Syrian offshoot, the YPG, are fighting a bitter war against Isil under the cover of US-led coalition jets, and the jihadists conducted a similar attack which killed 32 people in the town of Suruc on the Turkey-Syria border in July.

Many Kurds believe that the Islamist AKP government of President Recep Tayyip Erdogan has encouraged Isil as part of his own political ambitions for Syria, as well as out of hostility to the PKK/YPG.

The HDP's charismatic leader, Selahattin Demirtas, went so far as to suggest the government was implicated in the bombing.

"We are faced with a huge massacre. A barbaric attack has been committed," he said.

"We are faced with a murderous state which has turned into a mafia and a state mentality which acts like a serial killer."

Protesters at the scene shouted "Murderer Erdogan" and "the murderer AKP will give account" even as the injured were being taken away.

The rally, under the slogan "Work, Peace and Democracy", was organised by a number of trade unions as well as the HDP, near Ankara railway station.

Posters bearing the motto were seen plastering the bodies of the dead which lay strewn across the square. Some of the bodies were covered quickly with the distinctive yellow flag of the HDP and other banners.

The health minister, Mehmet Muezzinoglu, said 62 people had died at the scene and 24 people in hospital from their injuries. He added that 28 of the 246 injured were in a serious condition.

"We heard one huge blast and then one smaller explosion and then there was a great movement and panic. Then we saw corpses around the station," said one witness, Ahmet Onen.

"A demonstration that was to promote peace has turned into a massacre - I don't understand this," he added, in floods of tears.

Mr Ilgin said: "People were running around hardly conscious in the huge panic. As the initial shock subsided, we rushed to help people lying on the ground."

The Turkish government itself said not only Isil but pro-Kurdish or leftist groups could have carried out the attack, though it did not speculate on what the motives could be.

"Like other terror attacks, the one at the Ankara train station targets our unity, togetherness, brotherhood and future," Mr Erdogan said. He cancelled a planned visit to Turkmenistan.

The attacks however show the way in which Turkey's involvement in the war in neighbouring Syria, where it supports the overthrow of the Assad regime and has allowed opposition groups to ferry weapons across the border, has had repercussions at home.

Some of that is due to the revived conflict



Bodies lie covered on the street following an explosion at the main train station in Turkey's capital Ankara

with the PKK, which with the government had observed a three-year ceasefire.

The attack happened as the PKK said it was about to begin another, unilateral ceasefire, stopping its campaign of attacks on soldiers and police which has revived fears of the all-out war that mired the south-east of the country in violence in the Eighties and Nineties.

A statement issued after the explosions confirmed that that ceasefire would be implemented.

It said it depended on there being no attacks on them in the interim, and would hold until elections planned for next month.

"Or guerrilla forces will avoid conducting planned actions, will be engaged in no activities

apart from maintaining its current position, and make no attempts to hinder or harm the exercise of a fair and equal election," it said.

The elections are crucial for the future of the ruling AKP, a moderate Islamist party, and President Recep Tayyip Erdogan. If the HDP win ten per cent of the vote, it will repeat its feat in June elections which led to a stalemate by winning seats in parliament and most probably preventing the AKP winning a majority.

It will almost certainly stop AKP pushing through constitutional changes that would hand more powers to Mr Erdogan. ■



One lady weeps on the streets as people look on at the scenes of devastation



October 8, 2015

Syrian Kurdish leader: Moscow wants to work with us

A senior leader in the PYD is in Washington seeking more military support and expressing ambivalence about Russia's latest intervention.



Author Barbara Slavin
October 8, 2015
<http://www.al-monitor.com>

A Syrian Kurdish leader in Washington this week seeking greater US military support says that Russia has also offered to collaborate with Syrian Kurds in its current offensive against Muslim terrorist groups.

Ilham Ehmed, a senior member of the Democratic Union Party (PYD), told Al-Monitor in a brief interview Oct. 8 that "Russia says it wants to work with us" to combat the group that calls itself the Islamic State (IS) and other extremist organizations.

The Barack Obama administration has accused Russia of focusing on more moderate Sunni Arab opponents of the regime of Syrian President Bashar al-Assad, rather than IS. According to the Kurds, the United States has also frustrated their desire to expand their area of control in Syria, known as Rojava.

Russia's stunning intervention in Syria appears to have given the PYD a new card to play with the Obama administration.

Asked for the Kurds' view of Russia's bombing campaign, Ehmed said it was "a good step for the fight against terrorism but on the other hand, it is empowering the Assad regime, which is a bad point."

Ehmed also asserted, however, that there are no members of the US-backed Free Syria Army (FSA) in the area around Aleppo and Idlib that is being pummeled in the current Russian offensive.

The Pentagon and White House have a different view and say that Russia is hitting fighters there who have received US funding and training.

Fabrice Balanche, a French expert on Syria and visiting fellow at the Washington Institute for Near East Policy, told Al-Monitor that the PYD, which has expanded its territory in northern Syria on the border with Turkey since a battle for Kobani earlier this year, wants to unify two pockets of Kurdish control. He said the Kurds want to take Azaz, al-Bab, Manbij and Jarabulus, which are all west of the Euphrates River. Balanche said Azaz is now occupied by Jabhat al-Nusra and a brigade of the FSA.

While the United States supported the PYD in expelling IS from Kobani and in capturing Tell Abyad east of Kobani, Washington has promised Turkey not to allow the Kurds to move west toward Afrin in return for allowing the United States to fly bombing runs from Incirlik Air Base, Balanche said. He added that the PYD would face other obstacles in such an operation. "There are 500,000 people between Azaz, al-Bab, Manbij and Jarabulus, including a Turkmen minority," he said. "It would

be very difficult for the Kurds to capture this area without heavy US support."

Balanche wrote recently that if the United States does not back the Kurdish advance, the PYD will look to Russia and Assad "if that is its only path to a continuous territory in the north."

Balanche cited a recent interview by Al-Monitor's Amberin Zaman with PYD leader Salih Muslim and suggested "that the group may be seeking a strategic alliance with Assad and Russia in order to achieve that goal."

The PYD does not want to lose US support, however, and the Obama administration needs the Kurds for a planned major offensive against the IS stronghold of Raqqa.

"There are two different games here," Henri Barkey, director of the Middle East program at the Woodrow Wilson International Center for Scholars, told Al-Monitor. "We won't let the Kurds cross the Euphrates because that would create major problems with Turkey, but I think we are getting together on a major operation against Raqqa."

Asked about PYD goals for the Kurdish areas in Syria, Ehmed said that the Kurds are seeking "self-administration, not autonomy," along the lines of the Kurdistan Regional Government in Iraq. "We want to stay in Syria with our culture and our language," she said. She compared the system desired by Syrian Kurds to cantons in Switzerland.

Ehmed also complained about the role being played in Syria by Turkey, calling it "very bad." Turkey "opened the border for terrorism," she said. "Terrorism didn't come from the sky."

For its part, Turkey alleges that the PYD is an offshoot of the PKK, a Turkish Kurdish group that Turkey has negotiated with in the past but resumed conflict with in recent months.

The dispute between Turkey and the Kurds has undermined the US goal of closing a 68-mile section of the Turkey-Syria border that has been controlled by IS and used for the transit of foreign fighters into Syria.

Barkey told Al-Monitor that "the Turks should be able to close that border." He added that that the PYD would have to be part of a "larger group" to have a chance of expelling IS from Raqqa. ◆

Barbara Slavin is the Washington correspondent for Al-Monitor and a senior fellow at the Atlantic Council, where she focuses on Iran.
On Twitter: @BarbaraSlavin1



Ilham Ehmed, a senior member of the Democratic Union Party (PYD). (photo by YOUTUBE/Orient News)

La Turquie touchée par l'attentat le plus meurtrier de son histoire

▶ Près de cent personnes ont été tuées par l'explosion de deux bombes lors d'une marche pour la paix initiée par des syndicats et des ONG, avec le soutien de partis politiques, notamment pro-kurdes.

▶ L'attentat intervient trois semaines avant les élections législatives du 1^{er} novembre et dans un contexte particulièrement tendu.



Hier, place Sihhiye, à Ankara, au lendemain de l'explosion de deux bombes qui a fait au moins 95 morts.

ISTANBUL

De notre correspondant

Il était précisément 10 h 03 à Ankara ce samedi matin. Au centre de la capitale turque, des milliers de personnes s'apprétaient à prendre part à une grande marche pour la paix, initiée par des syndicats de gauche et des ONG, avec le soutien de partis politiques, notamment le Parti de la démocratie des peuples (HDP, pro-kurde de gauche).

C'est dans le cortège de ce parti que deux bombes ont été déclenchées. Selon le dernier bilan officiel communiqué par le bureau du premier ministre Ahmet Davutoglu, 95 personnes ont été tuées. L'association turque des médecins annonçait dimanche avoir identifié 105 corps, tandis que le HDP a exploré la mort de 128 personnes. Le bilan est toujours provisoire, en raison de la condition de certains blessés, qui se comptent par centaines. Le gouvernement a décrété trois jours de deuil national.

Le mode opératoire ressemble à s'y méprendre aux deux attentats-kamikazes qui ont également ciblé le HDP cet été. À Suruç, le 20 juillet, 33 militants de gauche et pro-kurdes étaient tués par une explosion lors d'un rassemblement. Auparavant, le 5 juin, deux bombes avaient été déclenchées lors d'un meeting électoral du HDP à Diyarbakir, faisant quatre morts et des centaines de blessés. À Diyarbakir comme à Ankara, des billes de métal ont été retrouvées à proximité du lieu des explosions, ajoutées vraisemblablement aux engins explosifs.

Quelques heures après, le premier ministre Ahmet Davutoglu a évoqué la piste « très probable » de deux kamikazes. Alors qu'aucune revendication n'avait été faite, il a pointé du doigt trois organisations : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le

Parti-front révolutionnaire de libération du peuple (DHKPC, extrême gauche) et Daech (acronyme arabe d'État islamique).

Il a également attribué une partie de la responsabilité de cette attaque au HDP, dans la mire du pouvoir turc depuis sa bonne performance lors du scrutin législatif du 7 juin, qui a fait perdre la majorité au Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan.

La négligence des autorités a été soulevée dès les premières heures qui ont suivi l'attentat.

Les autorités gouvernementales « n'ont jamais été capables de trouver les coupables des attaques de Diyarbakir, de Suruç, tout comme (elles) ne vont jamais identifier les responsables de l'explosion d'Ankara. Il n'y a pas de puissance mystérieuse derrière cet attentat, ils nous envoient plutôt un message : "Nous pouvons vous tuer en plein jour, en plein centre d'Ankara, nous pouvons tuer quiconque se lève contre nous, et camoufler cette opération" », a répliqué Selahattin Demirtas, codirigeant du HDP.

« À Ankara, l'État peut être au courant du moindre battement d'aile d'un oiseau. C'est la ville la plus sécurisée du pays, nous avons rassemblé 100 000 personnes et pas un seul policier n'était visible à la ronde », s'est-il également emporté. La négligence des autorités a effectivement été soulevée dès les premières heures qui ont suivi l'attentat. La fureur a été nourrie par les scènes de policiers utilisant des gaz lacry-

mogènes et des canons à eau dans les minutes suivant les explosions pour disperser la foule.

L'attentat d'Ankara, le plus meurtrier de l'histoire de la Turquie, survient trois semaines avant les élections législatives du 1^{er} novembre et dans un contexte particulièrement tendu. Le sud-est du pays à majorité kurde connaît une situation de guerre civile larvée depuis la rupture de la trêve annoncée par le Parti des travailleurs kurdes (PKK) en juillet, et les interventions subséquentes des forces de l'ordre, qui n'épargnent pas la population civile. Le PKK a toutefois confirmé le cessez-le-feu déjà annoncé la semaine dernière, pour permettre la tenue de la campagne électorale et du scrutin dans les régions du sud-est.

En dépit des actions menées notamment contre le HDP par les autorités turques - arrestations de responsables politiques et de journalistes - et par des groupuscules ultranationalistes qui ont mis à sac des bureaux du parti et menacé des militants, les sondages pour le scrutin à venir laissent entrevoir des résultats semblables à ceux de juin, qui n'avait pas permis l'émergence d'une majorité parlementaire.

Après l'attentat, la plupart des partis politiques ont interrompu leur campagne électorale, tandis que quatre syndicats ont annoncé la tenue d'une grève générale à compter d'aujourd'hui. Si le cessez-le-feu annoncé par les rebelles kurdes est respecté et que le flou entourant l'attentat d'Ankara persiste, le durcissement de ton nationaliste du parti au pouvoir pourrait bien ne pas porter les fruits attendus dans les urnes.

ALEXANDRE BILLETTE

Kendal Nezan: « Le piège de la stratégie de la tension »

PROPOS RECUEILLIS PAR
THIERRY OBERLÉ @ThierryOBERLE

FIGURE de la diaspora kurde, Kendal Nezan préside l'Institut kurde de Paris.

LE FIGARO. - Comment expliquez-vous l'escalade de la violence en Turquie ?

Kendal NEZAN. - Un climat d'affrontement existe depuis le scrutin de juin qui n'a pas permis à l'AKP du président Erdogan d'obtenir une majorité au Parlement. Le pouvoir a dès lors développé une stratégie de tension pour décrédibiliser le HDP, le parti prokurde, et faire peur. Il entend faire payer aux électeurs kurdes le fait de les avoir mis en minorité à ces législatives. Avant la percée du HDP, l'essentiel de cet électorat n'avait guère le choix : il votait pour une bonne part en faveur de l'AKP qui prônait la paix et le règlement de la question kurde par le dialogue. L'AKP raflait ainsi l'essentiel des sièges. Voici un an, le siège de Kobané, ville symbole des Kurdes à la frontière syro-turque, a changé la donne. Les Kurdes ont eu le sentiment qu'Ankara soutenait l'État islamique. Cette perception ex-

plique en grande partie leur basculement électoral. Pour la première fois, le HDP a franchi en juin le seuil de 10 % des voix nécessaire pour entrer au Parlement. La stratégie de la tension vise à briser cette dynamique. Elle accentue les clivages kurdo-turcs pour grignoter sur les voix nationalistes et criminaliser le HDP afin qu'il perde ses députés au prochain scrutin. La relance de la guerre contre le PKK a causé un engrenage de la violence et créé un climat de quasi-guerre civile.

De là à perpétrer des massacres, il y a un pas...

Certains accusent Daech, qui était déjà désigné après l'attentat sanglant de Suruç le 20 juillet. Mais l'EI qui a l'habitude de revendiquer ses attaques ne s'est pas vanté de ce bain de sang. D'autres montrent du doigt le gouvernement et les services secrets. On ne sait pas qui est exactement derrière cet attentat et il y a peu de chances, faute de justice indépendante, que les enquêtes aboutissent. Il faut toutefois se demander à qui profite le crime et se rappeler qu'il existe en Turquie une forte tradition de manipulation de la violence politique. Dans les années 1960 et 1970, chaque coup d'État était précédé

par l'instauration du chaos et d'un climat de terreur. Puis les militaires intervenaient pour rétablir l'ordre. Le processus actuel est le même, à la différence près que ce n'est plus l'armée, mise hors-jeu par l'AKP qui peut tirer les marrons du feu, mais le parti au pouvoir. Erdogan promet un gouvernement à poigne et se présente comme l'unique alternative au chaos.

La piste du PKK est-elle crédible ?

Il est absurde d'envisager l'hypothèse d'une frappe du PKK contre une manifestation pacifique prokurde. Le mouvement n'a pas intérêt à pratiquer la surenchère. L'armée et le PKK se sont livrés une longue guerre sans vainqueur, ni vaincu. Les années de plomb ont montré qu'il n'y a pas de solution militaire. S'il obtient une majorité aux élections, Erdogan sait qu'il devra revenir vers la voie de la négociation. Il ne faut pas tomber dans le panneau de sa stratégie de la tension. ■



Un homme se recueille près du cadavre d'une des victimes de l'attentat perpétré samedi, lors d'une manifestation pour la paix à Ankara. BURHAN OZBILICI/AP

Mourners in Turkey assail the government

ISTANBUL

Thousands of people take to the streets to condemn Ankara for bomb attacks

BY TIM ARANGO AND CEYLAN YEGINSU

A day after the worst terrorist attack in Turkey's modern history left nearly 100 people dead, thousands of mourners gathered on Sunday in central Ankara, the Turkish capital, to lay carnations and rail against the government.

The gathering — mostly of Kurds, who were the main victims of the two devastating explosions at a peace rally Saturday — waved flags and vented their anger at the Turkish state, which they held responsible for the carnage.

"Murderer Erdogan!" was one chant, referring to President Recep Tayyip Erdogan. "Murderer police" and "murderer state" were others.

"We met today to call for peace and mourn for our friends, but we are also



A woman waiting outside a morgue on Sunday in Ankara, Turkey, for the body of a relative killed in the bombings the day before.

demanding answers," said Ekim Ertas, a Kurdish activist who attended the peace rally on Saturday and spoke of the anger that had been building over months as several Kurdish gatherings were attacked. "There have been three similar attacks against Kurds in four months, and nobody has been held to account. We demand answers. We want to know why the government keeps allowing these attacks against the Kurds to happen."

No group has claimed responsibility for the twin bombings, which officials said had most likely been carried out by suicide bombers.

The government conducted operations on Sunday against what officials said were two possible culprits: the

Sunni militants of the Islamic State and the rebels of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K.

According to accounts in the Turkish news media, the government detained several people it suspected of being members of the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, in the central Anatolian city of Konya and the coastal city of Antalya.

It was not clear if the arrests were related to Saturday's attack.

According to a statement published online, the Turkish military also carried out bombing raids in southeast Turkey and northern Iraq against the P.K.K., a militant group that was at war with Turkey for nearly three decades but had, until recently, been in peace talks with the government.

The P.K.K. had announced, in the hours after the attacks in Ankara on Saturday, a unilateral cease-fire in which it pledged to halt offensive attacks in advance of parliamentary elections scheduled for Nov. 1. That the Turkish state kept up its campaign suggested that the cease-fire was unlikely to lead to lasting calm.

The official toll in the bombings on Saturday stood at 95 dead, but Kurdish officials said it was higher. Speaking on top of a bus at the rally in Ankara on Sunday, Selahattin Demirtas, the leader of the Kurdish-dominated Peoples' Democratic Party, said that 128 people had been killed. Mr. Demirtas had accused the government on Saturday of being behind the attack, and on Sunday, he vowed not to seek revenge but to win at the polls.

"We won't seek revenge," he said. "Violence will breed more violence. We'll seek justice in the election on Nov. 1."

He continued: "Shared life is possible among the oppressed and the abused. We will not surrender to a bunch of scoundrels."

The attack increased tensions in Turkey amid growing instability and just as the country was preparing to hold a snap election in three weeks.

National elections in June dealt a blow to Mr. Erdogan's Justice and Development Party, which lost its majority in Parliament for the first time since 2002. After weeks of coalition talks proved fruitless, Mr. Erdogan ordered another election.

"There are very big questions about whether the Nov. 1 elections will be able to happen, and if they do take place, will they be free and fair?" said Kerem Oktem, a professor of southeast Europe and modern Turkey at the University of Graz in Austria, and the author of



"Angry Nation: Turkey Since 1989"

As political instability deepened after the elections in June, so did violence. A two-year peace process between the Turkish state and the P.K.K. collapsed, as the militants increased their attacks and Mr. Erdogan ordered the military to resume bombing the group.

Turkey renewed its war with the P.K.K. just after it reached an agreement with the United States that allowed the American-led coalition bombing Islamic State militants to use Turkish air bases, suggesting to many that Turkey's priority was restraining Kurdish ambitions for autonomy rather than fighting the Islamic State.

The performance of the Peoples' Democratic Party, or H.D.P., in the June election — for the first time, it met a 10 percent threshold to enter Parliament — denied Mr. Erdogan a majority. A crackdown on the civilian side of the Kurdish movement followed, with arrests and statements by officials trying to link Mr. Demirtas and other Kurdish officials to P.K.K. violence.

Mr. Oktem said he was not exactly surprised by the spiraling violence

"We demand answers. We want to know why the government keeps allowing these attacks against the Kurds to happen."

against the Kurds — there was a bombing in the southeastern town of Suruc in July that killed more than 30 Kurdish activists, as well as an attack on a Kurdish political rally in Diyarbakir — given the polarizing rhetoric from Turkish leaders, who "attacked the H.D.P. and dehumanized its leaders."

Mr. Oktem referred to periods of deep instability in Turkey's past — the 1970s, when political violence nearly tore the country apart, and the 1990s, the height of the war against Kurdish rebels — and said that each time, it had been determined later that some of the violence had been the work of the so-called deep state, a shadowy network of groups with links to the government.



October 10, 2015

Violent protests rage across Sulaimani province

By RUDAW.net - 10 oct. 2015

ERBIL, Kurdistan Region - Tear gas has been fired at protesters in Suliamani who are clashing with police and other demonstrators in an escalating wave of violence triggered by wage demands and dissatisfaction with the Kurdistan Regional Government (KRG).

The mass demonstration in Sarra Square in Suliamani on Saturday when hundreds of protesters gathered again to demand three months of unpaid salaries and an end to the current political stalemate that has left the KRG without an official president since August, said Pshtiwan Jamal, Rudaw correspondent in Suliamani.

Jamal said police were stan-



Protesters in Sulaimani. Photo: Rudaw.

ding guard and firing tear gas to prevent protesters from attacking the 4th branch office of the Kurdistan Democratic Party (KDP) on Mawlawi Street. Protesters have also surrounded Rudaw's office in Suliamani and broke windows with rocks, said

Rudaw staff currently trapped in the building.

Clashes between demonstrators and the police also erupted in the town of Said Sadiq in eastern Sulaimani province.

"Protesters are attacking a Kurdistan Democratic Party

(KDP) building," said Rudaw reporter Choman Mahmood in Said Sadiq.

"Due to clashes between pro-KDP members and protesters near the KDP building, 17 people have been wounded from both sides. The scale of the demonstration is getting wider and causing more violence. Pro-KDP members are answering the protesters with stone."

Mahmood said the town of Said Sadiq has been divided into two mobs: one calling for the KRG to play the salaries of civil servants, and another group that has seized the opportunity to turn to violence.

Three people were shot dead on Friday in demonstration-related shootings in the township of Qaladze, in northern Sulaimani province, with dozens more wounded.

At least nine people, including five policemen and four demonstrators, were wounded on Thursday in street protests over delayed salaries in Sulaimani, the city's mayor told Rudaw. ■



New Syrian alliance groups U.S.-backed Kurds, Arabs

BEIRUT / October 12, 2015 / by Tom Perry (Reuters) -

A KURDISH militia that has been fighting Islamic State in Syria with help from U.S.-led air strikes has joined forces with a number of Arab groups in a new military alliance announced on Monday.

The alliance calling itself the Democratic Forces of Syria includes the Kurdish YPG militia and Syrian Arab groups, some of which fought alongside it in a campaign that drove Islamic State from wide areas of northern Syria this year.

A Kurdish official said he hoped the alliance would garner more support from the U.S.-led coalition fighting Islamic State.

It comes soon after the United States announced a shake-up of its support to Syrian rebels fighting IS, effectively ending its programme to train fighters outside Syria and focusing instead on providing weapons to groups whose commanders have been U.S.-vetted.

The YPG has to date proved the most effective partner on the ground for U.S.-led air strikes against Islamic State, taking large amounts of territory from the jihadists in northeast Syria this year.

But the YPG's advances have alarmed Turkey, which fears growing Kurdish influence in northern Syria could fuel separatism among its own Kurdish minority. Establishing it as part of a wider movement that also includes

groups from Syria's Arab majority would help counter arguments that its aims are limited to protecting the Kurds.

"The sensitive stage our country Syria is going through and rapid developments on the military and political front ... require that there be a united national military force for all Syrians, joining Kurds, Arabs, Syrians and other groups," said the statement, which was sent to Reuters by a YPG spokesman.

The new alliance includes the YPG, various Arab groups including Jaysh al-Thuwwar (Army of Rebels), and an Assyrian Christian group.

"Given that these forces in general are democratic and secular forces that believe to a great degree in diversity, we hope that they will receive support" from the U.S.-led coalition, said Nasir Haj Mansour, an official in the defence ministry of the Kurdish administration in YPG-held territory.

"The current goal in practical terms is to confront Daesh, given that it is the first enemy, but the goal is also to build a democratic Syria in the future," he said by telephone, using an acronym for Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

The YPG seized a number of important towns from Islamic State earlier this year in an advance into its stronghold of Raqqa province. However the Kurds decided against advancing into Islamic State's de facto capital Raqqa city itself, saying they wanted Syrian Arab rebels to lead such an assault. ○



Kurdish PKK says halts militant activity in Turkey

ISTANBUL, October 10, 2015 (Reuters) -

The Kurdistan Workers Party (PKK) militant group called on its fighters to halt guerrilla activities in Turkey unless they face an attack, a news website close to the group said on Saturday, three months after it ended a two-year-old ceasefire.

Firat news agency reported the head of the PKK umbrella group as saying

the decision was taken in response to calls from within and outside Turkey and that its fighters would avoid acts which could prevent a "fair and just election" being held on Nov. 1

The announcement came hours after at least 30 people were killed when twin explosions hit a rally of hundreds of pro-Kurdish and leftist activists outside Ankara's main train station in what the government said was a terrorist attack.

REUTERS

Three killed in violent unrest in Iraq's Kurdistan region

ERBIL, Iraq / October 11, 2015 - by Isabel Coles /Reuters

THREE PEOPLE were killed in a third day of violent unrest in Iraq's Kurdistan region on Saturday, as protesters attacked or torched several offices of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in Sulaimaniyah province.

The protests, the most serious the region has seen for years, began on Oct. 1 as a show of public anger over an economic crisis that many blame on the Kurdistan Regional Government (KRG), in which the KDP and other parties are partners.

But on Friday the demonstrations took a partisan turn when protesters in the city of Qaladize attacked a KDP office.

A total of five people have now been killed in the protests, which threaten to destabilise the region at a time when it is at war with Islamic State militants.

In a statement responding to the events, the KDP blamed the leader of the Gorran party for the violence and said it would not rule out any option regarding the agreements that led to the formation of the KRG.

In the town of Kalar, two people died of gunshot wounds after protesters set upon a KDP office there, according to a doctor at the local hospital and a Kurdish security source.

KDP OFFICES ATTACKED

One person was burned to death when protesters in the town of Qaladize set another KDP office ablaze, said Osman Ali, the deputy director of the local hospital.

Another KDP office in the town of Said Sadiq also came under attack from protesters hurling stones. Live footage broadcast on the Kurdish television channel NRT showed riot police holding back protesters, some of whom

were wielding slingshots.

In the city of Sulaimaniyah, capital of the province, protesters set upon the office of the media network Rudaw, which is seen as close to the KDP.

The pattern of unrest reflects deep political divisions between the region's two distinct zones of influence.

Sulaimaniyah is controlled by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Gorran, which are locked in a power struggle with the KDP over the region's presidency.

The KDP leadership said the PUK had failed to protect its offices, but urged its own followers to exercise restraint.

In Erbil and Duhok provinces, where the KDP dominates, security was heightened around PUK and Gorran offices to avert any retaliatory attacks.

Deadlock over Massoud Barzani's presidency, which expired on Aug. 20, has not only polarised Kurdish politics but also compounded the economic crisis, which began in early 2014 when Baghdad slashed funds to the region. A plunge in oil prices has pushed the region further towards bankruptcy. ○



Protesters clash with riot police in Sulaymaniyah, the second-largest city in Iraq's Kurdistan region, last week. The region is facing its worst unrest in years amid economic woes and a political stand-off. (Reuters)

RUDAW

October 14, 2015

Kurdish American Omid Kordestani Joins Twitter as executive chairman

By Polla Garmiany
rudaw.net / 14/10/2015

MAINZ, Germany — A day after microblogging service Twitter announced a huge round of layoffs under its new, official head Jack Dorsey—who has led the company as interim chief executive for the last four months—the company has now announced that Iranian-born Kurdish American Omid Kordestani will be appointed as its new executive chairman.

Kordestani, who has roots in Iranian Kurdistan and grew up in Tehran and the US, worked in the past with companies like Hewlett-Packard and Netscape. In May 1999 he joined Google, and served as its chief business officer. "He brought Google to profitability in

record time, generating more than \$10 billion in revenue in 2006," according to a Google statement.

In 2014 he was appointed chief business officer for Google. In the last few months, however, it looks like he took a step back from having a central role at the company. When Google made its Alphabet split this past summer, he quietly became an advisor to Alphabet and Google without a specific title.

A Google spokesperson said to the press: "We're excited for Omid and very happy for Twitter. Omid was instrumental in establishing Google's business and helped us develop really close, longstanding partnerships across the industry. We wish him every success in the years ahead."

Having held both CEO advi-



Newly designated Twitter exec Omid Kordestani while at Google. AFP photo.

sory and executive sales roles at the US search giant, Kordestani will surely bring some strong commercial and business experience to Twitter at a crucial time for the company.

Twitter's business and especially its stock have been going up and down since its entry into the New York Stock Exchange (NYSE) in November 2013. As a result, Dick Costello, Twitter's then chief, announced his resignation on July 1.

Jack Dorsey wrote on Twitter: "Omid is a proven [and] experienced leader, who will directly help [and] coach me and our leadership, and help us recruit the best folks to Twitter. A great chairperson is the

first step towards continuing to make our Board one of the best in the world, and purpose-built to serve Twitter."

And Kordestani himself wrote: "Excited to work with [Jack Dorsey], the Twitter Board [Adam Bain, Anthony Noto] and the rest of the team to grow Twitter's impact and business."

Kordestani is just one of many Kurds who have made it to the top of US giants. Another Kurd, Hamdi Ulukaya, who became a billionaire with his strained yogurt brand Chobani, has committed himself to help Kurdish refugees in need. In 2015 he announced he would donate at least half of his wealth to refugees. ■

Turkish Air Strikes Hit Kurdish Targets After Deadly Ankara Bombings

Joanna Plucinska / Oct. 12, 2015 / time.com

The government ignored a cease-fire proposal put forward by the Kurdish rebels

Turkey announced on Sunday that it had killed dozens of Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels in a series of weekend air strikes, only a day after deadly bombings killed over 90 people in the Turkish capital of Ankara.

The strikes took place after the Turkish government ignored a cease-fire proposal put forward by the PKK, the BBC reports.

UPI reported Turkish officials as saying that Saturday's air strikes had killed 14 rebels in



southwestern Turkey, while Sunday's attacks targeted parts of northern Iraq, killing over 35 rebels. Two Turkish soldiers were also reportedly killed in clashes with the PKK in Turkey's Erzurum province on Sunday, according to Hurriyet Daily News.

Turkey ended a 2013 cease-fire agreement with the PKK after a July suicide bombing, UPI

reports. It started bombarding the Islamic State of Iraq and Greater Syria (ISIS) targets at the same time.

Tension over the government's relationship with the PKK has been building in Turkey ahead of the Nov. 1 general elections, which officials say are still scheduled to take place. President Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development Party lost much of its majority in June polls thanks to gains made by the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party. Erdogan's government has been accused of restarting the bombing campaign against PKK targets as a result of those election outcomes, UPI says.

Saturday's bomb attacks, which officials have blamed on ISIS, struck a pro-Kurdish protest and peace rally calling for an end to Turkish attacks on PKK targets. Demonstrators and mourners have accused the authorities of failing to provide adequate security for the rally.

Sunday was the first of three days of mourning for those killed in the Saturday attacks, according to the BBC. ■

Turkey warns U.S., Russia against backing Kurdish militia in Syria

ANKARA | By Orhan Coskun
Tue Oct 13, 2015 Reuters

Turkey has warned the United States and Russia it will not tolerate Kurdish territorial gains by Kurdish militia close to its frontiers in north-western Syria, two senior officials said.

"This is clear cut for us and there is no joking about it," one official said of the possibility of Syrian Kurdish militia crossing the Euphrates to extend control along Turkish borders from Iraq's Kurdistan region towards the Mediterranean coast.

Turkey fears advances by Kurdish YPG militia, backed by its PYD political wing, on the Syrian side of its 900 km (560-mile) border will fuel separatist ambitions among Kurds in its own southeastern territories. But Washington has supported YPG fighters as an effective force in combating Islamic State.

"The PYD has been getting closer with both the United States and Russia of late. We view the PYD as a terrorist group and we want all countries to consider the consequences of their cooperation," one of the Turkish officials said.

Turkey suspects Russia, which launched air strikes in Syria two weeks ago, has also been lending support to the YPG and PYD.



In this Nov. 19, 2014, file photo, fighters from Kurdish popular defense units YPJ (women) and YPG (men) gather during a short break before heading out to fight for new positions in Kobani, Syria. AP Photo

"With support from Russia, the PYD is trying to capture land between Jarablus and Azaz, going west of the Euphrates. We will never accept this," the official said.

He said Turkey had raised its concerns at high level meetings with the U.S., European Union and Russia.

IRAQI STRIKES

The officials did not say what action, if any, Turkey might take if YPG forces crossed the Euphrates. Ankara has carried out air strikes against Turkish Kurdistan Workers Party (PKK) rebels based in the mountains of northern Iraq; but attacks on Kurds in Syria would be far riskier, bringing Ankara into possible conflict both with U.S. and Russian air forces.

The YPG said on Monday it had joined forces with Arab rebels and that their new alliance has been promised fresh weapon supplies by the United States for an assault on Islamic State forces in what is effectively their capital, Raqqa.

Turkey has accused the Kurdish militia of pursuing "demographic change" in northern Syria by forcibly displacing Turkmen and Arab communities. Ankara fears ultimately the crea-

tion of an independent Kurdish state occupying contiguous territories currently belonging to Iraq, Syria and Turkey.

Amnesty International on Tuesday accused the YPG, which has seized swathes of northern Syria from Islamic State this year, of committing war crimes by driving out thousands of non-Kurdish civilians and destroying their homes.

The Kurds, who have emerged as the U.S.-led coalition's most capable partner in Syria against Islamic State on the ground, deny such accusations. They say those who left areas they seized did so to escape fighting and are welcome to return.

Over 40,000 people have been killed in a Kurdish insurgency in Turkey since 1984. The collapse of a ceasefire in July has brought a sharp increase in conflict between security forces and Kurdistan Workers Party (PKK) fighters. □

Attentat d'Ankara : une enquête accablante pour la Turquie

Les deux kamikazes responsables de la mort d'au moins 97 personnes étaient connus des services de sécurité, qui étaient au fait de leur radicalisation.

De notre correspondant à Istanbul,
Quentin Raverdy 14/10/2015 |
Le Point.fr

La colère monte en Turquie au fur et à mesure que progresse l'enquête sur le double attentat de samedi à Ankara. Quatre jours après l'attaque meurtrière qui a coûté la vie à au moins 97 personnes, les enquêteurs semblent s'accorder sur la piste de l'État islamique et mettent dans le même temps en lumière les lacunes des services de sécurité turcs. En effet, les deux kamikazes, qui se sont fait exploser aux abords de la gare centrale d'Ankara lors d'un rassemblement pour la paix, ne sont pas inconnus de la police turque. Yunus Emre Alagöz et Ömer Deniz Dündar figuraient tous deux sur la liste des 21 personnes suspectées par la sécurité turque de vouloir commettre un attentat-suicide prochainement sur le sol de la République.

Mais connaître leur identité ne suffisait pas, a estimé lundi le Premier ministre Ahmet Davutoglu, qui rappelle que, dans un "État de droit" comme la Turquie, "nous ne sommes pas autorisés à les arrêter avant qu'ils ne passent à l'acte". Une conception a posteriori de la lutte antiterroriste qui avait déjà révolté les réseaux sociaux lorsque le chef du gouvernement avait annoncé samedi que la police arrêterait les auteurs de l'attaque d'Ankara et les traduirait en justice comme ce fut le cas après l'attentat de Suruç. Or le terroriste d'une vingtaine d'années s'était donné la mort en se faisant exploser dans le centre culturel de la ville frontalière d'avec la Syrie, tuant avec lui 32 jeunes militants (turcs et kurdes) de gauche.

Mais, plus inquiétant encore, l'un des kamikazes d'Ankara, Yunus Emre Alagöz, n'est autre que le frère du terroriste de Suruç, SŞeyh Abdurrahman Alagöz. Et, comme son com-



plice, Yunus était originaire de la ville d'Adiyaman. Cette petite cité du sud-est du pays s'est tristement rendue célèbre en devenant l'un des viviers de recrutement de l'EI en Turquie. Rien que sur la liste des 21 personnes recherchées, 18 sont originaires de la ville, avance le quotidien turc Radikal. "Je disais à la police : Arrêtez-le et envoyez-le en prison"

Peu de temps après les événements de Suruç, les médias turcs s'étaient inquiétés de savoir où se trouvait désormais Yunus Emre Alagöz, susceptible, comme son frère, de passer à l'acte. Et, très vite après l'attaque, le modus operandi (choix des cibles, charges explosives) laissait présager de grandes similitudes avec l'attentat de Suruç, mais aussi avec celui de Diyarbakir, en juin, contre un meeting du parti pro-kurde du HDP, qui porterait également la marque de la cellule d'Adiyaman.

Une forte présence, dans la même ville, de potentielles recrues de l'EI qui n'a, semble-t-il, pas inquiété les autorités locales, comme le révèle le président de l'Association des droits de l'homme en Turquie (à Adiyaman), inter-

rogé par Reuters. "Plusieurs familles ont alerté les policiers, disant que leurs fils avaient disparu et qu'elles les suspectaient d'être allés en Syrie rejoindre l'EI." Et de rajouter : "Ce problème dure depuis 2013 et aucune enquête sérieuse et concluante n'a été lancée depuis."

Un désarroi des familles que rappelle le journal Radikal avec le témoignage du père d'Ömer Deniz, dont le fils avait quitté la Turquie pour prendre part au djihad : "Je suis allé au commissariat de police à plusieurs reprises pour le faire revenir de Syrie." Et son fils reviendra bien, de lui-même, un an après. "Il est resté avec moi huit mois", raconte-t-il. S'inquiétant de ses activités en Syrie, le père décide d'agir : "Je suis allé déposer une plainte contre lui. Je disais à la police : Arrêtez-le et envoyez-le en prison." Peine perdue, le jeune homme est interrogé par la police puis relâché peu de temps après. Nouveau départ pour la Syrie. "Je n'ai pas eu de contact avec lui durant les huit derniers mois", explique le père d'Ömer, rappelant que son fils était marié et avait un enfant. Et de conclure : "La police ne m'a pas dit si mon fils était responsable de l'attaque."

Des accusations qui jettent un peu plus le doute sur le pouvoir des services de renseignement turcs, déjà vivement critiqués pour ne pas avoir pu empêcher la meurtrière attaque d'Ankara et qui enveniment un peu plus le climat de tension en Turquie. Depuis juillet, le pays est en effet de nouveau frappé par les violences entre les rebelles du PKK et les forces de sécurité turques alors que se profilent début novembre les élections législatives, décisives pour la Turquie.

"DÉFAILLANCES"

Si, mardi, le président Erdogan s'est exprimé officiellement pour la première fois depuis l'attentat, admettant des "défaillances" dans



Les funérailles des victimes de l'attentat d'Ankara, mardi 13 octobre. AFP©YASIN AKGUL

la sécurité (trois fonctionnaires importants d'Ankara ont été limogés), les autorités turques peinent cependant à apaiser ce climat de tension et de suspicion. Le gouvernement AKP et le président turc sont régulièrement accusés (notamment par le parti pro-kurde HDP) d'avoir laissé les djihadistes de l'EI s'enraciner dans le pays en se servant de la Turquie comme une zone de recrutement et de transit avant d'aller combattre en Syrie le régime de Bachar el-Assad, bête noire d'Ankara.

L'opacité autour des enquêtes après ces trois attentats (les familles n'ont pas accès aux dossiers) ne fait que renforcer au sein d'une partie de la population les doutes d'une connivence du pouvoir turc, plus enclin à combattre le PKK que l'EI. Et le fait que le bureau du procureur d'Ankara vient de faire interdire

toute publication dans les médias turcs sur les investigations concernant l'attentat d'Ankara ne va faire qu'alimenter cette suspicion. Alors que tout dans l'enquête sur l'attaque d'Ankara semble conduire vers la piste des djihadistes, le gouvernement turc, lui, a maintenu ses soupçons à l'égard des rebelles kurdes. Ce mercredi, Ahmed Davutoglu a ainsi estimé "en se basant sur les informations de comptes Twitter et d'adresses IP (qu'il y avait) une forte possibilité que Daesh et le PKK aient joué un rôle important" dans l'attaque.

Une entente entre l'EI et le PKK plus que surprenante, le mouvement kurde luttant farouchement depuis plusieurs mois contre le groupe djihadiste en Syrie, via sa branche politique syrienne (PYD). Qu'importe, le gouvernement tient une piste. Ce mercredi matin, la police turque a d'ailleurs arrêté deux per-

sonnes proches du PKK (Mehmet P. et Erhan O). La raison : via un compte Twitter, les deux hommes auraient, selon la police, posté des tweets suggérant qu'il pourrait y avoir une attaque à la bombe à Ankara, et cela, neuf heures avant l'attentat dans la capitale, explique la police.

Pourtant, depuis samedi (quelques heures après l'attentat), les rebelles du PKK ont annoncé la mise en place d'un cessez-le-feu temporaire, d'ici à la tenue des élections. Un cessez-le-feu rejeté par l'exécutif turc et très vite mis à rude épreuve par l'aviation turque qui a bombardé ce week-end des positions du PKK en Irak et dans le sud de la Turquie. Depuis, plusieurs accrochages ont été observés entre les rebelles et les forces de sécurité turques dans des régions à majorité kurde. ■

Les Kurdes syriens dénoncent les accusations de "crimes de guerre"

www.lorientlejour.com
16 octobre 2015 (AFP)

Beyrouth, — Les forces kurdes syriennes ont dénoncé vendredi le récent rapport d'Amnesty International les accusant de déplacements forcés de population et de destructions de maisons, actes qualifiés par l'ONG de "crimes de guerre".

Sur la base du rapport d'une mission envoyée dans 14 villes et villages dans le nord et le nord-est de la Syrie, Amnesty International a accusé mardi les forces kurdes d'avoir mené une "campagne délibérée et coordonnée de punition collective des habitants de villages auparavant contrôlés par le

groupe Etat Islamique (EI) ou soupçonnés d'abriter des partisans de l'EI", en empêchant la population de retourner dans ces villages ou en y détruisant volontairement des maisons.

"Ce rapport est injuste, biaisé et non professionnel. Il présente les choses comme s'il s'était agi d'une guerre confessionnelle entre Arabes et Kurdes et contribue grandement à approfondir les tensions ethniques", ont réagi vendredi les Unités de protection du peuple kurde (YPG).

"Ceci est très dangereux, contraire à l'éthique et indigne d'Amnesty International", souligne la principale force kurde syrienne, dont le communiqué de

neuf pages répond point par point aux allégations, dont celle de la destruction d'un village entier dans le nord-ouest du pays.

Les YPG accusent Amnesty de n'avoir pas pris en considération les dommages causés par des années de combats et la stratégie de l'EI d'utiliser des mines et d'autres types d'explosifs.

"Les différentes organisations terroristes dans la région ont planté des mines artisanales, utilisé des voitures piégées pour commettre des attentats suicide et piégé des maisons", expliquent les forces kurdes. "Les auteurs du rapport semblent ignorer que l'EI et les autres terroristes avant eux ont réagi à leurs défaites par la démo-

lition, la destruction et les incendies".

Les YPG soulignent aussi que leur alliance avec des combattants arabes "réduit à néant" l'accusation qu'elles aient pu obliger par la force n'importe quel groupe ethnique à se déplacer.

Les forces kurdes mettent également en doute des témoignages reproduits par Amnesty International et affirment que les personnes interrogées sont des "gens ayant fui la région avec l'EI et qui ont (les mains) tachées du sang du peuple syrien".

Si les Kurdes syriens ont prouvé qu'ils étaient la force la plus efficace dans la lutte contre l'EI, leur avance, avec l'appui de la coalition internationale menée par les Américains, a toutefois exacerbé les tensions ethniques dans le nord-est de la Syrie. □

Armes livrées en Syrie: le Pentagone corrige un porte-parole

WASHINGTON, 15 octobre (Reuters) -

LE PENTAGONE a affirmé jeudi que les armements parachutés ce week-end au-dessus du nord de la Syrie avaient été livrés avec succès à des forces arabes syriennes et rectifié les propos tenus un peu plus tôt par un de ses porte-parole.

Ce porte-parole du département américain de la Défense, Peter Cook, avait indiqué que des forces kurdes avaient peut-être récupéré une partie

de ces parachutages. "Je crois comprendre que c'était destiné aux forces arabes syriennes et

que certains autres groupes, des groupes d'opposition, ont peut-être eux aussi été en mesure de récupérer certains armements", avait-il dit.

Prié de dire si parmi ces groupes, figuraient des combattants kurdes, Peter Cook avait répondu: "Oui, oui. C'est ce que je crois comprendre, des forces kurdes également."

Dans un communiqué corrigeant ses déclarations, le Pentagone dit n'avoir aucune indication suggérant qu'une partie de cet équipement a été partagé avec d'autres groupes.

Le parachutage de munitions et d'équipements militaires à destination de l'opposition à Bachar al Assad semble être la nouvelle stratégie retenue par les Etats-Unis qui ont constaté l'échec de leur politique visant à former et à équiper des combattants syriens à l'étranger avant de les envoyer combattre l'Etat islamique.

L'armée de l'air américaine a annoncé lundi avoir largué la veille des munitions de petit calibre destinées à des rebelles. □

Iraq's Kurds, key U.S. ally in Islamic State fight, embroiled in violent political crisis

By Florian Neuhoﬀ - Special to
The Washington Times — October 14, 2015
<http://www.washingtontimes.com>

ERBIL, Iraq — Iraq's Kurds, who have emerged as the most effective U.S. ally in the fight against the Islamic State group, have been plunged into a violent political crisis that threatens to split their government, adding a level of instability and division to the troubled region.

The crisis exploded after Kurdistan Regional President Masoud Barzani refused to step down when his term ended Aug. 19. The decision has divided the autonomous Iraqi region's leaders as they grapple with rising public discontent, the difficult war against Muslim extremists and frosty relations with the Iraq's central government in Baghdad.

It has revived long-simmering tensions between the two main Kurdish political forces, tensions that had been subsumed in recent years during the Kurds' battle for greater autonomy from the central government in Baghdad.

"Barzani wants to remain powerful, and the president has more power than the prime minister and parliament," said Kamal Chomani, a Kurdistan-based independent analyst.

Mr. Barzani first won office in June 2005. The Kurdish region's presidency is technically limited to two four-year terms, but in 2013 he extended his second term by two years in a deal between his Kurdistan Democratic Party, or KDP, and the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK — the two main Kurdish political parties.

A 2013 law stipulated that Mr. Barzani's term cannot be extended again, and the other parties have objected to his determination to stay put. But KDP leaders claim the president can be replaced only via elections. A parliamentary electoral commission rebuffed a call for new elections, leaving the situation in legal limbo.

In the meantime, Mr. Barzani remains in power. His high-handed approach and his rivals' failure to challenge him and achieve political reforms are fueling popular discontent, critics say.

For the first time since the Arab Spring in 2011, demonstrations erupted this weekend in the Kurdish city of Qaladize over the presidency question. One person was killed and five were wounded, marking the worst political violence the region has seen in years. The incident was sparked when a crowd of demonstrators from Gorran, or the Movement for Change, a smaller opposition party in a loose alliance with the PUK, approached a KDP headquarters building, which was torched in the ensuing clashes.

KDP government officials responded by firing four Cabinet ministers and barring Yousif Mohammed, the speaker of parliament, a Gorran member, from entering the capital of Erbil over the weekend. Mr. Barzani and his allies say Gorran is largely responsible for the protests and escalating violence of recent weeks.

Mr. Mohammed denounced the move as a coup, telling reporters, "Everything that happened



today and yesterday is a dangerous development for the political process in Kurdistan."

Once considered a bastion of prosperity and stability in the era after Saddam Hussein, Iraqi Kurdistan has seen its image slip.

Residents are chafing under a creaking infrastructure, a stagnant economy and delays in paying civil servant salaries. Frustration with the bickering politicians is growing. Many Kurds suspect that money that should be used to improve public services is instead lining the pockets of politicians.

"There is a lot of corruption," said Abubakir Haladiny, a member of parliament for the opposition Kurdistan Islamic Union (KIU), a third party. "Politicians are keeping the national resources for themselves."

Both the KDP and the PUK acknowledge that popular discontent with the government is running high. Fundamental reform of the political system is necessary, and corruption needs to be rooted out, said Farid Asasad, a member of the Patriotic Union's leadership council.

"Reform needs to be comprehensive and radical," he said.

But KDP spokesman Mohammed ali Taha blames external factors for the Kurdish region's problems, citing the financial toll of the war against the Islamic State, the influx of 1.5 million Iraqi and Syrian refugees into Kurdistan, and insufficient budget aid from Baghdad.

"All these issues aren't related to the Kurdistan Regional Government," Mr. Taha said.

PRESIDENTS AND PARLIAMENTS

Meanwhile, PUK leaders have been holding out for a major overhaul of the Kurdish regional government system, from a presidential to a parliamentary system, in return for their grudging consent to once more extend Mr. Barzani's tenure. The proposed change would greatly reduce the president's executive powers and increase those of parliament.

But Mr. Barzani has resisted demands to limit his office's authority.

"We have stated that we can negotiate over the powers of the president. But if we look at those powers, his post is largely ceremonial," Mr. Taha said.

A constitution drafted in 2009 has not come into

effect, creating legal uncertainty that the KDP has been able to exploit. Analysts say the impasse likely will result in Mr. Barzani's extension in office until the next scheduled elections in 2017, analysts said.

"All parties have realized that the deadlock will last until the next election or until a better environment is created for further debate," said Dlawer Ala'Aldeen, president of the Middle East Research Institute, a Kurdistan-based think tank. "The negotiations became too protracted and have now lost momentum."

The presidential dispute threatens to rupture the relations of the key parties at a crucial time for Kurdistan.

After the Persian Gulf War, the KDP and the PUK, which both command armed factions of the famous Kurdish peshmerga forces, fought a civil war from 1994 to 1998.

After the conflict, the groups divided Iraqi Kurdistan into two zones. The PUK governed its power base around Sulimaniyah, while the KDP ruled in an area including today's capital, Erbil. The two parties reconciled in 2005 and reached a power-sharing agreement while maintaining their spheres of influence in their respective cities.

The system functioned relatively well in the early days, giving Kurdish leaders the stability they needed to expand the economy, attract foreign investment and pursue independence, a goal they have long sought.

Often over the objections of the central government, Erbil signed a string of contracts with international oil companies over the past 10 years to develop its burgeoning energy sector and built a pipeline to export crude via Turkey.

The success of the peshmerga at stopping the advance of the Islamic State — and even recovering some territory lost by the ineffective Iraqi government army — only bolstered Erbil's calls for independence.

But Baghdad is resisting Kurdish moves to become more self-sufficient. Last year, the central government withheld budget payments to the Kurdish region, cutting off a prime source of revenue and strangling economic growth. A deal to resume payments in return for Iraqi control over Kurdish oil exports fell apart this summer.

The oil dispute has left the KRG short of funds to fight the Islamic State group on a front line that stretches over more than 600 miles, and to care for a continuing stream of refugees from throughout the region.

The peshmerga continue to hold off the Islamic State, and the resumption of the Kurdish region's oil exports in June have brought in some much-needed cash. Even so, the political stalemate and a lack of reforms could further inflame public anger, the opposition warns.

"If things continue like that, the people will become more and more dissatisfied and tensions will boil over," the KIU's Mr. Haladiny said. □

■ ■ ■

A road to Damascus, via Moscow

**Gordon Adams
Stephen M. Walt**

WASHINGTON For four years, American policy toward Syria has been built on a wish and a prayer: a wish that President Bashar al-Assad would leave and a prayer that the “moderate” Syrian opposition would be more than it is. Now Russia has stepped up its game, and the response from the American government and many commentators seems to be to wish harder and pray more, while condemning Russia for intruding where it supposedly doesn’t belong.

As much as many Americans and Europeans may abhor what President Vladimir V. Putin of Russia did in Crimea and Ukraine, Moscow’s intervention in Syria may offer the first glimmer of hope for ending a quagmire that has killed hundreds of thousands, cost 11 million Syrians their homes, and increased the global jihadist threat. Mr.

Putin is right that only stable governance and security will allow Syrian refugees to return home.

Rather than pursue decisive victory, America must seek to end this war with a less dramatic, less satisfying settlement.

The United States should have two goals in Syria. First, bring order to those parts of the country that the Islamic State does not control. Second, strive to build a coalition of forces that can contain the Islamic State and eventually replace it. Russia’s “intrusion” could offer a chance to achieve both.

This means setting aside American prejudices and heated political rhetoric. Russia isn’t an intruder in Syria; it has been involved there for decades, just as America has been involved throughout

the Middle East for more than 60 years. Each country is pursuing its interests as it sees them. Mr. Assad is Russia’s protégé, and Syria is an operations base for the Russian military. The United States has its own, significantly larger set of friends and operating facilities in the region.

At present, both powers have an interest in regional stability. Violent jihadist movements pose more of a threat to Russia than to America; many Russians have already died at the hands of terrorists, and thousands of Russian-based jihadists have flocked to the Islamic State with the intent to return home eventually.

America’s best hope of beating the Islamic State is a coalition with Russia.

Russia also has valuable leverage in Syria that America lacks: a military presence on the ground, a link with a weak but operating regime in Damascus, working ties with the Iranian

and Iraqi governments, and an intelligence-sharing agreement with both that could well include Iranian allies like Hezbollah.

The United States still has hundreds of aircraft and thousands of troops in the area, as well as strong ties to the Kurds. But it has few links with Iran, a troubled relationship with the weak Iraqi government, very poor intelligence in Syria and a military training program for the moderate Syrian opposition that — recognized as a complete failure — has now been abandoned.

With proper safeguards and caution, a broader regional coalition could be a powerful tool against the Islamic State. American officials should acknowledge these realities and use the assets still available to them to advance their humanitarian and anti-extremist goals.

Russia must face reality as well. For a negotiated settlement to work, Mr. Putin

will have to accept that Mr. Assad can’t remain in office in perpetuity and that his regime must change. The alternative is chaos, an opportunity for the Islamic State to embed itself and expand its operations, and an end to any role in Syria for Mr. Assad’s minority Alawite sect (an offshoot of Shiite Islam). A rump coastal state with Mr. Assad in charge, which may be Russia’s fallback option, wouldn’t remove the larger threat the Islamic State poses to Russia’s security.

There is a risk that Russia might overreach, as the United States did in Iraq and as both countries did in Afghanistan, if Mr. Putin imagines that outside military force alone can defeat the Islamic State. American hawks like Senators John McCain and Lindsey Graham make this same mistake. They’ve forgotten that opposing outside military interference is a critical ingredient of extremists’ recruitment efforts.

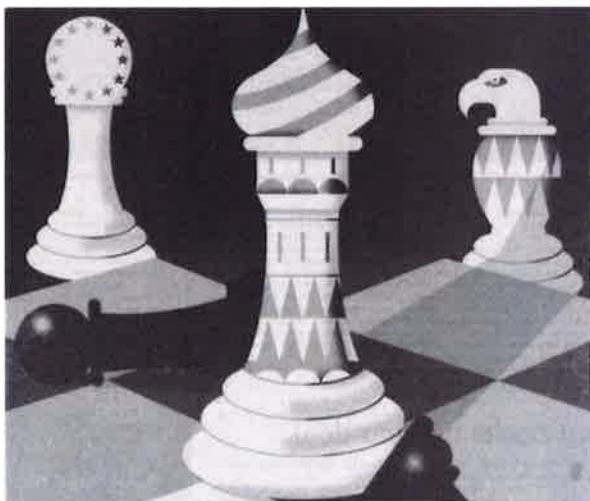
America and Russia must accept that as outsiders, they will never be able to confront, contain and eliminate the Islamic State alone. Only a regional coalition could do so.

Working together, Washington and Moscow could take advantage of their respective ties with the regional powers that have the biggest stake in rolling back the Islamic State and actually have the manpower and operating space to do so: Turkey, Saudi Arabia, Iran, Iraq, the Gulf states and the Kurds. While any coalition would have internal tensions — most notably between Turkey and the Kurds — combined Russian and American pressure could help convince all parties to focus on the Islamic State today and leave other concerns for later.

To be sure, Russia’s main aim at the moment is bolstering Mr. Assad by attacking various anti-regime forces and leaving others to deal with the Islamic State. But groups like the Nusra Front — Al Qaeda’s affiliate in Syria — are not America’s friends either, and there is potential for an effective division of labor. Coordinating our actions could ensure that Russia does not focus on the groups America supports and could prevent the dangerous accidents that tend to arise in the fog of war.

A joint Russian-American effort may fail to solve the Syrian problem. It’s not a perfect remedy, but the partial overlap in American and Russian interests is the most promising route toward a solution. American officials must end their table-thumping about Russian intrusion, recognize that we are past the Cold War, and get down to the business of statecraft.

GORDON ADAMS is a professor emeritus of international relations at American University. **STEPHEN M. WALT** is a professor of international affairs at Harvard.



REUTERS

Three soldiers, 28 Kurdish militants killed in Turkish southeast

October 17, 2015 | By Seyhmus Cakan / reuters

DIYARBAKIR, Turkey / Three soldiers and 28 Kurdish militants have been killed in air strikes and clashes over the past two days in Turkey's predominantly Kurdish southeast, the military said on Saturday, two weeks before an election.

The soldiers were killed in clashes with Kurdistan Workers Party (PKK) militants in Daglica, in the province of Hakkari, where six others were wounded. The military said it had killed 17 PKK members in a ground operation, which it said was still continuing, to flush out the attackers.

"One of the soldiers martyred in Daglica is the battalion commander. Operations are continuing," President Tayyip Erdogan told reporters during a trip to northern Cyprus.

"Operations will continue until peace is attained. It is the job of the state to protect its citizens and the country."

Security sources said the operation around Daglica included special forces units and air support.

Turkish air strikes against PKK bases in Hakkari, close to the borders with Iran and Iraq, killed 11 suspected militants on Friday and destroyed weapons depots and shelters, the military said in an earlier statement on Saturday.

The violence persists despite a PKK call a week ago ordering its forces to halt all actions in Turkey unless attacked.



Children play between damaged building after a security operation in Sur district in the Kurdish dominated southeastern city of Diyarbakir, Turkey, October 13, 2015. Reuters/Sertac Kayar

The government had dismissed the move as an election gambit to bolster the pro-Kurdish opposition ahead of Nov. 1 parliamentary polls and has said military operations will continue until PKK fighters disarm and leave Turkey.

The PKK, deemed a terrorist organization by the United States and the EU, has been fighting an insurgency since 1984, demanding greater Kurdish autonomy in the southeast of the country. Some 40,000 people have been killed in the fighting.

The conflict has surged again since a two-year ceasefire collapsed in July, leaving peace negotiations in tatters. ○

RUDAW

October 15, 2015

Kurdistan region sees record fall in real estate prices

rudaw.net - 15 oct 2015

ERBIL, Kurdistan Region— Brokers like Taha Qadir in Erbil have seen ups and downs in the Kurdish real estate business over the past decade. Truth be told, he says, business had been good since 2003 when the Kurdistan region enjoyed a major reconstruction period funded by rising oil sales from Baghdad.

"Now I sell maybe only one property a day if I'm lucky enough," said Qadir, who runs the Hawnaz real estate market in downtown Erbil. "I've never seen anything like this in my time."

Qadir has been in the property business for a whole decade. And he is not mistaken. When he started in 2005, the region experienced a period of economic boom with as high as 12 percent growth until early 2014.

"I have no idea what happened," Qadir said. "Our sales have dropped by maybe 80 percent."

"In some neighborhoods it's all dead."

One reason behind the dramatic rise of prices could be the massive amount of loans the Kurdistan



Kurdistan region sees record fall in real estate prices. Photo: Rudaw

Regional Government (KRG) granted young people buying or building homes. According to government data, nearly \$1 billion has been given to young couples who in the past 10 years applied for a home loan. In Erbil alone some 265,000 residential houses and apartments had been built to accommodate the growing number of people moving to the capital, according to Erbil Provincial data.

But things have changed.

Today, the region finds itself in a dire economic crisis.

Mustafa Khider Karim runs a real estate office in Sarbasti district in Erbil. He said he believes it is too soon to speak about any bubbles bursting. He says the demand is still very high in Kurdistan for properties and people can still afford homes.

"Our economic disputes with Baghdad and this bloody ISIS war, and the fact that employees

haven't received their paychecks for months, impacts prices," Karim said.

He admitted that the market is so bad these days some of his fellow brokers have not even been able to pay their rent.

"In the Park district of 32 in Erbil, we had a commercial property which we bought for \$580,000 just two years ago. The same property is for sale for \$270,000 and we haven't been able to sell," Karim said.

The KRG has said the freezing of its budget by the central government in Baghdad and the war against ISIS has impacted its ability to address the economic crisis.

More than 1.3 million refugees have taken shelter in the Kurdistan region, which the KRG says has added to its expenses at a time when the region is facing falling oil prices in global markets.

The KRG has asked the public for patience and said it will manage the crises and return to pre-war economic growth by expanding its oil industry.

Meanwhile demonstrations, some of which have turned violent, continue throughout the region, as protestors have grown increasingly angry and intolerant of political and economic instability in the region. ■

« La reprise du dialogue avec les Kurdes sera difficile »

► Au pouvoir depuis 2002 en Turquie, Recep Tayyip Erdogan a d'abord ouvert la voie à un dialogue avec les Kurdes. Mais, depuis 2011, il a adopté une posture plus intransigeante sur ce sujet qui reste au centre de la vie politique du pays.

Pourquoi la question kurde reste-t-elle aussi importante en Turquie ?

Jean Marcou : Depuis trente ans, cette question a bloqué toutes les tentatives de démocratisation du pays. La guérilla kurde est apparue en 1984. Et, depuis, dès lors qu'il n'a pas été possible de trouver une solution politique à ce problème, le pays n'est toujours pas un État de droit. La lutte contre la rébellion kurde justifie des mesures d'exception, malgré l'aspiration à rejoindre l'Union européenne.

Comment le président actuel, Recep Tayyip Erdogan, a-t-il pu entamer un dialogue avec les Kurdes ?

J. M. : Il y avait eu dès les années 1990 de multiples tentatives de laisser une place à des partis kurdes. Cependant, elles ont échoué car le système politique turc restait très fermé, sous la pression des militaires. L'AKP, le parti d'Erdogan, a gagné les élections en 2002 car il

semblait en mesure de déverrouiller un peu le système. Devenu premier ministre, il a été le premier à reconnaître ouvertement, en 2005, l'existence d'une « question kurde » en Turquie. Auparavant, ses prédécesseurs évoquaient seulement l'existence d'un « problème économique et social dans le sud-est » du pays.

En 2009, il a entamé un dialogue avec un parti kurde. Cette tentative a échoué car la Cour constitutionnelle a rapidement dissous ce parti. Le premier ministre a ensuite tenté de relancer ce processus en 2011, et à nouveau fin 2012.

Pourquoi ces tentatives n'ont-elles pas abouti ?

J. M. : Car le gouvernement n'a jamais dit quelle était la finalité de la négociation : le contenu de l'autonomie proposée aux Kurdes, ou le statut des citoyens kurdes. Il a reculé de peur de mobiliser une partie de l'opinion turque contre lui. Il exigeait du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) la fin de la lutte armée, mais sans dire en échange quels droits nouveaux seraient donnés aux Kurdes, ni dire ce que devait devenir Abdullah Öcalan, le chef du PKK emprisonné.

Depuis quelques mois, Erdogan a même compromis ce dialogue. Dès 2011, il avait déjà tenu des propos ultranationalistes durant la campagne électorale. Et en 2015,

alors qu'il faisait face à des élections difficiles, on l'a vu de nouveau adopter un ton ferme, remettant en cause toute perspective de négociations.

Comment peut-on expliquer ce changement de ligne ?

J. M. : Il y a eu une évolution de fond. Lorsque l'AKP a gagné les élections de 2002, il a pu former le gouvernement. Mais il n'a pas tout de suite pris le contrôle de l'armée et se démarquait sans cesse d'elle.

Petit à petit, cependant, au fil des nominations, l'AKP a réussi à prendre le contrôle de l'appareil d'État, et s'est mis à se confondre avec lui. Pour la première fois, en 2011, on a vu ainsi le gouvernement soutenir l'armée, alors qu'elle était mise en cause pour un bombardement ayant touché une colonne de contrebandiers civils pris pour des membres du PKK. L'AKP a alors changé de statut. Né comme une incarnation du pouvoir civil face au pouvoir des militaires, il est petit à petit devenu le parti de l'ordre, plus prudent vis-à-vis de ceux qui critiquaient l'État, et plus en ligne avec l'armée. Erdogan a évolué de la même façon et se trouve lui aussi plus proche des positions qui étaient traditionnellement celles de l'armée.

Une reprise du dialogue avec les Kurdes serait-elle tout de même possible aujourd'hui ?

J. M. : Le contexte n'est plus très favorable. Il y a eu l'attentat du 20 juillet dernier qui a tué 33 Kurdes à Suruç, près de la frontière syrienne. L'aile dure du PKK a alors décidé de reprendre la lutte armée en Turquie. Depuis, il y a eu plus de 200 tués chez les civils ou au sein des forces de sécurité... En conséquence, on a vu Erdogan ordonner des frappes contre les bases kurdes en Irak du nord. L'opposition accuse désormais le président d'avoir voulu instrumentaliser la question kurde pour justifier une reprise en main, même si cela n'a pas été payant pour lui.

Au début, du fait de ses positions d'ouverture, l'AKP avait conquis un large électorat au sein des Kurdes de Turquie. En adoptant un discours plus nationaliste, il a perdu cet électorat, sans pour autant réussir à conquérir les voix des nationalistes. Cela explique pour une part l'échec de l'AKP lors des législatives du 7 juin dernier.

La reprise du processus de paix est aujourd'hui surtout souhaitée par le parti kurde HDP, ainsi que par la société civile, c'est-à-dire par ceux qui manifestaient à Ankara, samedi, lors de ce rassemblement qui a été visé par un attentat. Cela semble difficile à imaginer à court terme.

RECUEILLI PAR
ALAIN GUILLEMOLES

La dérive du néo-ottomanisme d'Erdogan



CHRONIQUE
Renaud Girard
rgirard@lefigaro.fr

Les militants de la gauche démocratique, laïque et pro-kurde turque n'ont vraiment pas de chance. Depuis le début de l'été, à chaque fois qu'il y a un gros attentat terroriste sur le territoire turc, ce sont eux les victimes. Le gigantesque attentat perpétré à Ankara le 10 octobre 2015 (97 tués) visait une manifestation pour la paix du Parti de la démocratie des peuples (HDP, gauche, prokurde).

Pour la paix ? En effet, Recep Erdogan, le leader « islamo-conservateur »

qui gouverne la Turquie sans partage depuis 2003, a lancé son pays dans une « guerre synchronisée » depuis le mois de juillet 2015. Provoquée par l'attentat de Suruç (33 morts) du 20 juillet 2015, elle était censée viser parallèlement deux organisations « terroristes » : l'État islamique (Daech) et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le concept de « guerre synchronisée » a fonctionné comme un écran de fumée pour masquer la réalité de l'État profond turc, qui ménage Daech, tout en se concentrant sur la destruction des autonomistes kurdes. Dès le 24 juillet 2015, les chasseurs-bombardiers turcs sont allés jeter des bombes sur les camps d'entraînement du PKK dans la région de Qandil (nord du Kurdistan irakien). Leurs bombardements contre Daech ne furent

que symboliques, destinés à calmer l'allié américain. Pourquoi l'État turc se serait-il soudainement retourné contre Daech, après que son service de renseignement ; le MIT, n'eut cessé d'aider l'organisation islamiste, en soignant ses blessés, en lui faisant passer des armes, en laissant les djihadistes du monde entier traverser le territoire turc. Les manifestants endeuillés du 10 octobre ne protestaient pas uniquement contre la reprise des hostilités contre le PKK, alors qu'une trêve était respectée de part et d'autre depuis mars 2013.

Ils dénonçaient également l'implication de leur pays dans la guerre en Syrie. Beaucoup de Turcs auraient préféré que leur pays s'en tienne à la doctrine du « zéro problème avec nos voisins », exprimée en février 2004 par Ahmet

Davutoglu, qui était à l'époque le premier conseiller d'Erdogan, et qui deviendra le ministre des Affaires étrangères, puis le premier ministre turc.

Le parti HDP (13 % des voix aux élections parlementaires de juin 2015) a si peu confiance dans Erdogan qu'il croit que les kamikazés des attentats de Suruç et d'Ankara auraient été manipulés par les services secrets turcs. On n'en a pour le moment aucune preuve, mais cela rappelle les attentats de Moscou de septembre 1999, qui avaient été attribués aux Tchétchènes par le Kremlin, mais qui ont été organisés par le FSB, pour justifier une nouvelle guerre en Tchétchénie.

Recep Erdogan semble gravement atteint par l'hubris, la démesure orgueilleuse des Grecs anciens, dont Thucydide dit qu'elle précipita la chute d'Athènes. Il avait pourtant bien commencé son règne, en suscitant l'adaptation du droit turc aux normes européennes, en encourageant un capitalisme vertueux, en défendant une

politique inclusive à l'égard des Kurdes. En politique étrangère, il pratiquait un néo-ottomanisme, fondé sur le retour pacifique de la Porte dans les terres de son ancien empire, dans les Balkans comme au Moyen-Orient et au Maghreb, grâce à ses fondations culturelles et à ses investisseurs. Cela marchait tellement bien qu'il devint le chouchou des Américains, qui comparent les militants islamistes de son AKP (parti de la justice et du développement) aux chrétiens-démocrates allemands. Son prestige est tel qu'il accueille en 2008 des pourparlers de paix israélo-syriens.

Mais après l'opération militaire d'Israël contre Gaza de janvier 2009, Erdogan, qui se sent proche idéologiquement des Frères musulmans du Hamas, prend la tête d'une campagne contre l'État hébreu, effaçant soixante ans de coopération israélo-turque. Il devient un héros, auprès de ses militants, et dans tout le monde arabo-musulman. Dès lors, il ne touche plus terre. Après le début des printemps

arabes, il voyage partout pour proposer son modèle. L'islamiste s'est transformé en apôtre de la démocratie, qui traite Israël « d'État fasciste » et le maréchal égyptien Sissi de « tyran ». Erdogan est devenu un sultan post-moderne. Élu président, il se fait construire un palais aussi inutile que pharaonique à Ankara. Mais il veut aussi accroître ses pouvoirs constitutionnels. Les élections de juin 2015 ne lui donnent pas la majorité qu'il recherche ? Peu importe : il en convoque d'autres pour le mois de novembre !

La Turquie actuelle n'est plus celle d'il y a cinq ans. Sa paix intérieure est menacée par l'obsession antikurde d'Erdogan. Internationalement, elle s'est inutilement brouillée avec Israël, l'Égypte, la Syrie, la Russie. Quant à l'Union européenne, elle ne supporte plus l'autoritarisme et les manœuvres par-dessous du nouveau sultan. L'hubris d'Erdogan le mène droit dans le mur, mais personne dans son entourage n'ose hélas le lui dire en face.

Le Monde

MARDI 13 OCTOBRE 2015

Les milices chiites irakiennes en appui de l'offensive russe

DIWANIYA (IRAK) - envoyée spéciale

Le passage dans sa ville natale de Diwaniya, une bourgade chiite à 200 kilomètres au sud de Bagdad, Abdallah Al-Chibani a troqué son treillis pour un costume lamé anthracite, ajusté à sa carrure musculeuse. Entouré de membres de sa brigade, le jeune homme enchaîne les cigarettes slim, attentif aux petites tapes que son avocat lui assène sur la cuisse pour prévenir toute confiance inconsidérée. La page Facebook du secrétaire général de la brigade des Lions victorieux d'Allah en Irak et au Levant, a déjà livré beaucoup du personnage et de son quotidien.

Les appels à sauver le mausolée chiite de Zaynab, dans la banlieue de Damas, accompagnent des photos du front syrien et celle du chef de la « résistance islamique », l'ayatollah iranien Ali Khamenei. Début juin, Al-Chibani a créé sur le réseau social une page pour son groupe armé et annoncé l'ouverture d'un centre d'entraînement pour former les « moudjahidine » pour la Syrie. Fin septembre, il annonçait l'envoi de renforts « pour coopérer avec l'armée syrienne et la République islamique d'Iran à libérer tout le territoire syrien ».

A 31 ans, celui qui se fait appeler « cheikh » se défend d'être « le criminel et le tueur d'enfants que décrivent certains médias parce qu'il tire des missiles sur le quartier de

Jobar », fief de l'opposition syrienne à Damas. Prenant la pose devant les portraits du président syrien, il se défend de « faire de la politique ». « On n'est pas là pour défendre Bachar Al-Assad mais les tombes saintes de Zaynab. C'est dans notre doctrine religieuse. On est des moudjahidine », assure-t-il. Élevé dans une tribu qui a porté le « djihad contre Saddam Hussein », sa « résistance contre les Américains » après l'invasion de 2003 lui a valu d'être emprisonné.

« Résistance islamique »

L'homme se dit désormais « recherché par tout le monde : l'Etat islamique, le Front Al-Nosra, la Turquie, l'Arabie saoudite et Zahran Allouche », le chef militaire du Front islamique, une coalition rebelle syrienne. Quatre mois après le soulèvement contre le régime Assad, en mars 2011, il a rejoint avec quelques douzaines d'Irakiens la brigade chiite syrienne Abou Fadl Al-Abbas. Quelques mois plus tard, il créait sa propre brigade, mobilisée par l'Iran comme auxiliaire du régime Assad avec une myriade d'autres milices chiites irakiennes et le Hezbollah libanais au sein de la « résistance islamique ». Jusqu'à ce que la conquête-éclair d'un tiers de l'Irak par l'EI, en juin 2014, force le gros des troupes à rentrer défendre Bagdad et les lieux saints chiites de Nadjaf et Kerbala.

« Les combattants chiites irakiens n'ont jamais vraiment quitté la Sy-

rie, estime Phillip Smyth, chercheur au Washington Institute. L'habileté de ces combattants étrangers à servir de soldats d'assaut, d'éléments d'infanterie et de réservistes en a fait, au cours des deux dernières années, des éléments essentiels du camp gouvernemental. » Leur déploiement accru, dès le printemps 2015, dans le résidu alaouite du clan Assad et auprès du Hezbollah, a été un indicateur des difficultés du régime. Le chercheur évalue leur nombre à quelques milliers après les récentes campagnes de recrutement.

Désormais installé à Damas avec sa femme et ses trois enfants, d'où il supervise les combats, Abdallah Al-Chibani vient à Diwaniya sélectionner les futures recrues pour la Syrie. Certaines restent combattre en Irak, hors du cadre gouvernemental des unités de la mobilisation populaire (MP). « On recrute grâce aux banderoles dans les rues, à nos bureaux dans les provinces irakiennes et aux réseaux sociaux. Les combattants qu'on envoie là-bas sont de plus en plus expérimentés. Ils suivent un entraînement de deux mois en Irak puis passent par un centre de formation en Syrie », indique-t-il. A la question de savoir si certains combattants sont entraînés en Iran, une petite tape sur la cuisse précède une réponse par la négative. Le même geste accompagne la question des financements. « On est soutenu par des donateurs privés, des commer-

« On n'est pas là pour défendre Bachar Al-Assad mais les tombes saintes de Zaynab »

ABDALLAH AL-CHIBANI
brigade des Lions victorieux
d'Allah en Irak et au Levant

cants ou des pèlerins à Nadjaf et Kerbala », intervient Haider, le responsable média.

« Les secteurs de combat sont attribués par le gouvernement syrien lors de réunions périodiques avec les différentes ailes militaires », assure le cheikh Chibani, qui dit combattre à Jobar, Daraya et dans la Ghouta orientale, à Damas, et mener des « missions spéciales » à Zabadani, Deraa et Alep, « en renfort de forces militaires qui souffrent ». De Zahran Allouche, sa bête noire sur le front de Damas, il salue « la stratégie » et la qualité des combattants. Mais il redoute plus encore le Front Al-Nosra, « des fous, des drogués ». Leur résistance tient au « soutien en armes et en argent de pays comme la Turquie et le Qatar, qui veulent détruire l'axe chiite ». Avec l'appui des frappes russes, le chef militaire entrevoit une « avancée rapide ». ■

HÉLÈNE SALLON

Le Monde

MARDI 13 OCTOBRE 2015

ERDOGAN,
OU LA POLITIQUE
DU PIRE

ÉDITORIAL III

Quelques jours des élections générales du 1^{er} novembre, la Turquie est en deuil. Elle enterre les jeunes gens victimes de l'attentat perpétré, lors d'une manifestation, samedi 10 octobre à Ankara – le plus meurtrier dans l'histoire du pays : 97 morts et des centaines de blessés selon un décompte officiel ; 128 morts et plus de 500 blessés selon une association de médecins. Membre clé de l'OTAN dans une région en proie au chaos, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan franchit un pas de plus sur la voie de la déstabilisation.

Qui ? La question n'a, pour l'heure, pas de réponse. Appelées à se réunir par le Parti démocratique des peuples (le HDP, prokurde, centre gauche), avec le soutien des sociaux-démocrates du CHP et de quelques

syndicats, une dizaine de milliers de personnes, pour la plupart des jeunes, participaient à cette manifestation. Elles réclamaient, notamment, l'arrêt des combats entre l'armée et le parti kurde autonomiste armé, le PKK.

Elles étaient réunies au cœur de la capitale, lorsque deux bombes ont explosé dans le cortège. Selon les autorités, il s'agit d'un double attentat-suicide, chaque kamikaze portant un engin bourré de TNT et de milliers de minibilles en acier. La presse favorable au président Erdogan incrimine, pêle-mêle, sans grand souci d'exactitude, le PKK, l'Iran ou l'organisation djihadiste Etat islamique (EI). Nombre d'observateurs penchent pour la piste de cellules dormantes de l'Etat islamique, désireuses de frapper les Kurdes (qui combattent l'EI en Syrie) ou de déstabiliser la Turquie.

Mais l'attentat intervient dans un climat de polarisation politique et d'exacerbation des tensions intérieures dont le parti du président, l'AKP (islamo-conservateur), est entièrement responsable. Depuis qu'il a, pour la première fois en douze ans, perdu les élections générales, le 7 juin, l'AKP joue avec le feu. M. Erdogan voulait une majorité forte pour pouvoir changer la Constitution et doter la Turquie d'un régime présidentiel. L'AKP n'a pas dépassé les 40 % des suffrages, du fait de la percée du parti HDP.

Depuis, tout se passe comme si l'AKP, se refusant à un gouvernement de coalition et appelant à un nouveau scrutin, était prêt à tout pour l'emporter. Le régime n'a eu de cesse de se venger du HDP. Les partisans de l'AKP ont saccagé, mis à sac et brûlé les locaux du HDP dans le pays. M. Erdogan, qui devrait rester neutre, fait campagne en agitant un étonnant cocktail d'ultranationalisme et d'islam politique. Il a saisi le premier accrochage avec le PKK pour rompre une trêve de plus de deux ans et relancer les combats avec les Kurdes de Turquie. Comme s'il comptait sur cette guerre pour récupérer une partie de l'électorat laïque et nationaliste.

Cette reprise de la guerre intérieure a lieu sur fond d'échec de la politique syrienne de M. Erdogan – d'abord complice des islamistes, puis décidant tardivement de participer à la lutte contre l'EI. La Turquie, qui accueille plus de 2 millions de réfugiés syriens, donne la priorité à la lutte contre les Kurdes, au moment où elle devrait favoriser l'option exactement inverse : négocier avec ceux qui sont en première ligne contre les djihadistes.

Dans un contexte extérieur difficile, M. Erdogan devrait jouer l'apaisement intérieur. Il fait le choix de la division et de la crispation, pour gagner à tout prix. Au risque de plonger son pays dans une périlleuse spirale de violences. ■



12 Octobre 2015

La guérilla kurde annonce une trêve, l'armée turque pilonne

Depuis trois mois, les affrontements ont repris entre le PKK et les forces armées d'Ankara. Mais les rebelles ont annoncé samedi un cessez-le-feu jusqu'aux élections du 1^{er} novembre.

Partout en Europe, à Paris comme à Genève ou Berlin, des milliers de manifestants kurdes ont défilé samedi et dimanche pour dénoncer la « politique de guerre » du régime turc après le double attentat d'Ankara. Ils étaient un millier samedi dans la capitale française et encore plus nombreux dimanche – 3 000 selon la préfecture de police – sous le mot d'ordre « Non à la politique de guerre et de terreur

de l'Etat turc ». « On vient démontrer notre solidarité avec les peuples qui souffrent en Turquie et au Moyen-Orient. C'est un attentat contre les forces progressistes, contre la paix, contre ceux qui veulent faire de la Turquie et du Moyen-Orient une région stable », a déclaré Yekbun Eksen, du Conseil démocratique kurde.

Bombardements. La question kurde est en effet au cœur de ce carnage sans précédent dans l'histoire de la République turque, alors que le gouvernement de l'AKP a relancé en juillet le conflit avec la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Samedi, quelques heures après la double attaque-suicide, les rebelles du PKK, qui ont multiplié depuis près de trois mois les attaques contre les forces de sécurité turques, ont annoncé la sus-

pension de leurs opérations à trois semaines des élections législatives du 1^{er} novembre. « Tenant compte des appels venus de Turquie et de l'étranger, notre mouvement a décrété une période d'inactivité pour nos forces de guérilla, sauf si nos militants et nos forces de guérilla étaient attaqués », a écrit l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), l'organisation qui chapeaute les mouvements rebelles kurdes tout en dénonçant un peu plus tard « le complot sanglant de l'AKP ». « Pendant cette période, nos forces de guérilla ne mèneront pas leurs activités prévues et n'engageront aucune autre activité hormis celles destinées à protéger leur situation actuelle et ne feront rien qui pourrait empêcher une élection honnête », a ajouté le KCK dans une déclaration publiée sur son site internet.

Depuis la fin juillet, le PKK a repris sa campagne d'attentats contre les forces de sécurité turques dans le Sud-Est à majorité kurde de la Turquie, tuant plus de 150 policiers et soldats. L'armée turque a de son côté multiplié les opérations de représailles contre les rebelles, notamment en bombardant ses bases arrière dans le nord de l'Irak. Ces violences ont mis un terme au processus de paix avec les rebelles engagé en 2012 par le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara et sonné le glas d'un cessez-le-feu qui tenait depuis plus de deux ans. Dans un entretien accordé mardi à l'AFP dans son repaire irakien, le chef du PKK Cemil Bayik avait annoncé une « initiative » destinée à aider le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) avant les législatives anticipées du 1^{er} novembre. « Nous sommes prêts à cesser le feu dès maintenant, avait-il commenté. Il est nécessaire d'aider le HDP. »

Lors des législatives du 7 juin, le HDP avait remporté 13,6 % des suffrages et 80 sièges de députés, contribuant à faire perdre au parti du président Recep Tayyip Erdogan la

majorité absolue qu'il détenait depuis treize ans. Le KCK précise de son côté que cette décision est prise pour «assurer la sécurité du vote et le bon déroulement des élections libres et équitables».

Sécession. Depuis la reprise des

hostilités entre l'Etat et le PKK, les scènes de violence sont en effet quotidiennes dans l'est et le sud-est de la Turquie. Quelques petites villes proches des frontières irakiennes et syriennes ont quasiment fait sécession en prononçant leur «autonomie démocratique» et des

jeunes proches du PKK ont érigé des barricades. Les autorités ne semblent guère décidées à saisir l'offre des rebelles kurdes. L'aviation turque a encore, samedi et dimanche, bombardé les positions du PKK en Irak du nord, mais aussi dans le sud-est du pays. «Nous ne sommes

pas dupes. Le PKK dans le passé a plusieurs fois décrété le cessez-le-feu. Mais ils restent encore des terroristes, des assassins. La seule voie c'est le désarmement complet de cette organisation séparatiste terroriste», a déclaré le vice-premier ministre Yalçın Akdoğan. **M.S.**

LE FIGARO

jeudi 15 octobre 2015



DESSINS CLAIREFOND

DOROTHÉE SCHMID

Les élections législatives en Turquie, le 1^{er} novembre, auront lieu sous haute tension, explique la directrice de recherche à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Turquie : Erdogan tout-puissant ou fragile ?

sous l'AKP conforte le désir d'autonomie des Turcs. Et sous la pression immédiate des crises régionales - Syrie, Irak, la Russie et l'Ukraine ne sont pas loin -, la Turquie doit définir des réponses stratégiques immédiates. Dans le fond, on compte sur elle pour amortir les chocs. Mais nous savons aussi que toutes ces crises régionales ne seront pas résolues sans sa contribution, que l'acheminement des ressources énergétiques du Moyen-Orient et de la Caspienne passera par ce pays, que l'économie et la démographie poussent au rapprochement : la croissance turque reste raisonnable (+ 3 % cette année), son dynamisme démographique et la qualité de son éducation moyenne en font une pièce importante d'un ensemble européen intégré performant. Nous avons donc besoin de compter sur les Turcs.

Or la Turquie traverse une crise de gouvernance très grave. Le scrutin législatif du mois de juin a débouché sur une impasse politique. Les partis classiques ont échoué à former un gouvernement de coalition. L'AKP au pouvoir a tout fait pour marginaliser le HDP, ce nouveau venu incarnant une gauche pro-kurde, héritière de l'esprit de contestation des grandes manifestations de Gezi (juin 2013), qui était parvenue à faire entrer 80 députés au Parlement. L'été a été très violent, avec la reprise des combats entre le PKK et les forces de sécurité turques. Celles-ci comptent 150 morts dans leurs rangs depuis le mois de juillet. Plusieurs villes kurdes du Sud-Est ont été soumises à des couvre-feux aléatoires et les affrontements y sont violents, occasionnant des pertes civiles dont il est difficile de rendre compte précisément. Car le cloisonnement est presque total, le contrôle de l'information systématique : au-delà des arrestations massives d'activistes kurdes, militants du PKK et sympathisants du HDP confondus, la presse d'opposition subit depuis plusieurs mois une campagne d'intimidation très efficace.

Cette obsession du contrôle révèle en réalité les fragilités d'un régime qu'on croyait tout-puissant. Le monstrueux attentat d'Ankara, non

revendiqué et dont le bilan est encore incertain - les autorités sous-estimant largement le nombre de morts, selon les organisateurs de la marche pacifique qui a été décimée -, marque une étape particulièrement macabre dans un processus de dégradation généralisée. Pointé du doigt par l'opposition comme responsable des violences, Tayyip Erdogan a reconnu une «défaillance» des services et entamé un nouveau processus de purge dans la police. En réalité, les différents corps de l'administration turque sont soumis depuis quelques années déjà à un processus d'«AKPisation» qui ne semble pas avoir amélioré l'efficacité de l'État. Les

accusations de corruption se précisent. Le régime s'est aliéné depuis longtemps les vieilles élites kémalistes, permettant à de nouvelles classes moyennes d'émerger et de définir un modèle social différent, mélange de conservatisme musulman et de libéralisme économique. Mais cet AKP qui avait donné un remarquable élan à la Turquie manque désormais d'inspirateurs et peine depuis Gezi à retrouver un projet intégrateur pour une société désormais profondément fracturée.

Les élections du 1^{er} novembre se tiendront sous tension extrême. La contestation s'exprime à nouveau dans la rue. Le pays échappe à son président. L'hypothèse d'un report, voire d'une annulation pure et simple du scrutin a été évoquée après l'attentat d'Ankara. Certains craignent ou fantasment que «Tayyip» ne s'arroe les pleins pouvoirs pour affronter le chaos dans un nouveau sursaut autoritaire. Le premier ministre a pourtant confirmé que le scrutin aurait bien lieu. La Turquie avait jusqu'ici la réputation d'être un État solide à la lisière d'un Moyen-Orient où la greffe de l'État n'a justement pas pris. L'effondrement de la Syrie, l'affaiblissement préoccupant de l'Irak, ses deux voisins, sont deux précédents dramatiques pour qui observe le délitement accéléré des institutions dans la région. Ce sont peut-être les bases de la solidité de l'État turc qui sont aujourd'hui en cause.

Angela Merkel se rendra à la fin de la semaine à Ankara, pour y discuter de plusieurs sujets urgents avec le président turc Recep Tayyip Erdogan. Crise des réfugiés, terrorisme, montée des tensions au Moyen-Orient : autant de questions brûlantes et partagées entre la Turquie et ses alliés occidentaux. Pourtant, la confiance est nettement ébranlée et le dialogue tout sauf fluide. Si la chancelière appelle à resserrer les rangs dans l'adversité et à travailler davantage avec les Turcs, elle a aussi redit clairement que la Turquie n'a pas vocation à faire partie de l'Union européenne. Erdogan ne se prive pas de son côté de critiquer ses alliés européens, moquant régulièrement leur légendaire faiblesse face aux difficultés et aux crises.

Les piques rhétoriques sont de coutume dans les échanges avec la Turquie. Mais les raisons du malaise sont réelles, multiples et s'approfondissent. La crainte fondamentale des Européens est celle d'une divergence progressive de la Turquie par rapport au centre de gravité et au modèle européen. La relation n'est pas plus simple avec les États-Unis. La redéfinition des intérêts nationaux



12 Octobre 2015

Recep Tayyip Erdogan, le pompier devenu pyromane

ANALYSE

Le président turc, qui avait pourtant lancé des réformes démocratiques et ouvert un processus de paix avec la guérilla kurde, a fait basculer le pays dans un nouveau cycle de violences.

Aussi autoritaire que charismatique pour cette Turquie islamiste et conservatrice rêvant de revanche sur la laïcité imposée par la République, Recep Tayyip Erdogan a longtemps incarné, même aux yeux de ses adversaires, une certaine garantie de stabilité pour un pays devenu une puissance régionale. Cela explique que l'AKP (Parti de la justice et du développement), au pouvoir depuis novembre 2002, a remporté depuis toutes les élections, et la victoire d'Erdogan, élu dès le premier tour en août 2014 au premier scrutin présidentiel au suffrage universel. Si l'AKP n'a pas réussi, lors des élections législatives du 7 juin, à obtenir la majorité, il reste la principale force politique du pays. Mais la donne est en train de changer.

Toujours plus enivré de son pouvoir, convaincu d'avoir été désigné par Dieu pour remettre la Turquie dans le sillon de son histoire musulmane et pour lui rendre son rang dans le monde, celui que ses opposants pourfendent comme «le nouveau sultan» est devenu le principal facteur d'instabilité, dans un pays happé peu à peu par le chaos de la guerre en Syrie.

Toujours plus autocratique au fur et à mesure que monte la contestation, depuis les manifestations du printemps 2013 contestant l'arrogance de son pouvoir et la corruption de sa clique, Erdogan mise sur une stratégie de la tension pour galvaniser ses partisans, pour les élections anticipées du 1^{er} novembre. Alors même qu'une fraction croissante de la population avait désavoué dans les urnes son parti en juin, ouvertement hostile à ses rêves d'une république présidentielle.

Ce choix d'attiser en permanence le clivage entre le «eux» et le «nous» porte peu à peu le pays vers la guerre civile. La multiplication

des poursuites contre les journalistes trop critiques, les attaques des sièges des médias considérés comme hostiles par des militants de l'AKP bien encadrés, illustrent la «poutinisation» croissante du régime.

Complicité. Recep Tayyip Erdogan avait eu le courage politique d'ouvrir un processus de paix avec la guérilla kurde du PKK (40 000 morts depuis 1984) en initiant, il y a deux ans et demi, des négociations directes avec son leader, Abdullah Ocalan, condamné à la prison à vie.

Il rallume désormais délibérément ce conflit, lançant de massives opérations contre le PKK. En même temps, il entraine finalement en guerre, en juillet 2015, contre l'Etat islamique qui, comme les autres forces jihadistes, avait longtemps prospéré en Syrie grâce à la complicité d'Ankara, engagé à fond dans la lutte contre le régime d'Al-Assad. Son objectif : mettre en difficulté le parti prokurde HDP qui, en franchissant pour la première fois

«Toujours plus enivré par son pouvoir, convaincu d'avoir été désigné par Dieu, Erdogan est devenu le principal facteur d'instabilité.»

en juin le seuil des 10 % des voix au Parlement, a privé l'AKP de sa majorité.

Courtisé par l'Europe comme par les Etats-Unis en raison de la position stratégique de son pays, aussi bien pour la guerre en Syrie que pour la crise des réfugiés, Recep Tayyip Erdogan n'en inquiète pas moins, désormais, ses alliés et ses partenaires occidentaux. Longtemps – et plus encore avec le début des printemps arabes –, les Occidentaux avaient présenté comme un exemple le «modèle turc» qui mêlait islam, démocratie et dynamisme économique.

Sous la direction d'Erdogan, l'AKP avait lancé des réformes démocratiques importantes, marginalisé politiquement l'armée et entamé dès l'automne 2005 des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, depuis enlées. Ces transformations, saluées comme la «révolution du Bosphore» par Daniel Cohn-

Bendit, ont été bien réelles. Du moins jusqu'aux années 2008-2009. Depuis, la Turquie fait marche arrière. Les réticences de l'Europe à l'accueillir comme un membre à part entière de l'Union expliquent en partie cette régression, qui se nourrit aussi des désillusions d'une grande fraction de l'opinion turque.

Mais la dérive autocratique du leader de l'AKP a aussi ses racines dans la nature même de son mouvement, et de l'islam politique turc inspiré par les Frères musulmans. Le véritable test sur la réalité – ou non – de la transformation démocratique de l'AKP est la question de l'alternance. La politique suivie désormais par Erdogan prouve que s'il a conquis le gouvernement par les urnes, il s'accroche par tous les moyens à un pouvoir qui lui garantit l'immunité. Aussi bien pour les affaires de corruption éclaboussant ses proches que pour les manœuvres troubles de ce que les Turcs appellent «l'Etat profond», où se mêlent les personnes du pouvoir, les services secrets et des réseaux mafieux. C'est d'abord pour cela que l'homme fort d'Ankara n'a pas hésité à jouer toutes les possibilités que lui offre la Constitution pour imposer une nouvelle élection, à peine six mois après un résultat qui ne permettait pas à son parti de gouverner comme il l'entend.

Autonomie. Cette politique mène le pays dans une impasse totale. Il n'y a pas de solution militaire à la question kurde, alors même que cette population – au moins 15 % des citoyens de la Turquie – exige de voir pleinement reconnus ses droits collectifs, sa culture et une certaine autonomie. Même si, dans cette république laïque et jacobine, les Kurdes bénéficient des mêmes droits individuels que tous les autres citoyens.

Un basculement de la Turquie dans la violence aura un effet dévastateur bien au-delà du pays lui-même. Ce scénario du pire devient une possibilité et c'est aussi pour cela que l'enjeu des élections du 1^{er} novembre est crucial pour toute l'Europe.

MARC SEMO

L'Iran applaudit

L'intervention de Moscou en Syrie

A Téhéran, l'hommage au général Hamedani, tué près d'Alep, s'est transformé en manifestation de soutien

TÉHÉRAN - envoyée spéciale

Avant ce dimanche 11 octobre, les habitants de Téhéran n'avaient jamais vu une foule aussi importante venir rendre hommage à un commandant des Gardiens de la révolution, mort au combat en Syrie.

Sous un pâle soleil d'automne, des milliers d'hommes et de femmes, vêtus de noir et brandissant des drapeaux rouges, couleur du sang des « martyrs », ont rendu un dernier hommage au général Hossein Hamedani, tué par « les forces de l'Etat islamique », mercredi 7 octobre près d'Alep, dans le nord de la Syrie.

« Ces dernières années, Hossein Hamedani a joué un rôle déterminant dans la protection du mausolée de Zaynab [la petite-fille du Prophète, située dans la banlieue de Damas] et dans la solidification de l'axe de résistance islamique dans la guerre terroriste en Syrie », précisait le communiqué des pasdarans (les Gardiens de la révolution), publié vendredi, ajoutant que Hossein Hamedani œuvrait en tant que « conseiller » de l'armée syrienne.

Les déclarations des politiques iraniens donnent davantage de détails quant aux précédentes fonctions de ce haut gradé, proche de Ghassem Soleimani, le commandant de la force Al-Qods, l'unité d'élite des pasdarans chargée des missions à l'étranger. Selon le vice-président du Conseil de discernement, Mohsen Rezaie, Hamedani avait participé à pas moins de quatre-vingts opérations en Syrie. A en croire Esmail Kosari, député de Téhéran et ancien camarade de Hamedani pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), ce dernier a été présent en Syrie dès le début de la crise, il y a quatre ans et demi. « Après la fin de sa mission, il est retourné en Iran pour assumer d'autres responsabilités », explique Esmail Kosari. En raison de sa grande expertise du terrain syrien, il a été renvoyé pour quelques jours [en Syrie] lorsqu'il est tombé en martyr. »



Des pasdarans défilent en brandissant des portraits du général Hamedani, à Téhéran, le 11 octobre. RAHEB HOMAVANDI/REUTERS

La mort de Hossein Hamedani n'est pas la première d'un haut gradé iranien en Syrie, mais elle intervient en pleine campagne de bombardements aériens russes et dénote la volonté de Téhéran de profiter du momentum créé par l'irruption de Moscou dans le conflit en faveur du régime, très affaibli, de Bachar Al-Assad.

Lors de la cérémonie d'hommage au commandant Hamedani, organisée avant son inhumation, prévue lundi dans sa ville d'origine d'Hamedan (centre de l'Iran), les plus importants responsables de la République islamique sont venus ou se sont fait représenter : du chef de la police, Hossein Ashtari, à celui des pasdarans, Mohammad Ali Jafari, en passant par le chef de la justice, Sadeqh Larijani, ou par le président Hassan Rohani, qui avait délégué son frère, Hossein Fereydoun. La cérémonie a tourné à la démonstration de soutien à l'allié syrien et, de facto, à l'offensive russe.

Le chef adjoint des pasdarans, Hossein Salami, a promis que « la mission des Gardiens de la révolution ne sera pas modifiée ». Si les officiels font preuve d'une unanimité sans faille, l'opinion de l'Iranien de la rue est plus contrastée. D'autant que le général Hossein Hamedani était connu pour être le maître d'œuvre de la répression

des manifestations qui avaient suivi la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad, en juin 2009.

« L'offensive russe est bénéfique »

Vendredi, juste avant la prière hebdomadaire organisée à l'université de Téhéran, rendez-vous rituel des partisans de la République islamique, Athar affirme ne pas croire à une présence militaire iranienne en Syrie. « La stratégie de l'Iran a toujours été de se contenir et de ne pas intervenir directement », explique l'étudiante en intelligence artificielle, vêtue d'un tchador noir, avant d'ajouter : « Bien que l'implication d'une quelconque force étrangère dans la guerre syrienne soit négative, je pense que l'offensive russe est bénéfique si elle réussit à mettre fin à cette crise. »

Assise non loin d'Athar, Fahimeh est également contente du rôle joué par la Russie et considère que ce pays « rend ainsi service à l'Iran ». Cette enseignante de 34 ans souhaite même que « l'Iran aide la Russie dans ses attaques ». « Téhéran a toujours été le premier pays à tenter d'éradiquer les guerres dans les pays musulmans, croit-elle savoir. Si l'Iran et la Russie arrivent à détruire Daech [l'acronyme arabe de l'EI], je serai ravie. »

Pour Azam, femme au foyer de

Téhéran veut profiter du momentum créé par l'irruption de Moscou dans le conflit en faveur du régime syrien

49 ans, l'EI, qui développe une idéologie violemment antichite, est une source d'angoisse permanente. Voilà pourquoi la présence des forces iraniennes en Syrie ne la dérange pas : « Qu'elles mettent un terme à ce mouvement et à la mauvaise image que Daech donne de l'islam », soutient Azam qui s'informe exclusivement sur les chaînes télévisées iraniennes. Elle n'y a pas entendu parler de l'information rapportée par des responsables américains, selon laquelle 4 des 21 missiles de croisière tirés, le 7 octobre par un navire russe vers la Syrie, seraient accidentellement tombés en Iran. Moscou et Téhéran ont démenti.

Contrairement à Azam, Bahram, rencontré dans un café de Téhéran, est contre l'implication russe en Syrie. « Les bombardements russes constituent un rebondissement négatif. Cela ne fera qu'ajouter au chaos », dit ce traducteur qui consulte des médias occidentaux, comme celui du Guardian, ou arabes comme la chaîne qatarie Al-Jazeera. « Les radicaux du régime [iranien] ont besoin de crises pour survivre et la guerre en Syrie est du pain béni pour eux. S'il y a deux ans, il existait encore une issue à cette crise, aujourd'hui la chance pour qu'elle soit résolue est très infime », regrette cet homme de 34 ans.

Nasrine, secrétaire dans un cabinet médical, n'est pas convaincue par les communiqués de Moscou, qui assurent que les avions russes visent exclusivement des cibles de l'EI. « Ils sont en train de bombarder des citoyens innocents », note la jeune femme de 31 ans. « Aucun pays seul ne peut battre Daech. Il faudrait une large coalition entre l'Occident, l'Iran et la Russie pour atteindre cet objectif. » C'est encore loin d'être le cas. ■

GHAZAL GOLSHIRI

En Turquie, le retour des pratiques troubles

ISTANBUL - correspondante

Depuis que les électeurs turcs ont refusé de donner, le 7 juin, la majorité parlementaire au Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan, la Turquie s'enfoncé inexorablement dans la violence et l'instabilité.

En cinq mois, le pays a reculé de treize ans, renouant avec ses vieux démons : la guerre contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'essoufflement de la croissance, la persécution des médias, la résurgence de « l'Etat profond » (*derin devlet*), soit la complicité entre la police, les services secrets et la pègre.

La guerre en Syrie, avec son cortège de réfugiés (2,2 millions de personnes) et sa lente contamination du territoire turc, où des « cellules dormantes » de l'organisation de l'Etat islamique (EI) seraient à l'œuvre, est une autre source de tensions.

Confronté, samedi 10 octobre, à l'attentat terroriste le plus meurtrier de l'histoire de la Turquie moderne (97 morts), le gouvernement a réagi en accusant les victimes, en interdisant aux médias de couvrir l'attentat et en bloquant l'accès aux réseaux sociaux, notamment Facebook et Twitter. Quelques heures après la double explosion, une circulaire signée du vice-premier ministre Yalçın Akdoğan était envoyée au Conseil supérieur de l'audiovisuel (RTUK), interdisant aux radios et aux télévisions de couvrir l'attentat. Mais personne n'en a tenu compte.

Au même moment, Veysel Eroglu, le ministre des eaux et forêts, blâmait sur son compte Twitter les militants de gauche visés par l'attentat : « Notre population doit manifester la plus grande prudence à l'égard de ces provocateurs engagés dans l'organisation de défilés terroristes dans le but de briser l'harmonie sociale. »

« Renverser le dictateur »

Le président Erdogan a appelé à l'unité après l'attentat, mais la scène politique turque n'a jamais été aussi divisée. Sur les trois partis



Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues d'Ankara, dimanche 11 octobre, au lendemain du double attentat.

EMRAH GUREL/AP

d'opposition représentés au Parlement, deux – le Parti républicain du peuple (CHP, social démocrate) et le Parti de l'action nationaliste (MHP, droite ultra-nationaliste) – ont été invités par le premier ministre Ahmet Davutoglu à venir discuter de la situation dimanche.

Seul Selahattin Demirtas, le chef du Parti de la démocratie des peuples (HDP, gauche, pro kurde), n'a pas été convié en raison de son attitude « irresponsable », a justifié M. Davutoglu. Le chef kurde, dont le parti HDP est ciblé pour la troisième fois par un attentat, n'a pas ménagé ses critiques envers l'AKP, invitant ses partisans à patienter jusqu'au 1^{er} novembre, date des législatives, « pour renverser le dictateur ».

Islamo-conservateurs et gauche laïque pro-kurde sont à couteaux tirés. Pour les premiers, la double explosion est à mettre au compte du PKK. Pour les seconds, le gouvernement et le président sont coupables de n'avoir pas pris les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir l'attentat. « Erdogan, assassin ! », criaient les manifestants sortis dans les rues d'Ankara au lendemain du drame.

La défiance est à son comble, la peur gagne le pays, les théories du complot ressortent des cartons. Les islamo-conservateurs, prêts à tout pour retrouver leur majorité parlementaire à l'issue du scrutin du 1^{er} novembre, sont en grande partie responsables de cette dérive, maniant en permanence des

Le gouvernement a réagi en interdisant aux médias de couvrir les événements et en bloquant les réseaux sociaux

discours de haine et de violence.

Vendredi, veille de l'attentat, les habitants de Rize, ville des bords de la mer Noire, ont pu assister à un bien étrange meeting. Sur la scène, micro en main, Sedat Peker, un parrain notoire de la mafia, représentant connu des « idéalistes » (ultra-nationalistes), rappelait au public qu'il fallait voter pour l'AKP parce que, « si Erdogan part, la Turquie partira elle aussi ». D'une main, il a fait le geste des Loups gris (organisation de jeunesse du MHP, ultra-nationaliste), de l'autre, celui, islamiste, de Rabia (quatre doigts levés, le pouce replié sur la paume) cher au président turc qui en use très souvent. C'est l'expression de la synthèse « islamo-nationaliste », un vieux projet politique, improbable mais caressé par les plus fanatiques des deux bords.

« Nous allons utiliser notre droit à la légitime défense, le sang va couler à flots », a promis Sedat Peker, surnommé le « Reis » (« boss mafieux »). Ce titre figurait en bonne place sur les nombreuses affiches déployées en ville pour annoncer sa venue : « L'enfant du

pays, le Reis Sedat Peker vient à Rize pour défendre l'antiterrorisme. » Une autre affiche signée de son nom clamait fidélité au président Erdogan : « Nous sommes avec toi, Maître ! » L'encadrement policier était à la hauteur de l'événement : chaque manifestant était soigneusement fouillé.

Liens avec le monde interlope

Condamné à maintes reprises pour racket, assassinat et même « complot contre l'Etat » en 2008 dans le cadre du grand procès dit Ergenekon, Sedat Peker sort tout droit des années 1990-2000. A l'époque, les personnalités politiques, notamment la première ministre Tansu Ciller et son mari Ozer, ne cachaient pas leurs liens avec le monde interlope, dont le « Reis » Peker. Englués dans la sale guerre au Kurdistan, où des escadrons de la mort, des groupuscules islamistes sanguinaires et des policiers de mèche avec la pègre faisaient régner la terreur, les gouvernements successifs flirtaient ouvertement avec les criminels.

Pendant treize ans, de 2002 à 2015, les islamo-conservateurs emmenés par Recep Tayyip Erdogan ont donné l'impression de vouloir rompre avec ces pratiques. Confrontés à la perte de leur popularité, ils semblent naviguer à vue. Prêts à tout pour assumer seuls le pouvoir, ils ont, semblait-il, renoué avec cet « Etat profond » et trouble, au risque de mener le pays au naufrage. ■

MARIE JÉGO

Merkel asks Turkey to limit influx

ISTANBUL

German leader links E.U. membership to help in easing migrant crisis

BY TIM ARANGO

Desperately seeking help to contain Europe's migrant crisis, Chancellor Angela Merkel of Germany on Sunday explicitly linked accelerating Turkey's bid to join the European Union with Turkish cooperation in clamping down on the flow of refugees from Turkey to Europe.

Ms. Merkel, who has long been opposed to Turkey's joining the union, nevertheless said she would support speeding the process. Her change of policy underscored the degree of importance European leaders placed on Turkey's cooperation in trying to contain what has become the largest flow of refugees since World War II as an increasing number of people flee violence and deprivation in the Middle East and Africa.

"No country can shoulder the refugee burden alone," Ms. Merkel said during a joint press conference with Prime Minister Ahmet Davutoglu of Turkey in Istanbul on Sunday. "The job has to be shared."

A deal in principle between Europe and Turkey has been discussed for weeks, and it includes nearly three billion euros, or about \$3.4 billion, in aid to help Turkey deal with nearly 2.2 million refugees, mostly from Syria, now in Turkey. In the news conference, Ms. Merkel and Mr. Davutoglu said that no agreement had been completed and that the details were still being worked out.

Mr. Davutoglu continued to press for a "safe zone" in northern Syria, a long-standing Turkish priority that has largely been met by silence from other countries, as it would require a substantial military operation.

"Our priority is to prevent illegal immigration and reduce the number of people crossing our borders," he said on Sunday. "In that respect, we have had very fruitful discussions with the E.U."

Mr. Davutoglu said he hoped that Turkish prime ministers could once again attend European Union summit meetings, noting that the current president, Recep Tayyip Erdogan, went to such a gathering in 2004 as prime minister but then such visits stopped.

"We hope Turkey will take a place in the E.U. family photo," he said.

In the early evening, Ms. Merkel met with Mr. Erdogan, Turkey's pre-eminent decision maker, and they also discussed the migrant crisis as well as the European Union accession process and counterterrorism. In a statement, Mr. Erdogan said he had asked Ms. Merkel for support to accelerate Turkey's ef-



POOL PHOTO BY BULENT KILIC

Prime Minister Ahmet Davutoglu of Turkey and Chancellor Angela Merkel of Germany during their meeting in Istanbul on Sunday on the grounds of Dolmabahçe Palace.

orts to obtain union membership.

From the start of the Syrian civil war, in 2011, Turkey has had an open-door policy for refugees and has spent billions of dollars caring for them. Now that Europe has been drawn into the crisis, Turkish leaders have been quick to note that Turkey has been, as Mr. Davutoglu put it on Sunday, "left alone in recent years."

In the negotiations, Turkey has made visa-free travel to Europe for its citizens a top priority, and Ms. Merkel said she had agreed to push that issue forward. Turkey is the only country that has been formally accepted for possible union membership whose citizens must have visas to travel to Europe.

Turkey has long sought to join the European Union — formal negotiations began in 2005 — but in recent years the process has stalled, partly because of European concerns about Turkey's human rights record and a government crackdown on the news media and freedom of expression.

Now, though, the balance of power has shifted in Turkey's favor. Europe needs Turkey to stem the flow of refugees and migrants who are leaving Turkey's shores and heading to Greece and on to other countries on the Continent, and so those concerns are now largely not discussed by European leaders. For instance, a European Union report on Turkey, part of the accession process, that was expected to be deeply critical of Ankara's record on the press and free speech, has been delayed.

This has raised criticisms from analysts and activists that Europe is willing to overlook the increasing authoritarianism of the Turkish government in exchange for cooperation on the migrant problem.

Ms. Merkel's visit took place less than two weeks before an early election in which Mr. Erdogan's Justice and Development Party aims to regain its parliamentary majority, which it lost in June elections.

Amnesty International, in a statement issued just before the visit, took aim at another of Turkey's demands: that it be designated a "safe country of origin," meaning that Turkish asylum seekers be denied refugee status in Europe.

"It would be utterly callous and disingenuous to describe Turkey as a place of safety," said Andrew Gardner, the group's Turkey researcher said in a statement.

The statement also noted the increased violence here recently, as hostilities have resumed between the government and the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., a militant group that has long fought for Kurdish rights and autonomy.

"There has been an escalation of violence between the P.K.K. and the army and police, along with a general deterioration of the human rights situation across the board," the statement continued. "We have seen waves of arrests of political activists under vague antiterror laws and further attacks on freedom of expression, with a spike in the number of cases of ill-treatment of detainees."

This criticism is shared by some European leaders.

Marietje Schaake, a Dutch politician and member of the European Parliament, said in an interview, "I actually think the E.U. is not vocal enough in expressing the deep concerns over the rule of law and restrictions of people's rights and freedoms in Turkey."

Ceylan Yeginsu contributed reporting.

Putin's partition plan for Syria

Hussein Ibish

Contributing Writer

WASHINGTON Taking advantage of the paralysis of American policy in Syria, Russia's dramatic escalation of military activity in that country seeks to reorder the strategic landscape of the Middle East.

Few appear to grasp the full scope of what Russia's president, Vladimir V. Putin, is attempting. This is partly because, in theory, this should be beyond Russia's capabilities. But Mr. Putin can only sense an opportunity, at the very least, to restore Russia to the role in the Middle East that it lost in the 1970s.

Russia's intervention anticipates a resolution of the Syrian conflict through de facto partition. The Reuters news agency reports that, months ago, Iran proposed the joint offensive, now underway, to save the dictatorship of President Bashar al-Assad from imminent collapse. Maj. Gen. Qassem Soleimani, commander of the Islamic Revolutionary Guards Corps' elite Quds Force, is depicted poring over maps of Syria with Russian officials in the Kremlin.

Russian firepower is aimed at securing the larger, western part of the rump Syrian state that is still controlled by Mr. Assad — in particular the air and naval bases near Latakia and Tartus. And aside from forays into northern trouble spots like Aleppo, Iranian and Hezbollah forces will mostly concentrate on the lower half of this strip, which runs from the Lebanese border through Qalamoun, up to Damascus, and from there to the port cities and coastal heartland of the Alawites, the Syrian Shiite sect loyal to Mr. Assad.

For all of the talk of combating the Islamic State, Russia's real aim is to push back rebel groups and secure this ministate. Given what Mr. Assad's allies are willing to do to salvage this "Little Syria" — compared with the limited intervention being considered by Mr. Putin's international antagonists — this is probably an achievable goal.

Such a partition of Syria would leave other parts of the country in the hands of nationalist and Islamist rebels, a Kurdish area in the north, perhaps some smaller enclaves and, most omi-

nously, the "caliphate" of the Islamic State in the north and east. Despite Kremlin propaganda, the Islamic State is already among the biggest winners from the Russian intervention.

At the end of last week, for example, the group took advantage of Russian airstrikes, some 90 percent of which have reportedly targeted other rebel groups, and captured several villages near Aleppo. The militants also killed some of Iran's most senior commanders in Syria, including Brig. Gen. Hossein Hamedani. These advances are realizing Mr. Assad's goal of making the choice for both Syrians and the world at large appear to be between him and the jihadists.

Russia has comprehensively usurped America's role as regional superpower in the Middle East.

Russia's unspoken but unmistakable message is that Moscow is trying one — and perhaps the only — way of ending the conflict by means of a Lebanese-style segregation of Syria into zones controlled by rival militias. To

Washington's perennial concern in any Middle Eastern imbroglio, "Tell me how this ends," Moscow responds: The Syrian conflict will be "resolved" on Russia's terms, even if Mr. Assad proves dispensable to the Kremlin in the long run.

Meanwhile, the Obama administration's desire to see the conflict end without actually doing anything itself means that, as Bloomberg View suggested recently, there is a group of senior American officials prepared to go along with the Russian plan. After all, America's own policy in Syria has rapidly moved from tragedy to farce. The latest fiasco was the cancellation of the \$500 million military training program for anti-Islamic State rebels that produced barely a handful of fighters on the ground.

So if Moscow has a policy, and Washington doesn't, why not just support that?

Beyond the fact that it's absurd to hope that Mr. Putin's approach is likely to benefit American interests, giving way to Russia's policy would, in effect, entail abandoning the fight against the Islamic State in Syria.

And the militants cannot be effective-

ly countered in Iraq alone. So what this final, ignominious capitulation would really mean is that not only would Mr. Assad (or some Russian-appointed successor) menace Syrians for the foreseeable future, but so too would the Islamic State.

No wonder Gen. John R. Allen, America's envoy to the international coalition against the Islamic State, recently announced his resignation. Being in charge of a farce is bad enough; no one can accept being the front for a fraud.

Even worse, viewed through a broader regional framework, American acquiescence to this Russian initiative would ultimately mean an accommodation with a major reshaping of the strategic order in the Middle East. Moscow is clearly trying to accomplish the creation of a powerful alliance with Iran, Iraq, Hezbollah, "Little Syria" and others. To secure this new compact, Russia is willing to risk not only confrontation with the West, but also its recently improved relations with other regional powers like Turkey and Saudi Arabia.

There's no good reason Washington should go along with any of this. Russia is manifestly less powerful militarily, economically and diplomatically than the United States. But it's no longer a matter of capabilities; it's become a matter of will. On paper, Russia is in no position to barge into the Middle East and throw its weight around. But after the interference in Ukraine, the annexation of Crimea and the Syrian chemical weapons debacle, Mr. Putin correctly judged that nobody would stop him.

Mr. Putin is canny enough to know that he is already overstretched, faces potential quagmires and has core differences with putative allies like Iran. So, at any given moment, he'll be ready to pocket his gains and do a deal with the Americans — from an already advantageous position.

The remaining question is: How far will he be allowed to go? At the moment, the astonishing answer appears to be: All the way.

HUSSEIN IBISH is a senior resident scholar at the Arab Gulf States Institute in Washington.

Democratic autonomy declared in Tel Abyad, Syrian Kurdistan

Ekurd.net / October 21, 2015

GIRE SPI, Syrian Kurdistan,— Syria's Kurds have incorporated a mixed town they captured from the Islamic State group into Syrian Kurdistan, a leading party said Wednesday.

The move to bring the border town of Gire Spi (Tel Abyad) into the autonomous administration led by Kurdish forces in Syrian Kurdistan, the country's north and northeast, comes as the Kurds work increasingly closely with Arab forces against President Bashar al-Assad's regime.

According to the Kurdish Democratic Union Party (PYD), Gire Spi's local council agreed Wednesday their town would be ruled by "autonomous administration, formally part of the autonomous administration in the Kobani canton."

The meeting ended up with the establishment of Gire Spi Democratic Autonomous Administration affiliated to Kobani Canton, election of co-presidents -Mansur Saloom and Leyla Mustafa- and formation of 9 committees to deal with the works.

In June, Kurdish forces and their Arab rebel allies expelled IS from Gire Spi, in Syria's northern Raqa province, after fierce clashes.

A local council of Kurds and Arabs has since overseen the town's affairs.

Quoted in the PYD's statement, local official Ferhad Derek said Gire Spi would become "a model of peaceful coexistence for all the Syrian people".

A Kurdish-led autonomous administration has ruled parts of Syrian Kurdistan (northern and northeastern Syria) since Assad's government troops withdrew from majority-Kurdish areas in 2012.

The territories are divided into three "cantons," Jazira in Syria's northeast, Kobani in the north, and Afrin in the northwest.

Kurdish affairs analyst Mutlu Civiroglu told AFP that Kurds, Arabs and



Democratic autonomy declared in Gire Spi of Syrian Kurdistan, Oct. 21, 2015. Photo: ANF

others in Gire Spi had agreed to "democratic autonomy".

"However this does not mean they will be separate, but part of Kobani canton," he said.

Earlier this month, Kurds and allied rebel groups formalised their alliance by announcing a joint military force called the Syrian Democratic Forces, which included Kurds, Arabs, and Syriac Christians.

Syrian Kurds have declared their own autonomous Kurdish region (Western Kurdistan, Rojava) in November 2013.

Following Jazeera (Cizîre) and Kobani cantons, Efrin (Afrin) has officially proclaimed the establishment of its government of Democratic Autonomy in January 2014. ♦

Copyright ©, respective author or news agency, AFP | anfenglish.com | Ekurd.net

Turkey Facing Isolation in Bid to Designate Kurdish Group as Terrorists

Dorian Jones - October 22, 2015
<http://www.voanews.com>

ISTANBUL — Turkey's National Security Council is increasing pressure on the Syrian Kurdish militia, the YPG, by stepping up its efforts to get the group designated internationally as a terrorist organization. But with the militia viewed by Washington and Moscow as key in the battle against the Islamic State group, Ankara could find itself alone.

Turkey accuses Syria's Democratic Union Party, the PYD, and its YPG militia of being an extension of the PKK, a Kurdish rebel group that Turkish security forces are fighting. Ankara is expected to press its case Friday in Vienna at a meeting on Syria at which the U.S. and Russian foreign ministers will be present.

the Islamic State," Ulgen said. "To force other countries to categorize PYD as a terrorist organization is going to face quite an uphill struggle."

Moscow has made no secret that it views the

Syrian Kurds as an important force in the fight against IS and alluded to its willingness to arm the group.

Analysts claim this month's U.S. airdrop of arms for Syrians fighting the jihadists could be an attempt to preempt Moscow's courtship of the Kurds.

Semih Idiz, a political columnist for the Cumhuriyet newspaper and Al-Monitor website, said Turkey fears the PYD could benefit from a bidding war between Moscow and Washington.

"The Kurds are in a very advantageous situation ... with both superpowers more or less trying to cooperate with them," Idiz said, adding that most military, diplomatic and political analysts he'd talked to were saying "there is absolutely nothing Turkey can do" about that situation.

Observers say the growing prominence of the Syrian Kurds is adding to calls within Turkey for a fundamental rethinking of its Syrian policy, a change that could come after the November 1 general election. □



FILE - Kurdish People's Protection Units (YPG) fighters take up positions inside a damaged building in al-Vilat al-Homor neighborhood in Hasaka, Syria, as they monitor the movements of Islamic State fighters, July 22, 2015.

« Erdogan ? Lui et Daech, c'est pareil ! »

Turquie. Le président concentre tous ses efforts contre les Kurdes au détriment de la lutte contre Daech. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL MARC NEXON

Il ouvre le cadenas comme s'il fallait encore protéger un bien, mais à l'intérieur tout est détruit. « Ils étaient une vingtaine et ressemblaient à des Rambo », dit-il. Le gardien Mohammed parcourt les trois étages de la meunerie, l'unique usine de la ville, qui employait 120 personnes. Il montre

les fenêtres brisées, les câbles arrachés et les trieuses de farine éventrées. Il désigne aussi des trous dans le mur. Cinq par étage, larges de 15 centimètres, soigneusement entaillés. C'est là que les snipers se postaient. Une vue à 360 degrés sur les ruelles, les minarets et les toits chauffés par le soleil. Mohammed balaie du pied des bouteilles d'eau en plastique et les cartons

sur lesquels les tireurs s'allongeaient. Il se penche et ramasse des douilles. « Il en reste, j'en ai pourtant rempli quatre comme celui-ci », dit-il en pointant un sac de farine vide. Après neuf jours de siège, Cizre panse ses plaies. La ville turque de 120 000 habitants, située à 2 kilomètres de la frontière syrienne et à une trentaine de la frontière irakienne, sort d'une punition collective. Un déluge de feu infligé par Ankara. Son péché ? Être le berceau des Kurdes de Turquie. Ceux du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit dans le pays. « Nous sommes dans une cité millé-

naire qui abrite même le tombeau de Noé. C'est ici que les traditions sont les plus fortes », explique Faysal Sariyildiz, député du parti prokurde HDP. C'est aussi la région des combattants qui partent lutter contre Daech de l'autre côté de la frontière. Ceux-là mêmes qui ont chassé l'an passé l'Etat islamique de Kobané, en Syrie, avec l'aide de l'aviation américaine. Des rebelles loués par l'Occident pour leur bravoure.

Or les voilà aujourd'hui pilonnés par les canons turcs ! Un châtement voulu par le président Recep Tayyip Erdogan, 61 ans, effrayé à l'idée de voir les Kurdes



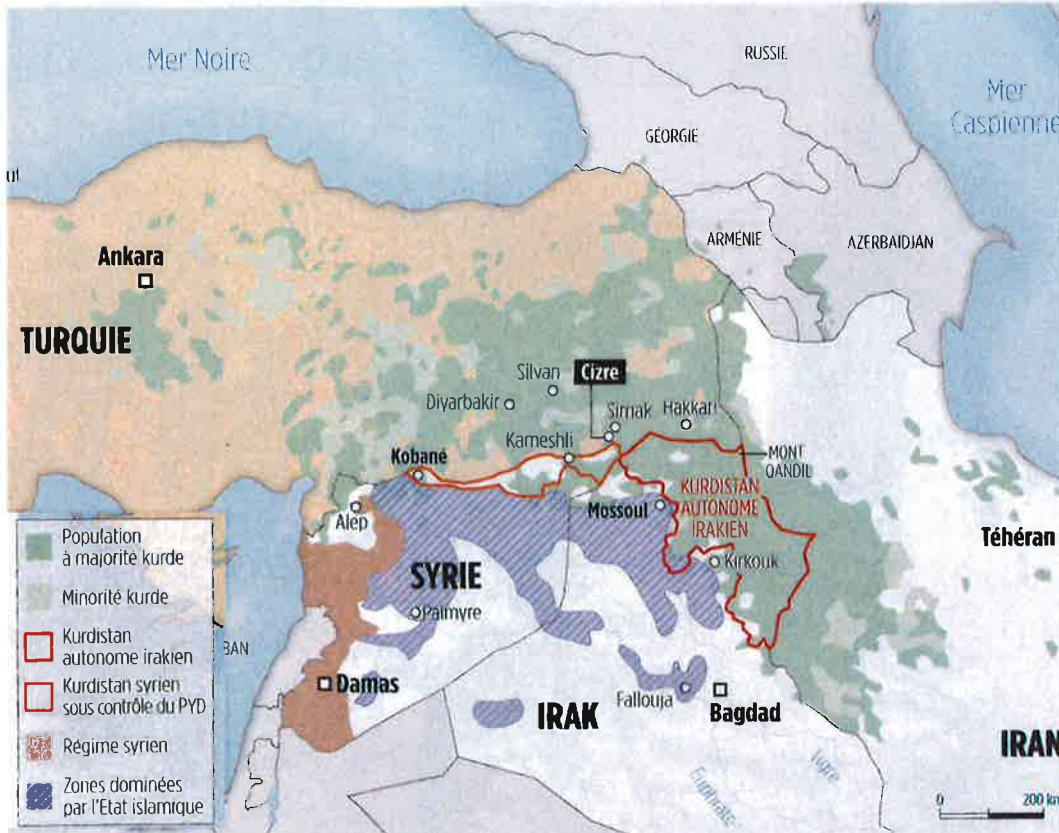
Check-point.

Le 12 septembre. Craignant un nouvel assaut, les jeunes de Cizre ont érigé des barricades. Ils se disent prêts à résister à l'armée turque.

établir une région autonome entre la Turquie et la Syrie. L'intéressé tente aussi un coup machiavélique : remporter les législatives de novembre en rallumant la guerre contre le PKK. Un conflit vieux de trente ans et susceptible de souder son opinion nationaliste. Fort d'une majorité absolue, il prévoit ensuite de changer la Constitution et d'introduire un régime présidentiel selon la « tradition turco-ottomane ». Autrement dit, installer des institutions à sa botte et s'ériger en nouveau sultan. « Il pourra ainsi étouffer les dossiers de corruption qui ne demandent qu'à sortir »,

souligne Ahmet Insel, professeur de sciences politiques à l'université de Galatasaray, à Istanbul.

Pour l'heure, le scénario fonctionne. Sa campagne contre le PKK ne suscite qu'un silence gêné de Washington et des capitales européennes. Le président turc, il est vrai, a su amadouer son partenaire américain en lui concédant l'utilisation d'une base aérienne non loin des fiefs de Daech. Mais tout de même ! Au moment où la Turquie, membre de l'Otan et candidate à l'Union européenne, doit combattre Daech aux côtés de ses alliés, Erdogan envoie ses ■■■



■ ■ ■ F16 bombardier les villages kurdes. Depuis deux mois et demi, l'aviation turque a effectué trois sorties contre l'EI et plus d'un millier contre le PKK. Parmi ses cibles: les villes de Diyarbakir, Silvan, Hakkari et même les montagnes du Qandil, en Irak. Avec parfois des mises en scène sordides. A Sirnak, un véhicule militaire a traîné sur plusieurs centaines de mètres le cadavre d'un Kurde de 24 ans. Pour l'exemple. Certes, en face, le PKK riposte. Et multiplie les assassinats de militaires. «Ils n'utilisent pas encore d'armement lourd, souligne le journaliste Kadri Gürsel, kidnappé dans les années 90 par le mouvement. Mais si cette guerre continue, la Turquie est menacée d'éclatement.» Témoin, l'attentat survenu à Ankara au cœur d'une manifestation prokurde (97 morts) et dont on ignore qui sont

les commanditaires. «C'est un coup des services secrets turcs», affirme pourtant l'activiste Addulkerim, parti donner son sang à l'hôpital. Pas de quoi troubler le président Erdogan. «Nous avons tué plus de 2 000 rebelles et nous n'arrêterons pas», prévient-il.

Balles «perdues». Des rebelles? Possible. Mais surtout des civils. Il suffit de sillonner Cizre et de longer ses façades criblées d'impacts de balles et de roquettes. «J'avais peur de regarder par la fenêtre, dit une habitante, mais j'entendais les chenilles des tanks.» Ce jour-là, elle entend aussi des voix dans les haut-parleurs. «Vous êtes tous des Arméniens, sortez qu'on vous attrape!» Deux cents véhicules blindés et 5 000 membres des forces spéciales fondent alors sur la ville. On compte les premiers morts.

Une position stratégique

Les Kurdes sont en première ligne dans le combat contre Daech. Et constituent une force de 25 000 hommes sur lesquels s'appuient les Américains. L'an passé, ils ont permis de reprendre aux mains de l'EI Kobané et, plus récemment, Tal al-Abyad. Ils contrôlent désormais une large bande de terre à l'est de l'Euphrate et le long de la frontière syrienne. Une présence qui inquiète Ankara. D'autant que certains d'entre eux entretiennent encore des liens avec Damas.

« Vous êtes tous des Arméniens, sortez qu'on vous attrape ! » diffusent les haut-parleurs de l'armée dans la ville assiégée.

Au troisième jour du siège, Cemile Cagirga, 10 ans, s'écroule devant son portail. Il est 20 h 30. La balle d'un sniper lui a perforé l'aisselle. «Elle m'a dit: "Oh, maman!" et elle est morte, raconte sa mère, Emine. Elle avait entendu du bruit dans la rue.» «Une balle comme ça», dit son frère en montrant son briquet. La famille appelle une ambulance qui ne viendra pas, bloquée par les barrières militaires. La première nuit, Emine s'allonge près de sa fille en lui tenant la main. Puis elle décide de placer le corps dans son réfrigérateur. «Pour l'isoler du regard des autres enfants.» Cemile ne sera enterrée que onze jours plus tard.

«Ceux qui sortent de chez eux sont des terroristes!» assène pourtant Erdogan à la télé. Il en sera ainsi du vieux Mehmet, 75 ans, décidé à braver le couvre-feu pour aller chercher du pain. «Il disait qu'il n'avait jamais fait de mal à personne et que personne ne lui en ferait», raconte son fils. Il est abattu d'une balle dans la tête au pied d'un poteau électrique, son sac à la main. «On pouvait lui interdire de dormir sur le toit mais pas de sortir», poursuit le fils.

Durant neuf jours, Cizre vit coupée du monde. Privée d'eau, d'électricité et de téléphone par l'armée. Des familles se terrent dans les caves, puisent dans leur réserve de riz et distribuent à chacun un demi-verre d'eau par jour. D'autres tentent néanmoins de rejoindre leurs proches. Ce jour-là, Zeynep apprend que la ligne fixe de son oncle fonctionne. Elle a 50 mètres à parcourir. Elle prend son bébé dans les bras et s'engage dans la rue. «J'ai entendu deux détonations», dit l'oncle Ekram. Sa belle-mère se précipite alors à l'extérieur et tente de récupérer l'enfant. D'autres

coups de feu claquent. «Il y avait deux corps de femmes l'un sur l'autre, mais le bébé a été sauvé», souffle l'oncle, atteint d'une balle à la jambe et immobilisé dans son lit.

L'armée prétend avoir tué 40 combattants du PKK, mais la population recense la mort de 21 civils. «J'ai obtenu une audience auprès du ministre de la Justice, raconte l'avocat Nusirevan Elci, président du barreau régional. Je lui ai remis un rapport sur les victimes. Il m'a dit qu'il en parlerait au Premier ministre après la prière du vendredi, mais je n'ai jamais eu de nouvelles.» Du coup, dans la crainte ■ ■ ■



Machiavel. Recep Tayyip Erdoğan, marqué par sa défaite électorale de juin, joue un jeu dangereux en attisant le feu du conflit kurde pour tenter de remporter les nouvelles législatives de novembre. Personne ne sait qui est à l'origine de l'attentat d'Ankara du 10 octobre (97 morts), mais le pays est au bord de la guerre civile.

■ ■ ■ d'un nouvel assaut, Cizre se barricade. « La police n'a plus accès à 60 % de la ville », admet le député Faysal Sariyildiz. Tranchées, sacs de sable et blocs de pierre jalonnent les rues. La nuit, des jeunes cagoulés tiennent des check-points. « C'est la communauté qui m'a appris à m'en servir, dit l'un d'eux en brandissant un fusil de chasse. Mais je n'ai pas envie de rejoindre le PKK. »

Il n'empêche. La ville se range sous la bannière du mouvement de guérilla fondé en 1978 et placé sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis et l'UE. La figure de son leader, Abdullah Öcalan, emprisonné et condamné à perpétuité, est partout, sur les murs, les portails, les balcons. Avec parfois une inscription : « Les Kurdes connaissent le sens du mot oppression. Restons unis. »

Assis sur un tapis près du mur de sa cuisine troué par un obus, Megit Botan, la quarantaine, l'admet : « Le PKK n'est plus seulement

dans les montagnes. Il est dans les villes. » Son frère a rejoint le mouvement il y a vingt-trois ans. Quant à son fils, il combat depuis deux ans à Kobané en Syrie dans les rangs d'une branche du PKK (YPG) face à l'EI. « Il a 17 ans, dit-il en montrant sur son portable une photo de lui posant en uniforme. Il ne reviendra pas, ou seulement en martyr. » « Je pense à lui tout le temps », dit la mère. Au centre de la pièce, le fils aîné, 19 ans, sert le thé. Il travaille dans un garage et songe à la suite. « Nous devons nous défendre », dit-il à voix basse. « J'ai peur que la même idée lui vienne », soupire la mère.

Non loin de là, deux femmes, Akiee et Sabaat, discutent à l'ombre d'un figuier. « Il y a un an, ma fille m'a expliqué qu'elle ne supportait plus les crimes de Daech et qu'elle n'irait pas à l'université. Elle m'a laissé sa bague de fiançailles et son portable, puis elle est partie », raconte la première. « Moi, c'est une lettre qu'elle a laissée, enchaîne la seconde. Elle

nous a dit de ne pas nous inquiéter et nous a remerciés. » Un homme intervient. Il porte un pistolet à la ceinture et dit s'appeler « Résistance ». Il a séjourné vingt-trois ans dans les prisons turques pour avoir participé à l'attaque d'une caserne en 1984. Il raconte les tortures à l'électricité et les pendaisons régulières par les mains. « Ils ont même déshabillé ma femme devant moi... » dit-il sans achever sa phrase. Puis il s'emporte : « On était heureux de voir les Américains à nos côtés en Syrie ! Pourquoi ne nous protègent-ils pas contre Erdogan ? Lui et Daech, c'est pareil ! »

Et, pour prouver le pacte noué avec les djihadistes, il évoque la dernière trahison du « sultan » : le cas de six combattants kurdes soignés en juillet à Ankara et remis par des agents turcs au groupe extrémiste Front Al-Nosra au poste-frontière syrien. « C'est sûr, ils les ont tués », lâche Résistance.

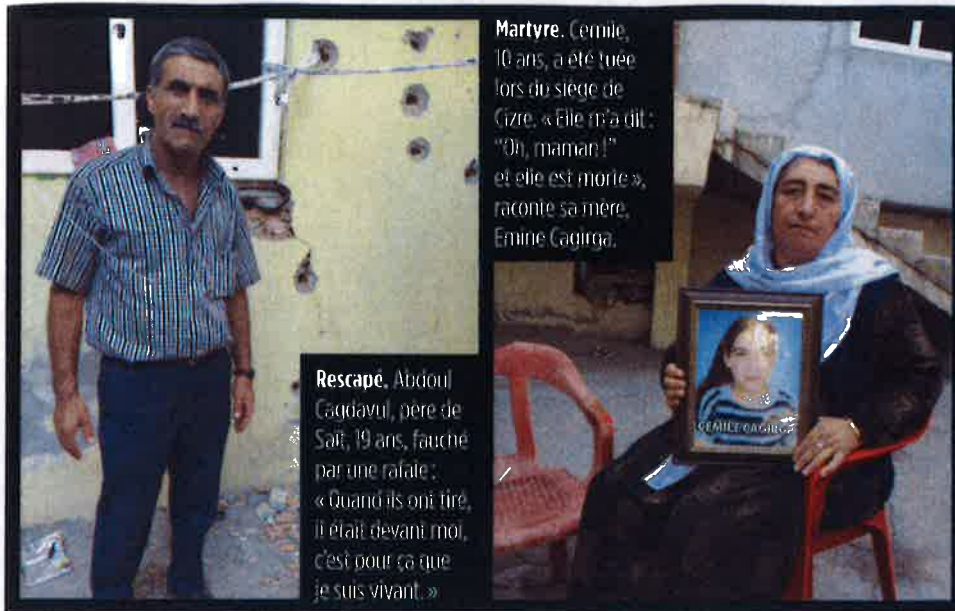
Résistance. Face à la menace militaire, Cizre se mure, mais elle entend aussi s'autogérer. Mehmet Tunch, 38 ans, camionneur, dirige un conseil de la ville autonome composé de 80 représentants. « En 2009, j'ai fait quatre ans de prison pour avoir tenté de le mettre en place, mais cette fois j'irai jusqu'au bout. Et tout ça ne m'empêche pas d'être un citoyen turc ! » poursuit-il en montrant sa carte d'identité.

Une nouvelle lutte pour des droits jamais satisfaits. Car les Kurdes les réclament toujours. « Pendant le dernier cessez-le-feu, le gouvernement a beaucoup parlé mais n'a fait aucun pas concret », souligne l'éditorialiste Kadri Gürsel.

Il y a d'abord la question des terres. Depuis la fin des années 80, des dizaines de villages soupçonnés d'abriter le PKK ont été vidés de leurs habitants. « Dachtö, Maidin, Charafi... C'est à deux heures de route au nord et l'armée nous interdit d'y retourner », se lamente le vieil Abdoul, lui-même chassé en 1985.

Autre revendication : la reconnaissance de la langue kurde, toujours bannie des écoles publiques. « Je cache mes ouvrages en kurde dans une maison abandonnée

« On était heureux de voir les Américains à nos côtés en Syrie ! Pourquoi ne nous protègent-ils pas contre Erdogan ? » Un habitant



Martyre. Cemile, 10 ans, a été tuée lors du siège de Gize. « Elle m'a dit : "Oh, maman !" et elle est morte », raconte sa mère, Emine Cagirca.

Rescapé. Abdoul Cagdavul, père de Saït, 19 ans, fauché par une rafale : « Quand ils ont tiré, il était devant moi, c'est pour ça que je suis vivant. »

échoppes pour y acheter des fusils en plastique. Et se visent entre les maisons. « Ça fait un an que les autorités ont fermé le stade de foot, ils s'occupent comme ça », dit le propriétaire d'une boutique.

Saït Cagdavul, 19 ans, a pourtant fréquenté l'école. Dans sa chambre détruite par les tirs, ses cahiers de classe jonchent le sol. Des copies noircies de formules de maths et des cours d'histoire ouverts sur un chapitre consacré à la révolution bolchevique. Il y a aussi un ouvrage de Balzac, « Le lys dans la vallée ». Saït a péri lors de la deuxième nuit du couvre-feu, fauché par une rafale. Le père est revenu sur les lieux. Il fouille dans les décombres et découvre un courrier. Une lettre adressée par une amie à son fils lorsque celui-ci était emprisonné pour avoir participé à une manifestation. Il lit : « Tu es dans nos cœurs et nous gagnerons un jour notre liberté. » Le père range la feuille dans sa chemise et lâche : « Quand ils ont tiré, il était devant moi, c'est pour ça que je suis vivant. » ■

de mon frère », admet un instituteur. Sans parler des religieux, enclins à pratiquer la grève des mosquées. « Je reçois des sermons en turc rédigés par Ankara. Moi-même je les comprends à peine. Comment voulez-vous que j'organise la prière ? » déplore le mollah Saleeh.

Dans la rue, les gamins refusent aussi les ordres d'en haut. « Je ne vais pas à l'école parce que je veux parler kurde », dit l'un d'eux. Alors ils s'installent sous des parasols et parient des pièces de monnaie pendant qu'un adulte fait rouler des dés. Ils se ruent aussi dans les

MARC NEXON (x2)

Daech : le jeu trouble d'Erdogan

Ce sont les camions du soupçon. Quatre véhicules interceptés par la police à moins de 100 kilomètres de la Syrie et transportant des armes. Le tout escorté par le MIT, le service de renseignements turc. Destinataire supposé : Ahrar al-Sham, un groupe extrémiste lié à Al-Qaeda et présent de l'autre côté de la frontière.

L'affaire, révélée en janvier 2014, déclenche alors la colère d'Erdogan. « Qui se permet d'arrêter des camions d'aide humanitaire ? » Une sortie qui ne trompe personne. Car les enquêtes des médias d'opposition confirment le jeu trouble du pouvoir avec les djihadistes. Exemples ? La contrebande du pétrole syrien contrôlé par les groupes radicaux et acheminé en Turquie, ou ces photos d'avril 2014 montrant un com-



Prix fort. Ankara, le 10 octobre. Deux kamikazes se sont fait exploser dans une manifestation pour la paix organisée par l'opposition prokurde. 97 morts, des centaines de blessés.

mandant de l'EI soigné dans un hôpital dans le sud du pays. Ou encore celles prises en 2012 lors d'une rencontre entre Erdogan et un ex-responsable financier d'Al-Qaeda. Il y a enfin une rumeur : le piège dans

lequel serait tombée la Division 30, un groupe de rebelles modérés formé par Washington et massacré par le Front Al-Nosra... à partir d'un tuyau donné par des agents turcs ■

Le Monde
14 OCTOBRE 2015

A Hassaké, la guerre sans fin des Kurdes syriens

Les Kurdes, qui ont refoulé l'offensive djihadiste de l'EI grâce à l'aide américaine, se partagent la ville avec l'armée loyaliste syrienne

REPORTAGE

HASSAKÉ (SYRIE) - envoyé spécial

Vêtu d'un treillis vert et de sandales en plastique, Hassan affirme avoir 18 ans. Son visage trop vite sorti de l'enfance et le sourire ironique qu'il affiche lorsqu'il donne son âge disent tout autre chose.

Evoluant à travers les décombres de la centrale électrique, un ancien poste djihadiste rasé par les frappes de la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique (EI), il s'approche du remblai marquant les dernières positions occupées par son unité. Parmi les gravats qu'il enjambe, hérissés de ferraille tordue, émane une odeur de cadavre. De la matière humaine s'est agglomérée aux scories de béton, au bord d'un profond cratère laissé par une bombe alliée. Hassan fixe un crâne et un pied carbonisés qui se détachent d'un amas d'os et de cendres.

«Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique]», dit-il en désignant le cadavre d'un combattant de l'EI. A en juger par leur taille, ces restes ont appartenu à un jeune d'un âge proche du sien, qui se trouvait, au moment de mourir, du mauvais côté de la guerre.

Non loin de là, à l'ombre d'une couverture aux motifs fleuris, transformée en auvent, un autre milicien scrute la plaine qui s'étend vers le sud, à l'affût d'éven-

«Le régime syrien a prouvé sa faiblesse en reculant devant Daech à Hassaké»

«DOCTEUR» SALIH
cadre local de
l'administration kurde

tuels mouvements de troupes ennemis. Situées dans les lointaines banlieues d'Hassaké, sur la route de Deir ez-Zor, les ruines de la centrale électrique, dernière position avant les zones contrôlées par les djihadistes de l'EI, sont tenues par un petit groupe d'adolescents commandé par un officier à la barbe blanche qui refuse de donner son nom.

Ruines désertes

Arabes syriens originaires des environs, ils combattent depuis peu avec les Kurdes, au sein des Unités de protection du peuple (YPG). Les YPG partagent encore le contrôle d'Hassaké avec les forces du régime de Damas. Fin juin, elles ont couvert la retraite de l'armée syrienne et de ses milices supplétives face aux djihadistes en menant une contre-offensive qui s'est prolongée jusqu'en août.

L'aide des avions de la coalition internationale contre l'Etat isla-



mique, dirigée par les Etats-Unis, a accompagné la progression victorieuse des troupes kurdes dans les faubourgs sud d'Hassaké, réduits à l'état de ruines désertes. Après le régime syrien, après l'EI, c'est au tour des YPG de contrôler la zone. Pour les responsables kurdes, la coordination avec les forces loyalistes, éprouvée lors de l'offensive des djihadistes, ne saurait pourtant tenir lieu d'alliance. «Le régime syrien a prouvé sa fai-

blesse en reculant devant Daech à Hassaké. Nous ne lui permettrons jamais de reprendre le terrain qu'il a perdu», assure celui qui se fait appeler le «docteur» Salih.

Fraîchement diplômé en pharmacie d'une université ukrainienne, ce cadre local de l'administration kurde ne quitte jamais son pistolet soviétique dans les rues sinistrées de la ville.

Mais il lui est d'une utilité toute relative face aux attentats à la voiture piégée menés par les djihadistes, désormais repoussés trop loin pour pouvoir mener un combat frontal. Le 14 septembre, deux attentats ont visé les forces kurdes et celles du régime, cantonnées à l'écart.

Sur la route qui mène de la centrale électrique au centre-ville, une fresque monumentale à la gloire de Hafez Al-Assad, dont le visage a été récemment moucheté d'impacts de balles, occupe le centre du carrefour «Pano-rama». Le père de l'actuel prési-

Les YPG accusées de crimes de guerre

L'administration autonome kurde établie dans le nord de la Syrie s'est rendue coupable de crimes de guerre, affirme Amnesty International dans un rapport publié mardi 13 octobre. L'organisation non gouvernementale a enquêté dans 14 villes et villages des régions de Kobané et d'Hassaké. Amnesty International dit y avoir relevé de nombreux cas de déplacements forcés et de destructions de maisons visant les populations arabes après le départ de l'Etat islamique face aux forces kurdes syriennes, les Unités de protection du peuple (YPG). Redur Xelil, le porte-parole des YPG, a déploré une «accusation fausse, tout simplement».

Washington livre des armes à des rebelles arabes antidjihadistes

TIRANT LES LEÇONS du fiasco de leur plan de formation des combattants syriens contre l'Etat islamique (EI), les Etats-Unis ont décidé d'appuyer des groupes de combattants arabes soigneusement sélectionnés en leur parachutant des munitions pour les aider à combattre les djihadistes. Selon le colonel Steve Warren, un porte-parole militaire américain basé à Bagdad, le parachutage, réalisé dans le nord de la Syrie par des avions cargo C-17, a permis de larguer 50 tonnes de munitions de petit calibre, et des grenades. Les munitions parachutées étaient destinées à la «Coalition arabe sy-

rienne», une coalition de «groupes arabes» qui se bat depuis plusieurs mois dans le nord-est de la Syrie contre l'Etat islamique, notamment dans la région au nord de Rakka, principal fief syrien de l'EI.

Cette coalition comprend 4000 à 5000 combattants, selon le colonel Warren, qui a précisé qu'elle pourrait aussi recevoir un soutien aérien de la coalition dirigée par les Etats-Unis. L'aviation russe, qui est entrée massivement en action en Syrie, n'intervient pas dans cette région de l'est de la Syrie. Depuis plusieurs mois, les responsables américains montrent en exemple la recon-

quête opérée par les forces kurdes syriennes et des groupes arabes face à l'EI le long de la frontière turque. La principale milice kurde syrienne, YPG (Unités de protection du peuple kurde), vient d'annoncer la constitution d'une coalition formelle avec les groupes arabes. Il s'agit de constituer une «force militaire nationale unie pour tous les Syriens, incluant des Kurdes, des Arabes, des Syriaques et tous les autres», selon le communiqué diffusé par les YPG. Il n'évoque pas la «Coalition arabe syrienne», mais cite le groupe majoritairement arabe Burkan Al-Furat («Le volcan de l'Euphrate»). ■

dent syrien y apparaît, immense, les bras levés vers le ciel, entouré de femmes ramassant du coton et d'un paysan moissonnant son champ, tandis qu'une raffinerie de pétrole et un barrage hydraulique se partagent la ligne d'horizon. Cette vaste esplanade vide, qui est aussi un point de passage important vers le front, est gardée par cinq jeunes membres des YPG kurdes depuis leur poste de contrôle secoué par les rythmes répétitifs d'un morceau de musique électronique arabe. Parmi eux, un officier kurde et quatre sans-grade, qui se présentent comme des déserteurs de l'armée syrienne, tous arabes et sunnites.

Vingt-quatre ans, le front ceint d'un turban rouge et blanc, l'un d'entre eux, qui se fait appeler Abou, raconte n'être jamais rentré d'une permission après trois ans de mobilisation. Mohamed, coiffé d'une casquette de contrefaçon, a, lui aussi, voulu échapper aux rangs de l'armée du régime : « J'ai servi deux ans à Damas et j'ai profité d'une permission pour me cacher à Hassaké, j'ai rejoint les Asayiches [services de sécurité kurdes] pour pouvoir sortir de chez moi. » Rallié aux forces kurdes, il estime n'avoir plus rien à craindre du régime.

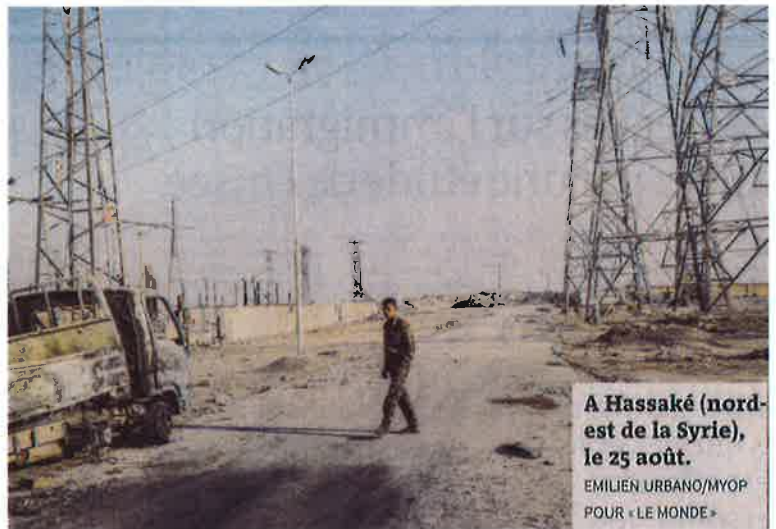
Chair à canon

Tous se plaignent des mauvais traitements pratiqués à l'encontre des hommes de troupe par leurs officiers. « J'ai été blessé deux fois au combat. Mon commandant m'a reproché de ne pas être mort », raconte Awad, 22 ans et le regard fou. Faisant référence à la confessionnaloute de Bachar Al-Assad et de nombreux responsables sécuritaires du régime syrien, il perçoit, tout comme ses camarades, l'armée syrienne comme une armée « chiite » où eux, Arabes sunnites, ne seraient que de la chair à canon.

Les soldats perdus du carrefour « Panorama » ne sont pourtant

qu'à quelques centaines de mètres du premier drapeau syrien et des positions occupées par le régime. La route qui mène au centre-ville d'Hassaké en est jalonnée. La zone industrielle, la faculté d'ingénierie civile, puis la cité sportive Bassel-Al-Assad pavoisent encore aux couleurs du régime.

Leurs fonctions initiales n'étant qu'un souvenir lointain, ces installations sont occupées par une partie des troupes loyalistes encore présentes dans la ville. A Hassaké, où nombre d'habitants ont choisi de partir pour l'Europe et où ceux qui restent ont soit



A Hassaké (nord-est de la Syrie), le 25 août.

EMILIEN URBANO/MYOP
POUR « LE MONDE »

trop à perdre, soit pas assez à dépenser pour faire le voyage, tout bâtiment civil semble avoir vocation à se transformer en caserne ou en ruine.

Les véhicules des forces kurdes passent devant les positions loyalistes sans encombre, de même qu'autour du rond-point Al-Nachwa. Séparés d'une vingtaine de mètres, les forces kurdes, côté sud, et les loyalistes, au nord de la place, s'y trouvent face à face. Derrière les barrages gouvernementaux se trouve la route qui mène au centre-ville, toujours sous con-

trôle du pouvoir central, où les « cagoulés », une milice de gangsters affiliée au régime, auraient les coudées franches.

Au sud, les forces de sécurité kurdes ont pris position dans les environs des Villas d'Hassaké, un complexe résidentiel luxueux détruit par les bombes. Quelques habitants passent encore entre les lignes, tâchant d'ignorer les uns et les autres, silhouettes sans armes à qui la ville, aux mains des milices, n'appartient plus. ■

ALLAN KAVAL

LE FIGARO | mardi 13 octobre 2015

Washington s'allie à des groupes kurdo-arabes pour combattre Daech

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

TIRANT les leçons de leur échec à former des rebelles modérés, les États-Unis se sont trouvés de nouveaux relais pour combattre Daech dans le nord de la Syrie. La nouvelle alliance des Forces démocratiques syriennes (FDS) regroupera les miliciens kurdes (YPG, des Unités de protection du peuple kurde) - avec lesquels Washington travaille déjà - ainsi que des groupes rebelles arabes, proches des Kurdes. « Les rapides développements dans les domaines politique et militaire » en Syrie « nécessitent la constitution d'une force militaire nationale unie pour tous les Syriens, incluant des Kurdes, des Arabes, des Syriens et tous les autres », explique le communiqué des Unités de protection du peuple kurde qui annonce l'établissement des FDS. Parmi les groupes arabes qui combattront avec les Kurdes, le « Volcan de l'Euphrate », des factions représentant des tribus arabes et des chrétiens syriaques.

La constitution de cette nouvelle force à dominante kurde risque d'irriter encore plus les Turcs qui ne veulent pas voir

émerger une entité kurde sur leur flanc sud. Pour conjurer ce scénario, Ankara cherche à créer une « zone de sécurité » en territoire syrien, qui priverait de continuité territoriale toute future entité kurde.

Ce nouveau-né de la rébellion anti-Assad est la conséquence directe de l'abandon par les États-Unis de leur programme de formation de rebelles modérés anti-Daech en Turquie. Celui-ci a été un échec : sur les 15 000 insurgés qui devaient être formés sur trois ans, seules quelques dizaines ont été injectés en Syrie. Parmi eux, certains ont été kidnappés, tandis que d'autres ont dû abandonner leurs armes au Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda.

Satisfaits de leur collaboration avec les Kurdes, les États-Unis ont décidé d'étendre leur aide à d'autres factions qui partageaient déjà la lutte menée par les Unités kurdes dans le nord de la Syrie. À terme, l'objectif serait de permettre à cette nouvelle force arabo-kurde de reprendre Raqqa, la « capitale » de Daech, située au sud des positions kurdes. Les alliés de Washington devront fournir l'appui au sol qui manque actuellement aux bombardements américains contre les

djihadistes de l'État islamique.

Cette nouvelle formation pro-américaine risque toutefois d'être accueillie avec hostilité par les autres groupes d'insurgés syriens qui réclament en vain depuis des années un soutien logistique des États-Unis. Sans compter les critiques récurrentes des rebelles arabes sunnites - les plus nombreux - contre la « complaisance » des Kurdes à l'égard du pouvoir de Bachar el-Assad avec lequel tous les liens n'ont pas été rompus.

Les Kurdes ne sont pas les seuls à se restructurer. Plus au sud dans la région de Hama, la plupart des groupes armés visés par les bombardements russes ont formé un « centre commun » de leurs opérations. Il s'agit notamment pour al-Nosra et le groupe salafiste Ahrar al-Sham de mieux faire front à l'offensive russe qui permet à l'armée syrienne d'avancer au nord de Hama, avec la reprise d'au moins un village aux rebelles. « Les batailles à venir vont être féroces, déclare à l'AFP Abou Hamed, un responsable militaire du Djabat al-Cham, l'un de ces groupes rebelles actifs dans la province de Hama. Les Russes pratiquent la politique de la terre brûlée et leurs frappes sont très précises. » De son côté, pour protester contre les frappes russes, la Coalition de l'opposition en exil a fait savoir qu'elle boycotterait les discussions préliminaires proposées par l'ONU pour préparer des négociations en vue de sortir de la crise. ■

REUTERS Turkey names one of Ankara suicide bombers

ISTANBUL — October 19, 2015 / by Daren Butler / Reuters

TURKISH AUTHORITIES have identified one of two suicide bombers who killed 102 people in an attack this month as a young man from southeast Turkey whose brother carried out a similar attack in July, state media reported prosecutors as saying on Monday.

The Ankara prosecutor's office named the bomber as Yunus Emre Alagoz from the town of Adiyaman and said work was continuing on identifying the other bomber, state-run Anadolu Agency reported.

Alagoz was a prime suspect in the Ankara bombing targeting pro-Kurdish activists, the worst attack of its kind in modern Turkey's history, which occurred as political parties prepared for a Nov. 1 parliamentary election.

His brother Seyh Abdurrahman Alagoz walked into a group of pro-Kurdish student activists in Suruc near the Syrian border in July and blew himself up, killing 33 people.

The Alagoz brothers would hold court in a small teahouse in the conservative town of Adiyaman with young followers, praying, reading the Koran and painting a picture of a better life across the border in Syria, in the ranks of Islamic State.

Prime Minister Ahmet Davutoglu said in an interview with A Haber TV earlier on Monday that authorities had confirmed the identity of one of the two suicide bombers and that 15 people had been detained over the bombing, four of whom were remanded in custody.

The Ankara blasts triggered protests against what critics of President Tayyip Erdogan and the government see as major intelligence failings.

Two officials at the Adiyaman prosecutor's office told Reuters previously that the Alagoz brothers' father had filed a criminal complaint against Yunus on Oct. 15, 2014 on suspicion that he had joined an "armed terrorist organization." ○

REUTERS Turkey's Erdogan sees Syrian and Kurdish hands in Ankara attack

October 22, 2015 / By Humeyra Pamuk / Reuters

ISTANBUL | President Tayyip Erdogan said on Thursday Syrian intelligence and Kurdish militants, not just Islamic State, were behind a double suicide bombing in Ankara which killed more than 100 people, the worst attack of its kind in Turkey's modern history.

Erdogan said Kurdistan Workers Party (PKK) militants, the Syrian "mukhabarat" secret police and the Syrian Kurdish PYD militia had worked together with Islamic State in the bombing on Oct. 10.

Turkish authorities have focused their investigation on a home-grown Islamic State cell, but the government has been more ambiguous about assigning blame, concerned, its critics say, about how the fallout might impact a general election on Nov. 1.

"This incident shows how terror is implemented collectively. This is a completely collective act of terror and it includes ISIS (Islamic State), PKK, the mukhabarat, and the terrorist group PYD from north of Syria," Erdogan said.

"They carried out this act all together," he said in a speech broadcast live on Turkish television at the annual meeting of a labor union in Ankara. Erdogan has often cast threats to Turkey or his own authority as foreign-backed plots.

Opponents accuse the state of a massive intelligence failure before the bombings and say Erdogan is trying to deflect blame.

The prime suspects in the attack were part of a suspected Islamic State cell in the southeastern town of Adiyaman who were known to the authorities, responsible for previous attacks, and in some cases reported by their own families.

One of the two bombers has been identified as Yunus Emre Alagoz, the state-run Anadolu Agency said on Monday. Alagoz is thought to have been a key member of the so-called "Adiyaman cell" whose brother blew himself up in the town of Suruc in July, killing 33 people, an attack also blamed on Islamic State.

"Either we're being protected by the world's worst intelligence and security agencies or there is blindness and tolerance. Even I know the names of these suicide bombers ... This is a scandal," Soli Ozel, a columnist and teacher at Kadir Has University, told Turkish news website Diken.

"In such a situation of course you would try to get away with saying Islamic State and the PKK did it together. Nobody in the world is taking this thesis seriously."

POLITICAL AGENDA

The authorities have not said why they believe the PKK or PYD, which is fighting Islamic State in Syria, would have been involved in the Ankara attack, which targeted a rally of pro-Kurdish activists and civic groups.

Senior officials have said DNA was found at the scene which linked some of



those present to the PKK, although they acknowledge it is possible they may have been attending the rally rather than trying to attack it.

Turkey is fighting a renewed military campaign in its southeast against the PKK, which has waged a three-decade insurgency against the state to push for greater Kurdish autonomy and is classified as a terrorist organization by the United States and European Union.

Ankara is meanwhile incensed by the role the PYD, which it accuses of deep links to the PKK, has carved out for itself, with the support of the United States, in the fight against Islamic State in northern Syria.

"The separatist terrorist organization PKK is trying to deceive the international community and win legitimacy by operating under the name of PYD in Syria," Erdogan said in a second speech at his Ankara palace on Thursday.

In a phone call with Russian President Vladimir Putin on Wednesday, Erdogan underlined the importance of fighting "all terrorist groups in Syria" and again stressed the links between the PYD and PKK, sources in his office said.

"Part of the aim is to tarnish structures like the PYD in the eyes of the international community," said Meral Danis Bestas, a deputy head of the pro-Kurdish opposition Peoples' Democratic Party (HDP). ○





October 21, 2015

Washington considers Barzani president as talks continue on his post

By Yerevan Saeed
October 21, 2015 - rudaw.net

Washington DC—The United States considers Masoud Barzani the legitimate President of the Kurdistan Region while discussions continue among Kurdish parties to resolve the issue of the region's presidency, State Department said Tuesday, answering

Rudaw's Namu Abdulla. "While these discussions are ongoing, he [Barzani] is still fulfilling that role and so we – he is considered to be the president while this is ongoing," said State Department Spokesperson John Kirby in a daily briefing. "But ultimately, these are decisions that Kurdish politicians have to work through," he added. Kurdish parties have been in

talks since August when Barzani's term ended as president. A number of parties advocate for a parliamentary system whereby MPs would choose the president while Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and its allies favor the election of the president through the ballot box. Kirby said that US officials were invited to the early rounds of nego-



tiations among the Kurdish parties, adding that it is an internal issue to be decided domestically. "These are internal political decisions that need to be worked out," he said. "We were certainly invited to some of the early discussions. But ultimately, these are decisions that local politicians have to make, and we respect that." ■

SYRIA'S YPG BLAMES KURDISH PYD LEADER SALIH MUSLIM OVER U.S. ARMAMENT



October 17, 2015 <http://ekurd.net>

QAMISHLO, Syrian Kurdistan,— Redur Khalil, the spokesman of the Kurdish forces of People's Protection Units (YPG) in Syrian Kurdistan blamed remarks by the Democratic Union Party (PYD) co-Leader Salih Muslim on the YPG receiving U.S. weapons in Syria, saying Muslim is only a politician who is not authorized to speak in the name of the Kurdish forces.

The PYD is the political wing of the YPG militia. "The statements issued by Mr. Muslim about the YPG military future plans and the reception of weapons and ammunition from the U.S.-led coalition forces are beyond his responsibility as he is only a head of a political party," Khalil said in a press conference in Kurdish city of Qamishli in Syrian Kurdistan.

The US military on Friday denied claims that Kurdish forces in Syrian Kurdistan had snagged ammunition from a massive airdrop that was intended for Syrian Arabs fighting Islamic State jihadists.

"Mr. Muslim commented on a number of military matters he is not familiar with."

"Muslim's remarks reflect only his own viewpoint and his party's (PYD). These remarks do not concern us at all,"

Khalil stressed, adding that Washington has announced earlier to whom

they provided weapons. US-led coalition forces on Sunday parachuted 50 tons of small-arms ammunition and rockets to rebels fighting IS as part of a new program to work with and equip vetted rebel leaders.

Muslim confirmed that 50 tons of ammunition were dropped to the Kurdish YPG forces in northern Syria, pointing out "this is just the beginning, and more weapons are to be sent."

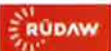
It is known that the YPG forces have direct links with the PYD, but Khalil's statements reflect deep rifts between the YPG leadership and the PYD, ARA news reported.

"The division between both political and military leaderships in the Kurdish areas proves that Syrian Kurds are working institutionally in their areas," a YPG official told ARA News.

Turkey this week summoned US and Russian envoys to warn against supplying arms and support for Syrian Kurdish forces fighting IS in Syria. ♦



The Spokesman of the Kurdish People's Defence Units (YPG) Command Redur Khalil.



October 22, 2015

No Kurds among hostages freed in joint US-Kurdish operation

By Yerevan Saeed / 22/10/2015
rudaw.net

WASHINGTON DC – Sixty-nine hostages were released from the Islamic State group (ISIS or ISIL) in a joint-Kurdish- American rescue operation in the early hours of Thursday, the Kurdistan Region's Security Council (KRSC) and the Pentagon announced.

"During the operation, which



ended at 0400hrs and took place approximately 7km north of Hawija, 69 hostages were successfully rescued, 6 ISIL terrorists detained and more than 20 killed,"

the KRSC said in a statement.

According to the Pentagon, the US troops participated in the operation at the request of the Kurdistan Regional Government. It said US Special Operations Forces provided support for the "Peshmerga operation to rescue hostages at an ISIL prison near Hawijah, Iraq."

The Pentagon, which called the rescue operation a part of its counter-ISIL effort, added that the hostages were facing "imminent

mass execution." "The U.S. provided helicopter lift and accompanied Iraqi Peshmerga forces to the compound. In addition, the U.S. recovered important intelligence about ISIL," the Pentagon press secretary said in a statement. The KRSC said Kurds are unlikely to be among the rescued.

"An initial examination showed there are no Kurds among the rescued hostages," it said.

ISIS has detained tens of Peshmerga since last year and refuses to release them or swap them for its fighters captured by Kurdish forces. One US commando lost his life in the operation and four Peshmerga were wounded. Meanwhile, six ISIS militants were captured and more than 20 killed. ■

Kurds need more than arms

**Cale Salih
Maria Fantappie**

Since the Islamic State began seizing significant amounts of territory in northern Syria and Iraq, policy makers and analysts have focused primarily on the question of whether America should arm the Kurds to fight the jihadi group.

But this debate overlooks a key flaw in America's Kurdish policy: while military support for the Kurds in Iraq and Syria has increased, the development of a corresponding political road map to deal with Kurdish entities in the region has lagged behind. Washington's exclusive focus on enabling the Kurds to fight the Islamic State risks creating new problems that could plague Iraq and Syria for much longer.

The United States has come to believe it faces a dilemma: It needs to arm the Kurds to fight the Islamic State, but it is wary of kindling the Kurds' political expectations.

In order to fight the Islamic State along a long front line in Syria and Iraq, America needs help from Kurdish forces in both countries. To this end, it has provided military support to the Kurdistan Regional Government in Iraq and coordinated airstrikes with the dominant Kurdish armed force in Syria, the People's Protection Units, or Y.P.G.

Meanwhile, the Obama administration has been hesitant to strengthen the semi-autonomous institutions of the Iraqi Kurdistan region, largely out of concern that these could one day be the building blocks of Iraqi Kurdish independence. Even American military assistance has benefited Kurdish forces affiliated with specific political parties rather than the region's integrated military institution as a whole. That's because the United States and many of its regional allies worry that a Kurdish breakaway from Iraq would invite greater unpredictability and chaos, including by stoking similar separatist sentiments among Kurdish populations in neighboring countries, thereby risking the collapse of the regional order.

In reality, however, independence is a highly unlikely scenario for reasons that have little to do with American policy. These include entrenched divisions among Iraqi Kurds and growing Kurdish dependence on regional powers like Iran and Turkey that reject the idea of Kurdish independence outright. Although independence remains an emotionally powerful aspiration among many Kurds it has in practice become more of a political card for some Iraqi Kurdish leaders to play than a viable political project.

The United States has been careful

not to jeopardize its strategic relationship with Turkey. It has only been willing to risk Turkey's ire for one reason: to aid the Y.P.G. in its fight against the Islamic State. Last week, the American military reportedly airdropped 50 tons of ammunition to forces, including many Y.P.G. fighters, in northern Syria. While arming these Syrian Kurds, Washington has shied away from engaging diplomatically with the Y.P.G.'s political branch, the Syrian Democratic Union Party, or P.Y.D. (Turkey views the P.Y.D. as a potential threat due to its ties with

**Treating
Syria's Kurds
purely as military allies
could inflame
the region.**

the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K.)

The problem with bolstering the Kurds' military strength without a parallel political initiative is that America hasn't set clear restraints on what the Kurds

can do with their newfound strength or offered them guarantees of what they can expect in the future. This has reduced America's ability to influence its Kurdish allies, even as they stretch beyond their traditional frontiers.

In Iraq, Kurdish forces have moved into ethnically mixed territories, where they now exercise de facto control. Knowing that American military support comes with only one string attached — fighting the Islamic State — Kurdish fighters have hastily established control on the ground. They have used their military advantage to subordinate local non-Kurds in Kirkuk and other disputed territories, sowing feelings of mutual distrust and revenge.

In northern Syria, Kurdish forces have worked fast to consolidate their control with the aim of positioning themselves as unavoidable players in the future of the country. However, the Kurds' advances into areas that are not predominately Kurdish have provoked enmity from other groups. The Syrian government's old narrative, which brands all Syrian Kurds as "separatists," is now being echoed by non-Kurdish opposition groups fighting against the regime of Bashar al-Assad.

America's exclusive military focus has encouraged the Kurds to invest disproportionately in their military

achievements. This approach has alienated non-Kurdish populations who now live under Kurdish rule, while increasing intra-Kurdish competition for access to foreign military support. The P.Y.D., for instance, may now seek to strike up a relationship with Russia or use the prospect of such a partnership as leverage to acquire greater American military support. All of this makes Washington's immediate goal of pulling together a coordinated fight against the Islamic State and the longer-term goal of removing the conditions that allowed the group to arise ever more elusive.

Military assistance to the Kurds must be combined with a clear political roadmap. At a minimum, this would mean an American commitment to develop Iraqi Kurdish institutions and help mediate budget and oil disputes with Baghdad, which would provide some critical guarantees to the welfare of the Kurdish region.

Washington could provide such support in return for the Kurds' agreeing to establish joint security and administrative arrangements with local non-Kurdish actors in the disputed territories.

In Syria, the United States should match its military support for the Y.P.G. with political engagement of the P.Y.D. In return, the Syrian Kurds could pledge to address Turkish concerns by distancing themselves from the P.K.K.'s fight against Turkey. To do this, the P.Y.D. and Y.P.G. would need to implement previous cooperation agreements with Iraqi Kurdish groups that have strong relations with Turkish government and to share decision-making power with Arab opposition factions backed by Turkey. All of this would give Washington more influence over Syrian Kurdish forces before they push further into mixed or non-Kurdish areas.

America must stop dealing with the Kurds strictly as military allies. Otherwise, Washington could end up contributing to precisely the sort of regional instability that its policy is intended to prevent.

CALÉ SALIH is a visiting fellow at the European Council on Foreign Relations. MARIA FANTAPPIE is a senior analyst on Iraq for the International Crisis Group.



In Iraq, Kurdish forces have moved into ethnically mixed territories, where they now exercise de facto control.



Des habitants passent, le 13 octobre, devant une des nombreuses barricades dressées dans le quartier de Sur, à Diyarbakir, dans lequel s'affrontent protestataires kurdes et forces de sécurité turques.

Diyarbakir la kurde, sonnée par la répression turque

Dans la grande ville du Sud-Est turc, la population peine à se remettre de l'état de siège imposé après l'attentat d'Ankara.

THIERRY OBERLÉ @ThierryOBERLE
ENVOYÉ SPÉCIAL À DIYARBAKIR

TURQUIE Encore sonnés, les résidents du quartier de Sur s'aventurent pour la première fois depuis quatre jours au-delà du seuil de leur domicile. La police est en train de lever le siège de la vieille ville de Diyarbakir instauré le matin de l'attentat d'Ankara, le 10 octobre. Les blindés surmontés d'une mitrailleuse qui bloquaient les quatre portes monumentales de l'épaisse muraille millénaire de basalte gris se retirent comme les snipers en gilet pare-balles perchés sur les toits des immeubles.

Une odeur âcre s'élève des braises de feux mal éteints. Avant de partir, les forces de l'ordre ont brûlé les bâches et les draps tendus par les émeutiers à travers les ruelles pour leur masquer la vue et freiner leur progression. Elles lais-

sent derrière elles un spectacle de désolation. Noircis par le souffle des explosions et des débuts d'incendie, les murs des maisons sont criblés d'impacts de balles et parfois tachés de sang.

Dans une ruelle un peu plus large que les autres, un attroupement s'est formé à l'endroit où est morte lundi Helin Sen, une fillette de douze ans. La gamine était sortie de chez elle durant une accalmie pour se rendre à un four à pain public. « Trois policiers étaient postés à une vingtaine de mètres au bout de la rue. La petite a été touchée par une balle. Elle s'est alors collée contre le mur d'une maison pour essayer de se protéger mais ils lui ont tiré directement dans la tête, raconte un voisin âgé, vêtu d'un costume de ville. Je les ai vus tirer. Cette en-

fant est sortie parce qu'elle n'avait plus à manger. Le gouvernement nous enferme et nous affame. Il nous tue car il veut le pouvoir absolu. »

Tirs tendus avec des armes de gros calibres, mitrailleuses lourdes, mortiers : la police a investi Sur avec une puissance de feu quasi militaire. Des milliers de munitions ont été utilisées. L'entrée de la mosquée Fatih Pasha, un monument ottoman du XVI^e siècle, est lardée par les projectiles d'artillerie. « Vous allez voir la force des Turcs ! Le pouvoir est à Allah ! » peut-on lire sur une façade des environs. Les habitants ont bien vu.

Labyrinthe de venelles ceintes par une forteresse de cinq kilomètres de

long, le quartier de Sur est le cœur de Diyarbakir, la grande ville kurde du Sud-Est anatolien. Fief du PKK durant la sale guerre qui opposa les séparatistes à l'armée turque, il donne, depuis des décennies, le pouls de la révolte kurde. En dépit du nettoyage policier, de multiples barricades de sacs de sable et de ciment dressées par des manifestants transforment la visite en une course d'obstacles. Sur certaines d'entre elles, la fébrilité est toujours de mise. Les premiers piétons craignent de sauter sur des mines antipersonnelles, les charges explosives déposées sous les barrages pour piéger les forces de sécurité turques.

Réfugiés de l'intérieur

Utilisées par les rebelles kurdes de Syrie liés au PKK, elles commencent à être maniées, par un effet de vase communicant, comme arme de guérilla urbaine dans la partie kurde de la Turquie. Lorsqu'elles sautent, elles peuvent provoquer des cratères d'un mètre de profondeur. Un de ces engins a provoqué l'explosion de tuyaux de canalisations. Des femmes rouspètent contre ce danger supplémentaire. D'autres poussent la porte fracassée de leur domicile pour montrer les logements saccagés par les visiteurs en uniforme. « C'est la vengeance d'Erdoğan car on ne vote pas pour lui », dit une mère de famille énervée devant les matelas éventrés, les cadres des photos de famille rafalés à l'arme automatique et les meubles brisés. « Cela ne leur suffit pas de nous laisser des jours dans l'obscurité, sans eau et sans ravitaillement, il faut qu'ils cassent tout avant de partir pour bien signer leurs crimes », s'emporte-t-elle.

Après avoir balayé les gravats et les éclats devant sa devanture, un épicier

remonte son rideau de fer. Des fumeurs se précipitent pour s'offrir enfin des cigarettes. « C'est la troisième fois depuis les élections de juin et la reprise des combats entre le pouvoir et le PKK que nous sommes bouclés avec interdiction de sortir du quartier sous peine d'être abatus », s'indigne un amateur de Marlboro. « La première fois, cela a duré une journée ; la deuxième fois, deux jours ; cette fois quatre jours. Ils doublent la punition et tuent des gens au hasard pour

nous habituer petit à petit au pire et nous forcer à ne plus réagir », ajoute-t-il en allumant une cigarette.

Consternés, des habitants se demandent s'ils ne vont pas déménager. Beaucoup sont des réfugiés de l'intérieur. Ils se sont installés dans des masures dans les années 1990, après avoir été chassés de leurs villages kurdes par l'armée. Voici trois ans, une nouvelle vague de réfugiés les a rejoints. Elle venait de Syrie. « Nous sommes d'Alep. On pen-

sait trouver la tranquillité chez des amis à Diyarbakir. Je vais rester ici avec ma mère car nous n'avons nulle part où aller », dit Leyla, une femme d'une quarantaine d'années. Mais la peur gagne peu à peu les esprits. En ouvrant leur porte criblée de balles, une famille de Syriens se confond en excuses. « Non, nous n'avons rien vu et il ne s'est rien passé chez nous », lâche le regard bas le locataire des lieux, inquiet de voir la violence le rattraper. ■

Le Monde

VENDREDI 16 OCTOBRE 2015



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

La Turquie dans le chaos

C'est l'histoire d'un naufrage, lent mais sûr, et très largement provoqué par le capitaine. Au commencement était le meilleur. Quand Recep Tayyip Erdogan devient, pour la première fois, chef de gouvernement, en mars 2003, il réforme la Turquie – dans le bon sens. A la tête du parti islamo-conservateur AKP, majoritaire à la Chambre des députés, il se rapproche de l'Europe.

Il desserre la tutelle de l'armée sur le pouvoir. L'AKP favorise la liberté d'expression. Le Parti de la justice et du développement joue l'apaisement. Il donne la parole à une classe moyenne religieuse par conservatisme social, qui s'estimait brimée. Il s'attache une partie de l'électorat kurde, très conservateur lui aussi, améliorant le sort d'une minorité qui représente près de 15 % des quelque 78 millions de Turcs.

L'AKP a la sagesse de poursuivre la politique économique mise en œuvre par Kemal Dervis. Ministre des finances dans le précédent gouvernement, alors dominé par le parti social-démocrate (CHP), Dervis a libéralisé l'économie. Inflation stabilisée, croissance forte, punch entrepreneurial agressif, la Turquie est sur le chemin de ses « dix glorieuses ». Le pays n'a pas d'ennemi à ses frontières. Il frappe à la porte de l'Union européenne. Il rayonne d'une diplomatie prudente et soutenue par le dynamisme conquérant des entreprises turques, notamment dans la construction. L'AKP, c'est les BTP plus la mosquée.

A Paris, Erdogan se présente comme l'équivalent d'un démocrate-chrétien italien des années 1960 : beaucoup y croient (dont l'auteur de ces lignes). Bientôt vingtième produit intérieur brut mondial, deuxième plus forte armée de l'OTAN, la Turquie passe pour un pôle de stabilité dans une zone stratégique clé – à la frontière de l'UE et du Proche-Orient. A Washington, on salue le « modèle turc ».

En guerre sur plusieurs fronts

Octobre 2015, changement de décor. Sur fond d'instabilité politique, de ralentissement économique, le pays semble au bord de la guerre civile. La violence est dans la rue, comme au pire moment des années 1990. A deux reprises, des rassemblements pacifiques du Parti démocratique des peuples (HDP), une formation kurde modérée, sont la cible d'attentats sanglants – le dernier en date, samedi 10 octobre à Ankara, a fait une centaine de morts. La paternité de ces massacres est attribuée à des cellules de l'Etat islamique (EI).

Le gouvernement est en guerre sur plusieurs fronts, à l'intérieur et à l'extérieur. Une trêve et des négociations avec les autonomistes kurdes armés de Turquie, le PKK, ont été rompues. L'aviation d'Ankara bombarde les bases arrière du PKK en Irak, et l'armée boucle une partie du sud-est et de l'est de la Turquie. Couvre-feu, barrages, attentats : d'un côté et de l'autre, les morts se comptent par dizaines. Mais l'artillerie turque pilonne aussi les Kurdes de Syrie, dont le parti, le PYD, est une

filiale du PKK. En Syrie, la Turquie est membre de la coalition contre l'EI mais elle ne jure que par la chute de Bachar Al-Assad. Tout cela fait beaucoup d'ennemis à la fois pour un seul pays : PKK, PYD, EI, régime de Damas.

Les origines de cette spirale dans le chaos sont à chercher dans deux directions : la dérive autoritaire d'Erdogan et la manière dont il a embarqué la Turquie dans la guerre syro-syrienne. Les deux pathologies sont liées. La première n'a cessé de s'accroître au fil des ans. Depuis le début des années 2010, le chef de l'AKP s'est attaché à défaire ce qu'il avait accompli : élargissement des libertés, séparation des pouvoirs, ouverture vers les Kurdes. Il révèle sa vraie nature, celle d'un autocrate.

En 2014, à l'issue de trois mandats de premier ministre, il est élu président. Il veut rester aux commandes dix ans de plus. Il lui faut passer d'un régime parlementaire à un régime présidentiel, mais le changement de Constitution requiert une majorité qualifiée à l'Assemblée. Las, le 7 juin 2015, l'AKP a, pour la première fois depuis 2002, perdu les législatives, même si, avec 41 % des suffrages, il reste le premier parti. Qu'à cela ne tienne, on refait voter – élections prévues pour ce 1^{er} novembre. Pour mobiliser l'électorat, notamment nationaliste, on entretient une stratégie de la tension, autour de la question kurde.

Elle revient au premier plan avec les choix d'Erdogan dans l'affaire syrienne. Avec une frontière commune de plus de 700 kilomètres,

TENTATION
NÉO-OTTOMANE,
LE PRÉSIDENT
TURC SE RÊVE
EN PARRAIN DU
MONDE SUNNITE

DEPUIS 2010,
RECEP TAYYIP
ERDOGAN RÉVÈLE
SA VRAIE NATURE :
CELLE
D'UN AUTOCRATE

la Turquie est en première ligne – et accueille plus de deux millions de réfugiés. La priorité d'Ankara est de faire tomber Bachar Al-Assad et de voir une majorité sunnite au pouvoir à Damas. Tentation néo-ottomane, Erdogan se rêve volontiers en parrain du monde sunnite. En Syrie, la Turquie n'hésite pas à soutenir des groupes islamistes. Elle veut bien lutter contre l'EI, mais sans renforcer ceux qui, sur le terrain, se battent contre les djihadistes : les Kurdes syriens du PYD, filiale du PKK turc. Ceux-là menacent de contrôler une vaste zone le long de la frontière, et Ankara ne veut pas de ce mini « Etat » kurde syrien.

Alors que les négociations ouvertes en 2013 avec le PKK capotent – torts partagés –, le gouvernement d'Ankara reste passif durant la bataille de la ville syrienne kurde de Kobané, en bordure de la Turquie. Plutôt laisser l'EI l'emporter que d'aider une succursale du PKK. Mais cette attitude va coûter ses propres voix kurdes à l'AKP aux élections de juin – des électeurs se reportent sur le parti kurde modéré HDP, lequel empêche aussi des suffrages à gauche et au centre, dans cette fraction de la population qui a participé aux manifestations de la place Gezi, à Istanbul. Vengeurs, les militants de l'AKP mettent à sac les permanences du parti kurde.

Il n'est pas sûr que le scrutin de novembre permette d'enrayer cette marche turque en eaux troubles. ■

frachon@lemonde.fr

Ankara, le 10 octobre, à l'heure exacte de l'attentat (97 morts). Les manifestants kurdes dansaient le "halay", une ronde traditionnelle.



Erdogan, maître de la tension et du chantage

Turquie

Le terrible attentat du 10 octobre révèle la duplicité et les menaces à l'encontre de l'Europe du président turc. Son pays est essentiel à la stabilité du Moyen-Orient. Il le sait et en joue.

On ne saura sans doute jamais qui a commandité l'attentat terroriste anti-kurde du 10 octobre à Ankara (97 morts, 250 blessés), le plus meurtrier de l'histoire de la Turquie moderne. La piste la plus sérieuse désignait des groupes islamistes liés au conflit syrien – l'État islamique (EI) en particulier –, ceux que les combattants kurdes affrontent depuis des mois dans le nord de la Syrie, notamment dans la région de Kobané, symbole de victoire pour les Kurdes, de déroute pour *Dae'ch*.

Dès le lundi 12 octobre, le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, faisait de l'EI le suspect numéro un. Le mode opératoire du 10 octobre accreditait cette piste islamiste : les deux kamikazes se sont fait exploser dans la foule des manifestants. Les djihadistes avaient déjà mené ce type d'attentat contre des rassemblements kurdes, le 5 juin puis le 20 juillet, faisant une quarantaine de morts.

L'EI avait promis de se venger de sa défaite à Kobané fin 2014. Il pouvait

aussi en vouloir au gouvernement turc qui vient d'ouvrir ses bases aériennes à la coalition internationale et de durcir le contrôle de ses frontières, ce qui peut gêner les trafics de *Dae'ch* et le flux de ses volontaires étrangers. Déjà fort de 3 000 djihadistes turcs dans ses rangs, l'EI dispose en Turquie de milliers de sympathisants.

Ces faits ne suffisent pas à exonérer le pouvoir turc de ses responsabilités. La manifestation du 10 octobre était annoncée, autorisée. Contrairement aux habitudes, elle était très peu encadrée par la police. Les dizaines de policiers en civil généralement infiltrés dans les rassemblements kurdes n'étaient pas présents. Cette absence a été jugée très inhabituelle.

Le pouvoir et ses services – ce socle étatique que les spécialistes appellent "l'État profond" – auraient pu connaître le projet d'attentat mais auraient laissé faire. Ils ont aussi pu commanditer ce projet à distance, en manipulant un groupuscule islamiste anti-kurde, selon cet adage bien connu : les enne-

mis de mes ennemis sont parfois mes amis. Dirigé depuis 2010 par Hakan Fidan, un proche du président Erdoğan, le MIT turc (Millî İstihbarat Teskilâtı, organisation du renseignement national) en est capable. Il l'a prouvé dans le passé. Avec le Shin Beth israélien, le MIT est l'un des services les plus efficaces au Moyen-Orient. Fidan a très bien pu torpiller le processus de rapprochement avec les Kurdes, sur ordre.

Avant même l'arrivée au pouvoir des islam-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP), le MIT s'était rendu célèbre pour ses capacités d'infiltration et de manipulation, utilisant des factions kurdes contre d'autres, recrutant des agents dans les réseaux activistes ultranationalistes. Son histoire est jalonnée de coups audacieux. La justice française reconnaît son implication dans l'assassinat, le 9 janvier 2013 à Paris, de trois militantes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Le principal suspect, Omer Güney, 32 ans, "Turc de France" depuis vingt-deux ans, était un de ses agents occasionnels.

Erdogan a-t-il laissé faire ou organisé ? Maître en duplicité, il alterne depuis des mois des phases de tension, contre les Kurdes et le régime syrien, et un chantage quasi ouvert à l'Europe sur les 2,2 millions de réfugiés que son pays accueille. La Turquie assure avoir déjà dépensé 7 milliards de dollars

En ouvrant ses bases aériennes, Erdoğan a obtenu carte blanche contre les Kurdes.

pour les réfugiés. La communauté internationale ne lui a accordé que 417 millions de dollars. Elle veut plus et laisse entendre clairement qu'elle pourrait utiliser cette "bombe humaine" en encourageant ces réfugiés de Syrie et d'Irak à partir vers l'Europe. Le 5 octobre à Bruxelles, Erdoğan a prévenu les dirigeants européens : « *Nous patienterons jusqu'à un certain point, mais ensuite nous ferons le nécessaire.* »

Ennemi juré de Bachar al-Assad autant que des mouvements kurdes, Erdoğan soutient la rébellion islamiste en Syrie. Bien que membre de l'Otan, la Turquie a longtemps refusé d'ouvrir ses bases aériennes à la coalition internationale. Elle tolérait aussi les trafics



Recep Tayyip Erdoğan. Il espère rassembler l'électorat face à la "menace terroriste".

de l'EI sur son territoire et les passages de volontaires djihadistes. Sa position a légèrement changé mais de nombreux témoignages prouvent qu'elle continue de soutenir les islamistes.

Erdogan a surtout réussi à échanger ses quelques gestes d'apaisement – l'ouverture de ses bases, des renvois de djihadistes vers l'Europe, le maintien sur place du gros des réfugiés – contre une aide financière supplémentaire de l'Europe et surtout contre le blanc-seing des États-Unis concernant la guerre contre les Kurdes. Cette stratégie de la tension a été payante. Erdoğan n'a pas obtenu la création de la zone de sécurité qu'il souhaitait installer dans le nord de la Syrie mais il a maintenant les coudées franches face aux Kurdes.

L'attentat d'Ankara peut aussi servir le pouvoir turc. Il frappe une communauté (15 à 20 % de la population) hostile depuis plus de trois décennies (cette guerre a fait 40 000 morts depuis 1984) et stoppe le processus de rapprochement auquel une partie de l'establishment turc était opposée, notamment dans les services et l'armée, premières victimes du terrorisme kurde.

Pour Erdoğan, en pleine campagne électorale pour les législatives anticipées du 1^{er} novembre, la menace terroriste peut ressouder son électorat et consolider sa stature d'homme fort. Il espère rallier les électeurs modérés ou nationalistes qui lui avaient fait défaut lors du scrutin de juin dernier, le pri-

vant de la majorité absolue qu'il visait. Au pouvoir depuis 2002, l'AKP avait subi un tassement très net. Ce scrutin avait aussi révélé la forte poussée du Parti démocratique des peuples (HDP, de gauche et prokurde), fort de 80 députés.

En meeting à Strasbourg, il dénonce "l'islamophobie et le racisme" des Européens.

Erdogan et ses amis veulent renvoyer le HDP dans l'ombre et faire le plein des "voix turques". Ils comptaient atteindre le seuil "magique" des trois cinquièmes du Parlement pour engager une réforme constitutionnelle majeure : dotée d'un système présidentiel aux pouvoirs renforcés, adossé au parti islam-conservateur de l'AKP, la Turquie (80 millions d'habitants) s'engagerait ainsi sur une voie plus autoritaire, permettant l'islamisation définitive de la société.

Les Européens ont eu un avant-goût de cette évolution, le 4 octobre à Strasbourg. Invité à un meeting électoral de l'AKP, devant 12 000 Turcs venus de France et d'Allemagne, Erdoğan a pu dénoncer en toute tranquillité « *la xénophobie, l'islamophobie et le racisme* » de l'Europe dans la crise des migrants. Soulevant des houles de « *Allahu akbar!* » ("Dieu est grand"), il s'est aussi fait menaçant à l'égard des forces hostiles à la "vraie civilisation" turque : « *Tous ceux qui veulent se détacher de nous, nous [...] le leur ferons regretter.* » ● Frédéric Pons

Les éléments du pot-pourri syrien

Point sur les présences étrangères et les intérêts contradictoires d'une guerre locale devenue internationale

Elie Barnavi / 20 Octobre 2015
<http://www.i24news.tv/fr>

Que la guerre civile syrienne soit rapidement devenue un conflit international n'a rien d'étonnant. Cela a été le cas de la plupart des conflits de ce type, depuis les guerres de Religion européennes du XVI^e siècle jusqu'à la guerre d'Espagne. La mondialisation a exacerbé le phénomène, en faisant de la Syrie le point focal d'un conflit planétaire. En effet, toutes les puissances régionales, immédiatement voisines (Irak, Jordanie, Liban, Israël, Turquie, Kurdes) ou appartenant au deuxième cercle (Iran, pays arabes du Golfe), et, à l'exception de la Chine, tous les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU sont peu ou prou impliqués dans le chaudron syrien. Sans eux, le sort du régime de Bachar al-Assad eût été scellé depuis longtemps et la guerre se serait arrêtée faute de combattants. Avec eux, elle risque de ne s'arrêter que faute d'habitants.

Que cherchent les principaux acteurs du drame syrien ? Voici, par cercles concentriques, la revue de leurs buts de guerre. Laissons de côté les pays qui subissent le conflit sans y être impliqués directement. La Jordanie, qui danse sur un volcan et dont le régime dépend d'Israël pour sa survie, n'en a ni les moyens ni l'envie. L'Irak, lui-même passé à la trappe en tant qu'Etat unitaire, alimente la guerre civile par l'envoi de « volontaires » chiites, mais se garde bien d'intervenir directement dans le conflit. Quant à Israël, aux yeux duquel le régime d'Assad et les djihadistes qui cherchent à l'abattre font figure de peste et de choléra, fait ce qu'il peut pour se tenir à l'écart ; sans s'interdire d'intervenir ponctuellement chaque fois que le conflit menace de déborder à l'intérieur de sa frontière nord.

Dans l'œil du cyclone, Assad, c'est simple, veut la survie de son régime, et cela quel qu'en soit le prix. Le Liban, accablé par un flot de réfugiés (un bon quart de la population) et menacé d'implosion, ne veut rien en tant que tel, parce que, en tant que tel, le Liban n'est qu'une expression géographique. En fonction de l'appartenance communautaire, les souhaits divergent, mais seul le Hezbollah a les moyens de peser sur l'issue finale du combat. Et le Hezbollah veut ce que veut Assad : la survie du régime, condition sine qua non de sa propre survie, ou moins en tant qu'acteur de poids sur la scène libanaise et régionale. Pour atteindre cet objectif, le Parti de Dieu a déjà sacrifié un millier de combattants, et il se dit prêt à en sacrifier autant qu'il faudra.

La Turquie est résolument dans le camp anti-Assad. La Syrie, c'est l'illustration tragique d'une diplomatie faillie. Le pays qui se vantait d'avoir « zéro problème » avec ses voisins est désormais entourés d'ennemis. Ce que la Turquie d'Erdogan veut ? A terme, abattre le régime d'Assad, s'assurer un régime ami à Damas et poursuivre le rêve néo-ottoman d'un monde sunnite soumis à l'influence d'une Sublime Porte ressuscitée sous la forme d'une République islamiste. Dans l'immédiat, établir une zone de sécurité dans le nord de la Syrie destinée à empêcher les

Kurdes de ce pays de contrôler la bande de territoire qui s'étend le long de sa frontière méridionale, prélude à la création d'un noyau d'Etat kurde.

Les Kurdes, justement, se retrouvent quelque part entre les deux camps. Eclatés entre quatre pays, Syrie, Irak, Turquie et Iran, les quelque 40 millions de Kurdes, sunnites non arabes, aspirent à une auto-détermination promise au sortir de la Première Guerre mondiale mais jamais réalisée. En Irak, ils ont obtenu une très large autonomie grâce à la première guerre du Golfe. Ceux de Syrie en espèrent autant à la faveur de la guerre civile. Leur fer de lance, la guérilla des unités de protection du peuple kurde (YPG, la version locale du PKK), se trouvent être les alliés les plus efficaces des Américains dans leur lutte contre Daesh. Mais il leur faut ménager aussi le régime de Damas. Leur seule certitude est l'hostilité implacable de l'Etat turc, qui mène contre eux, et leurs alliés irakiens, une guerre sans merci.

Dans le deuxième cercle se font face en Syrie les deux ennemis historiques, l'Iran chiite et l'Arabie saoudite, championne autoproclamée de l'islam sunnite. C'est que l'Iran veut, c'est perpétuer un régime qui lui est un chaînon indispensable dans le fameux « arc chiite » qui assure son influence dans la région. Sans Assad et ses alaouites, Téhéran est isolé dans un océan d'ennemis sunnites. L'Arabie saoudite veut exactement l'inverse, et pour les mêmes raisons : se débarrasser d'Assad, c'est réduire à la portion congrue la puissance de l'Iran, l'antique ennemi chiite, et c'est rétablir celle du sunnisme, la branche majoritaire de l'islam dont la gardienne des Lieux saints se veut la tête de file.

Dans le cercle extérieur, l'Europe est divisée, comme d'habitude. Si certains, comme l'Allemagne, sont prêts à faire un bout de chemin avec Assad, d'autres, notamment la France, estiment que le départ du dictateur est un préalable à toute solution négociée. Tous veulent surtout qu'on leur laisse la paix, autrement dit que la menace terroriste cesse et que les réfugiés restent chez eux. Mais ils sont incapables de formuler ne fût-ce qu'un début d'action commune. Et seules la Grande Bretagne et, surtout, la France ont les moyens et la volonté d'agir, modestement, sur le terrain.

Les grands parrains enfin, les Etats-Unis et la Russie. Cette dernière joue la partie la plus ambitieuse et la plus complexe. Ce que Poutine veut, c'est imposer derechef son empire à la place qui était jadis la sienne ; celle de l'autre super-Grand. La guerre civile syrienne lui permet de reprendre pied en Méditerranée, en ressuscitant l'alliance ancienne avec Damas. Voilà pourquoi la Russie se lance, pour la première fois depuis la fin de l'URSS, dans une opération militaire d'envergure en dehors de son ex-glacis continental.

Elle est servie par la répugnance, érigée en doctrine, de l'administration américaine à se mêler de trop près de ce qui se passe en Syrie. Ce que Washington veut, c'est se débarrasser d'Assad, certes, mais surtout de défaire Daesh. Mais, depuis le refus d'Obama de punir Assad pour son utilisation d'armes chimiques, en août 2013, cela au mépris de ses propres « lignes rouges », la retenue des Américains masque mal leur impuissance. Leading from behind comporte des limites, que Poutine a parfaitement identifiées.

Deux coalitions improbables se sont ainsi formées. L'une regroupe la Moscou, Téhéran et Damas. L'autre, les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, la Turquie et les Européens. Deux coalitions instables, assises sur des intérêts contradictoires et grosses de malentendus. La guerre civile syrienne a encore de beaux jours devant elle. ♦

Elie Barnavi est historien et essayiste, Professeur émérite d'histoire moderne à l'Université de Tel-Aviv, et ancien ambassadeur d'Israël en France.

REUTERS

La Turquie a tué 2.000 "terroristes", dit le président Erdogan

ISTANBUL ven. 30 octobre 2015 (Reuters)

La Turquie a tué environ 2.000 activistes lors de récentes opéra-

tions sur son sol et à l'étranger et celles-ci vont se poursuivre, a déclaré vendredi son président, Recep Tayyip Erdogan.

La Turquie a mené ces derniers mois des raids contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique en Syrie et contre les positions de Kurdes du PKK en Turquie et dans le nord de l'Irak.

"Pour l'instant, 2.000 terroristes ont été tués à l'intérieur et à l'extérieur du pays", a déclaré le chef de l'Etat turc dans des commentaires diffusés par la chaîne de télévision A Haber.

Il a aussi dit que les forces de sécurité turques avaient interpellé vendredi des personnes qui tentaient de se rendre en Syrie avec sept kg d'explosifs. ○

Putin shows his power in calling Assad to Moscow

MOSCOW

Surprise meeting brings talks on Syrian conflict and political transition

BY NEIL MACFARQUHAR

President Vladimir V. Putin of Russia called his Syrian counterpart, Bashar al-Assad, to Moscow for an unannounced visit to discuss their joint military campaign and a political transition in Syria, the Kremlin announced on Wednesday.

According to a transcript posted on the Kremlin's website, Mr. Putin met Mr. Assad late Tuesday and told him that Russia was ready to contribute not only to the fight against terrorism but also to a political settlement of the conflict that has raged for more than four years. Mr. Assad, in turn, briefed the Russian leader about the situation on the ground and on next steps.

The surprise visit — apparently Mr. Assad's first trip outside Syria since the civil war began there in 2011 — highlighted how the political and military horizon of the long war of attrition has shifted drastically because of Russia's intervention.

In the brief remarks released by the Kremlin, Mr. Putin told Mr. Assad that the military and political issues were linked.

"On the question of a settlement in Syria, our position is that positive results in military operations will lay the basis for then working out a long-term settlement, based on a political process that involves all political forces, ethnic and religious groups," Mr. Putin said. "Ultimately, it is the Syrian people alone who must have the deciding voice here."

In his response, Mr. Assad said that Russian intervention had halted the spread of terrorism and that a political transition could come after that threat had been addressed.

"If it were not for your actions and decisions, the terrorism that is spreading through the region now would have made even greater gains and spread to even wider territories," Mr. Assad said, according to the Kremlin transcript. "We all know that any military action must be followed by political steps," Mr. Assad said, calling the threat from terrorism a "real obstacle" to any political settlement.



President Bashar al-Assad, left, at the Kremlin on Tuesday with President Vladimir V. Putin. The trip was Mr. Assad's first public visit abroad since Syria's uprising began in March 2011.

A summary of the discussion, also carried by the official Syrian news agency, said Mr. Assad had demanded that the United States and regional players like Saudi Arabia, Turkey and Qatar halt support for his opponents.

"Of course, the whole nation wants to participate in deciding the destiny of their state, not only the ruling party," Mr. Assad said.

Dmitry S. Peskov, the Kremlin spokesman, would not comment on whether the two men had broached the topic of Mr. Assad's future during the talks, which Mr. Peskov described as "lengthy."

The most obvious focus of the talks was "the fight against terrorist and extremist groups, issues of the continuation of the Russian operation supporting the offensive of the Syrian military," Mr. Peskov said.

Just a day earlier, Turkey, one of Mr. Assad's most implacable critics, said it would accept the Syrian leader's staying in office for the first six months of a political transition, although the Turkish prime minister, Ahmet Davutoglu, told reporters on Wednesday that Turkey's insistence that Mr. Assad must go had not changed.

The United States and its regional allies, as well as central factions of the Syrian opposition in exile, reject the idea of a significant role for Mr. Assad in any transition. Those differences have stymied international efforts to negotiate a political settlement.

The Russian foreign minister, Sergey V. Lavrov, is scheduled to meet with Secretary of State John Kerry, along with the foreign ministers of Turkey and Saudi Arabia, in Vienna on Friday for talks focused on Syria, the Russian Foreign Ministry announced.

Aside from the obvious issues of mutual concern given the current military alliance of Russia and Syria, the meeting between Mr. Assad and Mr. Putin was another chance to emphasize Russia's re-emergence as a crucial player in

the Middle East. Part of the inspiration for Russian interference in Syria was to break out of the isolation imposed on Moscow over the crisis in Ukraine.

In the remarks posted on the Kremlin website, Mr. Putin highlighted the fact that he was the one who had called the meeting and that Russia wanted to be involved in the military and political goals.

"Despite the dramatic situation in your country, you have responded to our request and come here to Russia, and we thank you for this," Mr. Putin said.

He added, "We are ready to make our contribution not only to the military operations and the fight against terrorism, but also to the political process."

He said Russia would do this in coordination with other global powers.

The lack of enthusiasm from Washington to Russia's initiatives on Syria has been a disappointment to the Kremlin, and the meeting with Mr. Assad might put new pressure on the Obama administration to engage. Russia expressed displeasure on Tuesday that an agreement signed between the Pentagon and the Ministry of Defense earlier in the day had not gone further in forging cooperation in Syria.

Mr. Assad has not made any public visits abroad since the uprising began in March 2011, with diplomats long speculating that if he left, those around him might overthrow him. But the new Russian support, including this high-profile meeting in Moscow, has clearly given him extra clout and a new political lease on life.

"He'll return to Damascus temporarily reinforced by the Russian military and publicly expressed political support," said a Western diplomat in the Middle East, who spoke on the condition of anonymity according to the rules of his ministry.

Mr. Putin has made a habit of staking out policy positions or taking other actions that appear to contradict or at least supplant his previous statements. He

was playing down the chance of military action in the days before his air force started bombing in Syria on Sept. 30.

He and other Russian officials have repeatedly said that they are not married to the idea of Mr. Assad as leader of Syria. But the meeting gave Mr. Assad a certain endorsement, and it also pointed to Russia as the crucial player in any future political transition in Syria.

Analysts say they believe that Russia hopes to shore up Mr. Assad's power over key parts of central Syria and then push the fight against Islamic State strongholds in the West. Russia and Syria tend to group the armed opposition organizations, including both the Islamic State and rebels backed by the

West, as Islamic terrorists.

Mr. Putin repeated his previous statements that at least 4,000 fighters from Russia and the former Soviet republics who have gone to Syria to join the Islamic State represent a real danger should they come home. That argument has fueled the popularity of the war at home. He has also sought to use Syria to burnish Russia's credentials as a global power and his own as a central figure in solving international problems.

The Moscow meeting was the first encounter between Mr. Putin and Mr. Assad since Russian forces began airstrikes in Syria, and it is believed to be their first meeting since 2007. Diplomats have said previously that there was little

warmth or chemistry between the two.

Although the air campaign has been publicly portrayed as an effort to turn back Islamic State militants, the main targets thus far have been the opposition units that most directly threaten Mr. Assad.

Under the cover provided by about 50 Russian military aircraft, the Syrian armed forces, along with fighters from Iran and the Lebanese militant group Hezbollah, have been pressing a ground offensive in and around important central cities, including Aleppo.

Anne Barnard and Hwaida Saad contributed reporting from Istanbul, and Ivan Nechepurenko from Moscow.

International New York Times OCTOBER 23, 2015

U.S. soldier killed in Iraq during raid against ISIS

BAGHDAD

Operation frees dozens being held by militants and facing execution

BY MICHAEL R. GORDON

An American soldier was fatally wounded on Thursday as American and Kurdish commandos raided an Islamic State prison in northern Iraq after learning that the prisoners faced imminent mass execution, the Pentagon said. The commando became the first American soldier killed in action in Iraq since the withdrawal in 2011.

The raid, near the town of Hawija, freed 70 prisoners, including more than 20 Iraqi security forces, the Pentagon said in a statement. Five Islamic State fighters were detained and several killed, and American officials said important intelligence about the terrorist group was recovered.

Some details of the classified operation remained unclear. But as described by American and Iraqi officials, the mission appeared to be a significant joint strike against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, at a time when Iraqi and American officials are trying to mount a wider counteroffensive against the militants.

Fears that the prisoners were in danger may have been reinforced by the

militants' actions in recent days. An Iraqi in the Hawija area, who asked not to be named because he feared retribution from the Islamic State, said this week that the militants had recently executed 11 young men who were the sons or relatives of police officers or other Iraqi forces. He said their bodies had been hanged on a nearby bridge.

Initial reports noted that at least some of the hostages were Kurds, but Kurdish officials involved in the operation later reported that none were. Further details about the nationalities of the hostages were not immediately announced.

Providing new details about the operation, a senior Defense Department official, who spoke on condition of anonymity to discuss a classified operation, said five American helicopters had been involved, including Chinook and Black Hawk aircraft. The American forces involved were part of the United States Joint Special Operations Command.

The American and Kurdish commandos had expected to rescue about 20 prisoners only to find 70, underscoring the complications of gathering accurate intelligence in a militant-controlled area. The Defense Department official said there had been a heavy firefight.

The prisoners who were freed said they had been told by the militants that they were to be executed at dawn Thursday after the morning prayer. A trench to bury them had already been dug.

Iraqis from the area said the building the Islamic State had taken over and used to hold prisoners used to be owned by a local judge who had left the region. They said the Americans had conducted airstrikes on nearby checkpoints to prevent the militants from sending reinforcements.

"They cut off roads and raided the place successfully," one of the Iraqi officials who confirmed the raid, Najmaldin Karim, the governor of the surrounding

Kirkuk Province, said in a telephone interview. "They were able to take people with them."

The American soldier who was killed was not identified pending notification of his family. Four Kurdish soldiers were wounded as well, officials said.

American officials said American helicopters flew the commandos to the site. Kurdish special forces were said to have been in the lead, but American commandos were also on the ground.

The operation comes as Iraq and the American-led coalition have been trying

Officials feared the prisoners were on the verge of execution.

to regain the initiative against the Islamic State, stepping up the pressure against the militants in Ramadi, Baiji and other areas in Iraq, and in Syria. Hawija is under the control of the Islamic State and has been an important flash point in recent weeks.

While American commando operations have taken place in Syria, none had previously been confirmed within Iraq.

The slain soldier was the first American killed since military operations by the United States-led coalition against the Islamic State began in September 2014, but soldiers from other coalition nations have been killed. A Canadian soldier was killed in northern Iraq in March in a friendly fire incident involving Kurdish troops. And a Jordanian pilot was burned alive this year by the Islamic State after his plane crashed in Syria in December.

Falih Hassan contributed reporting from Baghdad, and Eric Schmitt from Washington.

REUTERS

Syrian Kurdish group may open mission in Russia

MOSCOW - October 20, 2015 - by Maria Kiselyova - Reuters

THE SYRIAN KURDISH Democratic Union (PYD) plans to open a mission in Russia, a move that would anger Turkey which sees the party as a terrorist group, Russia's Kommersant newspaper reported on Tuesday.

Leaders of the Kurdish group will hold consultations with the Russian

foreign ministry in Moscow on Wednesday, Kommersant said, including talks about further steps toward the opening of a Russian office.

The purpose of the mission is to strengthen cooperation with Moscow in fighting Islamic State, the newspaper said.

Turkey suspects Russia, which launched air strikes in Syria three weeks ago, has been lending support to the PYD and its armed wing YPG.

Ankara has warned Moscow it would not tolerate Kurdish territorial gains close to its frontiers in north-western Syria.

Kommersant quoted a Turkish diplomatic source as saying the opening of a mission by the PYD would provoke a harsh reaction from Ankara, with which Moscow already has strained relations over Syria.○

RUDAW

October 24, 2015

Kurdish singer from Turkey killed on stage

By Rekawt Salam / 24 oct 2015
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region - Selim Serhed, thirty-three-year-old Kurdish singer from Turkey, was stabbed to death at a night club in Istanbul.

According to a statement from Avcilar Police Department, Abdulselem Atamaca known as Serhed was killed during a fight Friday night at club in Istanbul.

Turkish police also reported the arrest of the killer.

The news of Serhed's death came from the Twitter account of Onur Akay, one of deceased singer's friends

"Our young friend and singer Selim Serhed was killed in a knife attack. Even worse, he was killed because he was singing Kurdish songs on stage," Akay tweeted.

Turkish police refused Akay's claim which also was published by



Selim Serhed, Kurdish singer. Photo: Serhed's Facebook page.

a number of media outlets.

"The incident occurred because of girl issue. Other claims about the subject do not represent the truth of the matter," Turkish

police stated.

Serhed was father of three children. He was best known for his "Brina Baris - Pain of Peace" song.■

RUDAW

October 23, 2015

Kurdish oil minister: revenues in 2016 could reach \$11b

rudaw.net / October 23, 2015

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan region could earn an estimated \$11 billion in 2016 from oil and other sources if it sells its own oil globally, Kurdish oil and natural resources minister Ashti Hawrami said.

In an interview with Rudaw on Wednesday, Hawrami also blamed the current financial crisis in the Kurdistan Region on Erbil's lagging dispute with Baghdad and the political deadlock in Kurdistan over the presidency.

"The main reasons behind delayed payments are two: a political crisis with Baghdad and the Kurdish political leadership,"

Hawrami said.

He explained that Kurdish politicians were unable to decide on an alternative plan calling for direct oil sales, after Baghdad failed to honor an agreement signed last year.

"I had an alternative plan, which was to sell our own oil," Hawrami said, criticizing the Kurdish politicians and leadership and blaming them for wasting six months to finally agree on implementing his plan.

"Baghdad was not able to send the budget that we agreed on, which was \$1 billion monthly, and which was enough to pay the salaries," Hawrami said.

"They have only sent \$200



Ashti Hawrami. Photo: Rudaw.

million for the first month and \$300 million for the second month," he added.

According to the Erbil-Baghdad agreement signed last year, the central government should have given 17 percent of the national budget to the

Kurdistan government -- estimated at \$1 billion -- for oil supplies from Kurdistan of 550,000 barrels per day.

A financial crunch in Kurdistan sparked major demonstration in several Kurdish cities earlier this month. At least five people were killed and dozens wounded when angry protesters attacked the headquarters of political parties, demanding four months of unpaid salaries.

Based on the ministry's calculation for the year 2016, taking into account Baghdad's own financial problems, the Kurdistan region only expects to receive 6 trillion Iraqi Dinars (\$5 billion) from the 550,000 barrels per day it is supplying through the central government.

Hawrami said that revenues in 2016 would reach about \$11 billion if Erbil sells its own oil on the global market, something that Baghdad and Washington have so far both opposed.■

Le Monde
21 OCTOBRE 2015

A Adiyaman, vivier de l'Etat islamique en Turquie

REPORTAGE

ADIYAMAN (SUD-EST DE LA TURQUIE) -
envoyée spéciale

A Adiyaman, on cherche en vain les piscines, les terrains de sport, les centres culturels ou les cinémas. Dans cette ville ultraconservatrice du sud-est de la Turquie vivent des Turcs, des Kurdes, des Arabes, ainsi que quelques chrétiens syriaques. Ces dernières années, le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateurs) du président Recep Tayyip Erdogan y enregistre ses meilleurs scores aux élections. Pourtant, cette cité de 280 000 habitants est surtout considérée comme le principal vivier de recrutement de l'Etat islamique dans le pays.

Un silence de plomb s'est abattu sur la région, et rares sont ceux qui acceptent de parler. A Adiyaman et dans ses alentours, entre 300 et 500 hommes auraient été recrutés par l'organisation djihadiste pour être envoyés sur le front syrien. «*Les familles préfèrent garder le silence et, lorsque les corps de leurs enfants sont ramenés de Syrie, elles les enterrent de nuit*», assure un habitant de Kahta sous le couvert de l'anonymat. Pour certains, le recrutement de kamikazes serait une vengeance de l'organisation Etat islamique pour les militants tués par les Kurdes syriens associés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, actif en Turquie où il est interdit) lors des prises de Kobané et de Tal Abyad, au début de l'année.

Après l'attentat d'Ankara, le 10 octobre, des dizaines d'interpellations ont eu lieu à travers tout le pays, sauf à Adiyaman. Or les deux kamikazes, comme les auteurs des attaques de Diyarbakir et de Suruç ces derniers mois, sont tous originaires de cette ville. Arrivés en voiture de Gaziantep, ville de la frontière turco-syrienne, à l'aube du 10 octobre, Ömer Deniz Dündar et Yunus Emre Alagöz sont allés se sustenter dans un café de Balat, dans le centre-ville d'Ankara, avant de se diriger vers la gare. Il n'était pas tout à fait 10 heures du matin

lorsqu'ils ont actionné leurs ceintures d'explosifs au beau milieu d'une manifestation de la gauche prokurde, aux abords de la gare, faisant 106 morts et des centaines de blessés. Après avoir incriminé l'Etat islamique, les autorités turques se sont empressées de déclarer l'enquête secrète.

MISE AU SECRET

«*Cette mise au secret ne peut que susciter le doute*», explique Osman Süzen, avocat et président de l'Association des droits de l'homme d'Adiyaman. La même mise au secret avait prévalu pour les enquêtes concernant les deux attentats précédents, à Diyarbakir, le 5 juin, et à Suruç le 20 juillet. De cette façon, les avocats des parties civiles n'auront pas accès au dossier. Les trois attentats n'ont pas été

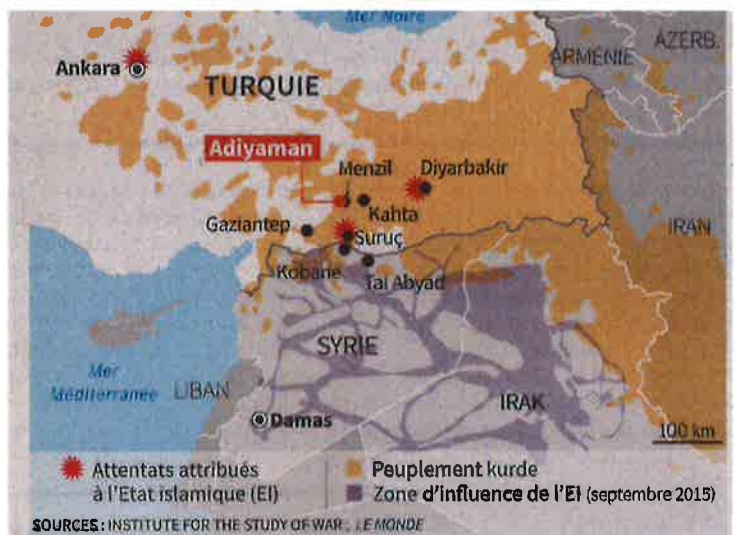
Les responsables des attentats d'Ankara, de Diyarbakir et de Suruç, attribués à l'organisation djihadiste, sont tous originaires de cette cité conservatrice



A Adiyaman, devant le salon de thé Islam, ancien point de rassemblement des jeunes islamistes radicaux, fermé par les autorités.

SERCAN ZAMANTILI/REUTERS

LA MOSQUÉE DE MARASLILAR CONTINUE DE FONCTIONNER COMME SI DE RIEN N'ÉTAIT. C'EST POURTANT LÀ QUE DES ÉTRANGERS RECRUTAIENT, «*SOUS LES YEUX DE L'IMAM*»



perpétrés à l'aveugle, ils visaient en priorité des militants du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche, prokurde). Pour la première fois de son histoire, un parti kurde avait franchi le seuil des voix nécessaires (10 %) aux législatives du 7 juin, ce qui lui assurait quatre-vingts députés au Parlement turc. Mais faute de coalition en mesure de gouverner, un autre scrutin a été convoqué le 1^{er} novembre.

Yunus Emre Alagöz, 25 ans, qui s'est fait exploser à Ankara, était le frère aîné de Seyh Abdurrahman Alagöz, 20 ans, l'auteur de l'attentat de Suruç. En janvier 2014, les deux frères avaient ouvert un salon de thé appelé «*Islam*», dans le quartier populaire de Bahçelievler, à Adiyaman. L'endroit devint très vite le point de rassemblement de la jeunesse radicalisée avant d'être fermé, quelques mois plus tard, sans que ses «*clients*» soient inquiétés. Ömer Dündar, le deuxième kamikaze d'Ankara, ainsi qu'Orhan Gönner, 20 ans, le poseur de bombes de Diyarbakir, faisait partie des habitués.

Opposés à la traditionnelle prière du vendredi, les jeunes priaient au deuxième étage du petit café. «*Une fois, j'y suis allé, pour voir ce qu'ils faisaient. Ils m'ont assuré qu'ils étudiaient le Coran, rien de plus*», raconte Ercan, le cousin d'Orhan Gönner. La famille comprit très vite que quelque chose n'allait pas :

«*Orhan, autrefois si sociable, est devenu taciturne. Il ne voulait plus s'asseoir à la même table que sa mère et ses sœurs qu'il exhortait à se recouvrir entièrement d'un grand voile noir. Un beau jour, il est parti laissant une lettre. Il expliquait qu'il partait pour Tal Abyad, en Syrie, afin d'étudier dans une madrasa.*» Hatice Gönner, la mère du jeune homme, explique avoir frappé à toutes les portes pour retrouver la trace de son fils : «*J'ai vu le chef de la police à plusieurs reprises, le préfet et même [le premier ministre] Ahmet Davutoglu, venu participer à un congrès de l'AKP à Adiyaman, en décembre 2014. Il m'a assuré qu'il transmettrait les informations au MIT [les services secrets].*»

Quand Orhan est rentré de Tal Abyad, Hatice et son mari, Mustafa, sont retournés au commissariat. Ils voulaient que leur fils soit interrogé sur ses activités réelles en Syrie. «*Les policiers se sont fait prier. Ils nous ont dit qu'Orhan était majeur et libre de ses mouvements.*» Finalement, le fils sera interrogé puis relâché. Deux mois plus tard, il ira poser deux bombes au beau milieu d'un meeting du HDP, à Diyarbakir. Arrêté quelques jours plus tard à Gaziantep, il a été incarcéré à la prison d'Ankara.

Constatant que les enquêtes policières sur les attentats n'avançaient pas, des responsables du Parti républicain du peuple (CHP, le parti fondé par Atatürk, centre gauche, laïque) ont décidé de mener la leur. Ils n'ont pas tardé à mettre au jour la «*filière d'Adiyaman*». Leur rapport confirme l'existence d'une cellule locale de l'EI, commandée depuis la Syrie par Mustafa Dokumaci, 30 ans, installé à Adiyaman avant de partir faire le djihad à Tal Abyad. «*Les parents nous ont expliqué que leurs fils allaient et venaient librement en Syrie. Ils ont eu beau le dire à la police, personne ne s'est intéressé à eux*», déplore l'avocat Abdurrahman Tüttere, coauteur du rapport.

Publiée le 7 août, l'enquête du CHP se conclut par une liste, vingt et un présumés kamikazes, dont les deux auteurs de l'attentat-suicide perpétré à Ankara, le 10 octobre. «*Preuve que la tragédie d'Ankara aurait pu être évitée si les autorités s'étaient mobilisées*», estime l'avocat Osman Süzen. Selon le CHP, la cellule disposait d'une base logistique à Gaziantep et recrutait à Adiyaman, en toute tranquillité, dans les mosquées de Fatih et de Marasililar. Ces informations ont été ignorées des services qui assurent pourtant avoir mis la filière sur écoute, dès 2013. «*Il faut dire que les autorités sont plus occupées à traquer les délits d'opinion. Dès qu'il s'agit de l'EI, elles ferment les yeux*», dit le rapport.

VOILE NOIR ET CALOTTES BLANCHES

Située dans un quartier pauvre d'Adiyaman, la mosquée délabrée de Marasililar et son école continuent aujourd'hui de fonctionner comme si de rien n'était. C'est pourtant là que des étrangers recrutait «*sous les yeux de l'imam*», selon le rapport. Le père d'Ömer Deniz Dündar assure avoir vu «*des barbues en tenue islamique qui conversaient avec l'imam*». Sommé de s'expliquer, l'imam a répondu qu'il

s'agissait de fonctionnaires étrangers venus avec l'accord du gouvernement.

Adiyaman est le fief des Menzil, une puissante confrérie Naqshbandi, un courant rigoriste de l'islam sunnite. Enrichie grâce aux dons des fidèles, la confrérie possède son propre village, appelé Menzil, situé à 80 kilomètres d'Adiyaman. Il est dominé par une énorme mosquée dotée d'un institut. A Menzil, Les femmes portent toutes le voile noir, les hommes sont tous coiffés d'une petite calotte blanche. Des milliers de fidèles affluent d'ordinaire de toute la Turquie pour embrasser la main du «*maître*», le chef religieux Seyyid Abdulkaki Erol. Mais, depuis quelques mois, les visiteurs ne viennent plus, le saint homme serait «*parti visiter ses adeptes à Istanbul*», confie un *murid* («*disciple*») rencontré à l'entrée du village. Sener, 20 ans, étudiante à Adiyaman, a beau être très pieuse, elle regrette que «*la religion ait été instrumentalisée à ce point*» et évoque «*une lutte entre les confréries*». «*En politisant l'islam, on a trahi son message*», dit-elle. ■

MARIE JÉGO

Le Monde

20 OCTOBRE 2015

L'Iran envoie des troupes au sol pour appuyer l'offensive russe

BEYROUTH - correspondant

Deux semaines après l'entrée en action de l'aviation russe en Syrie, un nouveau cap est franchi dans l'internationalisation de ce conflit. Pour la première fois depuis le début du soulèvement anti-Assad en 2011, des troupes iraniennes ont été déployées en masse sur le terrain, aux côtés de l'armée régulière syrienne. Vendredi 16 octobre, des sources syriennes ont reconnu que «*des centaines d'Iraniens et de miliciens libanais du Hezbollah ainsi que des Irakiens*» participent à l'offensive en cours, dans le sud de la région d'Alep.

Un responsable américain a évalué l'importance de ce contingent chiite à environ 2000 hommes, provenant notamment du corps des gardiens de la révolution, l'unité d'élite de la République islamique. Des photos de l'un de ses plus hauts responsables, le général Ghassem Souleimani, chargé des opérations extérieures, circulaient en fin de semaine dernière sur les réseaux sociaux pro-régime, le montrant sur le front d'Alep.

«*Surprise*»

Si la présence de soldats iraniens sur le champ de bataille syrien a

déjà été notée par le passé, leur implication n'a jamais été aussi grande. Jusqu'il y a quelques mois encore, la participation de Téhéran dans les combats se bornait principalement à l'envoi de hauts gradés, qui officiaient comme conseillers militaires. Mais la déroute des troupes syriennes face aux rebelles, dans la province d'Idlib au printemps, a obligé l'Iran à revoir à la hausse son dispositif.

Au mois de juin, à l'occasion d'une visite dans la région d'Hama, dans le centre de la Syrie, Ghassem Souleimani, véritable cerveau de «*l'axe chiite*» pro-Assad, avait promis à ses adversaires «*une surprise*». Deux mois plus tard, l'insaisissable général était signalé à Moscou. Selon toute vraisemblance, c'est durant ce déplacement, lors de discussions avec Vladimir Poutine et ses conseillers militaires, que l'offensive conjointe russo-iranienne a été préparée. Objectif: refouler les insurgés des provinces centrales d'Homs et d'Hama, leur barrer la route de la plaine côtière, pour écarter tout risque d'effondrement du régime Assad.

Pour l'instant, deux semaines après son démarrage, cette offensive n'a enregistré aucun succès marquant. Les combats se dérou-

lent sur deux fronts parallèles. Le premier, qui s'étend sur plus de 100 kilomètres, court du nord d'Hama jusqu'aux contreforts montagneux de la province de Lattaquié, sur la côte, en passant par la plaine du Ghab et le sud d'Idlib. Les forces loyalistes, appuyées par les frappes de l'aviation russe, cherchent notamment à reprendre aux rebelles le contrôle de l'autoroute M5, qui relie Homs à Alep. Dans cette zone, les pro-Assad rencontrent une très forte résistance.

Alep, maillon faible

Grâce notamment à des armes anti-tanks américaines, livrées par l'Arabie saoudite, les groupes rebelles parviennent pour l'instant à tenir leurs positions, en dépit des frappes russes. «*Je ne vois pas comment la coalition prorégime pourrait progresser dans cette région*, estime Basel Al-Junaïdi, analyste syrien. *La population est dans son immense majorité pro-opposition.*»

Entre jeudi 15 octobre et dimanche 18 octobre, les bombardements russes ont fait 72 morts dans la seule région d'Homs, dont la moitié de civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Selon cette même source, quarante combattants de l'organisation Etat isla-

mique (EI) ont également été tués durant le week-end, par une frappe aérienne sur leur convoi, dans la région d'Hama. L'OSDH n'est pas en mesure de préciser si le bombardement a été mené par l'aviation russe ou syrienne. Jusqu'à présent, les Soukhoï du Kremlin ont concentré leurs tirs, à quelques exceptions près, sur les positions des insurgés.

Le second front, moins étendu, se situe à une quinzaine de kilomètres au sud d'Alep. L'armée syrienne, qui s'est emparée d'une poignée de villages avec l'aide des pasdarans iraniens et du Hezbollah, tente de sécuriser la route d'approvisionnement des quartiers ouest d'Alep, qui sont toujours sous son contrôle. Ces troupes pourraient ensuite chercher à encercler les quartiers est, aux maieurs de la rébellion, une manœuvre qu'elles avaient déjà tentée durant l'hiver, sans succès.

«*Alep est le maillon faible de la rébellion*, note Jomah Al-Qassem, un activiste révolutionnaire. *Ici, nous devons combattre non seulement contre le régime, mais aussi contre l'EI, qui a progressé au nord de la ville, il y a quelques semaines. Il y a une coordination de fait entre le régime et l'EI.*» ■

B. BA.

« Tous les Syriens éduqués fuient vers l'Europe »

A Gaziantep, en Turquie, des réfugiés s'inquiètent des conséquences de l'exode de la classe moyenne syrienne

REPORTAGE

BEYROUTH - correspondant

Quand Mohamed Abdelaziz est revenu à Gaziantep au début du mois de septembre, après trois mois passés à Istanbul, ce jeune Syrien, documentariste et apprenti écrivain, a plongé dans une violente déprime. Quelques pas dans le quartier des ONG, un détour par un café tenu par un compatriote et une série de coups de téléphone sans succès l'ont convaincu que la plupart de ses connaissances avaient quitté la ville pendant l'été.

Comme des dizaines de milliers d'autres réfugiés qui s'étaient installés dans cette métropole du sud de la Turquie, située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière syrienne, ses amis et ses collègues ont presque tous pris le chemin de l'Europe. « Je ne reconnais plus un seul visage dans la rue, dit Mohamed. C'est un désastre. Tous les gens éduqués sont en train de fuir. Ce qu'il va rester, ce sont soit les gens qui n'ont pas les moyens de changer les choses autour d'eux, soit ceux qui ne connaissent que la guerre. »

Cet exode, Mohamed le comprend. Depuis Gaziantep, arrièrecour du gouvernorat d'Alep, où il réside depuis deux ans, ce natif d'Homs, âgé de 27 ans, le regard fiévreux sous une cascade de boucles brunes, a vu ses frères d'exil perdre peu à peu l'espoir. Ceux qui pensaient pouvoir s'accommoder des barils d'explosifs balancés par les hélicoptères du régime ont été dissuadés de rentrer au pays par l'expansion des djihadistes de l'Etat islamique (EI). L'annonce en juillet, par le président turc Recep Tayyip Erdogan de la prochaine création d'une zone protégée, dans le nord de la Syrie, n'a trompé personne, tant ce projet, embourbé dans des bisbilles américano-turques, paraît mort-né.

« Aucune solution en vue »

« Il n'y a aucune solution en vue, pas de plan susceptible de réunir la majorité de la population, dit Mo-

hamed. La guerre va continuer. Il est illusoire d'imaginer rentrer en Syrie avant les cinq prochaines années. » Mais lui restera en Turquie. En tout cas pour l'instant. Même s'il a le profil type du candidat à l'émigration, le rêve allemand qui propulse ses congénères sur la route de Berlin ou de Munich le laisse sceptique. « La vie ici n'est pas si mauvaise », confie-t-il à la terrasse d'un snack qui sert des *ma'na'ish*, la pizza des Levantins.

Iyad partage le même point de vue. La trentaine, cet ingénieur informatique originaire de Damas mais qui a grandi à l'étranger, fait partie de ces classes moyennes syriennes qui arpentent les routes de l'Europe centrale, à la recherche d'une brèche dans la forteresse Schengen. Ce qui le retient de les rejoindre, c'est le centre de formation qu'il a créé en 2013, Afaq (« horizons », en arabe), avec l'aide d'hommes d'affaires de la diaspora. Une académie implantée à Gaziantep, mais aussi dans les provinces du nord de la Syrie et même la banlieue de Damas, où l'on inculque aux chefs des groupes armés syriens les rudiments du droit de la guerre, les principes de base de la justice et quelques notions de finances publiques.

« 90 % de mes amis réfugiés en Turquie sont partis, témoigne Iyad, qui vit à cheval sur Gaziantep et Idlib, une ville sous le contrôle de l'insurrection, dans le nord-ouest de la Syrie. Ils travaillaient dans des ONG humanitaires ou pour le gouvernement intérimaire [la structure gouvernementale en exil, mise en place par l'opposition syrienne]. Moins il y aura de civils actifs sur le terrain, moins il y aura de solution et d'avenir pour la Syrie. » « C'est triste tous ces gens qui fuient vers l'Europe, renchérit Ahmed Mohamed, militant des premières heures de la révolution. C'est vrai que la vie est difficile en Turquie. Je comprends qu'ils veuillent trouver une meilleure situation, un endroit où ils pourront valoriser leurs diplômes. Mais, dans les faits, ils laissent tomber leur pays. »

Ahmed, 23 ans, porte la trace de



Zoya Bostan, journaliste originaire de Damas, s'est installée à Gaziantep avec sa famille il y a deux ans.



son implication dans le soulèvement anti-Assad sur le visage. Ses deux dents de devant sont brisées. Un legs de sa chute du deuxième étage d'un bâtiment de l'université d'Alep, d'où des *chabbiha* (hommes de main du régime) l'ont jeté, en février 2012, lors de la répression d'une manifestation anti-Assad. Arrivé en janvier 2014 à Gaziantep, le jeune homme continue de faire des sauts de l'autre côté de la frontière, pour le compte de l'Institut syrien, une ONG de défense des droits de l'homme. « On s'accroche à notre mission, confie Saïd Eïdo, le responsable des relations publiques. Beaucoup de mes amis m'ont proposé de m'aider à obtenir une carte de résidence au Canada. Mais j'ai refusé. La Syrie a besoin d'être défendue. Cette tragédie se terminera bien un jour. »

Isolément

Zoya Bostan n'est pas certaine de tenir tout le temps qu'il faudra.

Cette ex-présentatrice vedette de la télévision publique vit avec son mari, Ali Safar, un ancien réalisateur de télé, et leurs deux enfants, dans un immeuble de standing de la périphérie de Gaziantep. Le harcèlement de la police politique, qui les soupçonnait de sympathies révolutionnaires, a poussé ces deux esprits libres à s'exiler en 2013. Recruté par les médias de l'opposition, qui ont fait de la Turquie leur base arrière, le couple s'est investi dans ce nouveau travail à corps perdu, pour oublier la douceur de sa vie d'avant. La quasi-certitude qu'ils cesseraient d'œuvrer pour la révolution s'ils émigraient en Europe les empêche pour l'instant de franchir ce pas. « Je pense que dans quatre-cinq mois, beaucoup de Syriens arrivés en Allemagne vont déchanter », souffle Zoya.

Mais l'idée du départ la tarade. « Comme tous les parents syriens, on y pense », lâche-t-elle en regardant sa fille de 13 ans, qui est la seule non-voilée de sa classe. En bons produits de l'intelligentsia damascène, elle et son mari ne se reconnaissent pas dans la communauté syrienne de Gaziantep, très imprégnée du conservatisme social et religieux d'Alep. « On se sent très isolé », confesse Zoya. Les jours où la nostalgie l'envahit, elle s'en va déambuler à Istanbul, « cette grande Damas », dont elle apprécie le mélange de moderne et d'ancien et les habitants, « aussi chaleureux et en colère que nous ». ■

BENJAMIN BARTHE

Réfugiés: Merkel en quête d'appuis en Turquie

Les conditions posées par Ankara pour limiter le transit de migrants suscitent des réserves en Europe

ISTANBUL, BERLIN - correspondants

« La familiarité de Merkel avec le despote Erdogan est une déclaration de faillite morale »

SAHRA WAGENKNECHT
Die Linke

Le voyage s'annonçait délicat et il l'a été, tant le dialogue entre la Turquie et les Européens sur la question des réfugiés reste tendu: en visite à Istanbul, dimanche 18 octobre, Angela Merkel a promis de soutenir les revendications de ses interlocuteurs, le président Recep Tayyip Erdogan et son premier ministre Ahmet Davutoglu, pourvu que la Turquie adhère au récent « plan d'action » élaboré par la Commission européenne et approuvé par le Conseil, afin de contenir les migrants, notamment syriens, qui affluent vers le Vieux Continent.

De part et d'autre, le ton se voulait conciliant. Le premier ministre turc s'est réjoui de « la meilleure approche » de l'Union européenne (UE) à propos des réfugiés tandis que la chancelière allemande déplorait « le peu d'aide internationale attribuée à la Turquie pour sa contribution immense ». Le gouvernement turc affirme avoir dépensé 7 milliards d'euros pour les quelque 2,2 millions de réfugiés installés dans le pays, alors que l'aide qu'il a reçue n'a pas dépassé 417 millions. La Turquie formule quatre demandes: l'octroi de 3 milliards d'euros pour l'accueil des réfugiés, une exemption de visas pour les citoyens turcs voulant voyager en Europe, la reprise des négociations d'adhésion à l'UE, et la participation turque aux sommets européens. La question de l'inscription sur la liste des « pays d'origine sûre » reste également en discussion, Berlin se montrant désormais favorable à cette évolution, refusée par d'autres capitales.

« Options limitées »

« L'Allemagne est prête à soutenir ces quatre points », a déclaré la chancelière à l'occasion de sa conférence de presse avec M. Davutoglu – elle tenait à éviter d'apparaître aux côtés de M. Erdogan dans son pharaonique palais d'Aksaray, à Ankara. Les Européens, dont M^{me} Merkel est en quelque sorte devenue l'émissaire, sont soulagés que M. Erdogan ait renoncé à son exigence de ne coopérer qu'à condition que soit créée, avec leur aide, une zone de sécurité dans le

nord de la Syrie. Les frappes russes ont rendu ce projet impossible et Moscou s'y opposait. M^{me} Merkel a précisé que son pays était prêt à ouvrir le chapitre 17 et à « préparer l'ouverture des chapitres 23 et 24 » des négociations d'adhésion. Ils concernent respectivement la politique économique et monétaire et les questions relatives à la liberté, la justice et la sécurité. Le processus d'adhésion a commencé en 2005 et 14 chapitres ont été ouverts, sur 35 au total. La Turquie croit-elle vraiment à cette adhésion que les Européens ont laissée s'enliser? A Bruxelles, les diplomates doutent et pensent qu'elle veut surtout voir affirmé son rôle de partenaire stratégique.

Consciente que la partie turque a comme priorité la question de la libéralisation des visas, M^{me} Merkel a promis qu'une exemption, pour les étudiants et les hommes d'affaires surtout, pourrait entrer en vigueur dès juillet 2016 au lieu de 2017. En contrepartie, Ankara devrait réadmettre sur son territoire les déboutés du droit d'asile, entrés dans l'UE par son territoire. Un accord de réadmission a déjà été signé en 2013 entre Bruxelles et Ankara, sans grands résultats. Un accord similaire existe aussi depuis 2002 entre la Grèce et la Turquie, et il ne fonctionne pas. Sur les 9 619 demandes de réadmission formulées par Athènes en 2014, 470 ont abouti et... 6 ont été réalisées.

L'annonce, le 15 octobre, d'un accord des 28 pays membres de l'UE visant à « redynamiser » le partenariat avec la Turquie, malgré leurs craintes quant aux dérives du régime islamo-conservateur, avait pour but de limiter au maximum les flux de réfugiés. L'UE demande à la Turquie de mieux surveiller ses frontières maritimes, mais « les options sont limitées », explique le cercle de réflexion Europe Stabi-



La chancelière allemande, Angela Merkel, et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, le 18 octobre, à Istanbul. © AFP / BERGMANN/BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

lity Initiative (ESI), rappelant que les gardes-côtes turcs ont arraisonné 60 000 candidats au départ vers la Grèce en 2014.

Critiques

A moins de deux semaines des législatives du 1^{er} novembre, une partie de l'opposition turque s'est insurgée contre la visite de la chancelière, y voyant un geste de soutien à M. Erdogan et à son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur). Cent intellectuels lui ont adressé une lettre ouverte: « L'UE devrait promouvoir les valeurs européennes, or MM. Erdogan et Davutoglu ne font que les bafouer. »

Le voyage de la chancelière est aussi critiqué dans son propre pays. Il lui est reproché d'avoir rencontré les dirigeants turcs mais pas l'opposition et d'avoir, de facto, fait campagne en faveur du pouvoir. « La familiarité de Merkel avec le despote Erdogan est une déclaration de faillite morale », juge Sarah Wagenknecht, coprésidente de Die Linke (gauche radicale), au Bundestag. « Elle n'a pas d'autre choix que de négocier avec Erdogan (...). Même si, juste avant l'élection, le moment est malheureux », résume le député européen Elmar Brok (CDU-PPE).

Ce malaise est aussi partagé à Bruxelles, où certains dirigeants conviennent qu'ils flirtent avec le cynisme en appliquant une « realpolitik » qui a pour seul but d'endi-

guer les vagues de migrants. Et des Etats, Grèce et Chypre en tête, craignent que M. Erdogan profite de la faiblesse des Vingt-Huit pour obtenir un statut de partenaire privilégié et bénéficier de concessions taillées sur mesure. Dans l'immédiat, il devrait bénéficier des 3 milliards d'euros promis, même s'il reste aux Etats membres à mettre la main à la poche.

M^{me} Merkel elle-même mesure bien la difficulté de la démarche européenne. Avant son voyage, elle avait qualifié le dialogue avec les autorités turques de « fichu devoir ». Elle connaît toutefois l'équation: une majorité d'Allemands (56 %, +10 points en un mois) juge que leur pays ne peut pas continuer à recevoir autant de réfugiés. Or, une grande partie de ceux-ci – 2,3 millions à l'heure actuelle – transitent par le territoire turc. Angela Merkel a tout intérêt à ce qu'ils y restent et sait que c'est peut-être sur cette question que se jouera sa réélection en 2017. ■

MARIE JÉGO
ET FRÉDÉRIC LEMAÎTRE
(AVEC CÉCILE DUCOURTIEUX
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS)
À BRUXELLES



En recevant Bachar al-Assad au Kremlin, Vladimir Poutine assoit le régime de Damas et acte le retour de Moscou sur la scène internationale.

Syrie Le coup du maître du Kremlin

Par **VERONIKA DORMAN** et **LUC MATHIEU**

Le président syrien Bachar al-Assad a quitté son pays pour la première fois depuis le dé-

but de la crise syrienne, en 2011, pour se rendre en secret à Moscou mardi soir, à l'invitation de Vladimir Poutine. Ce dernier a annoncé la tenue d'un sommet quadripartite, vendredi, à Vienne

En faisant venir Al-Assad mardi soir à Moscou, Poutine lui réaffirme son soutien, tout en signifiant au monde qu'il garde la main.

pour engager un «processus politique» avec le roi saoudien, le président turc et sans doute John Kerry.

Quel est le jeu de Poutine ?

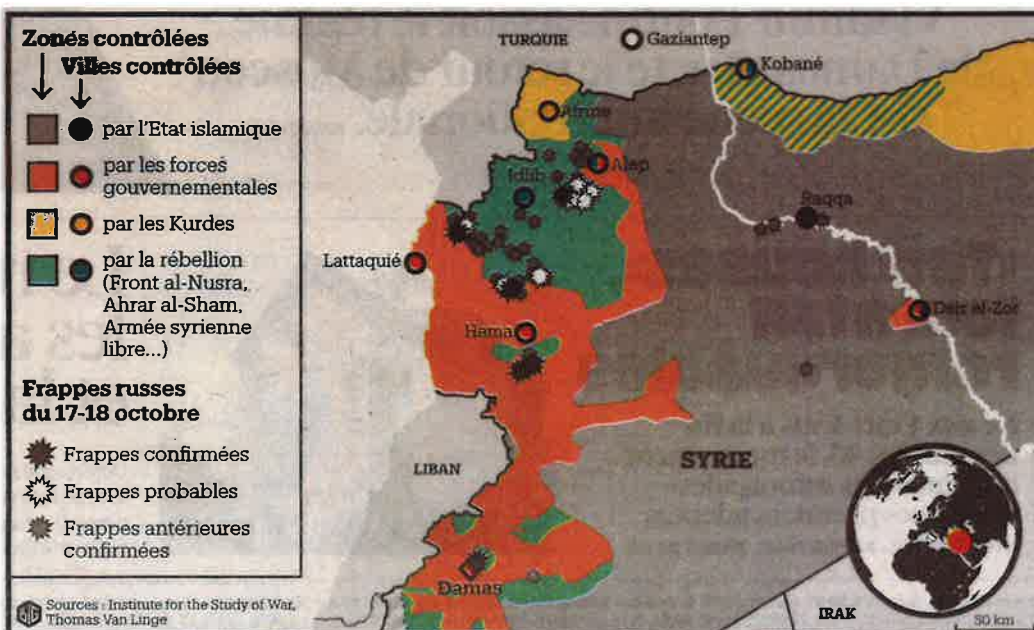
En convoquant Al-Assad à Moscou, Poutine signale son ascendant sur le président syrien en même temps qu'il lui réaffirme publiquement son soutien. Al-Assad a été reçu au Kremlin en tant que dirigeant légitime de la Syrie, avec tous les honneurs. Affichant une entente parfaite avec lui, Poutine rappelle qu'il est un acteur central du dossier, que c'est lui l'interlocuteur privilégié d'Al-Assad, et qu'il entend jouer un rôle décisif non seulement dans la phase militaire de la résolution du conflit mais aussi dans le processus politique. Deux fois au cours de sa brève allocution, Poutine est revenu sur la nécessité de trouver une solution politique à la crise, en incluant dans le processus «toutes les forces politiques et tous les groupes ethniques et religieux» et «en laissant le mot de la fin au peuple syrien». Et Al-Assad d'acquiescer, comme s'il avait toujours été de cet avis. Il s'agit de pure rhétorique car nul n' imagine un processus électoral normal avec Al-Assad encore au pouvoir.

Cet échange de politesses pourrait confirmer les analyses de nombreux

observateurs russes : c'est moins la personne d'Al-Assad qui importe à Moscou que son régime en tant que dépositaire de la souveraineté syrienne. «Le résultat de cette rencontre sera visible dans les jours qui viennent, mais comme les sujets abordés étaient extrêmement sensibles, Bachar et Poutine devaient se voir en personne, insiste Alexei Malachenko, expert du Proche-Orient au centre Carnegie de Moscou. C'est un point commun qu'ils ont, ils accordent beaucoup d'importance au contact personnel.» C'est aussi une manière, pour Poutine, d'envoyer un message à bon entendre : il faudra voir la main de Moscou dans les prochaines décisions ou actions du président syrien.

Pourquoi et comment la Russie s'est-elle engagée en Syrie ?

Depuis le 30 septembre, après avoir déployé du matériel et des hommes en grand nombre sur ses bases en Syrie, la Russie a mené des frappes aériennes quasi quotidiennes sur le territoire syrien. Officiellement, en répondant à l'appel de Damas, Moscou lutte contre l'Etat islamique (EI) et les autres groupes terroristes, notamment au nom de la sécurité nationale russe. «Malheureusement, au moins 4 000 combattants issus d'ex-URSS se battent sur le territoire syrien contre les troupes gouvernementales. Et nous ne pouvons pas permettre qu'après avoir acquis une expérience guerrière et avoir été soumis à un endoctrinement, ils rentrent sur le territoire russe», a rappelé Poutine au cours de la rencontre. Sauf que, jusqu'à présent, les frappes russes visent peut-être des jihadistes mais aussi la résistance syrienne (lire pages 4-5) qui représente une réelle menace pour l'armée régulière, tandis que les combattants de l'EI continuent de gagner du terrain. Selon beaucoup d'observateurs, Moscou serait tout de même en train d'essayer de sauver davantage le régime de Damas de la débâcle que de lutter réellement contre l'EI. Le discours officiel présente l'engagement russe en



Syrie comme légitime, justifié et nécessaire, militairement et politiquement. Même l'Eglise orthodoxe s'est ralliée à cette « croisade » : « *Le combat contre le terrorisme est une guerre sainte et aujourd'hui, notre pays est peut-être celui qui le combat le plus activement* », a déclaré son porte-parole, Vsevolod Chapline.

Quels sont les effets de l'intervention russe ?

Sur le plan militaire, ils sont mitigés. Les bombardements intenses de l'aviation russe – plus de 500 raids ont été menés en trois semaines – visent avant tout les rebelles qui menacent le régime de Bachar al-Assad. Mais dans la province de Hama, ils n'ont toujours pas permis aux soldats syriens de reprendre le contrôle de l'auto-route qui mène vers le Nord. Les lignes de front sont figées. « *Aucun camp n'a actuellement assez de moyens pour faire basculer le rapport de forces. Dans cette configuration, ceux qui défendent l'empire* », explique le colonel Michel Goya, analyste des conflits. Conséquence directe de l'intervention russe, l'Arabie Saoudite et le Qatar ont livré de nouveaux missiles anti-

chars Tow à la rébellion. Simples à utiliser, ils ont permis aux opposants de détruire des dizaines de blindés de l'armée loyaliste ces dernières semaines et de bloquer l'offensive. Dans le sud de la province d'Alep, les soldats syriens ont à l'inverse progressé. D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ils ont pris cinq villages en cinq jours, provoquant la fuite de 35 000 personnes. Mais cette offensive a aussi déstabilisé la rébellion qui lutte contre l'EI dans la région. Les jihadistes, dont les positions étaient figées depuis plus d'un an, en ont profité pour progresser dans le nord de la province. Ils se sont notamment emparés d'une ancienne école militaire du régime près d'Alep.

Comment les Etats-Unis et la Russie coopèrent-ils ?

De manière minimale. Washington et Moscou ont signé mardi un protocole d'accord pour éviter une éventuelle collision entre leurs avions dans le ciel syrien. « *Ce n'est pas une surprise, personne n'a intérêt à ce que se produise un incident. C'est un accord technique de répartition des vols et des couloirs aériens* », explique le colonel Michel Goya.

pour limiter ce risque», explique le colonel Michel Goya. Depuis le début de leur intervention, les Russes informaient la coalition menée par les Etats-Unis de leurs bombardements via leur ambassade irakienne. Ils réclamaient en parallèle des pourparlers de « *deconfliction* », le terme consacré pour l'échange d'informations entre deux forces armées qui font voler leurs appareils dans le même espace aérien.

Le protocole signé mardi reste basique et insiste sur le professionnalisme dont doivent faire preuve les pilotes. Selon Washington, il ne préfigure pas d'accord plus large. « *Il n'y a pas de zones de coopération, de partage d'informations ou d'informations sur des cibles. Nous continuons à penser [...] que le soutien de la Russie au président Bachar al-Assad ne va faire qu'empirer la guerre civile* », a déclaré le porte-parole du Pentagone.

Quelle est la réaction occidentale ?

Les Etats-Unis ont procédé à de nouvelles livraisons d'armes. Près de 50 tonnes de munitions et de

grenades ont été parachutées mi-octobre à une coalition de groupes rebelles sunnites qui combat l'Etat islamique dans la région au nord de la ville de Raqqa, le fief de l'EI en Syrie. « *Le fait notable est que les Etats-Unis ont livré cet armement directement, sans passer par la Turquie. Cela illustre les tensions entre les deux pays. Les Américains veulent s'appuyer sur les Kurdes du YPG [les Unités de protection du peuple, ndlr] et leurs alliés parmi les groupes arabes, une option rejetée par les Turcs* », explique un expert occidental.

Les Etats-Unis poussent également les Forces démocratiques de Syrie, une nouvelle coalition de combattants kurdes et arabes, à lancer une offensive sur Raqqa. L'option est jugée prématurée par les Kurdes, qui voudraient attaquer Jarablous, à la frontière turco-syrienne, et étendre leur territoire vers l'ouest, au-delà de l'Euphrate, jusqu'à Afrine. La France quant à elle, rappelle par la voix de François Hollande que « *rien ne doit être fait pour conforter Bachar al-Assad* ». ◆

LE FIGARO

21 octobre 2015

Moscou courtise les Kurdes syriens, alliés de Washington

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

L'OUVERTURE prévue ce mercredi à Moscou d'une mission des Kurdes syriens du Parti de l'Union démocratique (PYD), alliés jusque-là des États-Unis contre Daech, témoigne d'un net rapprochement avec la Russie, au moment où cette dernière mène une offensive militaire controversée en Syrie. « *Il s'agit de renforcer notre coopération avec la Russie dans la lutte contre Daech* », déclare au Figaro Khaled Issa, cadre kurde à Paris.

Plus de quatre ans après le déclenchement de la révolte contre Bachar el-Assad, les Kurdes syriens considèrent qu'ils sont à un moment historique dans leur quête d'autonomie des régions nord, frontalières de la Turquie. Et dans la grande partie d'échecs qui se met en place, ils comptent bien jouer sur plusieurs tableaux. Les États-Unis, qui ont fait des combattants du PYD les seules forces capables d'appuyer leurs bombardements de Daech, les aident logiquement par quelques fournitures d'armes. À partir de leur Rojava du Nord – ces cantons aujourd'hui quasi autonomes de la frontière syro-irakienne jusqu'à la ville de Kobané – les Kurdes pourraient se voir assigner la mission de reprendre – avec des forces arabes – Raqqa, « la capitale » de Daech en Syrie, grâce à l'appui aérien que le Pentagone leur fournirait. « *Rien n'est exclu* », ajoute Khaled Issa.

Mais avant de s'engager dans cette périlleuse bataille, les Kurdes syriens ont une revendication : leurs cantons doivent



KHALED ISSA

REPRÉSENTANT DU PARTI KURDE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE (PYD)

« Les Américains peuvent dire ce qu'ils veulent. Personne ne peut nous empêcher de revendiquer Afrine et Djarablous, et les Russes sont prêts à nous aider »

JACQUES DEMARTHON/AFP

se prolonger à l'ouest de Kobané jusqu'à Afrine. « *Il nous reste à libérer Afrine et Djarablous, même si ces deux villes ont été arabisées* », confirme Khaled Issa. Ainsi, les Kurdes disposeraient-ils d'une continuité territoriale sur leur future région autonome dans une Syrie qu'ils espèrent démocratique, dotée d'une nouvelle direction. Et c'est là où les Kurdes ont besoin de la Russie. Relayant le veto de leur ennemi turc, les États-Unis ont en effet interdit aux Kurdes d'étendre leur prétention territoriale à l'ouest de Kobané. Mais ceux-ci peuvent-ils se soumettre au diktat de Washington pour se satisfaire du statu quo actuel ?

Tout sauf Daech

« *Les Américains peuvent dire ce qu'ils veulent, balaie Khaled Issa. Personne ne peut nous empêcher de revendiquer Afrine et Djarablous, et les Russes sont prêts à nous aider* ». Le 1^{er} octobre dans un entretien au magazine *Al-Monitor*, leur leader Salih Muslim avertissait déjà que le PYD pourrait rechercher une alliance alternative avec la Russie – donc avec Damas – pour atteindre leur objectif d'unification des Kurdes du Nord. Considérant le PYD comme une organisation terroriste, la

Turquie est furieuse des manœuvres kurdes, qui ruinent ses plans d'établir entre Djarablous et Afrine une « zone de sécurité » pour abriter les réfugiés qu'Ankara ne souhaite plus recevoir. Le PYD peut-il rester sourd aux avertissements turcs ? « *La Turquie n'hésitera pas à intervenir pour bloquer notre projet*, répondait Salih Muslim à *Al-Monitor*. Mais « *la Russie, ajoutait-il, a un accord de défense avec la Syrie. Moscou pourrait intervenir, non pas pour nous défendre, mais pour défendre la frontière syrienne* » face à d'éventuelles incursions turques.

Nul doute que ces grandes manœuvres seront évoquées au cours des pourparlers russo-kurdes de ce mercredi. En filigrane, un autre point de convergence relie les deux camps : « *Nous sommes prêts à toutes les alliances contre Daech* », rappellent les dirigeants kurdes, qui soulignent qu'ils auront également leur mot à dire dans la bataille d'Alep, la grande ville du nord de la Syrie peuplée, avant 2011, de 20 % de Kurdes. D'autant qu'en marge de leur revendication d'unifier les territoires du nord, les Kurdes entendent bien relier à ceux-ci leur quartier de Cheikh Maq-soud à Alep, encerclé par les rebelles. ■

Russian role in Syria adds to new surge of refugees

BEIRUT, LEBANON

Thousands more flee as air raids allow Assad's forces to widen offensive

BY KAREEM FAHIM AND MAHER SAMAAAN

A tenuous truce in the Syrian countryside north of the city of Homs was shattered this month when Russian warplanes started to attack the village of Ter Ma'aleh, killing at least a dozen people and sending most of the residents into hurried exile.

The assault on the village was part of a wider escalation of violence across the country that has displaced tens of thousands of people in just weeks and led relief workers to warn that Syria is facing one of its most serious humanitarian crises of the civil war.

The intensity of the fighting, they say, is fueling increased desperation as a growing number of Syrians are fleeing, especially to Europe. More than 9,000 migrants a day crossed into Greece last week, according to the International Organization for Migration, the most since the beginning of the year.

The influx has overwhelmed the authorities in Greece and the northern European countries where most asylum seekers aim to settle. The leaders of those countries moved late Sunday to deal with the increasing flow of tens of thousands of people escaping the war in Syria and elsewhere. European Union leaders in Brussels agreed to establish reception centers in Greece and along the "Balkan route" in Europe to process and hold up to 100,000 asylum seekers.

In Homs, Hama and Aleppo, an offensive by forces loyal to the Syrian president, Bashar al-Assad, backed by Russian air power has reactivated dormant front lines and swept through areas that had largely escaped the fighting.

Thousands of families have fled as the government, rebel groups and the Islamic State all try to hold or capture territory. Aid groups based in Turkey are rushing to provide food and other supplies to civilians, saying they are concerned that roads will be captured or cut by the new hostilities. And with winter approaching, they fear they are running out of time.

"You are really seeing these huge



Syrian government forces near Aleppo this week. An offensive backed by Russian air power has reactivated front lines that had been dormant.



Displaced women walking in the countryside around Aleppo. Syria is facing one of its most serious humanitarian crises, relief workers say.

front lines open up, and a significant amount of bombing comes with it," said Sylvain Groulx, the head of mission for Syria for Doctors without Borders. "There is so much displacement. We are very worried."

Although there are no precise figures, local activists and relief workers say they believe that 50,000 to 100,000 people have been uprooted, mostly north of Homs and in areas around the city of Aleppo.

Most of the displaced people have found shelter near their home villages as they try to wait out the fighting, with few Syrian provinces considered safe and the border with neighboring Turkey closed, for the moment.

For almost two years, a relative calm in the village of Ter Ma'aleh had made it a refuge for thousands of people displaced by the war from other towns, residents said.

A woman who asked to be identified as Umm Suleiman, or the mother of Suleiman, said she and her family decided to flee Ter Ma'aleh a week ago, after a bomb fell near her house and

killed a relative. They found a car to drive them out of the area, but ran into snipers and more shelling on the road. The family rented a hut on a farm and were waiting there, dreading the arrival of government troops.

It was at least the second time that they had been forced from their home in four years, said Umm Suleiman, who is expecting her fifth child. "All we want is for someone to look with mercy upon us," she said.

Her family, though, was unlikely to receive help anytime soon. Roughly five million Syrians in similar circumstances are already living in areas that are considered difficult to reach by relief workers, according to the International Committee of the Red Cross. Nearly half a million of those are in areas that are besieged by fighting, living on either side of the front lines, according to Pawel Krzysiek, a Red Cross spokesman in the Syrian capital, Damascus.

Even before the latest upsurge in violence, life had become significantly more desperate this year in Syria, with

two-thirds of the country's 18 million people in dire need of humanitarian aid, according to the Red Cross. For those

"You are really seeing these huge front lines open up, and a significant amount of bombing comes with it."

who are internally displaced, roughly eight million people, the decision to stay in Syria was becoming increasingly untenable. Prices of basic goods inside the country, for instance, have risen 30 percent since the beginning of the year, Mr. Krzysiek said.

Rae McGrath, the Turkey and North Syria country director for the charity Mercy Corps, said that it was becoming harder and harder for people to secure food in places like Aleppo Province because of the sustained intensity of the fighting between the government, rebel groups and the Islamic State.

Markets are harder to reach as movement itself has become more perilous or impossible. In recent months, for the first time during the conflict, people have been telling Mr. McGrath that they depended on food deliveries from aid agencies to survive, he said.

For many Syrians in government-held areas, Russia's intervention, on Sept. 30, came just in time, shoring up the flagging Syrian Army and staving off the threat from the rebels. But in parts of central and northern Syria, where the violence has recently spiked, residents said Russia had exacerbated the suffering.

Government troops, buoyed by Russia's assistance, have embarked on a broad new offensive against the insurgents, leading to the latest wave of displacement. And the Russian warplanes, dropping what were widely perceived as more powerful munitions have added to the sense of fear.

"It has been a very severe, difficult war, but what we see now is far worse," said Zaidoun Alzoabi, the head of a union of Syrian medical care and relief organizations, speaking on the phone

from Turkey after returning from a trip to Syria last week. "The battles are quite intense and the airstrikes have become very, very heavy," he said.

Mr. Alzoabi said that in opposition-held areas in the provinces of Aleppo and Idlib, he had found people "full of despair."

"The airstrikes are the major reason," he said. "There is some psychological effect for people, hearing there is a superpower intervening in the war."

Over the past few weeks, Syrian medical groups and human rights workers have documented several Russian airstrikes that appeared to target hospitals and other medical facilities. And in a report released on Sunday, Human Rights Watch said that at least two Russian airstrikes on Oct. 15 — in Ter

Turkey says it attacked Kurd militias in Syria

ISTANBUL

BY TIM ARANGO

Turkey has confirmed that it struck positions in Syria held by Kurdish militias that over the past year have become the most important allies within Syria of the American-led coalition fighting the Islamic State.

The confirmation of the strikes, which the Kurds said took place over the weekend, adds a new level of complexity to the United States' struggle to put together a coherent strategy to fight the Islamic State in Syria. It also increases tensions between the United States and Turkey, which are nominally allies in the battle against the militant group, but whose interests diverge substantially.

In an interview on a Turkish news channel on Monday night, Prime Minister Ahmet Davutoglu did not specify when the strikes had taken place, but he said they came after the government in Ankara warned Kurdish fighters not to move west of the Euphrates River. "We struck them twice," he said.

The Turkish strikes were in Tal Abyad, a largely Arab border town that the Kurds captured from the Islamic State over the summer. The strikes appear to have been limited — they were said to involve machine-gun fire from across the border and did not seem to cause much damage — but they could suggest a new determination by Turkey to expand military operations against the American-allied group.

Turkey has long considered the Syrian Kurdish group known as the Democratic Union Party, or P.Y.D., as an enemy because it is the Syrian offshoot of the Kurdistan Workers' Party, which has long fought an insurgency against the Turkish state.

The armed wing of the P.Y.D., the People's Protection Units, said in a statement that Turkey had struck its positions in Tal Abyad on Saturday and Sunday, and that a separate Turkish attack, on Sunday in the village of Buban, had wounded two civilians.

The group has accused Turkey of attacking it on several occasions, but Mr. Davutoglu's comments on Monday were the first time Turkey has acknowledged doing so.

The limited Turkish strikes came after the P.Y.D. declared last week that Tal Abyad was part of an autonomous region in northern Syria that the Kurds call Rojava. Turkey views that development as a national security threat because it could inflame separatist sentiments among its own Kurds.

The government had already renewed fighting in July with the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., both in Turkey and in Iraq, where the group has camps in the mountains of the north. But Turkey had, for a time, seemed to turn a blind eye to Syria's Kurds because of their growing relationship with the United States, which had argued that the P.Y.D. should be regarded as separate from the P.K.K., even though the groups have close ties and a shared socialist ideology.

Turkey now seems intent on viewing the two groups as one and the same. In recent weeks, it has sharply criticized United States support for the Syrian Kurds, which began last year during the battle against the Islamic State for the city of Kobani.

Ceylan Yeginsu contributed reporting.

Ma'aleh, and in another village in northern Homs — had killed at least 59 civilians, including 46 people from one family who were apparently related to a rebel commander. The Kremlin rejected the report on Monday.

In the aftermath of the airstrikes and other attacks, some residents of rural Aleppo Province had fled toward northern Idlib Province, near the border with Turkey, sometimes with their animals in tow, according to a local activist at a camp along the border. But that was as far as they could go: With the frontier largely sealed by Turkey, smugglers were charging up to \$300 to cross, an impossible sum for most.

If the current hostilities continue, Turkey could face more pressure to open the border, opening the door for a

new wave of refugees to make the dangerous voyage toward Europe, relief workers said. Approximately 48,000 migrants arrived in Greece over five days last week, the highest rate this year, according to the International Organization for Migration.

In northern Homs, for now, fleeing villagers sheltered under trees, in destroyed houses or slept in the open on the side of the road. To leave the province meant risking the government's checkpoints. "There are no safe roads for them," said Hassan Abou Nouh, an activist in the area.

"You can see people everywhere, scattered around the roads. The situation is disastrous."

Hwaida Saad contributed reporting.

REUTERS

Months of conflict sour Turkey's election in Kurdish southeast

October 28, 2015 / By Daren Butler (Reuters)

DIYARBAKIR, Turkey Five months ago thousands took to the streets in Turkey's largely Kurdish southeast, dancing and setting off fireworks after a pro-Kurdish opposition party entered parliament for the first time. Now, the region is preparing for a repeat election in a more sombre and bitter mood.

In the meantime, a two-year ceasefire between the state and the main Kurdish militant group has collapsed, unleashing an intensity of fighting unseen since the 1990s and killing hundreds of people. Each side blamed the other.

The June election produced a stalemate, forcing the nation to vote again on Sunday. This time fear rather than joy prevails in the main southeastern city of Diyarbakir and its surrounding province. Rallies have been cancelled, militant youth groups man checkpoints, and buildings are pockmarked with fresh bullet holes.

"Instead of enthusiasm for the ballot box there is the silence of the coffins," said Idris Baluken, a senior figure in the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) and its top candidate in Diyarbakir.

"Less than a week to the election, and everywhere in Kurdistan is under the shadow of guns and the sound of warplanes," he said in his office, as a jet roared overhead.

The conflict has scarred the alleyways of Diyarbakir's Sur district, the city's ancient heart, where gunfire and blasts resounded day and night in clashes between security forces and militants of the Kurdistan Workers Party (PKK) during curfews in the last couple of months.

Ditches and barricades set up by the PKK youth wing at street corners have been filled in by police but the walls of houses, shops and public buildings remain riddled with bullets. Gun battles outside the 16th-century Kursunlu mosque have damaged its facade significantly.

The AK Party, founded by President Tayyip Erdogan and which has run the country for more than a decade, says Kurds are victims of intimidation by the PKK, deemed a terrorist group by Turkey, the United States and European Union.

But many people in Sur direct their anger at the authorities. "What they did here was persecution. The police fired on the houses and mosque. It is a policy of repression because people here didn't vote for them," said Hamid Zengin, 67, wearing traditional Kurdish dress with baggy trousers and a cap.

A fellow resident of the area, 43-year-old shopkeeper Murat Seyyar, described the violence as "worse than the 1990s".

The HDP, which won all but one of Diyarbakir province's 11 parliamentary seats in June, cancelled its campaign rallies after more than 100 people died in a double suicide bombing at a pro-Kurdish demonstration in Ankara on Oct. 10, the worst attack of its kind in modern Turkish history.

This was the third such strike on Kurdish interests, after an HDP rally in Diyarbakir was bombed on the eve of the June election and a meeting of activists near the Syrian border was hit by a suicide bomber in July, killing 34 people.

The Ankara prosecutor's office said on Wednesday it believed an Islamic State cell had been behind all three attacks.

But beyond the bombings, daily clashes have turned parts of the southeast into a virtual war zone. Candidates now make low-key visits to constituents, replacing election rallies where, in June, music blared out and flags festooned the streets.

"VICTIMS OF INTIMIDATION"

Fear is felt by all, whether they support or oppose the PKK. Many local people expressed anxiety about its YDG-H youth wing, whose members conceal their faces with scarves, clashing with police and setting up roadblocks to check documents.

The PKK began the insurgency in 1984, since when more than 40,000 have died, and AK Party Diyarbakir candidate Ebubekir Bal blames it for the current atmosphere.



A man takes pictures of the damaged walls of a mosque with his mobile phone in Sur district in the Kurdish dominated southeastern city of Diyarbakir, Turkey, in this October 13, 2015 file photo.

"There's extreme psychological pressure on the people. They're scared and uneasy. They can't express themselves freely. We don't know how this will be reflected at the ballot box," he told Reuters.

Bal's party won 14 percent of the vote in Diyarbakir in June, down about 20 points from 2011, but he forecast a recovery on Sunday as people yearn for a return to stability.

Support for the AKP, which under Erdogan launched a peace process and pushed through pro-Kurdish reforms, used to be on a par with that of the Kurdish opposition in the southeast. However, the party drew only around a quarter of the votes in the region in June, when it lost its majority nationally.

"Nobody else had the courage to do what the AK Party did in starting this (peace) process and there is no political will outside the AKP capable of completing it," said Bal.

But many Kurds accuse the AKP of deliberately reigniting violence in the southeast to drum up nationalist support.

At the opposition HDP, Baluken warned of dire consequences should Erdogan or the AKP fail to respect the people's will on Sunday if no clear winner emerges again. He drew parallels with Syria, where Kurdish militia fighters are battling Islamic State as well as President Bashar al-Assad's forces.

"If parliament is not put to work, Turkey could be driven rapidly towards civil war," said Baluken. "The conflict we will experience in Turkey, the level of chaos, could reach the level in Syria."

PEACE PROCESS IN "INTENSIVE CARE"

Erdogan and the government have enraged Kurds by repeatedly describing the Syrian Kurdish YPG militia, closely tied to the PKK, as a threat to Turkey equal to that of Islamic State.

The president has said the peace process he initiated with jailed PKK leader Abdullah Ocalan three years ago is in the "refrigerator" for now, and the fight with the PKK will continue until it lays down its weapons and leaves Turkey.

Baluken, part of the HDP delegation which visited Ocalan on his prison island of Imrali during the talks, said the process was in "intensive care" but emphasised the need to revive it. "Turkish society and the Kurdish people expect a rapid return to the peace process and the negotiating table," he said.

In the old covered markets of Sur, where traders say the conflict has driven tourists away from their jewellery, clothing and textile shops, people long for a return to at least the relative peace they enjoyed before July.

"People just want stability and calm so they can go about their work and make money," said bearded Gazi Ince, 48, sipping tea and bemoaning his loss of earnings, before returning to his job of repairing shoes. ○

Le Monde
29 OCTOBRE 2015

A Diyarbakir, « la mort est devenue banale »

Les accrochages entre les rebelles du PKK et les forces spéciales turques ont plongé la cité kurde dans le chaos

REPORTAGE

DIYARBAKIR (TURQUIE) -
envoyée spéciale

Les commerçants tirent leurs rideaux métalliques, les passants pressent le pas. Pas question de traîner une fois la nuit tombée dans le quartier historique de Sur, au cœur de Diyarbakir, la grande ville kurde du sud-est de la Turquie, qui compte 1,5 million d'habitants.

Sur a subi de plein fouet la reprise des hostilités entre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) et les forces spéciales turques. A la mi-octobre, des accrochages meurtriers ont fait rage dans les ruelles de la vieille ville, entre les forces spéciales turques et les jeunes du Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H), la guérilla urbaine du PKK. Trois personnes ont trouvé la mort, parmi lesquelles Helin Hasret Sen, une adolescente de 12 ans, tuée par balles alors qu'elle sortait de chez elle.

Pendant trois jours, du 10 au 12 octobre, les habitants de Sur ont été soumis au strict régime du couvre-feu. Ils ont été empêchés de communiquer avec l'extérieur, privés d'électricité. Façades calcinées, vitres brisées, murs criblés

d'impacts de balles attestent encore de la violence des accrochages. La façade de la vieille mosquée Kursunlu, érigée entre 1515 et 1520, a été ravagée par les tirs. L'église arménienne Surp Giragos a fermé son lourd portail.

« Les touristes ne viennent plus »

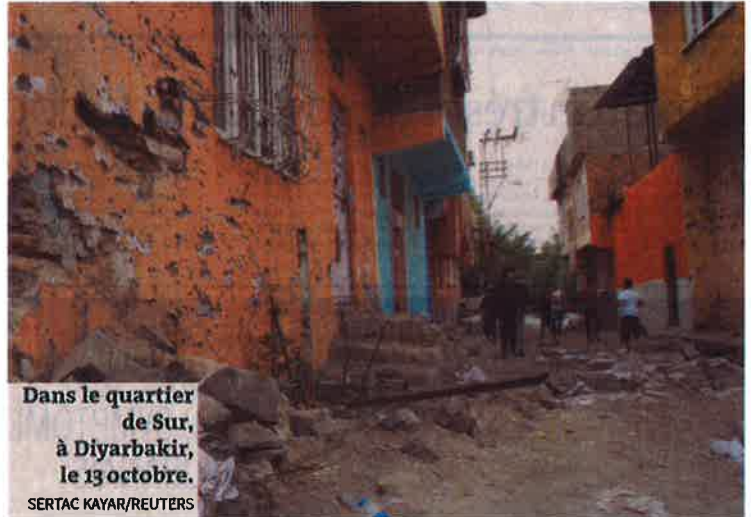
En avril, au moment de la commémoration du génocide des Arméniens de l'Empire ottoman, le portail était grand ouvert. L'église fraîchement restaurée et sa cour de pierre résonnaient de discussions animées entre Kurdes et Arméniens de la diaspora, hantés par leur douloureux passé. « *Revenez!* », disaient les Kurdes.

La ville était tout à son rêve de paix et de prospérité. Les hôtels affichaient complet, les touristes allaient et venaient. Le caravansérail Hasan Pasa ne désemplissait pas, les commerçants se frottaient les mains. Mais depuis le retour des hostilités, « *les touristes ne viennent plus, les échoppes et les cafés ferment leurs portes à 18 heures. On craint le pire* », soupire Mahmut Kaya, la trentaine, serveur dans un des salons de thé du caravansérail.

Après trente ans de guerre, les Kurdes de Turquie rêvaient de paix et de prospérité. Les pourparlers commencés en 2012 entre le gouvernement islamo-conservateur et les rebelles du PKK allaient forcément aboutir. Pour la première fois de leur histoire, les régions du sud-est pouvaient prétendre à la même prospérité que celles de l'ouest, incomparablement plus développées.

Le rêve semblait à portée de main, surtout après les législatives du 7 juin, quand le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche, prokurde) réussit à franchir la barre des 10 %, envoyant ainsi 80 députés au Parlement. Pour les islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP), habitués à recueillir les votes des conservateurs kurdes, la victoire du HDP fut une sérieuse déconvenue.

L'attentat suicide survenu à Suruç, le 20 juillet, allait doucher tous les espoirs des Kurdes. Attribué à



Dans le quartier de Sur, à Diyarbakir, le 13 octobre.
SERTAC KAYAR/REUTERS

l'organisation Etat islamique (EI), il causa la mort de 34 militants de la gauche prokurde, et fut à l'origine de l'embrasement de toute la région. Quelques jours plus tard, le PKK déterra la hache de guerre, revendiquant l'assassinat de deux policiers pendant leur sommeil à Ceylanpinar, non loin de la frontière turco-syrienne. L'organisation les soupçonnait de complicité avec les hommes de l'EI, qui circulent sans entraves dans la région.

Depuis, on ne compte plus un jour sans couvre-feu, sans accrochages entre les forces de l'ordre et les rebelles kurdes, sans détonations de charges explosives au passage des convois de jeunes appelés. « *La mort est devenue banale* », déplore Murat B., urgentiste. Avec une dizaine de collègues, ce jeune médecin de Diyarbakir est parti en tant que volontaire dans la ville martyre de Cizre, où, du 4 au 13 septembre, 21 civils ont trouvé la mort dans les affrontements, sous les balles des tireurs d'élite ou faute de soins, les ambulances étant empêchées de circuler.

Tahir Elci, le bâtonnier de Diyarbakir, en est convaincu : « *Il est plus facile de tirer des coups de feu que de faire la paix.* » Pour avoir affirmé, lors d'un récent débat télévisé sur la chaîne CNN Türk, que le PKK n'était pas une organisation terroriste, le bâtonnier a été interpellé le 20 octobre, conduit à An-

L'attentat-suicide survenu à Suruç, le 20 juillet, a douché tous les espoirs de paix et de prospérité des Kurdes de Turquie

kara et inculpé de propagande terroriste. Il risque jusqu'à sept ans de prison.

Peu enclins aux coalitions après treize ans d'un règne sans partage, les islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP) ont préféré convoquer un nouveau scrutin pour le 1^{er} novembre. Le président Recep Tayyip Erdogan pense que son parti l'emportera haut la main et pourra gouverner seul, comme avant. « *Je n'ai aucune coalition à mon programme* », a fait savoir son premier ministre Ahmet Davutoglu, le 19 octobre.

Alors que les sondages dessinent des résultats semblables à ceux du 7 juin, des voix s'élèvent au sein de l'AKP pour réclamer la convocation d'un troisième scrutin au cas où celui du 1^{er} novembre ne serait pas probant.

« Investissements gelés »

A Diyarbakir, les hommes d'affaires ont le blues. Des dizaines d'en-

LE CONTEXTE

SONDAGES

Les instituts de sondage créditent les islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) de 37% à 42% des voix aux élections législatives prévues dimanche 1^{er} novembre. Ce score est insuffisant pour regagner la majorité parlementaire perdue lors du scrutin du 7 juin, invalidé en raison de l'incapacité des islamo-conservateurs à former un gouvernement de coalition. En cas d'échec, l'AKP aura le choix entre la formation d'une coalition ou la convocation de nouvelles élections.

Avant les législatives, la police turque s'attaque à l'EI

tre eux, dont Salim Ensarioglu, un notable kurde qui est aussi la tête de liste de l'AKP pour les législatives, ont lancé un appel au gouvernement islamo-conservateur, prévenant des effets désastreux du retour des hostilités dans la région.

«Après les législatives du 7 juin, nous pensions qu'il y aurait un gouvernement de coalition, mais les accrochages ont commencé et nos espoirs sont morts», explique Cengiz Ayaz, la trentaine, à la tête d'une PME agroalimentaire. «Tous les investissements sont gelés. Le retour de la violence a tout gelé. Dans un pays normal, l'économie oriente la politique. Ici, c'est le contraire», regrette l'homme d'affaires. ■

MARIE JÉGO

À UNE SEMAINE DU SCRUTIN LÉGISLATIF du 1^{er} novembre, la police turque multiplie les coups de filet contre les membres présumés de l'organisation Etat islamique (EI), soupçonnés de préparer des attentats. Une trentaine de personnes ont ainsi été arrêtées à Konya, une ville conservatrice du centre de l'Anatolie, mardi 27 octobre.

La veille, une opération semblable avait coûté la vie à deux policiers et à sept djihadistes à Diyarbakir, la « capitale » de la région kurde de Turquie. L'intervention visait dix-sept planques de l'EI en ville.

Arrivées dans le quartier de Kayapınar, les forces spéciales turques ont lancé l'assaut sur un pavillon mais au moment où elles pénétraient dans le jardin, une charge explosive a été déclenchée, tuant deux policiers. Une fusillade nourrie à l'arme automatique a suivi, blessant cinq agents. Des images diffusées sur les chaînes de télévision ont montré des véhicules qui tiraient à la mitrailleuse lourde sur le pavillon.

Retranchés à l'intérieur de la villa, sept djihadistes ont été tués, douze ont été arrê-

tés. Selon la préfecture de Diyarbakir, des armes, des munitions et de nombreux documents ont été saisis pendant l'opération. «D'après nos résultats, nous pouvons dire qu'une importante cellule de Daech [acronyme arabe de l'EI] a été neutralisée», a déclaré le vice-premier ministre islamo-conservateur Numan Kurtulmus, lundi. «Nous sommes en train d'essayer de démanteler leurs réseaux dans d'autres villes, il s'agit d'une opération d'ampleur», a-t-il expliqué.

3 000 cellules dormantes

La semaine dernière, une opération similaire avait eu lieu à Gaziantep, la grande ville commerçante proche de la frontière avec la Syrie. Une cache avait été découverte qui contenait, selon la police, dix ceintures d'explosifs, deux tonnes et demie de nitrate d'ammonium, 60 kg de TNT, 15 kg de billes métalliques, plusieurs kalachnikovs, des grenades et des munitions.

Critiquées pour leur manque de volonté à combattre les réseaux djihadistes sur le sol turc, les autorités d'Ankara se sont déci-

dées à agir à la veille d'un scrutin crucial pour le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), dont la popularité chancelle après treize ans d'un règne sans partage en Turquie.

Ayant essuyé de nombreuses critiques après le double attentat-suicide survenu le 10 octobre à Ankara (102 morts), le plus meurtrier de l'histoire de la Turquie moderne, le gouvernement islamo-conservateur veut faire taire les critiques qui l'accusent de fermer les yeux sur les 3 000 cellules dormantes de l'EI actives dans le pays, selon les services secrets turcs.

L'opposition a pointé du doigt l'incapacité du gouvernement à neutraliser les djihadistes, dans la mesure où Yunus Emre Alagöz, l'un des kamikazes qui s'est fait exploser à Ankara, figurait depuis longtemps sur une liste de terroristes présumés. «Regardez-moi bien. Ai-je l'air de quelqu'un qui soutient l'EI ?», a interrogé récemment le premier ministre, Ahmet Davutoglu, lors d'une rencontre avec la jeunesse d'Istanbul. ■

M. JÉ.

Le Monde SAMEDI 31 OCTOBRE 2015

Turquie, après l'impasse, l'implosion ?

Les Turcs se rendent aux urnes le 1^{er} novembre pour élire leurs députés. Chef de l'Etat au style autoritaire, Recep Tayyip Erdogan cherche à obtenir une majorité absolue à l'Assemblée afin de pouvoir imposer un régime présidentiel. Ce scrutin se déroule sur fond de terrorisme et de tensions régionales



depuis 2002, a multiplié les provocations et mis les Turcs sous pression, prenant le risque d'abîmer au passage le processus démocratique en Turquie et de bloquer la vie politique en rejetant toute idée de gouvernement de coalition.

TROIS DÉFIS

Pour sortir de cette impasse, ce qui se joue actuellement à Ankara n'est rien d'autre que l'avenir de la démocratie, suspendu à trois défis.

Le premier défi est institutionnel. Les Turcs donneront-ils cette fois-ci une majorité absolue à M. Erdogan ? Rien n'est moins sûr. La société turque a changé, en une génération. Les classes moyennes se sont enrichies et les Turcs sont ouverts à la mondialisation. Or, au moment où les citoyens turcs semblent se libérer de la domination paternaliste imposée par M. Erdogan, ce dernier se prend pour le successeur du dernier sultan ottoman et entend cadénasser le pays à tous les échelons du corps social.

Le deuxième défi est politique. Singularité turque, la Constitution a fixé à 10 % le seuil d'entrée au Parlement. M. Erdogan n'a toujours pas digéré

le fait que le Parti démocratique des peuples (gauche et prokurde) l'ait déjà franchi une première fois en juin. Il n'est pas le seul, les élites turques ont du mal à accepter l'idée de partager le pouvoir. Dans son histoire, impériale ou républicaine, la Turquie a toujours considéré que le pouvoir politique relevait du domaine réservé des élites turques centralisatrices. Il est arrivé dans l'histoire qu'un individu issu d'une minorité nationale ou religieuse non musulmane occupe une place prestigieuse dans l'appareil d'Etat. Mais le fait d'entrer en force au Parlement en tant que groupe constitué – en l'occurrence en tant que parti de la gauche démocratique prokurde – représente pour la nouvelle « Sublime Porte » une sorte de crime de lèse-turcité. Peu d'observateurs, en Turquie ou à l'étranger, relèvent cette pratique arbitraire et antidémocratique proprement turque.

Enfin, le dernier défi est stratégique et soulève de graves questions pour le développement économique de la Turquie en toute sécurité : quelle que soit l'issue du scrutin, rien ne dit que les fractures ouvertes entre le régime et le PKK, mais aussi les tensions entre Ankara et les djihadistes de Daech, qui multiplie les attentats sur le sol turc, se refermeront. D'autant que les métastases de la guerre en Syrie et en Irak peuvent à tout moment ronger le territoire turc et la stabilité du régime. Ce qui ne sera pas sans effet sur la position de la Turquie par rapport à ces conflits périphériques, ni sans incidence sur le processus d'adhésion – déjà bien compromis – d'Ankara à l'Union européenne.

En juin, les électeurs ont dit non à l'ambition ultraprésidentielle de M. Erdogan. En véritable ingénieur du rapport de force, il a riposté en bloquant la vie des institutions républicaines. Le 1^{er} novembre, les électeurs peuvent sortir le pays de l'impasse, satisfaire ou non le projet de leur président et se réveiller au lendemain du scrutin dans une Turquie au bord de l'implosion. ■

SERVICE DÉBATS

AFP **Turquie: Six soldats et une vingtaine de rebelles tués dans de violents combats**

Ankara, 18 octobre 2015 (AFP)

SIX SOLDATS TURCS, dont un lieutenant-colonel, et une vingtaine de rebelles kurdes ont été tués dans de violents combats dans l'extrême sud-est et l'est de la Turquie, a-t-on indiqué dimanche de source de sécurité.

Les combats qui se poursuivent depuis plusieurs jours dans la zone montagneuse de Daglica (province de Hakkari), tout proche de la frontière irakienne, sont particulièrement intenses, et ont coûté la vie à quatre militaires, a-t-on précisé de même source.

Des hélicoptères sont aussi engagés dans ces affrontements qui surviennent malgré une trêve unilatérale annoncée le week-end dernier par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avant les élections anticipées prévues le 1er

novembre en Turquie.

Par ailleurs deux autres soldats ont été tués dimanche dans une attaque à la mine télécommandée visant un véhicule de l'armée perpétrée par des rebelles dans la province de Tunceli (est), a indiqué l'agence de presse pro-gouvernementale Anatolie.

Deux soldats ont été blessés dans cette attaque, selon Anatolie.

Depuis la fin juillet, le PKK, une organisation considéré comme terroriste par bon nombre de pays, a repris sa campagne d'attentats contre les forces de sécurité turques, tuant plus de 150 policiers et soldats. L'armée turque a de son côté multiplié les opérations de représailles contre les rebelles, sur le sol turc et dans le nord de l'Irak, où le mouvement armé kurde dispose de bases-arrière. ●



27 octobre 2015

Berlin aide les Kurdes dans le nord de l'Irak

La Bundeswehr, l'armée allemande instruit les combattants kurdes Peshmerga dans la région autonome kurde du nord de l'Irak. Berlin leur livre aussi gratuitement des armes issues de dépôts de la Bundeswehr.



Massoud Barzani, président de la région autonome du Kurdistan dans le nord de l'Irak s'entretient avec la ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen (27.10.2015)

Philippe Pognan / 27 octobtr 2015
<http://www.dw.com/fr>

Les Kurdes reçoivent également d'autres armes de pays occidentaux. Mais cette aide militaire aux Kurdes a un prix politique, souligne la Süddeutsche Zeitung. Les Kurdes sont divisés en différentes factions, et les Kurdes irakiens pro-occidentaux ont tendance à être en

désaccord avec les combattants kurdes de gauche du PKK turco-syrien. Personne ne peut garantir, avertit l'éditorialiste, que des armes ne parviennent entre de mauvaises mains. Il n'est même pas exclu que ces armes puissent favoriser un dangereux processus : à savoir la désintégration de l'Etat irakien, avec une scission de la région riche en pétrole contrôlée par les Kurdes.

Berlin ne veut pas voir un tel scénario se réaliser, par égard aux Etats qui, outre l'Irak, ont eux aussi des minorités kurdes sur leurs territoires: la Turquie, l'Iran sans oublier la Syrie. Mais, conclut la Süddeutsche, mieux vaut assumer les risques inhérents à ces livraisons d'armes que de rester inactifs et de regarder ailleurs quand un peuple se bat pour sa survie ! ♦

AFP **L'armée turque a frappé les combattants kurdes de Syrie "à deux reprises" (Davutoglu)**

Ankara, 27 octobre 2015 (AFP)

L'ARMÉE TURQUE a "frappé à deux reprises" récemment les positions des combattants kurdes de Syrie, a déclaré le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu lors d'un entretien accordé lundi soir à la chaîne de télévision turque A Haber.

"Nous avons prévenu que le PYD (Parti de l'union démocratique, Kurdes de Syrie) ne devait pas franchir (une limite) au-delà de l'ouest de l'Euphrate et nous avons frappé à deux reprises", a indiqué M. Davutoglu.

Lundi, les forces kurdes syriennes avaient accusé l'armée turque d'avoir visé leurs positions, une information qui n'avait pas été immédiatement confirmée par la Turquie.

Le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara s'inquiète depuis des mois de la progression dans le nord de la Syrie des forces kurdes syriennes, proches du Parti des tra-

vailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène la rébellion depuis 1984 en Turquie.

Le week-end dernier, le président Recep Tayyip Erdogan a clairement mis en garde le PYD et ses miliciens des Unités de protection du peuple (YPG) contre toute volonté d'étendre leur contrôle dans le nord de la Syrie, le long de la frontière turque.

"Tout ce qu'ils souhaitent, c'est s'emparer entièrement du nord de la Syrie (...) c'est une menace pour nous et il n'est pas possible pour la Turquie d'accepter cette menace", a déclaré le chef de l'Etat lors d'un discours public.

Soutenues par les Etats-Unis, les milices kurdes syriennes constituent le fer de lance des forces terrestres engagées contre les jihadistes en Syrie. Après la ville emblématique de Kobané en janvier, elles ont pris le contrôle de celle de Tall Abyad en juin.

La semaine dernière, elles ont annoncé avoir intégré Tall Abyad dans "l'administration autonome" qu'elles exercent sur la partie nord du territoire syrien. ●

Is Turkey setting a Kurdish trap?

In the lead-up to Turkey's Nov. 1 parliamentary elections, skeptics of the government are wondering if Ankara will resort to something "extreme" in Syria.



Author Fehim Taştekin
 October 29, 2015
<http://www.al-monitor.com>

Many people skeptical of the Turkish government are wondering whether officials in Ankara might resort to drastic measures in Syria in the run-up to the Nov. 1 legislative elections. During the June 7 elections, the government tolerated Islamic State (IS) attacks against Kurds across the border in Kobani. Thus far, the upcoming elections have been preceded by government clashes with the Kurdistan Workers Party (PKK) in Turkey and verbal attacks against the Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) entangled in the Syrian Kurdistan (Rojava) agenda. Skeptics believe the government will soon realize it won't gain much through such tactics and, because of its desire to push the HDP below the 10% vote threshold, might resort to more extreme tactics in northern Syria.

Recently, the Turkish Armed Forces (TSK) struck at the People's Protection Units (YPG). The YPG issued a brief statement acknowledging that the Turkish army had attacked its positions on the border, using A-4 guns from 7 p.m. to 9 p.m. on Oct. 24 and MG-3 guns from 2 a.m. to 4 a.m. on Oct. 25. TSK typically lists all engagements on its website, but it did not mention these particular incidents. The government kept mum until the night of Oct. 26, when Prime Minister Ahmet Davutoglu said in a television broadcast, "We had told both Russia and the US that the PYD will not cross to the north of the Euphrates River. We struck the PYD twice."

Pro-government media reported a different version of events. According to the Daily Sabah, "Turkish airplanes hit two YPG boats trying to infiltrate to the west of the Euphrates. Militants in the boat were warded off." Sabah also carried reports that the YPG had been trying to infiltrate the area from Azaz east to Jarablus, which Turkey considers a safe zone.

Those who reported this news were apparently unaware of certain facts. The YPG and its Arab allies captured Tell Abyad in June. The Jarablus-Raqqqa axis lies between Kobani and the Azaz-Marea line, which Turkey has declared a red line. In other words, the area in question, as reported by the Daily Sabah, is controlled by IS. If, as reported, YPG fighters had crossed to the west of the Euphrates, they were not heading toward the safe zone Turkey, but toward IS-controlled Jarablus. If Turkish planes really struck at YPG boats on the river, it would mean Turkey was preventing YPG units from reaching IS positions, thereby indirectly defending IS.

Kurdish sources in northern Syria have told Al-Monitor that the Daily Sabah report was baseless and that the YPG has not carried out operations with boats on the Euphrates. At this point, no operation is in the works to capture Jarablus, the sources said. According to information reaching Al-Monitor, there were four instances of fire from Turkey, twice toward Kobani and twice toward Tell Abyad. The Kurds call this "provocative harassment fire."

The Kurds had met with US officials at Erbil to discuss a priority operation against Raqqqa, but Russia's military interventions in Syria has changed many plans in the region.

Salih Muslim, PYD co-chair, told Al-Monitor that two civilians had been wounded at Buban by Turkish fire, stating, "These attacks are provocations. It is election propaganda by the AKP [Justice and Development Party] government. Our people will not be provoked by these attacks." Muslim also said that there are occasional exchanges of fire in the area near the Euphrates between IS and YPG positions, but that the YPG has not attempted to cross west of the Euphrates.

Muslim stated, "Ankara's policy is only to prevent the YPG from crossing the river. [IS] is slaughtering women and children west of the river, but Ankara doesn't say anything about that. To say the YPG must not move to Jarablus only means let [IS] do what it wants."

As the Nov. 1 elections near, Turkey's policy of creating dangerous tension is being applied at Tell Abyad. In an Oct. 24 speech targeting the HDP by chastising the PYD, President Recep Tayyip Erdogan clearly enunciated this policy, threatening Rojava (the Kurds in northern Syria) using unverified information: "These people think of their own interests and to that end they can cooperate with the PKK or [IS]. Isn't this what they were doing at Tell Abyad? [IS] enters Tell Abyad and then leaves, and the PYD enters the town. This is all a game. Who owns that place? Ninety-five percent of the people in that town are Arabs and Turkmens, with 5% Kurds. Their goal was

to turn that place into a canton, and that is what they did. This is now posing a threat to Turkey. That means Turkey will do what is necessary. Let everyone know this."

Erdogan's narrative needs to be questioned. For one thing, the story of how Tell Abyad changed hands contradicts the reality. Erdogan, who has frequently repeated accusations of ethnic cleansing by Kurds in northern Syria, now has resorted to manipulating the number of Kurds in the area. Syrian sources consulted by Al-Monitor estimate the number of Kurds to be between 30% and 45%, not the 5% Erdogan claims. Groups supported by Turkey had begun expelling the Kurds from Tell Abyad on July 19, 2013, after they captured the town. This continued until Aug. 5, 2013, when IS took sole control of it. IS seized Kurdish businesses and posted signs declaring them "state property."

According to information gathered by Al-Monitor, about 40% of the Kurds who had fled from the jihadis have been able to return to Tell Abyad. Of 250 Armenian families that escaped to Aleppo, only 50 have returned. As one might recall, Erdogan had said in October 2014, "I don't want to argue whether Kobani is Kurdish or Arab. But its real name is Ayn al-Arab." This time, however, he has adopted the mantra "Tell Abyad belongs to Arabs and Turkmens." He does want to acknowledge another piece of reality that would refute his narrative: Today's Tell Abyad was established in 1915 by Armenians deported from Anatolia.

In regard to Erdogan's sensitivity to the issue of establishing cantons that led him to declare Oct. 25, "We won't let that happen," here is what has transpired: As a result of intensive collaboration between the Movement for a Democratic Society (TEV-DEM) and representatives of tribes in Tell Abyad, an executive council and an assembly were formed in October 2015. The council consists of seven Arabs, four Kurds, two Turkmens and one Armenian. The assembly also reflects the ethnic composition of the area. As in Kobani, Jazeera and Afrin, a co-chair leadership was adopted for the governance of Tell Abyad. Mansur Salloum, an Arab, and Leyla Mustafa Muslim, a Kurd, were elected co-chairs. Tell Abyad was absorbed into the Kobani canton also in October. In short, a democratic, autonomous administration in line with Tell Abyad's ethnic reality has been established in the town.

How do the Kurds assess this policy of heightened tensions they are facing? Ferhad Derik, a TEV-DEM executive council member who lives in Tell Abyad, told Al-Monitor that the Kurds feel they are being provoked.

"We are aware of the game being played here. If the YPG responds, [Ankara] will tell the world, 'You see, they are terrorists.' We are careful not to fall into that trap. There was also harassment fire before, but the YPG did not respond. [Ankara] incessantly voices accusations of ethnic cleansing, which are baseless. We are not motivated by revenge despite what was done to the Kurds before. There are many houses damaged and booby-trapped. Only today [Oct. 27], two YPG militants were killed while dismantling a booby trap. But as security improves, and there is less probability of IS attacks, people are returning to their homes." Derik spoke to Al-Monitor while attending the funerals of the two fighters.

A Kurdish source in Kobani said that Rojava's administration is developing connections for international cooperation despite Ankara's efforts to torpedo the process. In this context, Ilham Ahmed, a TEV-DEM executive council member, made contacts in New York during the UN General Assembly in September. On Oct. 21, PYD Co-chair Asya Abdullah and Kobani canton leader Enver Muslim met in Moscow with Deputy Foreign Minister Mikhail Bogdanov. During the Oct. 24 session of the Jazeera Canton Legislative Assembly, PYD Co-chair Muslim announced that the PYD will open offices in Berlin, Paris and Moscow.

The critical question now is what Ankara hopes to achieve by fueling the tension. If the YPG returns fire, the government could hit three birds with one stone: It could claim to the international community that the PYD/YPG is a terror organization and in that way try to prevent the PYD from opening offices abroad. It could also use it to obstruct US and Russian cooperation with the YPG against IS. It could also try to influence Turkish public opinion by delivering a massive blow to the HDP because of its support of the autonomy movement in Syrian Kurdistan. To prevent this scenario, the Syrian Kurds will have to keep their cool and act rationally. ♦

Fehim Taştekin is a columnist and chief editor of foreign news at the Turkish newspaper Radikal, based in Istanbul. He is the host of a fortnightly program called "Dogu Divani" on IMC TV.

Iraqi Kurdish PM appoints new ministers after expulsions

Oct. 28, 2015 Reuters
www.dailystar.com.lb

ERBIL, Iraq: The prime minister of Iraq's Kurdistan region has appointed ministers to replace four who were unilaterally expelled from the cabinet by his party during the worst political crisis in years.

The dominant Kurdistan Democratic Party (KDP) suspended the four ministers from their posts earlier this month after accusing the Gorran movement to which they belong of instigating violent unrest for political gain.

The expelled ministers were replaced Tuesday with KDP politicians in what senior Gorran official Mohammed Tofiq described as an "illegal and illegitimate" move.

The new appointments by Prime Minister Nechirvan Barzani entrench the KDP's dominance over the affairs of the autonomous region, which has emerged as a key ally of the U.S.-led coalition fighting the militant group ISIS.

Kurdistan Regional Government (KRG) spokesman Safeen Dizayee said the four Gorran ministers were technically considered to be on leave, and that their reinstatement would depend on political negotiations between the parties. The four new ministers have been appointed on an "acting" basis, he said.

The KRG was formed as a coalition government between the region's five main parties, but relations between them came under increasing strain over the presidency of Massoud Barzani, who is also head of the KDP.

Gorran was one of four parties pushing for a reduction of the president's powers as a condition for extending his mandate, which expired in August, but the KDP has resisted.

The Ministry of Peshmerga will now be led by Karim Sinjari, who is currently Interior Minister. Minister of Planning Ali Sindi was appointed to head the Ministry of Trade and Industry. Pishtiwan Sadiq will take over the Ministry of Endowments and Religious



Affairs.

The Ministry of Finance will run by the expelled minister's deputy, and the head of the Investment Board from Gorran has also been replaced.

At the height of the crisis, the KDP prevented the speaker of the region's parliament, who is from Gorran, from entering Erbil province, which it controls. It also closed down the offices of two critical TV channels, one of them affiliated with Gorran.

"The KDP claims to be rights-respecting but has a history of shutting down critical voices," said Joe Stork, deputy Middle East director for Human Rights Watch. "Barring elected members of parliament from doing their job and forcing critical media staff out of the governorate is a new low." ♦

ISIS releases video allegedly showing beheading of 4 Peshmerga at site of US-Kurdish raid

rudaw.net — 31/10/2015

ERBIL, Kurdistan Region — News blogs and social media accounts affiliated with the Islamic State (ISIS) published on Friday a video footage allegedly of beheading four Peshmerga soldiers at the site of the US-Kurdish raid near Hawija in Kirkuk province on October 22.

ISIS's video shows gruesome beheading of four Peshmerga members held in ISIS custody. The footage begins with scenes from the joint US-Kurdish operation and is allegedly recorded at the site of the operation.

"Islamic State militants have killed four Peshmerga members by beheading at the site of the US Special Forces operation in cooperation with the Kurdistan govern-

ment in Hawija one week ago," Aamaq quoted an anonymous ISIS leader as saying.

The anonymous ISIS source has reportedly told Aamaq, an ISIS-affiliated news blog, that there are other Peshmerga in ISIS hands, but the news blog did not mention what ISIS wants to do with them.

As many as 60 US Special Forces personnel and Peshmerga counterterrorism forces participated in a raid on an ISIS prison compound near Hawija on October 22. According to the Kurdistan National Security Council, one American soldier was killed during the operation and three Peshmerga were wounded. The operation freed 69 hostages held by ISIS, all Sunni Arabs.

"You were lucky to be rescued, but unfortunately there were none



The video, which is too graphic to be shown in full, shows the English-speaking terrorist pushing the first Peshmerga soldier to the ground and beheading him. Photo: Daily Mail

of the Peshmerga left who were there before," Masoud Barzani, President of the Iraqi Kurdistan Region, said in a meeting with the freed hostages.

Rudaw doesn't publish ISIS's footage which contains gruesome scenes aimed at propaganda for the Islamic State (ISIS). ■



Chez les jeunes Kurdes, l'appel des armes

A Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, la jeune génération n'attend rien des élections et se dit prête à se battre pour l'indépendance.

Besra, 24 ans, a tout de l'étudiante polie et posée. Chemisier blanc et jean slim, elle reçoit dans les bureaux bien rangés de Tevger, une association de la jeunesse kurde à Diyarbakir. Sur les murs, des photos de Nelson Mandela, Gandhi et Malcom X. Dans les armoires, des fascicules qui dénoncent «l'invasion du Kurdistan» et «la légitimité de la lutte, sous n'importe quelle forme». Besra n'espère rien de ce scrutin du 1^{er} novembre en particulier, ni des élections en général. «Gagner des sièges au Parlement signifie que vous intégrez le système, que vous travaillez pour lui, même si vous êtes dans l'opposition. La Turquie n'est une démocratie que sur le papier. Les élections précédentes ne nous ont rien apporté, les Kurdes n'ont obtenu aucun droit en intégrant le Parlement.»

Cette défiance ne surprend pas Enise Güneçli, députée du Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde. Agée de 28 ans, la jeune femme a été élue dans la province de Mardin lors des législatives de juin. Pour la première fois, le HDP avait obtenu plus de 10 % des voix au niveau national, privant de la majorité absolue le Parti de la justice et du développement (AKP), islamo-conservateur. Défait et incapable de former une coalition, le président Recep Tayyip Erdogan a convoqué un nouveau scrutin le 1^{er} novembre. «Mais bien avant cela, dès la défaite de l'AKP en juin, nous nous attendions à des provocations et à des heurts. Et nous savons qu'ils

ne toléreront pas de ne pas récupérer la majorité absolue, quitte à aggraver la crise», explique la députée.

Méfiant. Depuis fin juillet et l'attentat de Suruç, perpétré par l'Etat islamique (EI) selon le gouvernement et où 32 Kurdes ont été tués, les affrontements entre militants et forces de sécurité sont quasi quotidiens dans le sud-est de la Turquie. Le processus de paix lancé à l'automne 2012 est brisé. «Nous avons tenté de le rétablir mais l'AKP ne nous suit pas, il ne répond même pas à nos demandes», poursuit Enise Güneçli.

Déterminés, méfiants vis-à-vis de la démocratie turque, les jeunes militants kurdes se radicalisent. Eux qui ont grandi lors de la guerre démarrée en 1984 entre le PKK et l'armée, sont aujourd'hui plus revendicatifs que leurs parents. Les membres de Tevger ne veulent pas de l'autonomie pour laquelle se sont battus leurs aînés : ils réclament l'indépendance.

«Nous devons réveiller notre nation. Tous les Kurdes devraient être favorables au séparatisme. L'autonomie n'est pas suffisante et c'est de toute façon une question qui aurait dû se régler au Parlement. Nous sommes prêts à prendre les armes, mais pour l'indépendance», explique Roger Çaxer, 25 ans, l'un des responsables de Tevger.

Omer (1), 18 ans, tee-shirt sale et bras tatoués, est déjà passé à la rébellion armée. Il est sorti de prison au printemps après avoir purgé une peine de neuf mois pour «appartenance à un groupe terroriste». «Je pourrais bien y retourner bientôt, je dois encore passer en jugement», explique-t-il dans un café du centre de Diyarbakir.

Omer ne le revendique pas, mais ne le nie pas non plus : il appartient au Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H), affilié au PKK. Les membres de ce groupe clandestin, parfois âgés de 14 ans, sont aux avant-postes lors des affrontements avec la police ou l'armée kurde. Ils creusent des tranchées, montent des barrages et



Des manifestants contre l'attentat d'Ankara sont dispersés par la police, le 12 octobre à Diyarbakir. PHOTO SERTAC KAYAR

ouvrent parfois le feu dans les ruelles de Diyarbakir, Cizre ou Nusaybin. «L'Etat nous attaque, nous nous défendons, rien de plus», dit Omer. Ils n'ont plus besoin «d'aller dans les montagnes», l'expression consacrée pour signifier qu'ils rejoignent le PKK : le combat s'est déplacé dans les villes.

«Manipulés». «Je les appelle la génération Mad Max», explique le poète Reha Ruhavioglu, l'un des responsables de Mazlumder, une organisation de défense des droits de

l'homme. Les jeunes du YDG-H n'ont rien à perdre. Ils sont dans l'escalade. Quand ils bouclent un quartier, quand ils utilisent des armes lourdes comme des lance-roquettes, ils savent que la police répondra et les attaquera. Ils utilisent la violence pour la violence, mais ce n'est pas une violence politique. Ils ne sont pas réceptifs aux discours des organisations civiles. Seul le PKK les contrôle. Ils sont manipulés.» L'affirmation ulcère Omer : «C'est complètement faux. Notre mouvement n'est pas hiérarchisé. Nous sommes simplement de jeunes Kurdes et nous savons ce que nous voulons : l'indépendance. Personne ne

«Nous devons réveiller notre nation. Tous les Kurdes devraient être favorables au séparatisme. [...] Nous sommes prêts à prendre les armes.»

ROGER ÇAXER Responsable de l'association Tevger

nous manipule. Si les affrontements reprennent, je retournerai me battre, mais c'est moi qui le déciderai, personne ne me donnera d'ordre.» Comme d'autres, Omer dit que sa détermination est née de son enfance. Son père, combattant du PKK, a été arrêté plusieurs fois, tout comme certains de ses oncles. «Je n'ai jamais eu le sentiment d'avoir été une enfant, je ne sais pas ce que c'est, dit Besra. J'ai grandi dans la peur constante de perdre mes parents, de voir disparaître mes proches. Mon père, mon frère, ont été jetés plusieurs fois en prison sans avoir eu droit à un procès. Aujourd'hui encore, si l'on sonne à ma porte le soir, j'ai peur que ce soit la police.

Mais cette peur me pousse à agir et à demander plus que mes parents. Le monde a changé, ce n'est plus la guerre froide, des dizaines d'États se sont créés. Ils ont obtenu l'indépendance et la liberté. Pourquoi les Kurdes n'y auraient-ils pas droit ?»

«**Notre victoire**». Les revendications de la jeunesse kurde se nourrissent aussi de la guerre dans la Syrie voisine et de la lutte contre l'État islamique. «*La bataille de Kobané a marqué un tournant. Elle a changé l'état d'esprit des jeunes*», af-

firme la députée Enise Güneyli. Alors que la ville menaçait d'être prise par les jihadistes à l'été 2014, des milliers de Kurdes de Turquie se sont mobilisés et ont rejoint les rangs des Unités de protection du peuple (YPG), le pendant syrien du PKK, qui combattent dans le nord de la Syrie. «*Mon frère de 22 ans est mort à Kobané, confie Besra. Mes parents ont tenté de l'empêcher de partir, ils voulaient qu'il termine ses études. Mais il leur a dit qu'il n'était pas utile s'il restait à l'université, qu'il devait réagir et se battre.*» Ko-

bané ne fut finalement pas pris par les jihadistes. Après six mois de combat, les Kurdes du YPG et leurs alliés sunnites syriens, aidés par la coalition internationale, les ont repoussés. «*Le monde entier a observé notre victoire. Cela a entraîné une immense vague de sympathie à notre égard. Car même vous, en France, êtes menacés par l'EI. Mais nous ne devons pas nous contenter de cette sympathie, nous devons l'utiliser pour établir de nouvelles relations avec les pays étrangers*», explique

Roger Çaxer, de Tevger. Dans le café de Diyarbakir, Omer dit qu'il n'a pas l'intention de combattre en Syrie. Son rêve est toujours «*d'aller dans les montagnes*»: «*C'est ce que je veux faire depuis que je suis enfant. Mais ce n'est pas le moment. Pour l'instant, le combat est ici, dans ma ville. Hors de question que je n'y participe pas.*»

LUC MATHIEU
Envoyé spécial à Diyarbakir

(1) Le prénom a été modifié.

Le Monde
SAMEDI 31 OCTOBRE 2015

La gauche démocratique est la cible du « système Erdogan »

Au-delà des Kurdes, le président turc s'en prend à tout ce que la société civile compte de libertés et de pluralisme

PAR HAMIT BOZARSLAN

La stratégie de terreur et de peur que Recep Tayyip Erdogan poursuit avec ténacité depuis les élections législatives du 7 juin, qui l'ont privé de sa majorité absolue à l'Assemblée, a transformé la Turquie en une maison endeuillée.

La défaite estivale que le président subissait alors l'empêchait de présidentialiser le système politique comme il le souhaitait et balayait ses ambitions de faire de son pays une puissance mondiale, turque et sunnite, avant le centenaire de la République en 2023. Deux autres échéances, situées au-delà de son temps générationnel – le 600^e anniversaire de la conquête d'Istanbul (2053) et le millénaire de l'arrivée des Turcs en Asie mineure (2071) –, devaient succéder à cette date pour ancrer l'« Erdoganisme » dans l'éternité.

Certes, intégrant une bourgeoisie d'origine anatolienne de moins en moins puritaine, des couches défavorisées dépendant de sa charité, une puissante confédération syndicale et une Anatolie turque et sunnite profondément conservatrice, le « système Erdogan » disposait encore de la confiance de 41 % des électeurs. Mais les complaisances d'Ankara

à l'égard de l'organisation État islamique et sa profonde hostilité à l'encontre des Kurdes syriens lui avaient fait perdre une bonne partie de son électorat kurde.

Venant après des scandales de corruption à répétition, la construction d'un palais présidentiel somptueux avait créé un malaise, cette fois-ci parmi les Turcs de condition modeste. Avec la disparition de tout mécanisme d'équilibre et de contrôle au sommet de l'État, le pays avait des allures d'un bateau ivre, dont les passagers disaient leur mélancolie collective aux instituts de sondage qui voulaient bien les écouter.

La mue d'Erdogan en « homme unique » du pays entre les législatives de 2011 et celles de 2015 était allée de pair avec une réelle désinstitutionnalisation de l'État, les Cours constitutionnelle et des comptes à l'Assemblée nationale votant « en vrac » les milliers de projets de loi présentés selon le bon vouloir du « reis ». Mais l'AKP lui-même voyait ses figures de premier plan comme l'ancien président Abdullah Gül s'effacer au profit de quadras inconnus. Tenant désormais le haut du pavé dans l'empire médiatique de l'AKP et dans le « palais », ceux-ci invitaient les Turcs à se préparer à une « impitoyable guerre de résistance » contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur.

En écho à sa cour, le président lui-même déclarait que la première guerre mondiale, à laquelle l'Empire ottoman avait participé de son propre chef et sans agression aucune, se poursuivait : les petits-enfants de Kut-Al-Amara, l'une des rares localités en Irak où les forces ottomanes purent résister aux Britanniques

en 1916, étaient appelés à se dresser contre ceux de Lawrence d'Arabie.

Cette lecture de l'histoire mondiale, comme l'histoire de la guerre du monde contre les Turcs et les musulmans, explique largement la logique vindicative que poursuit le président dans sa politique interne et externe. Le Kurdistan paye ainsi le prix lourd pour avoir permis au Parti démocratique des peuples (HDP) de dépasser les 13 % des votes et priver l'AKP de sa majorité. Il est aussi « châtié » pour son refus de se mettre au service de la « nation turque et sunnite » en contrepartie de la simple reconnaissance du « fait kurde » par le président.

DECLARATIONS TROUBLANTES

Il en va de même des alévis, communauté confessionnelle (environ 15 % de la population) qui privilégie le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP). Si M. Erdogan ne les voue pas publiquement aux gémonies, à l'instar des « zoroastriens » et des « homosexuels », il ne manque pas de rappeler l'alévité tue de son leader Kemal Kılıçdaroğlu, comparée à son propre sunnisme « fièrement » affiché.

Il faut, enfin, mentionner les dissidents turcs de toutes confessions qui firent le choix de voter le HDP pour le transformer en un parti de Turquie capable de défendre autant la cause kurde que celle de la démocratie. Ce n'est pas le fruit du hasard si les deux attentats sanglants qui eurent lieu après les élections à Suroç (33 victimes) en juillet et à Ankara (102 victimes) en octobre visèrent explicitement la gauche démocratique turque.

Il est, bien entendu, difficile de connaître les auteurs de ces attentats et les modalités de leur organisation. Mais les déclarations du premier ministre, Ahmet Davutoğlu, selon lesquelles son « État de droit » ne saurait, pour des raisons juridiques, se permettre de « fouiller », encore moins d'arrêter, les militants de l'organisation État islamique sur son sol – une liste dont il reconnaît par ailleurs disposer – sont pour le moins troublantes. Comment expliquer ce traitement de faveur alors que, des journalistes ou des étudiants aux militants syndicaux ou politiques, toute personne peut être interpellée sur une simple accusation d'insulte à l'encontre du président ?

Nombre d'observateurs soulignèrent que, depuis juin 2007, la Turquie était prise en otage par celui qu'elle avait désigné en 2014 pour la représenter. Celui-ci acceptera-t-il le résultat des nouvelles élections qu'il a convoquées, qui pourrait être identique à celui du 7 juin, ou décidera-t-il de suspendre purement et simplement le jeu démocratique, déjà passablement malmené par chacun de ses actes et discours ? Telle risque d'être la question que la Turquie se posera au lendemain des scrutins du 1^{er} novembre. ■

Hamit Bozarslan est historien et sociologue, directeur d'études à l'EHESS. Il est l'auteur d'*Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, (Taillandier, 680 p., 12,50 €).



TURQUIE,
LA PROCHAINE SYRIE?

Courrier
international

n° 1304 du 29 octobre au 4 novembre 2015

Un Etat défailant

L'instabilité qui détruit le Moyen-Orient risque d'emporter la Turquie, lâchée par les Américains et les Russes, et désormais en guerre ouverte avec les Kurdes.

—Asia Times Online (extraits)
Hong Kong, Bangkok

Si l'on ignore encore qui se cache derrière la double explosion qui a coûté la vie à 95 manifestants à Ankara le 10 octobre, il est à peu près certain que le gouvernement du président Erdogan n'y est pas étranger. Cette attaque "est soit un échec des services de renseignements, soit leur œuvre", écrivait le député turc Lutfu Turkkan sur Twitter après l'attentat.

Abandonné à la fois par les Etats-Unis et la Russie, Erdogan est aujourd'hui aux abois, confronté à l'émergence d'un Etat kurde à ses frontières ainsi qu'à la montée en puissance de plusieurs partis kurdes de l'opposition au Parlement. C'est la cohésion même de l'Etat turc qui est en péril.

En public, la Turquie est un pays en qui les dirigeants occidentaux saluent "une grande démocratie islamique", pour reprendre la formule du président Obama lors d'un entretien en 2010. C'était déjà l'avis de son prédécesseur, George W. Bush. Une minorité de militaires et d'analystes du renseignement ont toutefois averti qu'à moyen terme la Turquie n'était peut-être pas viable dans ses frontières actuelles. Le problème est que la minorité kurde - qui représente actuellement 20 % de la population turque - a deux fois plus d'enfants que la majorité turque. Résultat : d'ici vingt ans la moitié des hommes en âge d'effectuer leur service militaire auront le kurde comme langue maternelle.

Deux humiliations. Cela fait des années que cette crise existentielle couve en Turquie. Tous les ingrédients d'un bouleversement politique majeur sont désormais réunis et menacent le pays d'une grave instabilité. La Turquie est peut-être le prochain Etat déliquéscent du Moyen-Orient.

Il fallait une victime dans la tragédie qui se déroule au Proche-Orient, et c'est Ankara qui endosse aujourd'hui ce rôle peu enviable. Avant les derniers attentats, Erdogan a essuyé deux humiliations publiques de la part de Washington et de Moscou [un revirement stratégique américain et l'intervention de la Russie, dont les avions ont violé l'espace aérien turc]. Le 9 octobre, [la journaliste américaine] Laura Rozen écrit sur le site *Al-Monitor* que Washington entame un virage à 180 degrés dans sa politique en Syrie. Conséquence : Erdogan doit se préparer à l'émergence de groupes kurdes syriens lourdement armés par les Américains, et renoncer à un soutien aérien aux rebelles sunnites en Syrie, l'aviation russe ciblant l'opposition sunnite syrienne (et les intérêts turcs sur le terrain).

Que le gouvernement de l'AKP soit directement responsable de ces attentats ou qu'il ait laissé faire les terroristes de l'Etat islamique (EI), l'opinion publique en Turquie et dans le reste du monde sera convaincue que cette tragédie révèle surtout

la détresse du président Erdogan. Dans la situation actuelle, le mieux pour la Turquie serait de demander l'organisation d'un référendum supervisé par les Nations unies pour permettre aux régions à majorité kurde qui le souhaitent de faire sécession. Les zones montagneuses du sud-est de la Turquie, où se concentrent les principales communautés kurdes, coûtent extrêmement cher aux finances nationales et ne présentent aucun intérêt sur le plan stratégique. Ni Erdogan ni l'opposition nationaliste n'envisageront toutefois cette solution, qui irait à l'encontre à la fois du néonationalisme ottoman d'Erdogan et du traditionnel nationalisme laïque. Le double attentat du 10 octobre a peut-être signé la fin de l'Etat turc tel qu'il avait émergé de la Première Guerre mondiale.

—David Goldman
Publié le 10 octobre

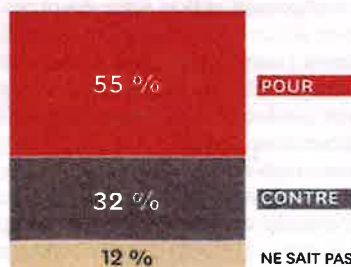
Sondage

Ce qui préoccupe les Turcs

Quels sont selon vous les principaux problèmes en Turquie ?



Quelle est votre position sur l'entrée de la Turquie dans l'UE ?



SOURCE : PEW RESEARCH CENTER
(Enquête du printemps 2015 sur les comportements mondiaux)

DEUX MONDES INCONCILIABLES

La politique autoritaire d'Erdogan mène la Turquie vers la guerre civile. Et Daech en profite pour déstabiliser la société.

—The Washington Institute for Near East Policy (extraits) Washington

Le double attentat qui a fait plus d'une centaine de morts à Ankara était très certainement l'œuvre de Daech. C'est en tout cas ce que laissent penser les plus solides éléments dont disposent les renseignements turcs et américains. Daech a un jeu stratégique à jouer ici : il n'a pas échappé à l'organisation terroriste que la Turquie est traversée par de profondes fractures, et Daech compte bien les aggraver.

Les fractures turques sont le produit des treize années de règne du Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdogan. Ce président de droite, ultraconservateur, a su créer de la croissance économique et ses succès lui valent un électorat fidèle. Ses partisans, environ 40 % des électeurs, le vénèrent. Quand, en décembre 2013, il a fait l'objet d'accusations de corruption, ses fidèles se rendaient dans les meetings de l'AKP enveloppés du *kefen* (le linceul blanc des musulmans) pour bien signifier jusqu'où ils étaient prêts à aller pour lui.

Mais, si les partisans d'Erdogan sont prêts à mourir pour lui, ses détracteurs lui vouent une véritable haine. Pour se maintenir au pouvoir, Erdogan n'hésite pas à brutaliser politiquement ses adversaires : dissidents et journalistes jetés en prison, contrôles fiscaux contre les entreprises peu coopératives, répression policière violente des rassemblements pacifiques de l'opposition.

Oppression politique. La stratégie électorale du président turc repose sur un seul principe : cogner sur quiconque n'est pas d'accord avec la conception très conservatrice du monde de l'AKP, pour mieux consolider la base du parti à droite. Une tactique qui explique sa décision, en juillet, de déclarer la guerre au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), après les élections de juin qui ont vu la communauté kurde se détourner en masse de l'AKP, dont elle était depuis longtemps un bastion électoral.

Dès lors qu'ils ne soutenaient plus Erdogan, les Kurdes sont devenus des cibles de l'oppression politique dont le président est coutumier. Ils sont venus s'ajouter à la liste sans cesse croissante des groupes visés - progressistes, gauchistes, musulmans alévis (branche libérale de l'islam). Mais en s'en prenant aux Kurdes Erdogan joue avec le feu : contrairement à ses autres opposants, le PKK, lui, possède des armes. Pour l'heure, l'hypothèse qu'il s'en serve reste peu probable. Mais le camp anti-Erdogan est désormais à égalité avec les pro-Erdogan. Les dernières élections ont contrarié par



Vers une coalition très à droite

Les résultats des élections du 1^{er} novembre vont pousser Erdogan à s'allier avec le MHP, le parti nationaliste de droite, pour combattre encore plus féroce les Kurdes, s'inquiète ce quotidien turc.

—Hürriyet (extraits) Istanbul

Le 1^{er} novembre, les Turcs (ainsi que ceux qui se trouvent être des citoyens turcs) retourneront aux urnes. Tout le monde se demande ce qu'il sortira de ce scrutin et ce qui aura réellement changé depuis [les élections du] 7 juin. Ce jour-là, aucun parti n'a pu dégager de majorité parlementaire et, dans les semaines qui ont suivi, le pays a été incapable de former un gouvernement de coalition. La situation a-t-elle maintenant des chances de se débloquer ? Aurons-nous un gouvernement monopartite assis sur une majorité parlementaire ou repartirons-nous pour un nouveau round de pourparlers de coalition ?

La plus grande formation politique du pays, le Parti de la justice et du développement [AKP au pouvoir], espère naturellement rafler cette fois-ci la majorité des sièges au Parlement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ces législatives anticipées ont été convoquées. La plupart des membres de l'AKP, à commencer par leur dirigeant suprême, le président Erdogan, étaient convaincus qu'une nouvelle consultation assurerait la victoire de leur parti.

Qu'indiquent les sondages ? Il y a en Turquie plusieurs instituts de sondage, dont certains sont notoirement fiables. Metropoll est de ceux qui me paraissent fiables. Son président, Ozer Sencar, a récemment expliqué que la plupart des électeurs voteront exactement pour le même parti qu'il y a quatre mois. Or beaucoup de choses se sont aggravées depuis. Mais chaque parti a ses propres filtres explicatifs, et les électeurs interprètent les problèmes existants à travers ces filtres. Pourquoi, par exemple, la livre turque a-t-elle dégringolé, et pourquoi le terrorisme s'est-il si rapidement intensifié ? Selon un filtre explicatif, tout cela est à mettre sur le compte de la politique inapte du gouvernement AKP. L'autre filtre assure au contraire que c'est parce que l'AKP n'a pas toute latitude pour exercer le pouvoir.

En d'autres termes, il est inutile d'attendre qu'un changement radical sorte des urnes. Mais M. Sencar ajoute à son analyse un autre élément intéressant : selon lui, le 7 juillet, une partie de l'électorat potentiel de l'AKP s'est abstenue afin de "punir" ou du moins de "mettre en garde" l'AKP. Ces électeurs ne voulaient pas que l'AKP perde le pouvoir, mais simplement qu'il renonce à son arrogance et mette fin aux affaires de corruption qui ont entaché son mandat. Ils ne s'attendaient toutefois pas à voir le parti, qu'ils continuent de préférer à toute autre option, perdre sa majorité parlementaire. Comme beaucoup d'électeurs, ils sont en effet terrifiés par le terme même de

"coalition", qui leur rappelle les gouvernements incompétents des années 1990.

M. Sencar assure que cette fois-ci la plupart de ces abstentionnistes peu convaincus par l'AKP iront voter et se prononceront pour le parti au pouvoir. Il estime leur poids à "1 ou 2 %" du corps électoral. Ce qui signifie que l'AKP gagnera probablement quelques voix par rapport au scrutin de juillet. A quoi il faudrait ajouter celles que l'AKP pourrait récupérer du parti dont la base est la plus proche de la sienne (des conservateurs de droite), le Parti d'action nationaliste (MHP). Le MHP a certes beaucoup d'électeurs stables, mais les résultats très médiocres de son dirigeant, qui a simplement opposé un non ferme et définitif à toutes les propositions depuis juillet, pourraient détourner une partie des nationalistes vers l'AKP. Après tout, l'AKP a enterré le processus de paix avec les militants kurdes, que les électeurs du MHP détestent, et poursuit la "guerre" qu'ils ont toujours voulue. Les gains probables de l'AKP le 1^{er} novembre pourraient à peine suffire à lui donner une majorité parlementaire, mais pas assez pour lui valoir la majorité à laquelle il tient tant. Erdogan ne pourra éviter de former une coalition. Il s'alliera au MHP, ce qui débouchera sur une approche plus belliqueuse sur le front kurde. Auquel cas, il n'y aura pas vraiment de quoi se réjouir.

—Mustafa Akyol
Publié le 21 octobre

ailleurs le projet d'Erdogan de faire de la démocratie parlementaire turque un régime présidentiel placé sous sa coupe. En août 2014, parce qu'une règle de l'AKP limite à trois le nombre de mandats successifs exercés par ses responsables, il avait quitté ses fonctions de Premier ministre pour prendre la présidence. Si la Constitution de la Turquie fait du Premier ministre le chef du gouvernement et cantonne théoriquement le président au rôle non partisan de chef de l'Etat, c'est bien Erdogan qui tire les ficelles à la fois du gouvernement et de l'AKP. Ainsi un tiers des 50 membres du nouveau comité central de direction du parti, qui dirige la campagne pour le scrutin du 1^{er} novembre, entretiennent des liens personnels ou d'affaires avec le président.

La fracture. A en croire les sondages, ces élections anticipées ne changeront pas grand-chose, ni au Parlement ni pour Erdogan. La fracture politique l'emporte sur toutes les autres considérations. Un gouvernement qui ne fonctionne pas, un conflit politique potentiellement violent et deux voisins dangereux, Daech et le régime d'Assad : telle est la situation du pays aujourd'hui.

La Turquie va rester exposée à la guerre civile en Syrie, et l'intervention russe aux côtés du régime syrien risque de compliquer davantage sa position. Trois des quatre attentats terroristes les plus meurtriers de l'histoire du pays, qui ont fait au moins 185 victimes parmi les citoyens turcs, ont eu lieu au cours des deux dernières années, et tous étaient des ricochets de la guerre en Syrie (l'un était lié au régime d'Assad, les deux autres à Daech).

Pire, le problème Daech est aussi en Turquie un problème intérieur. Les attentats d'Ankara ont apparemment été menés par des citoyens turcs partis combattre en Syrie et revenus radicalisés.

C'est volontairement que l'Etat islamique cible les manifestations d'opposition, pour donner le sentiment que l'Etat turc ne protège pas ses citoyens lorsqu'ils sont contre Erdogan, et ainsi déstabiliser davantage le pays. Avec l'attentat d'Ankara, Daech apparaît déterminé à déclencher une guerre ouverte entre pro- et anti-Erdogan, deux camps qui déjà se méfient l'un de l'autre.

Si cette guerre intérieure éclate (et j'espère me tromper), la Turquie sera coupée en deux. Et qu'ils soient kurdes, progressistes, de gauche, de droite ou même président, tous les Turcs seront perdants.

—Sonar Cagaptay
Publié le 19 octobre

Opinion

CE PRÉSIDENT ME FAIT PEUR

"Combien parmi nous ont peur lorsque le président Erdogan prend la parole ? Combien parmi nous éteignons la télé ? Je ne dis pas 'changeons de chaîne', car il est partout. Dans le dernier sondage mené par l'institut turc Gezici Research, 68,5% des Turcs se disent effrayés par Erdogan", feint de s'étonner le quotidien Hürriyet, cible

récente des attaques du pouvoir. Et de poursuivre : "Si vous demandez à un Français s'il a peur de François Hollande, il ne comprendra pas la question. Par contre, si vous aviez posé la question aux Irakiens du temps de Saddam Hussein ou aux Libyens du temps de Kadhafi, vous auriez eu une proportion semblable de réponses de citoyens terrifiés", note le journal dans un éditorial curieusement non signé.

Natalisme

CHERCHE ÉPOUSE DÉSPÉRÉMENT

Avec des élections anticipées qui surviennent quatre mois après le dernier scrutin, les partis politiques turcs ont du mal à faire de nouvelles promesses à leurs électeurs. Seul l'AKP a réussi à émettre une proposition de soutien à la famille, qui va droit au cœur de ses partisans. Accorder une prime au premier-né ne suffisant plus, le Premier ministre turc Davutoglu a promis au cours d'un programme télévisé de trouver un époux ou une épouse à tout célibataire désireux de se marier, écrit Milliyet. "Vous avez du travail et un salaire. Que vous manque-t-il ? Une épouse... Venez vers nous. Nous vous aiderons à la trouver, car nous voulons accroître le nombre des habitants de ce pays."



Dessin de Bertrams
paru dans De Groene,
Amsterdam.

L'OBSESSION KURDE ISOLE LA TURQUIE

Les graves échecs de la politique étrangère turque en Syrie s'expliquent par la volonté du président Erdogan de privilégier le combat contre les Kurdes. Un aveuglement qui a sorti Ankara du grand jeu au Moyen-Orient.

— **Radikal** (extraits) Istanbul

La Turquie s'est mise dans une position antagoniste tant vis-à-vis de Washington que de Moscou et c'est la raison pour laquelle sa politique syrienne est actuellement un échec. Pourquoi cette politique ne fonctionne-t-elle pas ? Parce qu'elle est résolument dirigée contre Bachar El-Assad dans la perspective erronée d'un renversement rapide de ce dernier ? Non, la raison de cet échec est surtout liée à une opposition systématique aux Kurdes. Elle est liée au fait que cette politique syrienne d'Ankara repose essentiellement sur le principe de réduire à néant tous les gains obtenus par les Kurdes syriens.

C'est précisément sur ce point que la Turquie est en porte-à-faux vis-à-vis de Washington et de Moscou et se trouve dans une impasse par rapport à la crise syrienne. Parce que le point commun entre les Etats-Unis, la Russie et toute la communauté internationale, c'est que, malgré leurs rivalités, ils sont tous opposés à l'Etat islamique

[Daech], et voient dans les Kurdes la force de résistance la plus efficace pour lui résister.

L'erreur d'Ankara n'est donc pas de considérer qu'Assad incarne un régime d'oppression ni d'espérer que ce régime s'effondre. Le problème, c'est que la base de cette politique syrienne repose sur un rejet des Kurdes. S'opposer au régime en place à Damas et vouloir le renverser n'était pas une faute en soi. Néanmoins, croire que le régime syrien va s'effondrer en quelques mois est une grosse erreur d'appréciation.

Les Kurdes de Turquie n'ont pas manqué de se rendre compte que l'opposition aux Kurdes était à la base de la politique syrienne du gouvernement AKP. C'est ainsi que presque la moitié des Kurdes de Turquie qui votaient auparavant pour l'AKP se sont tournés le 7 juin [lors des élections législatives] vers le HDP [parti prokurde]. C'est l'attitude du gouvernement turc face à ce qui se passait à Kobané [ville syrienne à la frontière turque, reprise par les Kurdes à Daech en juin] qui a poussé ces Kurdes plutôt conservateurs

dans cette direction. Le désamour kurde [pour Erdogan] a eu pour conséquence sur le plan intérieur de bloquer les ambitions d'hyperprésidence d'Erdogan et d'empêcher l'AKP d'obtenir la majorité absolue. Et il est désormais impossible d'imaginer que les Kurdes soutiennent l'AKP lors des élections anticipées du 1^{er} novembre.

Les graves événements qui se déroulent dans le sud-est du pays [le Kurdistan turc], où des localités se voient imposer un couvre-feu et où les forces de sécurité agissent alors que tout accès y est interdit, créent un certain état d'esprit chez les Kurdes, qui font ainsi le lien entre ce qu'ils subissent et l'attitude négative des autorités turques au moment où les milices kurdes syriennes du YPG/PYD luttent contre le blocus de Kobané par l'EI. Dans un contexte où la question kurde se conjugue à nouveau avec la violence, il est impensable que les Kurdes de Turquie changent d'attitude au lendemain des élections. Peut-on dès lors attendre d'un gouvernement qui a "perdu" ses propres Kurdes en Turquie qu'il fasse montre de compréhension vis-à-vis des Kurdes de Syrie ?

Inquiétude. L'attitude négative du gouvernement à l'égard des Kurdes de Turquie vient précisément des gains obtenus par les Kurdes en Syrie et de l'inquiétude que ces gains puissent constituer un exemple pour les Kurdes de Turquie. Dans ce contexte, l'obsession du gouvernement turc à vouloir établir une zone de sécurité protégée par une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie s'explique uniquement par la volonté que cette zone du nord de la Syrie, actuellement contrôlée par l'EI, ne tombe aux mains des milices kurdes syriennes du YPG, ce qui permettrait alors d'unifier tous les cantons kurdes le long de la frontière avec la Turquie. Sauf que, avec la nouvelle donne que représente l'intervention russe en Syrie, l'idée de cette zone tampon que les Etats-Unis et l'Union européenne ne trouvaient déjà pas très séduisante est morte.

En outre, Barack Obama a déclaré début octobre que Washington allait fournir de l'aide à des groupes kurdes et arabes dans l'est de la Syrie. Les groupes d'opposants syriens armés formés en collaboration avec la Turquie pour se battre dans la région d'Alep s'étant avérés inefficaces, Washington a décidé d'aider en priorité les milices kurdes syriennes du YPG. Le 20 septembre, Salih Muslim, le leader du parti kurde syrien PYD, et Massoud Barzani [président de la région kurde d'Irak] se sont mis d'accord pour la création d'une force militaire kurde de 20 000 hommes qui collaborera avec une nouvelle force arabe modérée. Avec cette armée, au sein de laquelle les Kurdes syriens du YPG auront un rôle prépondérant, le but est de prendre Raqqa [la capitale de Daech]. Mais, puisque le gouvernement turc est surtout motivé par sa lutte contre les Kurdes, Ankara n'est pas intégré à ce plan. Nous sommes donc dans une situation où la Russie bombarde les alliés d'Ankara en Syrie, tandis que les Etats-Unis s'appuient sur des Kurdes syriens, qualifiés de terroristes par Ankara. Et la Turquie se retrouve dès lors exclue de tout rôle à jouer dans l'avenir du Proche-Orient.

— **Cengiz Candar**
Publié le 8 octobre

Une économie à bout de souffle

—Al-Monitor (extraits). Washington

Economie en berne, inflation galopante, perte de confiance des citoyens, qui, à la première occasion, échangent leurs avoirs contre des dollars, vague de violence qui fait fuir les touristes étrangers et met à mal les réserves de devises, investisseurs étrangers poussés vers la sortie par un marché boursier à la baisse et risque de relèvement des taux d'intérêt par la Réserve fédérale : une seule de ces tendances suffirait à déclencher la sonnette d'alarme dans un pays émergent. Or aujourd'hui ce n'est pas à l'un mais à l'ensemble de ces problèmes que la Turquie est confrontée. Sans parler du "processus de paix" [bloqué] avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des menaces que la guerre en Syrie et l'Etat islamique font peser sur la population turque. Bref, les perspectives économiques et financières de la Turquie sont loin d'être encourageantes.

La monnaie turque, dont le taux de change s'établissait à 1,90 livre pour 1 dollar en 2013, devrait encore baisser pour franchir la barre des 3 livres pour 1 dollar. "Et 3, ce ne serait rien. Elle pourrait aller jusqu'à 4", écrit l'économiste Mert Yildiz. Et comme, selon un rapport, les autorités turques ont exprimé les chiffres en dollars pour amplifier leur rôle dans le "miracle économique turc", la dégringolade de la livre pourrait bien conduire Ankara à perdre sa place au sein du G20.

Il y a bien pire. Contrairement à beaucoup d'autres pays, la Turquie ne tire pas profit de la chute de sa monnaie. Philippe Dauba-Pantanacce, un économiste de la Standard Chartered Bank, qui a son siège à Londres, nous a confié : "La Turquie souffre de la chute de sa devise. Non seulement la confiance des consommateurs s'est effondrée, mais le pourcentage des importations s'est élevé par rapport aux exportations. La chute des cours du

pétrole devrait normalement profiter au pays, mais la dépréciation de sa monnaie annule en partie le bénéfice. Les entreprises qui ont contracté des prêts sur le Forex [le marché des changes] vont devoir mobiliser davantage de liquidités pour combler la différence."

Sebnem Kalemli-Ozcan, professeur d'économie à l'université du Maryland, résume la situation en ces termes : "A une époque où le modèle de croissance de la Turquie repose sur des emprunts financés par des étrangers, une augmentation des taux d'intérêt par la FED et des incertitudes politiques pourraient avoir un effet redoutable." Et il lance cette mise en garde : "Souvenez-vous de la crise financière asiatique de 2007 et de la crise turque de 2001, quand la situation économique s'est détériorée en quelques jours en raison de risques politiques accrus et d'une vulnérabilité déjà présente."

"La Turquie souffre de la chute de sa devise"

Mais, si le pire finit par se produire et par engendrer une crise économique, la situation sera extrêmement paradoxale pour le président Recep Tayyip Erdogan. En 2001 et 2002, c'est la pire crise économique et financière de l'histoire de la Turquie qui les a portés au pouvoir, lui et son parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement).

De 2002 à 2014, ils ont systématiquement gagné les élections grâce à leur gestion de l'économie. Prochainement, une crise économique et politique similaire, face à laquelle le président turc ne pourra s'en prendre qu'à lui-même, risque bien de causer sa perte.

—Barin Kayaoglu
Publié le 27 août



LE SULTAN SOUS-TRAITANT

Après le colonel Kadhafi, l'Europe s'en remet aujourd'hui au président turc pour empêcher l'arrivée massive de réfugiés.

—L'Orient-Le Jour Beyrouth

En novembre 2010, Muammar Kadhafi marchandait son rôle de garde-frontières de l'Union européenne contre un chèque de 5 milliards d'euros. "Nous devrions arrêter cette immigration illégale. Sinon, l'Europe deviendra noire, elle sera suffoquée par des gens de religions différentes, elle changera", avait-il averti à l'époque. Pendant de longues années, Kadhafi a été en quelque sorte le "videur", façon boîte de nuit, de l'UE, laquelle fermait les yeux sur les conditions exécrables dans lesquelles la dictature libyenne s'acquittait de sa tâche.

Aujourd'hui, l'UE n'a plus d'interlocuteur dans une Libye en débâcle. Face au flux massif de réfugiés syriens qui arrivent à ses frontières, elle en a toutefois trouvé un autre en la personne de Recep Tayyip Erdogan, avec qui les Vingt-Huit négocient la sous-traitance d'une crise devant laquelle ils affichent leur désunion et peinent à trouver une solution.

La semaine dernière, l'UE a élaboré un "plan d'action" pour que la Turquie se charge d'endiguer le flux de réfugiés syriens frappant aux portes de l'Europe, en les installant chez elle et en récupérant ceux qui auraient été refoulés par l'un des Vingt-Huit.

L'UE a d'abord sorti le chèque : 3 milliards d'euros d'aide. Pas assez, a rétorqué la Turquie, qui a rappelé que, depuis le début de la crise syrienne, elle avait déjà dépensé pour les 2,2 millions de réfugiés syriens présents sur son sol quelque 6,6 milliards d'euros.

Le silence de l'UE. Mais le cœur de la négociation ne se joue pas tant au niveau du portefeuille qu'à celui des relations avec cette UE auprès de laquelle Ankara a déposé sa première demande d'adhésion il y a vingt-huit ans. En contrepartie de la sous-traitance de la crise des réfugiés, la

Turquie demande notamment un assouplissement de l'octroi de visas aux ressortissants turcs, une relance des négociations d'adhésion et la participation d'Ankara aux sommets européens.

Après l'annonce du "plan d'action", Erdogan avait déjà de quoi se réjouir. Ce d'autant plus que ce plan lui est offert à deux semaines d'un scrutin essentiel pour lui : avec les élections législatives anticipées du 1^{er} novembre, le président veut "corriger" le scrutin de juin, à l'issue duquel l'AKP avait perdu la majorité absolue, qu'il détenait au Parlement depuis treize ans.

Mais les Européens ne se sont pas arrêtés là. Ce week-end, c'est la chancelière allemande en personne qui est venue déposer aux pieds du président tendance néo-ottoman les présents européens. Sous pression à domicile pour avoir ouvert grand la porte aux réfugiés syriens, alors que 800 000 à 1 million de demandeurs d'asile sont attendus cette année en Allemagne, Angela Merkel a appuyé la plupart des demandes turques, tout en rendant hommage à la politique d'An-

kara vis-à-vis des réfugiés.

Sur les clichés de la rencontre avec M. Erdogan, la gêne de M^{me} Merkel, sous les ors du palais de Yildiz, résidence du sultan et de sa cour à la fin du XIX^e siècle à Istanbul, semblait comme une métaphore de cette Europe contrainte de négocier avec un président de plus en plus autocrate, de cette UE prête à jeter un voile pudique sur les atteintes aux libertés publiques, d'expression et de la presse, ou encore sur le durcissement de la répression, notamment politique, du régime turc.

Autre ironie du calendrier, c'est à cette période de l'année que la Commission européenne publie son rapport annuel d'évaluation sur la candidature de la Turquie. Dans ce type de rapport est notamment passé en revue le respect des droits de l'homme, des libertés, des principes démocratiques et des droits fondamentaux du pays candidat...

—Emilie Sueur
Publié le 20 octobre

La dérive du sultan

Où est passé le « sultan éclairé » qui menait la Turquie sur le chemin des réformes, faisait émerger une nouvelle classe moyenne, réduisait le poids politique de l'armée et ouvrait des négociations de paix avec les Kurdes ? Recep Tayyip Erdogan ne ressemble plus du tout à cet « islamo-démocrate » qui exigeait autant de considération que les chrétiens-démocrates européens. Après treize ans de pouvoir sans partage, il a suffi d'un revers aux législatives de juin dernier pour que ses penchants autoritaires fassent voler en éclats la légende d'un islamo-conservatisme bon enfant.

Aujourd'hui, le sultan est bien seul dans son palais clinquant de 200 000 m². La frange pieuse et conservatrice - une petite moitié de la population turque - marche encore derrière lui, mais une multitude d'ennemis l'assiègent : rivaux politiques, médias indépendants, jeunes avides de démocratisation, fonctionnaires victimes de purges, opposition kurde... Avec tous, Erdogan est passé à la manière forte, bâillonnant la dissidence et relançant la guerre contre la rébellion kurde, au prix de plus de 700 morts depuis l'été.

Cet autocrate renvoie les Turcs aux urnes dimanche pour obtenir ce qu'ils lui ont refusé il y a quatre mois : une supermajorité permettant de modifier la Constitution et d'instaurer un régime présidentiel. Mais le tour de magie est évanoui : l'AKP sera heureux s'il récupère la majorité absolue. À défaut, le pays risque de s'enfoncer dans la crise politique, sur fond de violences, de ralentissement économique, de menace djihadiste et d'exode syrien.

Attention au marché de dupes entre l'Europe et la Turquie

L'Europe compte sur cet homme-là pour enrayer l'afflux de réfugiés. Une Europe que méprise « Erdogan le grand », mais qu'il manipule en vue d'obtenir des exemptions de visas et l'accélération du processus d'adhésion à l'UE. De Berlin à Bruxelles, on semble prêt à entrer dans ce marché de dupes. Funeste erreur, qui troquerait un péril immédiat contre une bombe à retardement. Aidons la Turquie pour qu'elle nous aide avec les réfugiés, mais ne prétendons pas nous rapprocher d'un régime qui s'éloigne si ostensiblement de nous. ■

Erdogan demande aux Turcs de lui accorder les pleins pouvoirs



Engagé dans une dérive autoritaire, le président turc attend des législatives de dimanche, organisées dans un climat de grande tension, que son Parti de la justice et du développement (AKP) récupère la majorité absolue, perdue en juin. Recep Tayyip Erdogan rêve même d'avoir l'assise lui permettant d'instaurer un régime présidentiel. Mais les sondages et les analystes lui prédisent des résultats mitigés.



n° 1304 du 29 octobre au 4 novembre 2015



ÉDITORIAL
JEAN-HEBERT
ARMENGAUD

La Turquie dans l'UE ?

Un pavé dans la mare : « Nous voulons rendre le processus d'entrée de la Turquie dans l'UE plus dynamique », déclarait récemment Angela Merkel à Ankara. La même chancelière qui s'est toujours opposée à l'adhésion turque à l'Union européenne... Le diable

se cache évidemment dans les détails. La « patronne de l'Europe », désormais bien installée, ne faisait là qu'une concession rhétorique, une petite déclaration contre une aide turque pour gérer l'avalanche de réfugiés. La Turquie dans l'UE ? Dans l'absolu, pourquoi pas ? Ce ne serait pas seulement l'ouverture d'un immense marché économique (75 millions d'habitants), mais aussi l'occasion pour les Vingt-Huit d'une nouvelle alliance qui leur permettrait de jouer un rôle plus décisif au Proche-Orient, voire en mer Noire. L'idée n'est pas nouvelle, puisque Ankara a déposé sa demande d'adhésion en... 1987, que les négociations sont toujours en cours, bien que suspendues - c'est un euphémisme -, et que la majorité des Turcs sont favorables à cette adhésion, contrairement à celle des membres de l'UE et de leurs opinions publiques. Mais du temps a passé depuis 1987, surtout depuis l'arrivée au pouvoir

de Recep Tayyip Erdogan, en 2003, qui a peu à peu « islamisé » son pays, l'éloignant ainsi des valeurs européennes, et l'a placé sous une coupe de plus en plus autoritaire - répression contre la presse, les mouvements d'opposition, les partis kurdes démocratiques... Le nouveau sultan a adopté un style « poutinesque ». Au Proche-Orient, il n'arrange rien au chaos, prétendant viser Daech alors qu'il tire sur les Kurdes. Il n'a plus d'alliés en Occident ni ailleurs sur la scène internationale... Ainsi, peu à peu, Erdogan fait de son pays un « Etat failli », peu fréquentable en tout cas pour l'Union européenne. Malgré la petite phrase d'Angela Merkel, l'adhésion n'est pas pour demain.

Turkey's election

Voting to the sound of explosions

In a country long admired for combining democracy and Islam, an election is marred by violence and recrimination

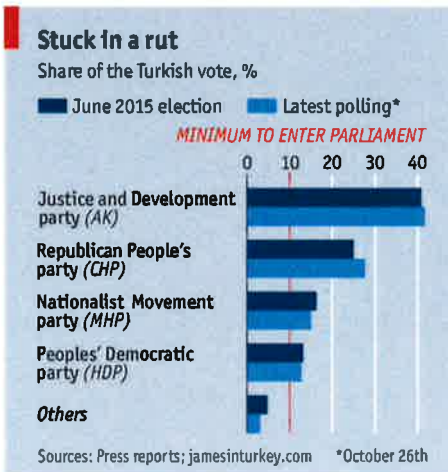
Oct 31st 2015 | DIYARBAKIR AND ISTANBUL

<http://www.economist.com>



ELECTION campaigns in Turkey are sometimes exuberant affairs, with the streets decked out with bunting and resounding with jingles. But the mood was mostly subdued as voters prepared to cast their ballots on November 1st.

With every passing day since the previous poll in June, a country long seen as a model of Muslim democracy has grown more polarised. Political feuds and real bloodshed have become horribly intermingled, especially since the reopening in July of conflict between the state and the guerrillas of the Kurdistan Workers' Party (PKK). During the current electoral contest, a pro-Kurdish movement, the Peoples' Democratic Party (HDP) has denounced its terrible treatment by the ruling Islamist Justice and Development (AK) party. AK is in turn deter-



mined to recoup lost ground after losing its parliamentary majority because of the HDP's unexpectedly high score of 13% in June.

President Recep Tayyip Erdogan, whose ceremonial position is supposed to put him above politics, accuses the HDP of being a proxy for the PKK, which the HDP strongly denies. He has urged citizens to "teach the people who get backing from this terrorist organisation the lesson they need": an implied call to vote for AK, which has dominated Turkey since 2002.

It was Mr Erdogan who rolled the electoral dice a second time after the failure of coalition talks involving the four parties in parliament: AK, the HDP, the Republican People's Party (CHP), which speaks for Turkey's once dominant secular tradition and the right-wing jingoists of the National Action Party (MHP). But the HDP says the tables are tilted. They have reported 200 attacks on their offices. Since violence resumed, 22 mayors elected on an HDP ticket have been removed, and another 20 arrested. The authorities have been "creating psychological pressure and making people feel as if they are doing something illegal by attending our gatherings", says Ayse Acar Basaran, an HDP candidate.

Media access has certainly been skewed. In the first 25 days of October, Mr Erdogan appeared on the state-run TV channel for 29 hours, while coverage of his party ran for 30 hours, says the Supreme Council for Radio and Television. The CHP and MHP were on air for five hours and 70 minutes, respectively, while the pro-Kurdish HDP got a mere 18 minutes.

Apart from crimping its obvious rivals, the government is also cracking down on former friends. On October 28th police wielding water cannon and tear gas burst into a media company and silenced its broadcasts. This was part of a drive against firms linked to Fethullah Gulen, an American-based Islamic preacher who used to back Mr Erdogan but is now a biting critic. It followed the government's takeover, with a prosecutor's blessing, of the broadcaster's parent which also owns newspapers and mining and energy firms.

Oddly, this behaviour may not have affected voters' feelings that much; polls suggest an outcome not much different from last time. But in some parts of the country, the climate is so tense that there are questions over how fair the election will be. Antagonism between Kurds and ethnic Turks is soaring to levels not seen since the 1990s. Whenever television shows the funerals of Turkish soldiers or police killed in clashes with the PKK, anti-Kurdish sentiment surges; and the government seems proud of the fact that it is fighting the Kurds beyond the borders as well as domestically.

Ahmet Davutoglu, the prime minister, confirmed on October 26th that Turkish forces had hit Kurdish militias inside Syria, although those forces are the West's allies against the

2015 parliamentary election, party with most votes, by province



jihadists of Islamic State (IS). The Turkish government claims to be fighting a two-pronged war against Kurdish forces and IS. It has shown greater zeal in battling the Kurds, but this week it reported several domestic operations against IS. A shootout with suspected IS militants in the southeastern city of Diyarbakir left two police officers and seven fighters dead. Security forces then said they had arrested 30 people in raids around Konya.

The Ankara prosecutor's office has blamed IS for an explosion in the capital on October 10th that killed 102 peace activists. (The government has made the weird charge that IS and the PKK colluded in the outrage.) Critics from the leftist and pro-Kurdish camp retort that whoever planted the bombs, people in their ideological corner were the main

victims—as was the case with a bomb in July in the border town of Suruc, in which more than 30 young people died. There is evidence of a link between the two blasts: one of the perpetrators of the Ankara blast was a brother of a bomber involved in the Suruc one.

Besides violence, voters worry about bread-and-butter issues. AK boasts that the economy has grown a lot since it took power (though it has slowed of late). Turkey's hopes of joining the European Union rose again this month when Angela Merkel, Germany's chancellor, vowed to revive entry talks in return for help with refugees.

Erdogan expects compliance

To ordinary Turks, whose life is getting harder, AK has promised to raise the minimum

wage. It also offers a child bonus for mothers and support for students, young entrepreneurs and newly weds. Mr Davutoglu even made a bizarre pledge to help young people find spouses.

Eroding Erdogan's power: Our guide to Turkey's general elections

No election result will automatically bring stability. If AK reverts to single-party rule, it will face bitter opposition. If it fails to win a majority and teams up with the MHP, such a government would be furiously anti-Kurdish. A broad coalition of the AK and the CHP might pull the country from the brink. But that would require something unlikely: Mr Erdogan giving up dreams of an all-powerful presidency. Many Turks yearn to see an inclusive government; but the prospects for getting one are poor. ■



October 30, 2015

Barzani and Paris mayor talk ISIS, environment

rudaw.net / 30 oct 2015

ERBIL, Kurdistan Region – A delegation of French officials led by Paris Mayor Anne Hidalgo met on Thursday in Erbil with President Masoud Barzani and Erbil's Mayor Nawzad Hadi to discuss France's environmental and construction support to the region as well as the ongoing fight against the Islamic State, the office of the

presidency of the Kurdistan Regional Government (KRG) reported.

Hidalgo assured the officials of continued support for projects to further develop the capital of the Kurdistan Region, and both sides agreed bilateral relations between Erbil and Paris would be developed.

Hidalgo and Barzani stressed the need for mutual efforts to battle the Islamic State, which was



Paris Mayor Anne Hidalgo met on Thursday in Erbil with President Masoud Barzani. Photo: KRG Presidency website

described as a common enemy to France and the KRG, according to a KRG statement.

In conclusion of the event,

Barzani thanked the Parisian delegation for their visit and praised France's historic relationship with the Kurds. ■



October 29, 2015

Iraqi FM says Erbil-Baghdad oil agreement vital

rudaw.net / 29 oct 2015

ERBIL, Kurdistan Region–Iraq's Minister of Finance Hoshiyar Zebari told the Reuters news agency on Wednesday that restarting the oil-sharing agreement between Baghdad and Erbil was vital for the 2016 national budget, expressing hope that a delegation from the

Kurdistan Regional Government (KRG) would help reach an agreement.

"If we can get the KRG-Baghdad oil [agreement] reinstated again and both sides to implement it in good faith, I think we can succeed this year," Zebari said in an interview for the Reuters Middle East Investment Summit.

The Reuters report said "Iraq's



Iraq's Minister of Finance Hoshiyar Zebari. Photo: Rudaw

national budget proposal for 2016 envisages expenditure of about \$95 billion with a nearly \$21 billion deficit; that compares with original projections for this year of roughly \$105 billion of spending and a \$22 billion deficit. Oil accounts for over 80 percent of Iraq's fiscal revenues, but crude prices have more than halved since mid-2014."

But Zebari praised the government's effort to rein in spending and said only 60 percent of the 2015 budget would be spent by year's end.

"We've really imposed very stringent controls over all the ministries and the government departments in order to overcome this crisis."

The stalled oil agreement has been a burden on the finances of both Baghdad and Erbil. The deal stated that the KRG would transfer up to 550,00 barrels per day to Iraq's state oil company in exchange for 17 percent of the overall Iraqi budget.

The KRG stopped its transfers in June claiming Baghdad had not handed over the earmarked portion of the budget and has sought independent sales through Turkey.

LE FIGARO

vendredi 30 octobre 2015

Deux Turquie s'affrontent aux législatives

La fracture entre les islamo-conservateurs et les libéraux laïcs s'est aggravée avant les élections anticipées.

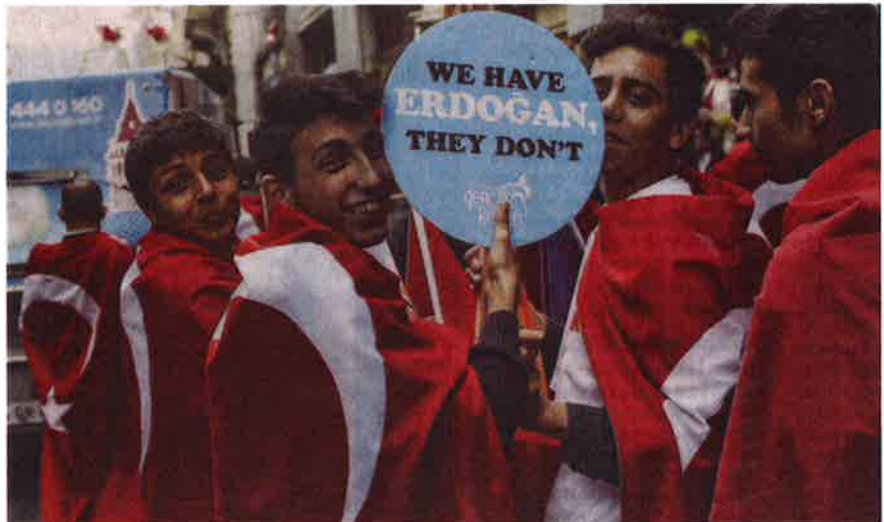
DESAPHNE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

TURQUIE Ni posters ni tracts. Dans ce local aseptisé du centre commercial Perpa, au cœur du quartier Okmeydani, un impressionnant cordon sécuritaire encadre le discret meeting du HDP à quelques jours des législatives anticipées du 1^{er} novembre. À l'intérieur de la salle, une cinquantaine de personnes, visages crispés, écoutent les représentants du parti libéral pro-kurde évoquer, à la tribune, l'unité nationale, les droits des femmes, des ouvriers, des minorités : des arguments qui valurent à cette nouvelle faction politique, née d'une alliance entre un parti kurde et différentes mouvances de gauche, 13 % des voix au scrutin du mois de juin. Une victoire surprise qui contribua largement à priver, pour la première fois en treize ans, l'AKP de sa majorité absolue - et à faire du HDP la bête noire du président Erdogan.

Cinq mois plus tard, la ferveur n'est plus la même. « Pendant la campagne électorale de juin dernier, c'était la fête. À Perpa, le HDP avait loué une autre salle bien plus grande. Nous étions quatre fois plus nombreux. Aujourd'hui, avec la violence qui prévaut, les gens ont peur, c'est certain », avance Nurhan Besik, un ingénieur issu d'une famille pro-CHP (principal parti d'opposition). À 50 ans, il fait partie des quelque 4 % de Turcs qui ont voté, en juin, pour le HDP, surtout plébiscité par la minorité kurde. Comme beaucoup, il est encore sous le choc de l'attentat du 10 octobre à Ankara. Ce jour-là, les kamikazes ont volé la vie à 102 militants pacifistes, selon le même scénario utilisé en juillet à Süruç contre de jeunes humanitaires. Une attaque qui n'a fait qu'attiser la colère contre le chef d'État. « Depuis le revers subi, en juin, par l'AKP, qui le prive du nombre suffisant de députés pour modifier la Constitution et instaurer un régime présidentiel, Erdogan joue la carte du pourrissement : il a fait capoter la formation d'un gouvernement de coalition, et convoqué de nouvelles élections ; il a relancé la guerre

« Les discours moralisateurs et puritains d'Erdogan ont contribué à l'explosion de la violence contre les femmes »

UNE MILITANTE PRO-HDP



Pour soutenir leur leader en vue des prochaines élections, les partisans du président Erdogan défilent aux couleurs de l'AKP, à Istanbul jeudi.

contre la guérilla kurde du PKK pour discréditer notre parti. Quant aux attentats, je ne peux pas dire qu'il soit responsable, mais la négligence sécuritaire et sa complaisance avec les djihadistes y sont pour quelque chose », s'emporte Iliz, une militante pro-HDP.

À la sortie du meeting, une élégante brune aux cheveux longs prend la parole. Elle s'appelle « Laïke » (du français « laïc »), un prénom qui en dit long sur les orientations politiques de ses parents. Pour cette femme engagée, sensible à la parité prônée par Selahattin Demirtas, le très charismatique leader du HDP, le conservatisme d'Erdogan est aussi un sujet d'inquiétude. « Ses discours moralisateurs et puritains ont contribué à l'explosion de la violence contre les femmes », se plaint-elle. Pour Nurhan Besik, ce sont plutôt la « soif de pouvoir » et le « délire néo-ottoman » d'Erdogan qui sont à craindre. « Depuis (la répression des manifestations de) Guezi, en 2013, il n'a qu'une idée en tête : diviser mieux régner. Il joue sur la peur du chaos pour s'ériger en garant de la sécurité. Dimanche, nous devons aller aux urnes pour lui prouver le contraire ! », dit-il.

Changement de décor à 180 degrés dans le quartier de Kasimpasa : c'est ici, dans une de ces rues aux nombreuses femmes voilées et aux devantures uniformément décorées de dessins d'ampoules - le logo de l'AKP - qu'a grandi l'homme fort du pays. En face d'une mosquée, Aysegül, 28 ans, arbore un foulard bleu et un cabas aux couleurs du parti. « L'AKP, c'est un

bon système de santé, des transports qui fonctionnent et des dirigeants qui replacent l'islam au centre de notre culture ! », insiste-t-elle. Quant au HDP, pas question de lui en parler. « HDP, PKK, tous les mêmes : ce sont eux qui tuent nos soldats dans le sud-est du pays ! », lâche-t-elle. Ainsi, l'attentat d'Ankara ne l'a guère émue. « Ces gens-là méritaient de mourir », affirme-t-elle sans rougir. Interrogée sur le rôle de Daech, elle prétend y voir « le jeu vicieux des États-Unis » et non, « comme disent certains, la complicité passive des autorités turques ».

À quelques mètres de là, les permanenciers du QG local de l'AKP sont beaucoup moins diserts. « On ne parle pas à la presse étrangère ! », prévient l'un d'eux. Une défiance de façade qui dénote un certain malaise. Les derniers sondages créditent l'AKP de 41 à 43 % des intentions de vote - soit un score quasi comparable à celui de juin, et en deçà du fameux seuil lui permettant de gouverner seul. Mais ils révèlent, aussi, une polarisation croissante de la Turquie, où une fraction conséquente de la population reste soudée derrière lui. ■

IDÉES

Turquie: massacre et répression entre deux élections

Les Turcs votent le 1^{er} novembre pour la deuxième fois en quatre mois pour élire leur Parlement. Entre-temps, le pays a basculé dans une situation quasi insurrectionnelle. L'attentat du 10 octobre, qui a fait 102 morts lors d'une manifestation des principaux syndicats et partis d'opposition, dont les pro-Kurdes, est comparé à un 11 Septembre turc.

Par
**KENDAL
NEZAN**



Président de
l'Institut kurde
de Paris.

Contrairement au 11 Septembre ou à l'attentat contre *Charlie Hebdo*, le massacre perpétré au cœur de la capitale turque, qui a bouleversé une grande partie de la population, n'a donné lieu à aucune manifestation de l'union nationale, à aucune cérémonie officielle. Certes, le gouvernement a décrété un deuil de trois jours, mais aucun représentant de l'Etat, ni ministre ni même gouverneur de province, n'a participé aux funérailles des victimes. Ce n'est que quatre jours après le drame que le président Erdogan s'est rendu, en catimini, sur le lieu de la tuerie pour y déposer quelques fleurs. Critiqué pour l'opacité des enquêtes judiciaires concernant le précédent attentat meurtrier du 5 juin contre un rassemblement électoral du parti pro-kurde HDP à Diyarbakir et celui du 20 juillet, qui a tué 35 jeunes volontaires réunis dans la bourgade frontalière de Suruç pour aller participer à la reconstruction de la ville martyre de Kobané, le gouvernement turc aggrave son cas en imposant aux médias un black-out total sur les informations relatives au massacre d'Ankara. Tout débat est

interdit, et les journaux, craignant les foudres du pouvoir, vont jusqu'à s'abstenir de publier des témoignages des proches de victimes. Quelques publications d'opposition, comme le vénérable quotidien *Cumhuriyet* («république»), qui en son temps avait révélé, photos à l'appui, les livraisons massives d'armes turques aux jihadistes syriens, s'efforcent de briser l'omerta et d'apporter un peu de lumière sur cette tragique et sombre affaire.

Le parquet d'Ankara, chargé de l'enquête, affirme avoir identifié les auteurs du double attentat kamikaze. Il s'agirait de deux jihadistes originaires d'Adiyaman, ville située à la lisière du Kurdistan et de l'Anatolie turque. [...] Une éventuelle origine kurde pour ces deux kamikazes aurait l'avantage de laisser entendre que la tuerie est un règlement de compte entre Kurdes.

Ces deux individus sont bien passés par les camps de l'Etat islamique, mais celui-ci, qui se glorifie pourtant toujours de ses pires horreurs, n'a jamais revendiqué ni le massacre d'Ankara ni l'attentat de Suruç que le gouvernement turc lui a attribué. En lutte contre les combattants kurdes syriens, l'Etat islamique a commis de nombreux attentats au Kurdistan syrien et les a toujours revendiqués. En dépit des déclarations à usage international d'Ankara, la Turquie, qui a fourni une aide multiforme aux jihadistes et qui, selon toute vraisemblance, continue de le faire plus discrètement, n'est pas en guerre contre l'Etat islamique. Et ce dernier, qui compte plus de 3000 jihadistes turcs dont certains anciens cadres de forces paramilitaires, n'a aucune raison de créer, après la Syrie et l'Irak, un troisième front en Turquie. S'il décidait de le faire, il

s'en prendrait directement aux représentants ou aux rassemblements du parti au pouvoir, l'AKP. La parlementaire turque Eren Erdem révèle d'ailleurs détenir des documents relatifs à une rencontre fin septembre à haut niveau entre les responsables du MIT (services secrets turcs) et de Daech pour faire le point sur leur coopération.

Autre élément troublant de l'enquête turque, les deux auteurs présumés figurent sur la liste des terroristes recherchés, leurs photos étaient placardées dans les commissariats de police. L'un d'eux avait même été arrêté en mai, puis rapidement relâché. On apprend aussi qu'ils étaient tous deux sur écoute, que la veille de l'attentat, ils sont partis de Gaziantep, l'une des villes les plus surveillées de Turquie, qu'arrivés à Ankara, bardés de leurs volumineuses bombes, ils ont pris tranquillement leur petit déjeuner dans un café. La police d'Ankara, malgré une information reçue trois jours plus tôt qu'un attentat meurtrier allait avoir lieu lors de ce rassemblement organisé par les principaux syndicats et les deux partis d'opposition (HDP et CHP), n'a pris aucune mesure de protection alors que toute manifestation est soumise à autorisation, et s'accompagne d'une présence policière adéquate. La police filme le moindre rassemblement, mais curieusement ce jour-là ses caméras n'ont pas filmé (ni lors de l'attentat de Suruç). La veille, dans l'obscurité de Rize, non loin de la frontière géorgienne, un célèbre parrain de la mafia turque, Sedat Peker, avait, sous haute protection policière, tenu un meeting de soutien au président Erdogan et prévenu que le «sang allait couler à flots si l'on s'opposait au grand leader turc». Quelle conclusion tirer de tous ces indices?

La plupart des citoyens turcs pensent que, quels que soient les exécutants, la responsabilité du massacre incombe au pouvoir. S'il n'avait rien à cacher, pourquoi imposerait-il le black-out dans les médias? Le président turc est tenu responsable de la relance de la guerre contre le PKK et du climat de quasi-guerre civile qui s'installe dans le pays. En affirmant à la télévision: «Si un parti [le sien] avait obtenu 400 sièges [majorité requise pour changer la Constitution], tout cela ne serait pas arrivé», il ne laisse guère de doute qu'il est en train de punir ceux qui n'ont pas voté pour lui et en premier lieu les Kurdes, qui en élisant 80 députés sur la liste rivale du HDP l'ont privé de majorité au Parlement et ont brisé ses rêves de super-président. Son Premier ministre Davutoglu qui, après avoir montré du doigt le PKK, le DHKP (petite organisation d'extrême gauche turque) et l'Etat islamique comme coupables potentiels, finit, une fois l'identité des auteurs révélée, a fini par dire: «Nous connaissions ces bombes vivantes [kamikazes] mais nous ne pouvions les arrêter sur de simples suspicions.» Etrange Etat de droit qui, en quelques mois, sur de simples «suspicions de liens avec le PKK», a destitué une vingtaine de maires élus kurdes, a embastillé le rédacteur en chef d'un grand quotidien (*Zaman*) pour un simple tweet critiquant Erdogan, qui arrête et poursuit des magistrats et des policiers ayant osé contrôler les camions de livraisons clandestines d'armes turques aux jihadistes et qui ne peut interpellé deux kamikazes prêts à commettre un carnage!

Pour l'opinion kurde, aucun doute: les kamikazes ont été manipulés par les services turcs pour terroriser l'électorat kurde. Cette stratégie se déploie depuis cet été sous la forme de ratissage de fiefs traditionnels du HDP. Dans une quinzaine de villes, des forces spéciales turques, appuyées par des hélicoptères et des chars, sous prétexte d'opérations contre les militants du PKK, ont dévasté des quartiers entiers. On compte déjà plusieurs dizaines de civils tués et plus de 30 000 déplacés. Soumises au couvre-feu, privées d'électricité, d'eau et de téléphone, ces villes sont régulièrement interdites d'accès aux journalistes. Les médias ignorent ce début de guerre civile à huis clos où l'on voit de plus en plus de policiers et de militaires turcs accompagnés de commandos cagoulés criant «Allah akbar» comme des jihadistes, sans



Bulent Kenes, le rédacteur en chef du grand quotidien *Zaman*, avait été arrêté suite à un tweet critique envers Erdogan, Istanbul, 9 octobre. PHOTO ISA SIMSEK. AP

que l'on sache encore s'il s'agit d'une milice militarisée de l'AKP comme celle qui a récemment sévi contre le grand quotidien stanbouliote *Hurriyet* et qui a tabassé un journaliste de CNN, ou de jihadistes recyclés. Cela rappelle la période noire de la décennie 90, quand des escadrons de la mort, recrutés par la gendarmerie dans les rangs du parti islamiste Hezbollah [sans lien avec le mouvement chiite libanais], ont assassiné des milliers d'intellectuels, de militants syndicalistes et associatifs kurdes. Sous le deuxième gouvernement d'Erdogan, certains auteurs de ces assassinats et leurs commanditaires furent identifiés et poursuivis, et des fosses communes furent découvertes. Le parti Hezbollah, supplétif pour les basses besognes de la gendarmerie turque, fut alors démantelé. Ses rescapés sont partis faire le jihad dans le Caucase. Les survivants reprennent du service en Syrie et depuis quelque temps en Turquie sous le nom de Huda Par («parti de Dieu»). Bénéficiant de la mansuétude du pouvoir, ce «parti» a même pu se présenter aux élections dans les régions kurdes où il a obtenu des scores dérisoires. L'attentat d'Ankara a eu pour conséquence immédiate l'annulation de tous les meetings électoraux du HDP prévus pour les législatives du 1^{er} novembre: plus de 300 permanences ont été saccagées en toute impunité par les services du pouvoir. Ses responsables locaux ont été arrêtés par centaines. Son leader charismatique, Salahettin Demirtas, bête noire d'Erdogan, poursuivi par la justice, est aussi interdit d'antenne sur les chaînes de télévision turques. Cependant, l'AKP a tout loisir de mener campagne sur le thème de «la lutte contre le terrorisme», celui du PKK s'entend, car même à Strasbourg en une heure de discours devant ses sympathisants, le président

turc n'a pas cité une fois le terrorisme de l'Etat islamique. Les dirigeants turcs ont donc occupé les écrans, les radios, les principaux journaux pour incriminer et discréditer le HDP pro-kurde.

Si, à l'issue de cette «compétition démocratique» à armes très inégales, le HDP passe sous la barre des 10 % des suffrages, Erdogan aura gagné la partie car il va automatiquement raffer tous les sièges du Kurdistan et une confortable majorité au Parlement. Et si les électeurs déjouent ses calculs, en réitérant leur vote de juin en faveur du HDP, ce serait alors le début de la fin pour celui qui rêvait de devenir un sultan élu tout puissant. Perdre le contrôle absolu du pouvoir, c'est risquer d'être destitué et traduit en justice pour les gigantesques affaires de corruption impliquant ses proches et son parti. Mais, il y a plus grave encore: Erdogan est convaincu d'être investi de la mission divine de réislamisation de la Turquie et du leadership du monde musulman sunnite. Sous son règne, le pays s'est couvert de milliers de nouvelles mosquées, y compris sur les campus universitaires. Son projet de «former une nouvelle génération pieuse» s'est traduit par un développement exponentiel des lycées religieux Imam-Hatip destinés, en principe, à former de futurs imams et prédicateurs. Leurs effectifs sont passés de 60 000 à 1,2 million d'élèves. Le foulard autorisé d'abord à l'université s'étend maintenant aux écoles primaires. L'anti-occidentalisme et l'antisémitisme atteignent des sommets dans l'opinion de plus en plus formatée par les médias conservateurs au service du régime. Perdre le pouvoir signifierait pour le sultan turc laisser sa mission divine inachevée. Il semble prêt à mettre le pays à feu et à sang pour conjurer une telle éventualité. ◀